

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CITIBANK EUROPE PLC

(Numéro d'immatriculation : 132781)

RAPPORT ANNUEL ET ÉTATS FINANCIERS pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Le rapport est consultable au siège de la succursale de Citibank Europe PLC sis 21-25 rue Balzac, 75008 Paris

Table des matières

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUTRES INFORMATIONS

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

État de durabilité

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AUX MEMBRES DE CITIBANK EUROPE PLC

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

ÉTAT CONSOLIDÉ DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ

ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA SOCIÉTÉ

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA SOCIÉTÉ

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Principales méthodes comptables
2. Utilisation d'hypothèses et estimations
3. Résultat financier net
4. Produits nets des honoraires et commissions
5. Résultat net de négociation
6. Produit net des placements
7. Produit net des autres instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat
8. Gain/(perte) net(te) sur comptabilité de couverture
9. Autres produits d'exploitation
10. Rémunération du commissaire aux comptes
11. Charges de personnel
12. Rémunération des administrateurs
13. Autres charges
14. Impôt sur les bénéfices
15. Obligation au titre des retraites
16. Notes annexes à l'état des flux de trésorerie
17. Actifs de négociation
18. Instruments financiers dérivés
19. Titres de placement
20. Accords de prise en pension
21. Prêts et avances aux banques et à la clientèle
22. Autres actifs
23. Gestion des risques
24. Réserves
25. Actifs et passifs financiers
26. Comptabilité de couverture
27. Immobilisations corporelles
28. Immobilisations incorporelles
29. Impôt différé
30. Parts dans les filiales
31. Dettes subordonnées
32. Provisions
33. Autres passifs
34. Capital social appelé
35. Transfert d'activité sous contrôle commun
36. Participations ne donnant pas le contrôle
37. Plans d'intéressement fondés sur des actions
38. Transfert d'actifs financiers
39. Passifs éventuels et engagements
40. Implication dans des entités structurées non consolidées
41. Contrats de location
42. Transactions avec des parties liées
43. Ajustement au titre de l'exercice précédent
44. Sociétés mères
45. Événements postérieurs à la clôture
46. Approbation des états financiers

Information par pays

TAXINOMIE EUROPÉENNE

INFORMATION DE RÉFÉRENCE

INFORMATIONS IMPORTANTES/AVERTISSEMENTS

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET AUTRES INFORMATIONS**ADMINISTRATEURS**

Susan Dean – Présidente – Administratrice indépendante non exécutive
 Ignacio Gutierrez-Orrantia - Administrateur exécutif - Directeur Général (nommé le 17 juin 2024)
 Desmond Crowley – Administrateur indépendant non exécutif
 Fabio Lisanti - Administrateur exécutif
 Gillian Lungley - Administratrice indépendante non exécutive
 Jeanne Short – Administratrice indépendante non exécutive
 Natalia Bozek - Administratrice exécutive - Directrice financière (nommée le 12 avril 2024)
 Peter McCarthy - Administrateur non exécutif (Directeur Général par intérim du 17 novembre 2023 au 17 juin 2024)
 Peter Jameson - Administrateur exécutif
 Ryan Davis - Administrateur non exécutif
 Darren Jarvis - Administrateur non exécutif (nommé le 1^{er} janvier 2025)
 Rosemary Quinlan – Administratrice indépendante non exécutive (nommée le 20 mars 2025)
 John Gollan – Administrateur indépendant non exécutif (a démissionné le 31 mars 2024)
 Patrick Dewilde - Administrateur non exécutif (a démissionné le 31 décembre 2024)

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Fiona Mahon

SIÈGE SOCIAL

1 North Wall Quay, Dublin 1

AVOCATS

A&L Goodbody LLP
 International Financial Services Centre, 3 Dublin Landings,
 North Wall Quay, Dublin 1
 Arthur Cox LLP
 10 Earlsfort Terrace, Dublin 2
 Matheson LLP
 70 Sir John Rogerson's Quay, Dublin 2

COMMISSAIRE AUX COMPTES

BDO
 Cabinet d'audit comptable
 Block 3 Miesian Plaza, 50-58 Baggot Street Lower, Dublin 2

BANQUIERS

Citibank NA, succursale londonienne, Citigroup Centre, Canada Square, Canary Wharf, London, E14 5LB

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Les administrateurs présentent leur rapport et les états financiers annuels de Citibank Europe Plc (« la Société » ou « CEP ») et du « Groupe » (CEP et ses filiales) au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, établis en conformité avec les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Principales activités

Le Groupe a son siège social à Dublin (Irlande) et, pour l'exercice considéré, avait deux filiales (2023 : deux filiales) et des succursales dans 21 pays européens (2023 : 21 pays européens). La société mère est Citigroup Inc. (ci-après dénommée « Citigroup » ou « Citi »).

La Société, qui détient un agrément bancaire de la Banque centrale d'Irlande (« CBI ») en vertu de l'article 9 de la loi de 1971 sur la Banque centrale, fournit des services financiers à des clients et à d'autres entreprises de Citigroup dans le monde entier. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le Groupe est directement réglementé par la Banque centrale européenne (« BCE ») dans le cadre du Mécanisme de surveillance unique (« MSU » ou « Le Régulateur »).

La Société dispose d'un « passeport » en vertu de la directive de consolidation bancaire de l'UE. Elle est par conséquent autorisée à exercer une large gamme d'activités de services bancaires et financiers dans l'ensemble de l'Espace économique européen (« EEE ») par l'intermédiaire de ses succursales et sur une base transfrontalière.

Les principales activités du Groupe comprennent les services, les activités de marché et la gestion de patrimoine. Les services incluent les services titres et les solutions trésorerie et négoce (« TTS »). Les activités de marché comprennent la fourniture de capacités de souscription, de vente, de négociation et de distribution dans tout un éventail de classes d'actifs, notamment les taux, les produits de spread, les devises, les actions et les matières premières. Le segment bancaire comprend la banque d'investissement, la banque de financement et la banque commerciale. Les activités patrimoniales regroupent les services de banque privée destinés aux particuliers fortunés et aux family offices. Le segment des activités héritées réunit les activités de banque de détail qui sont exclusivement exploitées par l'intermédiaire de la filiale Bank Handlowy. Conformément à sa stratégie de simplification, le Groupe a l'intention de sortir de cette activité à l'avenir. CEP se concentre principalement sur la clientèle institutionnelle (sociétés multinationales, secteur public et institutions financières) ainsi que sur la clientèle commerciale et les particuliers de l'activité patrimoniale.

Revue des activités

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le Groupe déclare un résultat après impôt de 2 072 millions \$ (31 décembre 2023 : 1 743 millions \$) et maintient de solides positions en capital et en liquidité.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, le résultat net avant dépréciation s'élève à 5 454 millions \$ (31 décembre 2023 : 4 347 millions \$). La hausse des bénéfices d'un exercice sur l'autre s'explique par la solide performance de l'activité des services, portée par la hausse des commissions transfrontalières, la croissance des dépôts et l'augmentation des volumes de paiements. Les services titres tirent parti de la hausse des revenus d'intérêts, notamment grâce aux activités de conservation et aux services aux émetteurs, à la faveur de l'environnement de hausse des taux d'intérêt. La banque commerciale continue d' étoffer sa base de clientèle, ce qui s'est traduit par une hausse des revenus ainsi que de meilleures marges sur les prêts. En revanche, la baisse des revenus bancaires liée à des événements épisodiques, sur laquelle s'est greffée la baisse des volumes de prêts, a pesé sur ces bons résultats. Les revenus des marchés reculent face à l'accalmie de la volatilité sur les marchés, dans un environnement de taux d'intérêt élevés, ce qui freine les prêts avec appel de marge. La hausse des bénéfices est également portée par l'impact de la première année pleine de l'intégration de Bank Handlowy au sein du Groupe.

Le Groupe déclare une perte nette de dépréciation de 3 millions \$ (31 décembre 2023 : gain net de dépréciation de 38 millions \$). Cette perte s'explique principalement par des pertes sur cessions de prêts au sein du portefeuille bancaire, compensées par une reprise des réserves due à l'amélioration des perspectives macroéconomiques et à une meilleure qualité de crédit au sein du portefeuille. Des informations complémentaires sont fournies dans la note 23, dans la partie concernant le risque de crédit.

Le total des charges d'exploitation augmente à 2 883 millions \$ (au 31 décembre 2023 : 2 244 millions \$), principalement sous l'effet de la consolidation en année pleine des charges de Bank Handlowy, contre deux mois seulement lors de l'exercice précédent, et de l'augmentation des charges de personnel,

en raison des coûts de restructuration liés à la réorganisation et à la simplification de Citigroup annoncées l'année précédente.

Le total du bilan du Groupe augmente à 178,6 milliards \$ (31 décembre 2023 : 159,3 milliards \$). Cette augmentation est principalement tirée par la croissance des activités de marché et du portefeuille de négociation d'obligations d'État européennes ainsi que par l'augmentation des placements auprès des banques centrales en raison de la hausse des dépôts.

Développements futurs

Le Groupe continue de surveiller la volatilité du marché observée en avril 2025 suite aux dernières annonces de la nouvelle administration américaine concernant les droits de douane et leur futur impact sur l'activité commerciale ainsi que les possibles répercussions macroéconomiques, notamment un ralentissement. Malgré les difficultés suscitées par le spectre d'une guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis, l'UE continue de travailler sur sa réponse. L'évolution défavorable de l'inflation et des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe et leurs impacts respectifs ainsi que les incertitudes macroéconomiques liées aux possibles accords sur le commerce et aux tensions géopolitiques existantes, notamment la guerre entre la Russie et l'Ukraine et le conflit au Moyen-Orient, font partie des principaux risques stratégiques que le Groupe surveille avec attention.

Le Groupe continue de donner la priorité à ses objectifs stratégiques : transformation, investissement pour la croissance, simplification, culture et talents. Ces objectifs concourent tous à l'ambition du Groupe d'être la principale filiale bancaire européenne de Citi.

Le Groupe reste engagé dans une démarche de transformation pluriannuelle visant à moderniser son environnement de risque et de contrôle et à améliorer l'infrastructure technologique qui est fondamentale pour servir les clients de la Société et maintenir un cadre de gouvernance robuste.

Le Groupe prévoit d'améliorer plus encore l'expérience client dans les services et les TTS en proposant des capacités digitales améliorées et entend continuer à gagner des parts de marché. Le Groupe poursuit le développement de la banque commerciale et des services de gestion patrimoniale en Europe de l'Ouest ainsi que celui des activités de marchés.

Indicateurs clés de performance

Les principaux indicateurs financiers du Groupe au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	Groupe		Variation
	31/12/2024	31/12/2023	
Résultat avant impôt (M\$)	2 568	2 141	20 %
Résultat de l'exercice (M\$)	2 072	1 743	19 %
Coefficient d'exploitation [1]	53 %	51 %	2 %
Capitaux propres (M\$) [2]	19 828	19 569	1 %
Rendement des capitaux investis [3]	13 %	11 %	2 %
Rendement des actifs [4]	1,4 %	1,3 %	0,1 %

Les principaux indicateurs financiers de la Société au cours de l'exercice se présentent comme suit :

	Société		Variation
	31/12/2024	31/12/2023	
Résultat avant impôt (M\$)	2 245	2 061	9 %
Résultat de l'exercice (M\$)	1 889	1 685	12 %
Coefficient d'exploitation [1]	51 %	51 %	— %
Capitaux propres (M\$) [2]	19 138	18 797	2 %
Rendement des capitaux investis [3]	12 %	11 %	1 %
Rendement des actifs [4]	1,4 %	1,4 %	— %

Les indicateurs clés de performance ci-dessus tiennent compte à la fois des normes IFRS et des indicateurs alternatifs de performance (« Alternative Performance Measures » ou « APM ») pour analyser la performance du Groupe, en permettant de dresser une comparaison d'un exercice sur l'autre. Ces indicateurs de performance sont cohérents avec ceux présentés devant le Conseil. Il se peut que toutes les sociétés n'acceptent pas la même définition de ces indicateurs de performance. Par conséquent, une comparaison directe de ces indicateurs avec les mesures et les informations de même intitulé utilisées par d'autres sociétés n'est pas toujours possible. Il y a lieu d'étudier ces mesures conjointement avec les mesures IFRS, telles que définies dans les états financiers en page [100](#).

Indicateurs clés de performance (suite)

Veuillez consulter la liste et la description des APM ci-dessous :

[1] Le coefficient d'exploitation correspond au total des charges d'exploitation divisé par le résultat net d'exploitation.

		Groupe		Société	
		2024	2023	2024	2023
Calcul	Source	M\$	M\$	M\$	M\$
Total des charges d'exploitation	Compte de résultat	-2 883	-2 244	-2 349	-2 175
Résultat net d'exploitation	Compte de résultat	5 451	4 385	4 594	4 236
Coefficient d'exploitation		53 %	51 %	51 %	51 %

[2] Les capitaux propres correspondent à la somme des capitaux propres attribuables aux actionnaires, lesquels sont différents des fonds propres réglementaires. L'augmentation des capitaux propres est principalement due au bénéfice de l'exercice de 2 072 millions \$, compensé par le versement de dividendes de 1 595 millions \$ aux actionnaires.

[3] Le rendement des capitaux investis est égal au résultat avant impôt rapporté au montant total des capitaux propres attribuables aux actionnaires.

		Groupe		Société	
		2024	2023	2024	2023
Calcul	Source	M\$	M\$	M\$	M\$
Résultat avant impôt	Compte de résultat	2 568	2 141	2 245	2 061
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	État de la situation financière	19 828	19 569	19 138	18 797
Rendement des capitaux investis		13 %	11 %	12 %	11 %

[4] Le rendement des actifs est égal au résultat avant impôt rapporté au montant total des actifs.

		Groupe		Société	
		2024	2023	2024	2023
Calcul	Source	M\$	M\$	M\$	M\$
Résultat avant impôt	Compte de résultat	2 568	2 141	2 245	2 061
Total des actifs	État de la situation financière	178 622	159 281	162 653	142 545
Rendement des actifs		1 %	1 %	1 %	1 %

Notation de crédit

La notation de crédit à long terme de la Société est A+ (Standard & Poor's) (2023 : A+ (Standard & Poor's)), Aa3 (Moody's) (2023 : Aa3 (Moody's)) et A+ (Fitch) (2023 : A+ (Fitch)). Les perspectives des trois agences de notation sont « stables ».

Gestion des fonds propres

Les fonds propres réglementaires de la Société s'élèvent à 16,9 milliards \$ au 31 décembre 2024 (16,5 milliards \$ au 31 décembre 2023) et sont intégralement constitués de capitaux propres de première catégorie (Tier One). Le ratio de fonds propres au 31 décembre 2024 s'élève à 20,63 % (23,40 % au 31 décembre 2023), soit plus que le minimum requis de 15,90 %.

Les fonds propres réglementaires du Groupe s'élèvent à 17 milliards \$ au 31 décembre 2024 (16,3 milliards \$ au 31 décembre 2023) et sont intégralement constitués de capitaux propres de première catégorie (Tier One). Le ratio de fonds propres au 31 décembre 2024 s'élève à 20,21 % (22,4 % au 31 décembre 2023), soit plus que le minimum requis de 15,87 %.

De plus amples informations concernant les exigences de fonds propres et la gestion des risques de la Société sont disponibles dans le document d'information Pilier 3 (<http://citigroup.com/citi/investor/reg.htm>). Pour plus de précisions, se reporter à la Note 23 - « Gestion des risques ».

Dividendes

Au cours de l'année civile 2025, le Conseil d'Administration a l'intention d'adopter une résolution visant à faciliter le versement de dividendes à son actionnaire et société mère Citibank Overseas Holdings Bahamas Limited.

Le Groupe a versé un dividende de 1 595 millions \$ au cours de l'exercice 2024 au titre de ses bénéfices de l'exercice 2023.

Gouvernance d'entreprise

Comptabilité interne et contrôles financiers

Il incombe aux administrateurs de préparer le rapport du conseil d'administration et les états financiers conformément à la législation en vigueur. Le Conseil d'administration (le « Conseil ») a mis en place un Comité d'audit qui fonctionne selon un mandat spécifique qu'il a approuvé. La fonction Finance de la Société est responsable de l'établissement des états financiers conformément aux normes IFRS et dans le respect des exigences légales locales.

Comité d'audit

Le Comité d'audit est un sous-comité du Conseil. Son rôle est de surveiller l'adéquation de l'environnement de contrôle interne mis en place par la direction avec les activités du Groupe. Le Comité d'audit assiste également le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance en ce qui concerne l'intégrité des états financiers du Groupe, le processus d'élaboration de l'information financière et les dispositifs de contrôle interne comptable et financier. Le Comité d'audit s'appuie sur les travaux de la fonction Audit interne et de la Direction générale.

Comité des risques

Le Comité des risques est un sous-comité du Conseil. Son rôle consiste à examiner le cadre général de gestion des risques du Groupe et à conseiller le Conseil quant à l'appétit pour le risque du Groupe compte tenu de la situation financière actuelle et future du Groupe ainsi que de sa stratégie, ses objectifs, sa culture d'entreprise et ses valeurs. Le Comité des risques examine également les modifications apportées à la politique de gestion des risques du Groupe, y compris les évolutions réglementaires, et est responsable de la surveillance du capital économique et des risques significatifs. Le Comité des risques s'appuie sur les travaux de la Direction générale et de la fonction Gestion indépendante des risques.

Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations est un sous-comité du Conseil. Il est chargé d'assister le Conseil dans ses décisions en matière de rémunération, notamment celles ayant des implications en matière de gestion des risques. Le Comité de rémunération est également chargé de concevoir et de mettre en œuvre la Politique de rémunération du Groupe afin de s'assurer que les pratiques de rémunération sont cohérentes et promeuvent une gestion saine et efficace des risques et qu'elles sont en adéquation avec la stratégie, les objectifs, la culture d'entreprise et les valeurs de Citi, tels qu'énoncés dans le Code de Conduite. Le Comité évalue si ces pratiques de rémunération créent les incitations souhaitées en matière de gestion du risque, du capital et de la liquidité et si la politique de rémunération n'est pas discriminatoire envers les femmes.

Comité des nominations

Le Comité des nominations est un sous-comité du Conseil. Il est chargé d'assister le Conseil dans ses décisions relatives à la nomination des administrateurs et de la direction générale et aux questions connexes, telles que la planification des successions, la compétence, la probité, la diversité et l'inclusion.

Comité des prêts aux parties liées

Le Comité des prêts aux parties liées est un sous-comité du Conseil qui est chargé d'aider la Société à s'acquitter de ses obligations en vertu du Code de bonnes pratiques en matière de prêts aux parties liées de 2013 publié par la Banque centrale d'Irlande et de l'article 88 de la Directive européenne sur les fonds propres réglementaires (CRD), comme plus amplement précisé dans les Directives de l'Autorité bancaire européenne sur la gouvernance interne en vertu de la CRD.

Comité exécutif

Le Comité exécutif rend compte au Conseil et prend les décisions clés concernant la gestion de la Société, conformément au plan stratégique du Groupe et aux directives du Conseil d'administration.

Code de gouvernement d'entreprise des établissements de crédit 2015

La Société est désignée comme établissement de crédit à fort impact conformément aux Exigences de gouvernement d'entreprise pour les établissements de crédit 2015 (Code) de la Banque centrale d'Irlande. À ce titre, la Société respecte les exigences supplémentaires pour les établissements désignés à fort impact.

La Société est classée Autre établissement d'importance systémique (O-SII) en vertu de la règle 121(1) du Règlement de 2014 de l'Union européenne (exigences de fonds propres) (S.I. n° 158 de 2014) (Règlement CRD).

Dons à des partis politiques

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a fait de don à aucun parti politique (2023 : néant).

Administrateurs, secrétaire général et leurs intérêts

Les noms des personnes qui ont été administrateurs à tout moment au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024 figurent à la page 4. Ni les administrateurs, ni le secrétaire général de la Société n'ont de participation dans le capital social du Groupe. Ni les administrateurs, ni le secrétaire général n'avaient une participation dans plus de 1 % de la valeur nominale du capital social émis de la Société de contrôle ultime au cours des exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023.

Livres comptables

Les administrateurs estiment qu'ils ont respecté les exigences des Sections 281 à 285 de la Loi de 2014 sur les Sociétés en ce qui concerne la comptabilité adéquate en employant du personnel comptable disposant de l'expertise appropriée et en fournissant des ressources adéquates à la fonction finance. Les registres comptables du Groupe sont disponibles au 1 North Wall Quay, Dublin 1.

Principaux risques et incertitudes

Les informations relatives aux principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe et sa direction sont confrontés sont décrites à la Note 23. - « Gestion des risques » en page 153.

Continuité de l'exploitation

Afin de déterminer l'ampleur d'un éventuel impact sur le Groupe, les administrateurs ont évalué les composantes du capital, de la liquidité et de la situation financière du Groupe et ils s'attendent raisonnablement à ce qu'il dispose des ressources suffisantes pour poursuivre ses activités pendant les 12 mois à compter de l'approbation des états financiers. Par conséquent, les administrateurs ont établi ces états financiers sur la base de la continuité de l'exploitation.

Directive concernant la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises

Il incombe aux administrateurs de s'assurer de la conformité du Groupe avec la directive 2022/2462/UE relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) et aux exigences d'information prévues à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (Taxinomie de l'UE). Se reporter à l'État de durabilité en pages 12 à 75.

Commissaire aux comptes

Conformément à l'article 383(1) de la loi de 2014 sur les sociétés, le commissaire aux comptes, à savoir le cabinet d'audit comptable agréé BDO, a été nommé pour la première fois en mai 2024 pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 2024 et assurera sa mission jusqu'à l'issue de la prochaine assemblée générale annuelle de la Société.

Les administrateurs ont pris toutes les mesures nécessaires pour avoir connaissance de toutes les informations d'audit et pour établir que le commissaire aux comptes a connaissance de toutes ces informations et, à la connaissance des administrateurs, il n'existe aucune information d'audit pertinente dont le commissaire aux comptes n'a pas connaissance, conformément à la Section 330 (1)-(3) de la loi de 2014 sur les sociétés.

Déclaration de conformité des administrateurs

Conformément à la Section 225 de la loi de 2014 sur les sociétés, les administrateurs reconnaissent qu'ils sont responsables de garantir le respect par la Société de ses « obligations pertinentes » (telles que définies dans cette législation). Les administrateurs confirment en outre qu'une déclaration de politique de conformité a été rédigée et que des dispositions et structures appropriées ont été mises en place qui, de l'avis des administrateurs, sont conçues pour assurer le respect significatif des obligations pertinentes. Un examen de ces dispositions et structures a été effectué au cours de l'exercice auquel le présent rapport se rapporte.

Déclaration des responsabilités des administrateurs concernant le Rapport du conseil d'administration et les états financiers audités

Les administrateurs sont responsables de la préparation du rapport du conseil d'administration et des états financiers conformément aux lois et réglementations en vigueur.

Le droit des sociétés impose aux administrateurs d'établir des états financiers pour chaque exercice. En vertu de cette loi, ils ont choisi d'établir les comptes consolidés selon le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne (UE).

En vertu de la législation sur les sociétés, les administrateurs ne doivent approuver les états financiers que s'ils considèrent qu'ils donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière de la Société et de son résultat pour cet exercice. En préparant les états financiers, les administrateurs sont tenus de :

- choisir des méthodes comptables appropriées et les appliquer de manière cohérente ;
- formuler des jugements et des estimations raisonnables et prudents ;
- indiquer si les normes comptables applicables ont été appliquées, sous réserve de toute dérogation importante communiquée et expliquée dans les états financiers ;
- évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, en communiquant, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation ; et
- utiliser le principe comptable de la continuité de l'exploitation, sauf s'ils ont l'intention, ou n'ont pas d'autre solution réaliste que de liquider la Société ou de cesser ses activités.

Les administrateurs sont responsables du maintien et de l'intégrité des informations financières et sociales relatives à la Société. La législation en République d'Irlande régissant l'établissement et la diffusion des états financiers peut différer de la législation dans d'autres pays.

Les administrateurs sont responsables de la tenue de livres comptables adéquats qui présentent avec une précision raisonnable à tout moment les actifs, les passifs, la situation financière et les profits ou pertes de la Société et qui leur permettent de s'assurer que les états financiers de la Société sont conformes aux dispositions de la loi de 2014 sur les sociétés et aux exigences du règlement de 2015 de l'Union européenne (établissements de crédit :

états financiers). Ils sont responsables des contrôles internes qu'ils estiment nécessaires pour permettre l'établissement d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et ils ont la responsabilité générale de prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que ces registres sont tenus par ses filiales. Cela permet à la Société de s'assurer que ses états financiers sont conformes aux dispositions de la loi de 2014 sur les sociétés et aux exigences du règlement de l'Union européenne de 2015 (Établissements de crédit : états financiers).

Ils sont également responsables de la sauvegarde des actifs de la Société et, par conséquent, de prendre des mesures raisonnables pour la prévention et la détection des fraudes et autres irrégularités. Il incombe également aux administrateurs de préparer un rapport du conseil d'administration qui soit conforme aux exigences de la loi de 2014 sur les sociétés.

Pour le conseil d'administration :

Le 13 mai 2025

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du Comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

État de durabilité

Table des matières

Informations générales

À propos de cet État de durabilité

Stratégie en matière de durabilité et gouvernance

L'évaluation de la double matérialité par le Groupe

Environnement

Informations relatives à la Taxinomie de l'UE

Changement climatique

Questions sociales

Personnel

Gouvernance

Conduite des affaires

Déclaration des responsabilités des administrateurs concernant l'État de durabilité

Rapport d'assurance modérée du certificateur aux administrateurs de Citibank Europe Plc

Informations générales

À propos de cet État de durabilité

Ce premier État de durabilité préparé par Citibank Europe Plc (« CEP » ou « la Société »), conjointement avec ses filiales (« le Groupe »), vise à satisfaire aux exigences d'information applicables au Groupe en vertu de la Directive relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD), telle que transposée en Irlande par la Partie 28 (Information en matière de durabilité) de la Loi de 2014 sur les sociétés, et des Normes européennes d'information en matière de durabilité (« ESRS »). La CSRD remplace la Directive de l'UE sur l'information extra-financière, à laquelle CEP s'est conformé au cours des exercices précédents, en se référant aux ESRS en tant que normes d'information élargies et communes.

Cet État de durabilité contient des informations conformes aux ESRS jugées pertinentes pour le Groupe selon l'évaluation de la double matérialité (DMA) prescrite par les ESRS. Ces informations se rapportent au changement climatique, au personnel et à la conduite des affaires. Cet État de durabilité comprend également les informations devant être fournies en vertu de l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (« Règlement Taxinomie »). Pour plus de précisions, consulter la section [Informations relatives à la Taxinomie de l'UE](#) de ce rapport.

En tant que filiale de Citigroup Inc. (« Citigroup » ou « Citi »), le Groupe est guidé par la stratégie, les politiques, les actions et les cibles de Citi liés aux enjeux de durabilité, dans lesquels le Groupe est inclus.

Base de préparation

Périmètre et consolidation

Les informations et les données sont établies sur une base consolidée selon les mêmes principes de consolidation que ceux qui gouvernent les états financiers du Groupe, sauf indication contraire. Sauf indication contraire, la période de déclaration sur laquelle portent cet État de durabilité et les informations qui y figurent est présentée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Bank Handlowy w Warszawie S.A. (BHW), filiale de CEP, est soumise à une obligation de déclaration autonome en vertu de la CSRD et a publié un État de durabilité dans son propre rapport d'activité de 2024. BHW est dirigée de manière autonome et dispose de son propre Conseil d'administration. À ce titre, son approche de l'information en matière de durabilité et les éléments communiqués, notamment les politiques, les actions et les cibles pertinents, peuvent différer de ceux du Groupe.

Contenu du rapport

Cet État de durabilité est préparé en application des ESRS et du Règlement Taxinomie et tient compte des normes ou cadres sous-jacents requis par les ESRS (par exemple, le protocole sur les gaz à effet de serre).

Les informations fournies dans cet État de durabilité sont incluses sur la base de la DMA du Groupe et des exigences d'information des ESRS jugées pertinentes pour le Groupe. La DMA couvre les activités propres du Groupe ainsi que sa chaîne de valeur amont et aval et a été menée sur les horizons temporels prescrits par les ESRS. Les politiques, actions, cibles et indicateurs présentés dans cet État de durabilité couvrent la chaîne de valeur du Groupe, le cas échéant. Sauf indication contraire, les actions incluses dans chaque chapitre sont en cours de réalisation et ne suivent aucun horizon temporel précis.

Dans cet État de durabilité, le Groupe intègre par référence les états financiers dans la section [Informations relatives à la Taxinomie de l'UE](#) de ce rapport.

Le Groupe n'a omis aucune information dans cet État de durabilité au regard de la correspondance de ces informations avec la propriété intellectuelle, le savoir-faire ou les résultats de l'innovation. Le Groupe n'a fait usage d'aucune exemption d'information quant aux développements ou aux sujets en cours de négociation prévue aux articles 19a(3) et 29a(3) de la Directive 2013/34/UE.

Pour les informations ESRS contenues dans ce rapport, consulter l'[Index du contenu conforme aux ESRS](#) aux pages [311](#) à [319](#).

Données et approches comptables

Les indicateurs contenant des valeurs financières ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'UE, sauf indication contraire.

Les indicateurs quantitatifs sont présentés dans les sections [Changement climatique](#), [Personnel](#) et [Conduite des affaires](#) de ce rapport. Aucun organisme

externe autre que le fournisseur d'assurance n'a validé les indicateurs mentionnés dans cet État de durabilité. Veuillez consulter les sections Indicateurs spécifiques à chaque thème pour plus de précisions concernant la méthodologie.

Le Groupe utilise des estimations pour les indicateurs du Changement Climatique dans certains cas liés à la consommation d'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre (GES). Pour plus de précisions concernant ces estimations, consulter les sections Méthodologies comptables de la section [Changement climatique](#) de ce rapport.

Stratégie en matière de durabilité et gouvernance

Présentation du Groupe

Le Groupe a son siège à Dublin, en Irlande, et sa société mère ultime est Citi. Le Groupe détient des succursales dans 21 pays et de deux filiales (une située en Pologne et une autre au Royaume-Uni). Les succursales en Pologne et en Hongrie, qui fournissent au Groupe et à d'autres sociétés affiliées de Citigroup des services clés de support opérationnel et technologique, sont incluses dans cet État de durabilité. Le nombre de salariés par pays pour le Groupe est indiqué ci-après au 31 décembre 2024*.

* Le nombre de salariés par pays est indiqué dans l'« Information par pays » en page 252. L'indicateur relatif aux effectifs indiqué dans cet État de durabilité fournit le nombre total de salariés au 31 décembre 2024, tandis que les indicateurs de l'« Information par pays » sont présentés sous forme d'un nombre annuel moyen de salariés. En outre, dans cet État de durabilité, les effectifs sont indiqués pour les pays comptant plus de 100 salariés. Tous les pays ayant moins de 100 salariés sont regroupés sous la rubrique « Autres ».

Pays	Nombre de salariés
République tchèque	251
Allemagne	144
Espagne	166
France	214
Hongrie	2 912
Irlande	2 604
Luxembourg	250
Pays-Bas	116
Pologne	9 183
Roumanie	166
Suède	102
Autres	442
Total	16 550

Stratégie

Les principales activités du Groupe comprennent les services, les activités de marché, les services bancaires et la gestion du patrimoine. Les services incluent les services titres et les solutions trésorerie et négoce (« TTS »). Les activités de marché comprennent la fourniture de capacités de souscription, de vente, de négociation et de distribution dans tout un éventail de classes d'actifs, notamment les taux, les produits de spread, les devises, les actions et les matières premières. Le segment bancaire comprend la banque d'investissement, la banque de financement et la banque commerciale. Les activités patrimoniales concernent les services de banque privée destinés aux particuliers fortunés et aux family offices. CEP se concentre principalement sur la clientèle institutionnelle (sociétés multinationales, secteur public et institutions financières) ainsi que sur la clientèle commerciale et les particuliers de l'activité patrimoniale.

Vous trouverez ci-dessous une synthèse des activités du Groupe et, le cas échéant, des produits et services liés à la durabilité.

Services : l'activité trésorerie et solutions de négoce aide les clients à comprendre la manière dont les facteurs liés à la durabilité influencent les décisions en matière de gestion de la liquidité et du fonds de roulement et propose une gamme de produits et services, notamment le financement des exportations et des organismes, le financement durable de la chaîne d'approvisionnement et les prêts durables, verts ou sociaux pour le commerce et le fonds de roulement (T&WC). Les prêts verts ou sociaux T&WC sont des prêts accordés à un emprunteur en vue de financer des opérations commerciales ou des besoins en fonds de roulement. Le produit est utilisé pour des activités qui répondent à des critères environnementaux ou sociaux.

Marchés : l'activité de marché fournit aux entreprises, aux institutionnels et aux entreprises du secteur public du monde entier une gamme de services de vente et de négociation couvrant les actions, les devises, les taux, les produits de spread et les matières premières. Les produits et services liés aux marchés, ainsi que la tenue de marché, jouent un rôle majeur pour aider les clients du Groupe à atteindre leurs objectifs.

Segment bancaire : les équipes bancaires accompagnent les clients de tailles variables selon les secteurs et les pays dans leur volonté de faire évoluer leurs activités vers un avenir plus durable. Les équipes bancaires du Groupe mettent à profit leur profonde connaissance des stratégies de transition propres à chaque secteur afin d'aider les clients à saisir les opportunités qui se présentent.

Gestion de patrimoine : cette activité offre des opportunités dans toutes les classes d'actifs si bien que les clients peuvent poursuivre leurs objectifs d'investissement durable grâce à des portefeuilles multi-classes d'actifs ou d'investissements opportunistes ou thématiques à stratégie unique, tout en répondant à leurs profils de risque d'investissement.

Le Groupe analyse régulièrement son environnement commercial afin de détecter les risques en matière de durabilité et surveille l'impact de ces risques à court, moyen et long terme afin de prendre des décisions stratégiques et opérationnelles éclairées.

La chaîne de valeur du Groupe s'étend au-delà de ses activités propres et englobe l'ensemble des activités, des ressources et des relations liées à ses activités. La chaîne de valeur amont du Groupe comprend les fournisseurs directs (rang 1) qui fournissent directement des biens ou des services au Groupe, tels que les logiciels, le matériel informatique et les services juridiques externes, et les fournisseurs indirects (rang 2) qui fournissent les fournisseurs directs du Groupe. La chaîne de valeur aval concerne principalement les clients du Groupe et ceux qui utilisent ses produits et services financiers.

L'activité du Groupe dépend de plusieurs contributions et autres ressources immatérielles essentielles pour mener à bien sa mission, maintenir une image de marque et des relations de confiance avec ses clients et fonctionner efficacement. Ces ressources sont notamment les suivantes :

- **Personnel :** le personnel du Groupe est le moteur de sa progression et de sa capacité à attirer et à retenir une main-d'œuvre hautement qualifiée et motivée, indispensable à la réussite de son activité.
- **Relations clients :** le Groupe s'attache à fournir des services financiers responsables afin de favoriser la croissance et le progrès économique dans le monde entier.
- **Technologie et logiciels :** à travers la transformation de Citi, Citi, y compris le Groupe, s'efforce de moderniser et de simplifier l'organisation afin de mieux gérer les risques et d'améliorer son service à la clientèle.

Grâce à ces ressources, le Groupe est en mesure d'exercer ses principales activités décrites ci-dessus et de créer de la valeur pour ses clients.

Objectifs de durabilité

Le Groupe contribue aux objectifs de durabilité de Citi. Ces objectifs incluent l'engagement de Citi à atteindre la neutralité carbone (zéro émission nette) associée aux activités de financement d'ici 2050, la neutralité carbone (zéro émission nette) dans ses activités propres d'ici 2030 et l'objectif de Citi d'atteindre 1 000 milliards de dollars dans la finance durable d'ici 2030. Pour plus d'informations sur ces objectifs, se référer au chapitre [Changement climatique](#). Le Groupe ne s'est fixé aucun autre objectif de durabilité qui serait propre à ses impacts, risques et opportunités (IRO) matériels.

À mesure que Citi, y compris le Groupe, avance dans sa stratégie de durabilité, les défis, tels que la disponibilité et la qualité des données, la complexité des obstacles à la transition auxquels sont confrontés les pays, l'évolution du paysage politique et réglementaire, la complexité des obligations d'information entre les juridictions, les disparités en termes de transparence entre les entreprises, compliquent l'évaluation de la crédibilité des plans de transition des clients et des stratégies climatiques. Le Groupe poursuit le renforcement de ses propres capacités et continue de tirer parti des ressources de Citi pour mettre en œuvre les principales exigences réglementaires et prudentielles lorsque cela est pertinent pour ses activités. Sauf indication contraire, Citi assure le suivi de l'efficacité des politiques et des mesures prises au regard des impacts, risques et opportunités matériels liés à la durabilité.

Intérêts et opinions des parties prenantes

Le Groupe s'efforce de tenir compte des intérêts d'un large éventail de parties prenantes dans son activité, avec la conviction que l'échange de connaissances et de ressources contribue à fournir les services et les produits les plus adaptés à ses clients et soutient la résilience à long terme de son activité.

Le Conseil d'administration de CEP examine et discute d'un large éventail d'informations afin de se faire une idée précise de l'incidence sur ses activités et des intérêts et points de vue de ses parties prenantes, notamment de certains groupes de parties prenantes visés ci-dessous. Le Conseil d'administration est informé et examine l'impact potentiel de ses décisions sur les parties prenantes concernées par le biais de rapports du Conseil et dans le cadre de discussions lors des réunions du Conseil d'administration et de ses Comités.

Le Groupe noue le dialogue avec ses clients, ses salariés, ses fournisseurs, les communautés et les organisations non gouvernementales (ONG), les régulateurs, les décideurs politiques et les investisseurs afin de comprendre les principaux domaines de préoccupation et les axes d'amélioration. Le tableau ci-dessous décrit la manière dont le Groupe noue le dialogue avec chaque groupe de parties prenantes.

Groupe de parties prenantes	Manière dont le Groupe engage le dialogue
Parties prenantes concernées	
Clientèle, notamment les institutions financières et les entités du secteur public, et Clients	<ul style="list-style-type: none"> Afin de cerner les besoins, les préférences et les préoccupations des clients, le Groupe dialogue avec ces parties prenantes dans le cadre de réunions et d'enquêtes de satisfaction. Le Groupe prend en compte les informations recueillies lors de ces échanges avec ses clients afin d'étayer la prise de décisions stratégiques, les offres de produits et l'accompagnement de ses clients.
Salariés	<ul style="list-style-type: none"> Les salariés sont encouragés à soumettre leurs suggestions et leurs points de vue au Groupe via divers canaux, notamment l'enquête « Voice of the Employee », dont les résultats sont présentés chaque année au Conseil de CEP et au Conseil de BHW par les Ressources humaines.
Fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe dispose d'un cadre bien établi axé sur des pratiques commerciales responsables pour dialoguer avec les principaux fournisseurs, gérer les risques (y compris les contrôles associés) et gérer la relation avec ceux-ci.
Utilisateurs des États de durabilité	
Communautés et ONG	<ul style="list-style-type: none"> Par le biais de ses équipes d'affaires publiques, le Groupe entretient un dialogue régulier avec des associations caritatives et des ONG dans de nombreux pays où sont implantées ses succursales. L'équipe des affaires publiques s'inscrit dans le droit fil de l'engagement de Citi en matière d'investissement communautaire et de sa mission visant à soutenir les communautés dans lesquelles elle opère à travers le monde.
Régulateurs	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe échange librement et régulièrement avec les régulateurs afin de faire preuve de clarté et de transparence vis-à-vis de sa stratégie et de ses plans, de ses principaux risques et opportunités et de ses progrès dans le cadre des initiatives en cours. Les principaux interlocuteurs réglementaires du Groupe sont la Banque centrale européenne et la Banque centrale d'Irlande Aussi bien le Conseil de CEP que la direction générale échangent avec les régulateurs afin de s'assurer que les exigences et les attentes réglementaires sont systématiquement comprises et satisfaites
Décideurs politiques	<ul style="list-style-type: none"> Le Groupe est représenté directement et indirectement auprès des parties prenantes politiques, notamment par l'intermédiaire d'un certain nombre d'associations professionnelles de services financiers, par le biais d'initiatives de dialogue menées par diverses parties prenantes internes, dont l'équipe des affaires gouvernementales. Ces échanges comprennent le plaidoyer en faveur de politiques publiques qui promeuvent les intérêts de la société.
Investisseurs (pertinent pour BHW, filiale de CEP)	<ul style="list-style-type: none"> Le groupe d'investisseurs de BHW est composé d'actionnaires stratégiques majoritaires (Citibank Europe Plc détenant 75 % du capital social), d'actionnaires institutionnels (principalement des fonds de pension) et d'investisseurs individuels. Par ailleurs, les acteurs des marchés de capitaux comprennent les agences de notation et les analystes sell-side. Le principal référent pour toutes les parties prenantes est l'unité relations avec les investisseurs de BHW et le dialogue avec les parties prenantes s'appuie sur les conférences téléphoniques sur les résultats trimestriels et les réunions avec les investisseurs organisées par les sociétés de courtage.

Le Groupe veille à tirer les enseignements pertinents de ses échanges avec les parties prenantes susvisées afin d'orienter ses activités liées à la durabilité. Vous trouverez ci-après quelques exemples illustrant la manière dont le Groupe s'est repositionné après avoir tenu compte des intérêts et des points de vue des parties prenantes :

- Le Groupe a élaboré son plan stratégique en tenant compte de divers facteurs, dont les commentaires et les besoins des clients. Plus que jamais, les cœurs de métier du Groupe travaillent en étroite collaboration pour fournir aux clients toute leur expertise et les services dont ils ont besoin, et ce dans le cadre d'une organisation plus légère et plus simple tournée vers l'offre digitale. Cette approche permettra d'offrir au client une expérience de premier ordre et de suivre l'évolution des clients.
- L'enquête « Voice of Employees » (VOE) est un outil essentiel pour prendre directement le pouls des salariés du Groupe quant à leurs intérêts et leurs points de vue. L'enquête annuelle apporte un éclairage sur la mobilisation des salariés et leur perception du Groupe, notamment en termes de points faibles et de réussites. Les commentaires des collègues sont essentiels à la stratégie du Groupe et les résultats de la VOE sont examinés

par la direction générale afin de mieux répondre aux besoins et aux intérêts des collaborateurs.

- Le Groupe estime que tous les membres de son personnel doivent être traités avec respect et dignité. Le Groupe encourage en outre la prise de parole dans l'ensemble de l'organisation et invite chacun à signaler les pratiques commerciales illégales. Le Groupe s'engage à cultiver un environnement dans lequel tous les salariés sont protégés et encouragés à tenir la bonne conduite et à utiliser les canaux établis pour faire remonter les préoccupations.

Gouvernance

L'organe de direction de CEP est à niveau unique. Par conséquent, le Conseil d'administration (le Conseil) de CEP est l'organe de gouvernance investi du plus haut pouvoir décisionnel au sein de l'organisation et constitue donc l'organe d'administration, de gestion et de surveillance de CEP aux fins de cet État de durabilité. Le Conseil d'administration est chargé de s'assurer que le Groupe respecte les exigences en matière de surveillance et de gestion du risque de conduite sur une base consolidée lorsque la réglementation l'exige. Le Directeur Général de BHW présente au Conseil, le cas échéant, les questions relatives aux exigences de surveillance consolidée et peut en discuter avec le Conseil.

Le Conseil d'administration supervise le processus d'identification, d'évaluation et de gestion des IRO liés à la durabilité du Comité exécutif (ExCo) de CEP. Le Conseil d'administration et ses comités intervenant dans le processus de surveillance de la durabilité reçoivent régulièrement des rapports sur certains enjeux de durabilité qui justifient leur examen et leur analyse, notamment ceux liés au changement climatique, au risque de conduite, à la gestion des risques et au capital humain. Dans le cadre de ces rapports et des sujets escaladés à la direction, les questions relatives aux IRO de CEP nécessitant l'attention ou l'approbation du Conseil d'administration sont portées à son attention, si nécessaire et, le cas échéant, sont examinées conjointement avec d'autres risques pertinents lors de la supervision de la stratégie, des transactions importantes et des processus liés à la gestion des risques. La supervision exercée par le Conseil d'administration est définie dans ses attributions et le Conseil d'administration délègue certaines responsabilités à ses Comités, telles que décrites dans leurs attributions respectives, lesquelles sont examinées chaque année par le Conseil d'administration. Comme décrit tout au long du présent rapport, les activités de CEP qui ont un lien avec les questions environnementales, sociales et de gouvernance, notamment la gestion des IRO liés à la durabilité, sont déléguées à la direction qui en assure le pilotage et l'exécution en s'appuyant sur les contributions, les orientations stratégiques et l'examen de niveau supérieur des comités, forums et équipes de direction spécialisés dans l'ensemble de la Société.

Comités du Conseil d'administration investis d'une mission de surveillance liée à la durabilité

Le Conseil d'administration dispose également de comités ayant différentes responsabilités. Les comités du Conseil d'administration qui exercent une surveillance en matière de durabilité sont les suivants :

Comité d'audit

Son rôle, tel que délégué par le Conseil, est de surveiller l'adéquation entre l'environnement de contrôle interne mis en place par la direction et les activités de CEP. Le Comité d'audit assiste également le Conseil dans l'exercice de ses responsabilités de surveillance en ce qui concerne l'intégrité des états financiers du Groupe, le processus d'élaboration de l'information financière et les dispositifs de contrôle interne comptable et financier. Le Comité d'audit s'appuie sur les travaux de la fonction Audit interne et de la direction. Durant la période considérée, le Comité d'audit a reçu des informations de l'Audit interne et des équipes Assurance de la deuxième ligne de défense sur l'efficacité de l'environnement de contrôle de CEP, notamment le respect de la politique en la matière et des exigences réglementaires, par le biais de points trimestriels sur le plan d'assurance. Le Comité d'audit a examiné les questions en matière de durabilité par le biais de rapports consacrés aux critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) et aux risques de conduite, outre l'escalade des questions directement au Comité d'audit par les deuxième et troisième lignes de défense.

Comité des risques

Son rôle, tel que délégué par le Conseil, consiste à examiner le cadre général de gestion des risques de CEP et à conseiller le Conseil quant à l'appétit pour le risque de CEP compte tenu de la situation financière actuelle et future de CEP ainsi que de sa stratégie, ses objectifs, sa culture d'entreprise et ses valeurs. Le Comité des risques examine également les modifications apportées à la politique de gestion des risques de CEP, y compris les évolutions réglementaires, et est responsable, pour le compte du Conseil, de la surveillance du capital économique et des risques significatifs. Le Comité des risques s'appuie sur les travaux de la direction générale et de la fonction Gestion indépendante des risques. En 2024, le Comité des risques a examiné les risques liés à la durabilité, notamment le risque climatique et environnemental, la résilience opérationnelle et le risque de dommages physiques.

Comité des rémunérations

Le Conseil a délégué au Comité des rémunérations la responsabilité de l'assister dans les décisions relatives à la rémunération, notamment celles qui ont des implications en matière de gestion des risques. Il incombe également au Comité des rémunérations d'élaborer et de mettre en œuvre de la Politique de rémunération de CEP. Cette organisation garantit que les pratiques de rémunération s'inscrivent dans une gestion saine et efficace des risques, soutiennent la stratégie et les objectifs et reflètent la culture et les valeurs de Citi, telles que décrites dans le Code de Conduite. Le Comité des rémunérations évalue si ces pratiques de rémunération créent effectivement les incitations souhaitées en matière de gestion du risque, du capital et de la liquidité et si la politique de rémunération n'est pas discriminatoire envers les femmes. Le Comité des rémunérations a revu la Politique de rémunération de CEP en 2024 et a recommandé au Conseil son adoption. Le Comité des rémunérations a en outre vérifié si les preneurs de risque expérimentés dans l'ensemble de l'organisation adhèrent à la culture et aux valeurs de CEP et a examiné la performance à l'aune des objectifs et de la stratégie de la société, par le biais du processus annuel de performance et de rémunération.

Le Conseil d'administration de CEP et les membres de ses comités ne perçoivent aucune rémunération incitative liée à la durabilité.

Comité des nominations

Le Conseil a délégué au Comité des nominations la responsabilité de l'assister dans la prise de décisions concernant la nomination des Administrateurs et des membres la Direction générale. Le Comité est également compétent en matière de questions connexes, telles que la planification des successions, l'évaluation de la compétence et de la probité ainsi que les talents et la mobilisation. Le Comité des nominations a surveillé les compétences collectives et l'adéquation du Conseil d'administration en ce qui concerne les principaux produits, risques et processus, notamment les sujets liés à la durabilité, par le biais du processus d'évaluation du Conseil d'administration. Le Comité a examiné les besoins actuels et futurs du Conseil en termes de composition, de compétences et d'expérience tout au long du processus de planification des successions du Conseil.

Composition du Conseil d'administration

Au 31 décembre 2024, le Conseil de CEP est composé de onze administrateurs de la manière suivante :

- 4 Administrateurs non exécutifs indépendants répondant aux critères d'indépendance prévus par la réglementation applicable ;
- 3 Administrateurs non exécutifs, deux étant des administrateurs sans responsabilité de dirigeant au sein de CEP, mais exerçant des responsabilités de dirigeant au sein du Groupe, et un administrateur sans responsabilité de dirigeant au sein de CEP ou du Groupe ; et,
- 4 Administrateurs exécutifs, employés par CEP et exerçant des responsabilités quotidiennes de gestion.

À ce titre, 36 % du Conseil d'administration de CEP est indépendant.

Le Conseil de CEP au 31 décembre 2024 se compose comme suit :

- Natalia Bozek - Administratrice exécutive
- Desmond Crowley – Administrateur indépendant non exécutif
- Ryan Davis - Administrateur non exécutif

- Susan Dean – Présidente – Administratrice indépendante non exécutive
- Patrick Dewilde – Administrateur non exécutif
- Ignacio Gutierrez-Orrantia - Administrateur non exécutif
- Peter Jameson - Administrateur exécutif
- Fabio Lisanti - Administrateur exécutif
- Gillian Lungley - Administratrice indépendante non exécutive
- Peter McCarthy – Administrateur non exécutif
- Jeanne Short – Administratrice indépendante non exécutive

Le Conseil d'administration du CEP s'engage à identifier et à nommer des profils appropriés et compétents pour siéger au Conseil d'administration. Les nominations au Conseil d'administration reposent sur le mérite et les candidats sont évalués au regard de critères objectifs, en tenant dûment compte des avantages de la diversité au sein du Conseil d'administration, notamment en termes de genre. La politique de diversité du Conseil d'administration s'applique au recrutement de tous ses administrateurs. Au 31 décembre 2024, 36 % de femmes siègent au Conseil d'administration.

Programme de formation et de qualification des administrateurs

Les Administrateurs évaluent annuellement l'adéquation individuelle et collective du Conseil d'administration afin de s'assurer qu'ils possèdent, à titre individuel et collectivement, les connaissances et les compétences requises pour comprendre les produits et les marchés sur lesquels CEP est en concurrence, les risques auxquels CEP est exposé et l'environnement réglementaire dans lequel CEP opère. Le Conseil d'administration possède collectivement une solide compréhension des enjeux de durabilité et s'appuie sur ces connaissances pour prendre des décisions. Les administrateurs reçoivent une formation technique, dispensée sous forme de tutoriels du Conseil d'administration, tout au long de l'année. Cette formation couvre un large éventail de sujets, notamment les questions liées au climat et les développements en matière de durabilité. CEP s'appuie sur le savoir-faire d'experts en la matière, tant au sein de son organisation qu'en dehors, pour permettre au Conseil d'administration de mieux comprendre ces évolutions, notamment tout impact qui en résulte sur la société. Au cours de l'année 2024, le Conseil a bénéficié de formations sur les « Tendances en matière de risques sociaux et de gouvernance », la « Culture du risque » et les « Évolutions réglementaires et tendances à venir », étayées par des experts externes. En outre, tout au long de la période, des sessions internes ont été organisées concernant les principaux objectifs et réalisations de Citi, comme indiqué dans le rapport ESG de Citi. Il s'agissait notamment de points sur les progrès réalisés dans l'atteinte de l'objectif de finance durable et les objectifs de zéro émission nette ainsi que d'aperçus de l'évolution des attentes réglementaires, du cadre de gouvernance existant et des domaines dans lesquels il y a lieu d'améliorer plus encore la gouvernance ESG. Ces sessions ont permis au Conseil d'administration de rester informé des exigences internes et des améliorations en matière d'information.

Collectivement, le Conseil d'administration possède un vaste éventail d'expériences alignées sur le modèle économique de CEP. Le Conseil d'administration évalue ses compétences sur une base annuelle afin de s'assurer qu'il existe une bonne compréhension des principaux secteurs d'activité et de la conduite des affaires, notamment des exigences en matière de culture, d'éthique et de droit d'alerte. Le processus de planification des successions du Conseil d'administration tient compte de sa composition actuelle et future afin de s'assurer que les Administrateurs possèdent collectivement une expérience des principales lignes de produits et de l'environnement local dans les sites CEP. Les nouveaux Administrateurs nommés au Conseil d'administration sont préalablement évalués afin de déterminer dans quelle mesure leur expérience s'aligne sur les produits et les zones géographiques dans lesquelles CEP exerce ses activités.

Les questions de conduite et de culture sont intégrées aux discussions du Conseil d'administration et de ses Comités, notamment les activités suivantes :

- Chaque année, la direction fait un point au Conseil sur les risques de conduite ayant un impact sur CEP et sur la culture et les talents tout au long de l'année.
- Le Comité des risques conseille le Conseil d'administration quant à l'appétit pour le risque actuel et futur, en tenant compte, entre autres, de la culture d'entreprise et des valeurs de CEP, et supervise l'intégration des enjeux de durabilité dans les cadres de gestion des risques de CEP.
- Le Comité des rémunérations veille à ce que la Politique de rémunération de CEP soit alignée sur la culture et les valeurs d'entreprise de Citi, telles qu'énoncées dans le Code de conduite.

Direction

La direction du CEP joue un rôle essentiel dans sa gouvernance en matière de durabilité par le biais de forums, de conseils et de comités qui supervisent les principales priorités stratégiques et la prise de décisions. Le Directeur Général de CEP dirige et supervise la gestion quotidienne de la Société, telle que déléguée par le Conseil d'administration. Il dirige la Société par l'intermédiaire du Comité exécutif (ExCo) et supervise les activités de CEP, directement et par le biais de pouvoirs délégués aux comités créés pour superviser la gestion des risques et l'alignement continu sur la stratégie de Citi.

Les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques de durabilité sont ensuite assignés au sein de la structure organisationnelle de CEP, notamment le Comité exécutif, le comité de gestion des risques et le Groupe de pilotage ESG auquel participent les trois lignes de défense de CEP.

Au sein de la structure organisationnelle de CEP, les fonctions clés responsables de la gestion des risques de durabilité assurent les rôles suivants :

Comité exécutif

Le Comité exécutif de CEP veille à ce que CEP intègre de manière adéquate les considérations, les opportunités et les risques en matière de durabilité dans la stratégie globale et le cadre de gestion des risques. Il surveille et rend compte au Conseil d'administration, le cas échéant, des indicateurs y afférents, notamment ceux énoncés dans le Plan stratégique.

Comité de gestion des risques

Les principales responsabilités du comité incluent l'examen des questions liées aux risques, notamment l'examen des composantes de risque liées aux enjeux de durabilité.

Groupe de pilotage ESG

L'objectif du Groupe de pilotage ESG de CEP consiste à tenir lieu de forum central et transverse en réunissant l'expertise des parties prenantes de CEP afin de faire progresser l'intégration des risques de durabilité et de surveiller et de préparer la mise en œuvre des exigences et des attentes réglementaires en matière de durabilité. Le Groupe de pilotage peut également tenir compte de questions stratégiques et d'autres questions importantes sur le plan de la durabilité pour étayer le processus décisionnel au sein de CEP.

Le Groupe de pilotage ESG de CEP comprend, entre autres, la première ligne de défense (responsable de la gestion des risques de durabilité, des produits et services durables, des ressources et de la formation), la gestion des risques et la gestion indépendante des risques de conformité (deuxième ligne de défense). Outre les rôles et responsabilités assignés au niveau de l'entité juridique, CEP collabore également avec divers experts du domaine et les équipes de Citi pour faciliter la mise en œuvre intégrée de la gouvernance de la durabilité.

Bien que le Groupe contribue aux objectifs de durabilité de Citi, le Conseil d'administration et le Comité exécutif de CEP ne supervisent pas la fixation ou l'avancée des objectifs de Citi.

Rendre compte de la gestion des risques et des contrôles

Le Groupe s'est doté de contrôles aux fins de la préparation de cet État de durabilité afin d'identifier les risques liés aux exigences d'information, d'évaluer

leur impact et de concevoir des contrôles pour atténuer ces risques. L'approche du Groupe a consisté à évaluer dans un premier temps la manière dont les exigences relatives à l'État de durabilité ont été identifiées et appliquées, puis à recueillir les informations et enfin à élaborer et examiner le rapport.

Les principaux risques pesant sur le processus de préparation de cet État de durabilité identifiés par le Groupe se rapportent à l'exhaustivité, à l'exactitude et à l'actualité des informations et à la production du rapport. Le Groupe a ensuite élaboré des contrôles pour atténuer ces principaux risques. Il s'agit de contrôles préventifs et de contrôles de détection (tels que l'examen et l'attestation par les cadres responsables).

Cet examen vise à identifier et à atténuer efficacement le risque d'anomalies significatives dans les États de durabilité en s'appuyant sur une combinaison de processus, de contrôles analytiques et d'examen de la direction, notamment :

- La mise en œuvre d'un processus de déclaration comprenant l'attestation formelle par les cadres responsables de chaque aspect du rapport
- La présentation des résultats de l'évaluation des risques liés à la préparation du rapport au Groupe de pilotage ESG de CEP et au Comité exécutif de CEP, chargés d'examiner et de recommander les initiatives en matière de durabilité
- Le compte rendu périodique au Comité d'Audit de CEP, comité du Conseil d'administration responsable de la supervision des contrôles et procédures d'information relatifs au Rapport annuel et aux États financiers du Groupe, qui intègrent l'État de durabilité

Les contrôles élaborés pour vérifier les informations quantitatives présentées dans le rapport ont été mis en place au regard de la maturité des dispositifs et des processus existants pour ces informations. S'agissant des informations quantitatives portant sur des aspects moins matures, le Groupe continuera de renforcer ses contrôles et processus internes.

Vigilance raisonnable

La vigilance raisonnable s'inscrit dans un effort continu de surveillance et de prévention des incidences négatives des activités du Groupe sur l'environnement et les personnes. Le Groupe mène diverses activités de vigilance raisonnable au regard des enjeux de durabilité, notamment l'évaluation des facteurs environnementaux et sociaux associés aux transactions des clients. Par exemple, avant de prendre une décision de financement liée à un projet, la Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux (« Environmental and Social Risk Management », ESRM)* de Citi s'applique à l'ensemble de l'organisation, notamment au sein du Groupe, et guide l'évaluation de ces risques et impacts.

* La politique ESRM globale de Citi, régulièrement mise à jour en réponse aux nouveaux risques, s'applique à l'ensemble de l'organisation, notamment le Groupe, dès lors que l'un des critères suivants est rempli : (1) transaction qui dépasse les seuils financiers applicables au type de produit financier dont l'utilisation identifiée des produits est dirigée vers un actif physique ou un projet spécifique, (2) clients ou transactions couverts par l'une des exigences sectorielles spécifiques de l'ESRM de Citi ou (3) transactions qui déclenchent l'un des domaines de vigilance accrue conformément à l'ESRM.

Le tableau ci-dessous fournit des références aux activités de vigilance raisonnable en cours au sein du Groupe visées dans cet État de durabilité.

Éléments fondamentaux de la vigilance raisonnable	Section dans l'État de durabilité
Intégration de la vigilance raisonnable dans la gouvernance, la stratégie et le modèle économique	Informations générales : Gouvernance, résultats de l'évaluation de la double matérialité Changement climatique : impacts, risques et opportunités du Groupe liés au changement climatique, risque climatique, activités durables, émissions financées, finance durable Personnel : impacts et opportunités du Groupe liés à son personnel, investir dans le personnel du Groupe Conduite des affaires : impacts du Groupe liés à la conduite des affaires, corruption et versement de pots-de-vin
Dialogue avec les parties prenantes concernées à toutes les étapes clés de la vigilance raisonnable	Informations générales : gouvernance, stratégie, l'évaluation de la double matérialité par le Groupe Changement climatique : risque climatique, politiques - activités durables, politiques - émissions financées, politiques - finance durable Personnel : investir dans le personnel du Groupe, autres informations concernant le personnel Conduite des affaires : Politiques - Conduite des affaires
Identifier et évaluer les impacts négatifs	Informations générales : l'évaluation de la double matérialité par le Groupe Changement climatique : impacts, risques et opportunités du Groupe liés au changement climatique, risque climatique, activités durables, émissions financées, finance durable Personnel : impacts et opportunités du Groupe liés à son personnel, investir dans le personnel du Groupe Conduite des affaires : impacts du Groupe liés à la conduite des affaires, corruption et versement de pots-de-vin
Prendre des mesures pour remédier à ces impacts négatifs	Changement climatique : actions - activités durables, actions - émissions financées, produits et services de finance durable, engagement de Citi en faveur du zéro émission nette Personnel : actions - investir dans le personnel du Groupe, autres informations concernant le personnel Conduite des affaires : protection des lanceurs d'alerte, corruption et versement de pots-de-vin
Suivre l'efficacité de ces efforts et communiquer	Changement climatique : actions et cibles - risque climatique, cibles - activités durables, cibles - émissions financées, cibles - finance durable, tarification interne du carbone, indicateurs Personnel : indicateurs, cibles Conduite des affaires : indicateurs

L'évaluation de la double matérialité par le Groupe

Présentation

Le Groupe a procédé à l'évaluation de la double matérialité afin d'identifier les enjeux de durabilité jugés matériels au sein de sa chaîne de valeur et de ses propres activités. Par enjeux de durabilité on entend les thèmes, sous-thèmes et points environnementaux, sociaux et de gouvernance identifiés dans l'ESRS 1, Annexe A, ainsi que les enjeux de durabilité issus d'autres cadres d'information, tels que la Global Reporting Initiative (GRI), le Sustainability Accounting Standards Board (SASB) et le Pacte mondial des Nations unies (UNGC). Des thèmes ou sous-thèmes propres à l'entité peuvent également être identifiés en se référant aux précédents enjeux de durabilité signalés au niveau du Groupe et de Citi.

Les informations fournies par le Groupe dans cet État de durabilité reposent sur le concept et la définition de la « double matérialité », tels que visés dans les ESRS*. La double matérialité englobe la « matérialité financière » (perspective de l'extérieur externe) et la « matérialité d'impact » (perspective de l'intérieur). Ces informations ont conduit à dresser une évaluation sensiblement différente de la précédente évaluation de la matérialité selon les obligations d'information du Groupe en vertu de la Directive sur l'information extra-financière (NFRD). Ainsi, bien que certains enjeux abordés dans ce rapport puissent revêtir de l'importance conformément aux exigences de la CSRD ou des ESRS ou y répondre, il n'y a pas lieu d'interpréter le caractère important (ou le simple fait de communiquer des informations) comme nécessairement équivalent au niveau de matérialité utilisé aux fins de se conformer à toute autre réglementation, même si le Groupe emploie les termes « matériel » ou « matérialité » dans ce rapport.

* Règlement délégué (UE) 2023/2772 de la Commission du 31 juillet 2023, Annexe I, ESRS 1, paragraphe 37.

En vertu des orientations des ESRS, un enjeu de durabilité peut être matériel en termes d'impact, en termes financiers ou les deux à la fois. Le Groupe

tient compte du caractère matériel d'un enjeu de durabilité en termes d'impact dès lors qu'il a un impact sur les personnes ou l'environnement à court, moyen ou long terme. Le caractère matériel des enjeux de durabilité en termes financiers est pris en compte si ces enjeux entraînent des risques ou des opportunités susceptibles d'affecter la performance financière du Groupe, ses flux de trésorerie, son accès au financement, son coût du capital ou sa situation financière à court, moyen ou long terme.

Méthodologie d'évaluation de la double matérialité

La DMA s'est déroulée en trois temps : comprendre, évaluer et finaliser. Le Groupe a comme approche de dialoguer avec les multiples parties prenantes internes qui font part de leurs points de vue représentatifs des segments opérationnels internes du Groupe. Ces points de vue tiennent également lieu de substituts aux points de vue des groupes externes. Chacune des trois étapes se concentre sur différentes activités clés. Toutes jouent néanmoins un rôle clé dans la réalisation d'une DMA complète :

- Comprendre : identification des parties prenantes/experts internes et de leur rôle dans l'évaluation ; identification des dépendances avec d'autres activités de la DMA ; création d'une liste étoffée d'enjeux de durabilité.
- Évaluer : identification et notation des IRO sur la base de la liste des enjeux de durabilité ; organisation d'ateliers d'information avec les parties prenantes et de sessions d'examen/de remise en question.
- Finaliser : agrégation des résultats de notation des IRO ; détermination du seuil de matérialité ; identification des IRO, des thèmes et sous-thèmes matériels.

Étape 1 - Comprendre

Le Groupe a conduit la DMA à travers le prisme de sa chaîne de valeur amont (entités ou activités qui fournissent des produits ou services que le Groupe utilise), de ses activités propres (activités internes qui font partie des opérations quotidiennes du Groupe) et de sa chaîne de valeur aval (entités qui reçoivent, utilisent ou appliquent les produits ou services que le Groupe facilite ou vend). Aux fins de la DMA, les consommateurs et les utilisateurs finaux sont définis comme des clients individuels, ce qui est conforme aux définitions énoncées dans les réglementations ESRS^{*, **}. Ainsi, l'analyse de la chaîne de valeur du Groupe s'est concentrée sur les services, les activités de marché et le segment bancaire, tandis que l'influence des activités au sein de l'activité gestion de patrimoine et des activités de banque de détail au sein de BHW a été jugée accessoire par rapport aux activités globales du Groupe en matière de durabilité.

^{*} Définition des consommateurs selon les ESRS : personne qui acquiert, consomme ou utilise des biens ou des services à des fins d'usage personnel, soit pour elle-même, soit pour des tiers, et non à des fins de revente ou à des fins commerciales, industrielles, artisanales ou professionnelles

^{**} Définition des utilisateurs finaux selon les ESRS : personnes qui utilisent en dernier lieu ou sont censées utiliser en dernier lieu un produit ou un service particulier

Bien que les précédentes évaluations de matérialité au regard de la durabilité aient été prises en compte, l'analyse de la chaîne de valeur a été menée conformément aux exigences des ESRS.

En se basant sur la chaîne de valeur susvisée, le Groupe a dressé une « liste étoffée » d'enjeux de durabilité comprenant à la fois les thèmes, sous-thèmes et points définis dans les ESRS ainsi que des sujets spécifiques à l'entité* potentiellement pertinents pour son activité et son secteur d'activité.

* Innovation, digitalisation et fiscalité

Étape 2 - Évaluer

Dans un deuxième temps, le Groupe a identifié puis évalué les IRO se rapportant à la liste étoffée des enjeux de durabilité en appliquant différentes méthodes qualitatives et quantitatives. Le Groupe a élaboré une méthodologie de notation alignée sur les critères des ESRS et a attribué à chaque IRO un score préliminaire. Tout au long du processus, le Groupe a dialogué avec les parties prenantes internes et les experts du domaine pour étayer la qualité de l'inventaire des IRO et finaliser la notation. La DMA a noté les IRO sur des horizons à court terme (moins d'un an), moyen terme (un à cinq ans) et long terme (plus de cinq ans).

Évaluation de la matérialité d'impact

Le Groupe a identifié les impacts en s'appuyant sur des évaluations qualitatives menées dans l'ensemble de la chaîne de valeur. Pour ses activités propres, le Groupe a évalué ses précédents rapports de durabilité ainsi que les données et informations accessibles au public. Le Groupe a également évalué les rapports de durabilité, le leadership éclairé, l'analyse des médias et l'analyse des informations de durabilité et extra-financières au niveau de Citi, puis a dialogué avec les experts internes de la durabilité. Les impacts associés aux fournisseurs et prestataires amont ont fait l'objet d'une évaluation plus approfondie par le biais des politiques et procédures internes de Citi ainsi que dans le cadre du dialogue avec les parties prenantes internes.

Afin d'évaluer les impacts sur sa chaîne de valeur aval, le Groupe a examiné les mêmes sources qualitatives, complétées par une expertise des métiers de ses clients. Le Groupe a identifié les impacts liés aux activités des clients dans différents secteurs ou résultant de ces activités par le biais des services offerts par les segments d'activité du Groupe - voir Étape 1 Comprendre ci-dessus pour plus d'informations sur les domaines d'activité ciblés. Le Groupe a complété cette évaluation par une analyse quantitative des impacts en aval résultant de son portefeuille bancaire à l'aide d'un outil qui dresse la carte des secteurs à l'aune des impacts. Cet outil a permis d'identifier et de noter les impacts par rapport aux enjeux de durabilité en s'appuyant sur des données moyennes sectorielles provenant de sources, telles que les bases de données d'UNEP FI (United Nations Environment Programme Finance Initiative), de WWF (World Wildlife Fund) et d'ENCORE (Exploring Natural Capital Opportunities, Risks and Exposure). Compte tenu de la nature de son activité, le Groupe a mis davantage l'accent sur l'évaluation des impacts liés à sa chaîne de valeur aval par rapport aux fournisseurs et prestataires en amont, en raison de la probabilité d'impacts sur le plan environnemental et social au travers de son exposition et de ses relations d'affaires avec ses clients, notamment ceux opérant dans des secteurs non financiers.

Le Groupe a classé chaque impact identifié comme réel ou potentiel et positif ou négatif. Les impacts ont été identifiés sur les trois horizons temporels et notés sur une échelle de 1 à 4 qui intégrait des critères d'échelle, de portée, de caractère non recouvrable et de probabilité, tels que spécifiés dans les ESRS. En cas d'impact négatif potentiel sur les droits de l'homme, la gravité de l'impact prévaut sur sa probabilité dans la DMA.

Évaluation de la matérialité financière

Le Groupe a identifié les risques et les opportunités par le biais d'évaluations qualitatives menées dans l'ensemble de la chaîne de valeur, en s'appuyant sur les précédents rapports de durabilité, des évaluations des risques et des procédures de vigilance raisonnable ainsi que sur des rapports réalisés au niveau de Citi, des analyses des médias et des analyses de durabilité et des informations extra-financières. Ces risques et opportunités ont été identifiés en tenant compte du fait que la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles, humaines et sociales peut être une source de risques ou d'opportunités en termes financiers.

Risques : le risque lié à la durabilité a été pris en compte dans toutes les catégories de risques existantes du Groupe. Les risques liés à la durabilité peuvent impacter le Groupe via différents canaux de transmission directs et indirects. Ces canaux de transmission expliquent la manière dont les risques en termes de durabilité peuvent se matérialiser directement ou indirectement en tant que sources de risque financier ou non financier, à travers les propres activités du Groupe ou tout au long de la chaîne de valeur. En mettant l'accent sur le moyen et le long terme, les effets financiers prévus à plus d'un an et à plus de cinq ans, respectivement, ont été pris en compte.

Le processus d'identification et d'évaluation des risques climatiques et environnementaux (« Climate and Environmental Risk Identification and Assessment Process », C&E RIAP) du Groupe ainsi que des évaluations complémentaires d'experts ont été utilisés pour dresser la carte des enjeux de durabilité par rapport aux types de risques du Groupe et pour établir l'inventaire des risques en termes de durabilité. Le processus RIAP C&E identifie et mesure les catégories de risques matériels en s'appuyant sur les heatmaps des entités de Citi pour identifier les poches d'expositions aux vulnérabilités liées aux risques physiques et aux risques de transition. Ces catégories de risques sont ensuite surveillées par les comités compétents, tels que le comité

des risques du Conseil d'administration.

Opportunités : L'inventaire initial a été dressé au moyen d'une analyse de la documentation interne et publique publiée au niveau du Groupe et de Citi et d'une analyse sectorielle. Les opportunités ont été analysées de manière indépendante en identifiant les moyens d'améliorer la résilience et de créer de la valeur à long terme. Ces opportunités émergent souvent dans le cadre d'approches stratégiques de la gestion des ressources, de l'efficacité opérationnelle et du développement de nouveaux marchés, produits ou services alignés sur des considérations en matière de durabilité.

Afin d'évaluer la matérialité financière des risques et opportunités, le Groupe a déterminé la probabilité d'occurrence et l'ampleur potentielle des effets financiers à court, moyen et long terme. Les inventaires des risques et des impacts ont été analysés afin de vérifier la cohérence entre les IRO à travers l'ensemble des sujets. Ils ont ensuite été exploités pour identifier les opportunités potentielles, celles-ci étant souvent liées, et ont été notés sur une échelle de 1 à 4 à l'aide de critères définis dans les ESRS.

Informations supplémentaires concernant les évaluations visant à identifier les impacts, les risques et les opportunités

Par ailleurs, bien que l'analyse DMA ait été réalisée à l'aide d'un ensemble spécifique de critères, les évaluations existantes ont été utilisées comme apports pour évaluer les risques environnementaux et de gouvernance dans un certain nombre de questions.

- **Changement climatique :** le Groupe s'est appuyé sur des analyses de scénarios climatiques, des analyses des émissions de GES et des évaluations des risques physiques et de transition pour alimenter la liste des impacts, risques et opportunités liés au climat. Pour plus de précisions concernant les évaluations climatiques qui ont guidé le processus de la DMA, consulter la section [Changement climatique](#) de ce rapport.
- **Conduite des affaires :** le Groupe a tiré parti des précédentes enquêtes annuelles menées par Citi auprès des salariés du Groupe et des politiques en place dans toutes les régions et tous les secteurs afin de dresser la liste des impacts, des risques et des opportunités liés aux questions de conduite des affaires. Pour plus de précisions à ce sujet, consulter la section [Conduite des affaires](#) de ce rapport.

La DMA du Groupe a couvert un examen de tous les enjeux de durabilité référencés dans les normes thématiques ESRS, notamment la pollution, les ressources hydriques et marines, la biodiversité, l'utilisation des ressources et l'économie circulaire. Les IRO ont été identifiés au moyen d'une méthodologie comprenant des analyses qualitatives et quantitatives appliquées à chaque thème et sous-thème, comme indiqué dans les sections Évaluation de la matérialité d'impact et Évaluation de la matérialité financière ci-dessus. Ni les évaluations des sites ni les consultations avec les parties prenantes concernées sur ces sujets n'ont été jugées nécessaires pour identifier et évaluer les IRO matériels. Les filtrages des activités en aval ont été effectués via l'analyse de l'outil de cartographie secteur/impact pour compléter et étayer les examens qualitatifs entrepris - voir la section Évaluation de la matérialité d'impact ci-dessus. Les IRO identifiés en lien avec la pollution, les ressources hydriques et marines, la biodiversité, l'utilisation des ressources et l'économie circulaire ont été évalués comme non matériels dans la DMA (voir Étape 3 - Finaliser ci-dessous).

Étape 3 - Finaliser

Sur la base de l'évaluation de la matérialité d'impact et de la matérialité financière des IRO à l'Étape 2 et à l'issue de plusieurs sessions avec les parties prenantes, le Groupe de pilotage ESG de CEP fixe un seuil de matérialité soumis à la décision du Comité exécutif du Groupe, à l'examen et la remise en question par le Comité d'Audit du Conseil, et à l'approbation finale du Conseil d'administration. D'après les ESRS, le seuil est appliqué à l'inventaire des IRO notés afin de dresser les conclusions quant à leur matérialité.

Les IRO retenus ont ensuite été mis en correspondance avec les exigences d'information prescrites dans les ESRS, les IRO étant regroupés à des fins de déclaration, dans la mesure où l'agrégation n'occulte pas le contenu matériel. Les conclusions de la DMA ont été présentées aux organes de gouvernance concernés pour évaluation et validation de l'exhaustivité des thèmes et sous-thèmes matériels finaux.

** EFRAG IG 1 MAIG, paragraphe 45 (version du 05/2024).*

Sur les 318 IRO initialement évalués, et sur la base du seuil de matérialité du Groupe, le Groupe a identifié 17 IRO matériels comprenant huit impacts matériels, six risques matériels et trois opportunités matérielles. Ces IRO matériels étaient associés à trois thèmes : ESRS E1 Changement climatique, ESRS S1 Personnel de l'entreprise et ESRS G1 Conduite des affaires. Le Groupe a ensuite mis en correspondance les IRO approuvés avec les exigences de publication des ESRS afin de déterminer les points de données à déclarer dans cet État de durabilité.

Dialogue avec les parties prenantes dans l'évaluation de la double matérialité

En tant que composante centrale de la DMA, le Groupe a dialogué avec les parties prenantes durant les trois phases.

Comprendre : les parties prenantes/experts internes ont été identifiés et leur rôle aux fins de l'évaluation a été planifié ; les dépendances avec d'autres activités de la DMA ont été identifiées ; et les parties prenantes internes ont examiné la liste étoffée des enjeux de durabilité.

Évaluer : les activités d'échange avec les parties prenantes ont été organisées en termes de séquence, de dépendances, de liste de sujets et de questions clés à traiter par les groupes de parties prenantes, etc. Les parties prenantes internes ont examiné et noté l'inventaire des IRO et ont participé à des sessions d'examen et de remise en question.

Finaliser : le Comité exécutif de CEP s'est réuni afin de finaliser le seuil de matérialité et déterminer les sujets matériels et non matériels sur la base des résultats de la notation des IRO ; et les IRO matériels ont été discutés avec les parties prenantes internes concernées afin de déterminer les obligations d'information au titre de la publication CSRD de l'année 1.

Les parties prenantes, indiquées ci-dessous, ont été contactées en leur qualité de représentants et experts en la matière des groupes de parties prenantes internes et externes concernés afin de recueillir leurs points de vue sur la stratégie et le modèle économique du Groupe au regard des enjeux de durabilité. Ces points de vue ont été intégrés dans le processus et les résultats de la DMA.

	Qui	Comment
Interne	Personnes ou groupes au sein du Groupe et de Citi qui ont un intérêt direct ou qui sont impliqués dans les activités et la performance, notamment les équipes suivantes : Évaluation des IRO • Exécution des activités/Directeur de l'exploitation (COO) • Finance • Contrôleurs ESG • Services aux entreprises et affaires publiques (ESPA) • Risque climatique • Gestion indépendante des risques de conformité (ICRM) • Fonctions gestion des risques • Immobilier • Ressources humaines • Banque Validation des parties prenantes dans le cadre de forums d'experts	<ul style="list-style-type: none">• Interaction en temps réel avec les retours d'expérience et dialogue par échange d'emails• Fichiers de travail partagés• Forums de discussion• Réunions• Ateliers• Points et présentations• Gouvernance pour un

	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des risques environnementaux et sociaux (ESRM) • Gestion des risques d'entreprise (ERM) • Gestion du crédit aux institutionnels • Services • Marchés • Patrimoine • Opérations • Analyses globales des données Citi 	
Externe	<p>Entités ou individus en dehors de l'environnement du Groupe qui sont considérés comme des parties prenantes affectées et des utilisateurs des états de durabilité, notamment les groupes suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Clients • Fournisseurs et prestataires • Communautés et groupes vulnérables • ONG • Investisseurs • Actionnaires • Autorités gouvernementales et régulateurs • Pairs • Partenaires d'affaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Examen de la documentation réglementaire au niveau de Citi, collaborations et partenariats, réponses aux due diligence des fournisseurs, relation avec les médias et enquêtes et questionnaires réalisés par procuration • Utilisation des conclusions des entretiens menés par Citi avec des parties prenantes internes à titre de représentants des parties prenantes externes par le biais de leur mobilisation régulière auprès de groupes, tels que les clients, les ONG, les investisseurs, les actionnaires, les fournisseurs, les prestataires, les communautés affectées, les groupes vulnérables, les pairs, les partenaires d'affaires, les médias, les gouvernements et les régulateurs. Les considérations propres au Groupe ont été prises en compte dans le cadre du dialogue avec les parties prenantes internes du Groupe, en mettant plus particulièrement l'accent sur les exigences réglementaires locales.

Gouvernance du processus d'évaluation de la double matérialité

Le processus de la DMA s'articule autour de trois grands niveaux de gouvernance :

Groupe de pilotage ESG de CEP : le Groupe de pilotage a examiné l'approche méthodologique utilisée pour la DMA et a procédé à un examen initial et à une remise en question des résultats de la DMA, notamment le seuil de matérialité proposé, la notation et les thèmes matériels issus de l'évaluation. Le Groupe de pilotage a ensuite recommandé les conclusions au Comité exécutif de CEP.

Comité exécutif de CEP : le Comité exécutif a également examiné la méthodologie et procédé à un examen plus approfondi et à une remise en question, avant de se prononcer quant à la recommandation des conclusions de la DMA, ce qui inclut la détermination du seuil de matérialité, la notation et les thèmes matériels qui en découlent.

Comité d'audit et Conseil d'administration : le Comité d'audit a tenu une séance d'examen et de remise en question des conclusions de la DMA. Le Conseil d'administration a ensuite donné l'approbation finale de la méthodologie utilisée et des conclusions de la DMA, notamment le seuil de matérialité et les thèmes matériels qui en découlent.

Dans la mesure où la DMA sera régulièrement mise à jour, comme l'exigent les ESRS et les orientations associées, le Groupe s'attend à ce que ses organes de gouvernance continuent à jouer un rôle dans ce processus.

Résultats de l'évaluation de la double matérialité

Les thèmes et sous-thèmes définis dans les ESRS qui se rapportent aux impacts, risques et opportunités matériels pour le Groupe, tels qu'identifiés dans l'évaluation des IRO de l'année, sont présentés ci-dessous. À des fins de présentation et de lisibilité, les IRO sont organisés en thèmes catégoriels (par ex., risque climatique, finance durable, etc.) au sein des chapitres thématiques de cet État de durabilité. Tous les IRO du Groupe sont couverts par les exigences d'information des ESRS, étant donné qu'aucun IRO matériel propre à l'entité n'a été identifié.

Thème matériel	Sous-thème	Impact	Risque	Opportunité	Section de l'État de durabilité
Changement climatique	Adaptation au changement climatique			•	Finance durable
	Atténuation du changement climatique		•	•	Risque climatique, finance durable
	Énergie	•	•		Risque climatique, activités durables, émissions financées
Personnel	Conditions de travail	•			Investir dans le personnel du Groupe
	Égalité de traitement et égalité des chances pour tous	•		•	Investir dans le personnel du Groupe, autres informations concernant le personnel
	Autres droits liés au travail	•			Investir dans le personnel du Groupe
Conduite des affaires	Protection des lanceurs d'alerte	•			Conduite des affaires, autres informations liées à la conduite des affaires
	Corruption et versement de pots-de-vin	•			

Aucun des risques ou opportunités matériels identifiés dans cet État de durabilité n'a eu d'effets financiers réels sur la situation financière, la performance financière ou les flux de trésorerie du Groupe. Par ailleurs, ces risques ou opportunités ne devraient donner lieu à aucun ajustement matériel au cours de la prochaine période de référence annuelle.

Environnement

Informations relatives à la Taxinomie de l'UE

Publications en vertu de l'article 8 du Règlement (UE) 2020/852

Introduction

L'article 8 de la Taxinomie de l'UE* impose aux entreprises, tenues de publier des informations non financières en vertu de l'article 19a ou 29a de la directive Comptabilité de l'UE (directive 2013/34/UE), d'inclure dans leur état de durabilité la manière dont leurs activités sont associées aux activités économiques considérées comme « durables sur le plan environnemental »** en vertu de la Taxinomie de l'UE.

* Le règlement (UE) 2020/852 (**Taxinomie de l'UE**) est un cadre réglementaire. Les obligations de déclaration en vertu du règlement Taxinomie de l'UE et de ses actes délégués établissent les principales exigences de déclaration qui sont mises en œuvre progressivement depuis 2022.

** Les exigences précises en matière de contenu et de présentation de ces informations, telles que prescrites par la Taxinomie de l'UE, sont spécifiées dans le règlement délégué (UE) 2021/2178 de la Commission (**l'Acte délégué en matière de publication d'informations ou DDA**).

L'article 9 de la Taxinomie de l'UE définit six objectifs environnementaux :

- Atténuation du changement climatique ;
- Adaptation au changement climatique ;
- Utilisation durable et protection des ressources aquatiques et marines ;
- Transition vers une économie circulaire ;
- Prévention et contrôle de la pollution ;
- Protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

Cette publication exige de déclarer les activités économiques éligibles à la taxinomie et alignées sur la taxinomie. Pour chacun des objectifs environnementaux susvisés, la Taxinomie de l'UE définit la liste des activités économiques éligibles.

Une activité éligible à la taxinomie* devient alors alignée sur la taxinomie et durable sur le plan environnemental si :

* Activité décrite dans l'Acte Délégué Climat et l'Acte Délégué Environnement, que cette activité économique réponde à un seul ou à l'ensemble des critères d'examen technique définis dans ces Actes Délégués

1. elle contribue substantiellement à un ou plusieurs des six objectifs environnementaux ;
2. ne cause pas de préjudice important (« does not significantly harm », **DNSH**) à aucun des autres objectifs environnementaux* ;
* Par l'alignement avec le critère d'examen technique respectif
3. est exercée dans le respect des garanties minimales* relatives aux droits de l'homme et à la conduite des affaires ; et
* Les exigences en matière de garanties minimales sont alignées sur les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et sur les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, tels que soulignés dans l'article 18 du règlement Taxinomie de l'UE
4. est conforme aux critères d'examen technique* applicables (« technical screening criteria », **TSC**).
* Les TSC complétant le règlement Taxinomie de l'UE ont été établis en vertu des règlements délégués (UE) 2021/2139 de la Commission (l'**acte délégué Climat**) et 2023/2486 (l'**acte délégué Environnement**)

Le Groupe a présenté les informations relatives à la Taxinomie de l'UE en s'appuyant sur sa compréhension de la Taxinomie de l'UE et de ses actes d'exécution. À mesure que les exigences et directives de la Taxinomie de l'UE en matière d'information évolueront, le Groupe continuera d'examiner ces informations au cours des périodes futures.

Les informations relatives à la Taxinomie de l'UE ont été préparées sur la base des « meilleurs efforts », en utilisant les informations les plus récentes disponibles auprès de fournisseurs de données tiers à fin décembre 2024, complétées par des informations sur les entreprises et des rapports financiers publiés par les contreparties.

Base de préparation

Citibank Europe Plc et sa filiale, Bank Handlowy w Warszawie, sont toutes deux réglementées en tant qu'établissements de crédit*.

* Au sens de l'article 4(1)(1) du règlement UE sur les exigences de fonds propres (575/2013/UE) (CRR)

Pour les besoins de l'information conforme à l'article 8 de la Taxinomie de l'UE, le Groupe (Citibank Europe Plc ainsi que ses filiales, dont Bank Handlowy w Warszawie) a été classé en tant qu'établissement de crédit et ses activités ont été déclarées à l'aide des indicateurs clés de performance (**KPI**) appliqués aux entreprises financières classées comme telles.

Synthèse des résultats

Le tableau ci-après résume les KPI du Groupe que les établissements de crédit sont tenus de communiquer en application de la Taxinomie de l'UE. Se reporter aux informations supplémentaires figurant aux pages 253 à 310 pour l'ensemble complet des modèles prescrits devant être déclarés. Ces tableaux de publication conformes à la Taxinomie de l'UE font partie intégrante de l'État de durabilité.

Étant donné que le Groupe a également été soumis aux exigences d'information au titre de l'article 8 de la Taxinomie de l'UE pour l'exercice clos le 31 décembre 2023, des comparaisons avec les KPI de l'exercice précédent et chacun des modèles prescrits ont été inclus. Ces données comparatives avec l'exercice précédent n'ont fait l'objet d'aucune assurance modérée.

31/12/2024								
		Total des actifs durables sur le plan environnemental - Chiffre d'affaires (en millions USD)	KPI de chiffre d'affaires	Total des actifs durables sur le plan environnemental - Capex (en millions USD)	KPI des Capex	% de couverture (sur le total des actifs)	% des actifs exclus du numérateur du GAR*	% des actifs exclus du dénominateur du GAR**
KPI principal (vii)	Stock GAR (i), (ii)	599	0,8 %	1 069	1,4 %	42,2 %	34,2 %	57,8 %
KPI supplémentaires (vii)	GAR (flux) (iii)	87	1,1 %	163	2,1 %	46,7 %	32,7 %	53,3 %
	Portefeuille de négociation (iv)							
	Garanties financières (v)	40	0,3 %	94	0,7 %			
	Encours sous gestion (vi)	0	— %	0	— %			
	Produits des honoraires et commissions (iv)							

* Article 7, paragraphes 2 et 3, et section 1.1.2. de l'Annexe V

** Article 7, paragraphe 1, et section 1.2.4. de l'Annexe V

31 décembre 2023*, **								
		Total des actifs durables sur le plan environnemental - Chiffre d'affaires (en millions USD)	KPI de chiffre d'affaires	Total des actifs durables sur le plan environnemental - Capex (en millions USD)	KPI des Capex	% de couverture (sur le total des actifs)	% d'actifs exclus du numérateur du GAR	% des actifs exclus du dénominateur du GAR
KPI principal (vii)	Stock GAR (i), (ii)	155	0,2 %	282	0,4 %	43,7 %	34,5 %	56,3 %
KPI supplémentaires (vii)	GAR (flux) (iii)	21	— %	94	0,1 %	36,9 %	— %	— %

	Portefeuille de négociation (iv)				
	Garanties financières (v)	28	0,2 %	32	0,2 %
	Encours sous gestion (vi)	0	— %	0	— %
	Produits des honoraires et commissions (iv)				

* Retraité conformément à la note 43 aux états financiers
** Non soumis à une assurance modérée

Informations qualitatives

- i. L'indicateur clé de performance du Groupe en tant qu'établissement de crédit pour les expositions au bilan est le ratio d'actifs verts (« green asset ratio », GAR). Le GAR indique la part des actifs des établissements de crédit qui financent et qui sont investis dans des activités économiques alignées sur la taxinomie sur le total des actifs couverts. Le total des actifs couverts (dénominateur du GAR) exclut les expositions aux administrations centrales, aux banques centrales, aux émetteurs supranationaux ainsi que le portefeuille de négociation. Le périmètre des actifs inclus dans le numérateur du GAR englobe les prêts et avances, les titres de créance, les instruments de capitaux propres associés aux contreparties NFRD/CSRD, les expositions aux ménages et les sûretés immobilières reprises.
- Pour le Groupe, le GAR calculé sur la base du chiffre d'affaires s'établit à 0,8 % (2023 : 0,2 %) et sur la base des dépenses d'investissement, il s'élève à 1,4 % (2023 : 0,4 %) pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.
- ii. CEP a une exposition à but spécifique minimale* aux entreprises et aux ménages. Ainsi, les expositions déclarées comme éligibles et/ou alignées sur un des objectifs de durabilité pertinents ont été uniquement déterminées à l'aide des KPI déclarés par les contreparties.
- * Financement dont l'utilisation du produit est connue
- Conformément à la stratégie de simplification du Groupe, l'intention future est de sortir des activités de banque de détail qui sont uniquement opérées par l'intermédiaire de Bank Handlowy. Par conséquent, certains prêts aux ménages détenus par le Groupe, garantis par des biens immobiliers résidentiels, ont été exclus de l'évaluation de l'alignement sur les objectifs durables de la Taxinomie de l'UE.
- iii. Le GAR flux mesure la part des nouveaux actifs alignés sur la taxinomie au cours de la période sur le total des nouveaux actifs. La valeur comptable brute des affaires nouvelles émises au cours de la période de déclaration est incluse dans le « flux » des prêts et avances, avant remboursements, et des réductions. S'agissant des titres, l'activité « flux » regroupe les titres de créances et les instruments de capitaux propres acquis au cours de la période de déclaration. Les types d'actifs, tels que les produits dérivés, les prêts interbancaires à vue, la trésorerie et les actifs liés à la trésorerie ainsi que d'autres catégories d'actifs (par exemple goodwill, matières premières, etc.) sont exclus du dénominateur du flux.
- iv. Les obligations d'information des établissements de crédit suivent une approche progressive. S'agissant des informations publiées au titre de l'exercice 2024, les établissements de crédit sont dispensés de déclarer l'alignement de leurs activités sur les objectifs environnementaux non climatiques dans les modèles 1 à 5 et de différer les modèles 6 (frais et commissions) et 7 (portefeuille de négociation) supplémentaires, qui deviennent applicables à partir de l'exercice 2025. Se reporter aux informations supplémentaires figurant aux pages 253 à 310 pour l'ensemble complet des modèles prescrits devant être déclarés.
- v. Le périmètre de déclaration des garanties financières englobe les lettres de crédit stand-by financières. L'éligibilité et l'alignement de ces expositions sur la taxinomie sont évalués à l'aide des KPI des contreparties sous-jacentes, selon le même processus que celui décrit pour le GAR ci-dessus.
- vi. Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, le Groupe ne déclare aucun actif sous gestion.
- vii. Dans le cadre des processus de gouvernance du Groupe, le Comité exécutif surveille en permanence certains indicateurs clés de performance en matière de durabilité, notamment le GAR. Le Groupe travaille également avec les clients à titre d'agent de structuration sur les cadres de financement vert en intégrant la Taxinomie de l'UE dans la conception de ces produits, le cas échéant.

À mesure que la Taxinomie de l'UE continue à évoluer et que les données relatives à la Taxinomie deviennent disponibles, le Groupe peut être en mesure d'accroître plus encore l'exhaustivité de ses publications et peut envisager d'utiliser la taxinomie dans des domaines qui dépassent l'exigence d'information.

Changement climatique

Introduction

Le changement climatique implique des impacts, des risques et des opportunités dans l'ensemble des activités, le modèle économique et la stratégie du Groupe. La société mère ultime du Groupe, Citi, s'est engagée à atteindre l'objectif de zéro émission nette opérationnelle d'ici 2030 et de zéro émission nette pour son activité de financement d'ici 2050. Le Groupe contribue à ces engagements et se concentre sur l'identification, la mesure et la gestion des principaux risques liés au changement climatique et l'accompagnement des clients dans la transition vers les énergies propres.

Les impacts, risques et opportunités (IRO) matériels identifiés dans le cadre de l'évaluation de la double matérialité (DMA) du Groupe sont présentés ci-dessous, notamment les incidences des émissions de gaz à effet de serre (GES) du Groupe sur le changement climatique. Le Groupe a évalué et identifié les IRO pertinents dans sa chaîne de valeur amont, ses activités propres et sa chaîne de valeur aval ainsi que leurs liens avec sa stratégie et son modèle économique.

Pour plus d'informations sur le processus d'identification et d'évaluation de ces IRO, consulter la section [Méthodologie de l'évaluation de la double matérialité](#) de ce rapport. Le Groupe entreprend diverses actions qu'il juge importantes pour soutenir ses efforts visant à contribuer à l'engagement de Citi en faveur de la neutralité carbone. Des exemples sont inclus dans les sections Actions et cibles de ce chapitre. En tant qu'établissement financier, la capacité du Groupe à faire progresser l'engagement de Citi à atteindre la neutralité carbone est largement indirecte, étant donné que de nombreuses actions, outils, activités et leviers de décarbonation disponibles s'appuient sur les actions d'autres acteurs de la chaîne de valeur et de l'économie au sens large, limitant ainsi son impact direct à cet égard. D'autres actions n'ont peut-être pas de lien direct avec la réduction des émissions, mais continuent de soutenir les efforts d'atténuation du changement climatique de manière plus générale. Le Groupe estime que des mesures telles que la fourniture du modèle d'examen de l'objectif de zéro émission nette et de produits et services de finance durable soutiennent ces efforts. Les actions liées aux émissions financées et à la finance durable ne peuvent être quantifiées, étant donné que le calcul ou l'estimation des réductions d'émissions de GES réalisées ou attendues de ces activités nécessiterait de nombreuses hypothèses, et qu'il n'existe actuellement aucune méthodologie largement admise pour le faire d'une manière qui se conforme aux critères de qualité des informations ou à l'Annexe B de l'ESRS 1. En outre, les réductions de GES réalisées ou attendues des actions liées aux activités durables ne sont pas ventilées par entité juridique. Ainsi, le Groupe ne cherche pas à quantifier les réductions d'émissions résultant des actions d'atténuation du changement climatique, d'adaptation au changement climatique et de consommation d'énergie au niveau de CEP.

Pour de plus amples précisions concernant les approches, les stratégies et les engagements susvisés, consulter les sections Politiques, Actions et cibles connexes qui suivent.

Sauf indication contraire, les références aux « émissions financées » ou à l'« activité de financement » dans le cadre de la contribution du Groupe à l'engagement de Citi envers le net zéro mentionnées ci-dessous incluent à la fois les émissions financées et les émissions facilitées.

Impacts, risques et opportunités du Groupe liés au changement climatique		
Impact, risque ou opportunité	Chaîne de valeur / horizon temporel	Description
Risque climatique		
Risque	Chaîne de valeur aval	Énergie Risque de crédit - Alors que les entreprises énergétiques traditionnelles évoluent vers une économie à faible émission de carbone, des facteurs tels que le durcissement des réglementations climatiques et la pression des parties prenantes en faveur de la durabilité peuvent peser sur leurs coûts de conformité, leur solvabilité, la valeur des garanties, le risque de défaut, l'accès au capital et leur réputation.
Risque	Chaîne de valeur aval	Atténuation du changement climatique Risque de crédit - La transition vers une économie à faible émission de carbone et l'attention croissante portée à l'atténuation du changement climatique posent des défis aux entreprises emprunteuses, en ayant des effets sur les coûts de conformité, la solvabilité, la valeur des garanties, le risque de défaut et l'accès au capital.
Risque	Propres activités	Énergie Risque de non-conformité - L'évolution des réglementations environnementales et climatiques, notamment celles relatives aux normes de transition énergétique et d'efficacité énergétique, peut avoir des incidences en matière d'obligations légales, d'exigences de fonds propres et de normes d'information du Groupe, au risque d'accroître les risques potentiels de non-conformité. Les mesures visant à assurer le respect de la réglementation pourraient nécessiter des investissements importants et impliquer des coûts supplémentaires pour le Groupe.
Risque	Propres activités	Atténuation du changement climatique Risque de non-conformité - L'évolution des réglementations environnementales et climatiques peut avoir des incidences en matière d'obligations légales, d'exigences de fonds propres et de normes d'information du Groupe, au risque d'accroître les risques potentiels de non-conformité. Les mesures visant à assurer le respect de la réglementation pourraient nécessiter des investissements importants et impliquer des coûts supplémentaires pour le Groupe.
Risque	Propres activités Chaîne de valeur aval	Énergie Risque stratégique - Le changement climatique expose le Groupe à des risques stratégiques, en particulier en matière d'énergie, ce qui peut avoir des effets sur sa position sur le marché, ses coûts opérationnels et son modèle économique. Les évolutions réglementaires, les risques technologiques, les préoccupations des parties prenantes et les tendances sociétales doivent être pris en compte dans une approche stratégique globale afin de garantir la stabilité financière et la performance.
Risque	Propres activités Chaîne de valeur aval	Atténuation du changement climatique Risque stratégique - L'atténuation du changement climatique expose le Groupe à des risques stratégiques, en ayant des incidences sur sa position sur le marché, ses coûts opérationnels et son modèle économique. Les évolutions réglementaires, les risques technologiques, les préoccupations des parties prenantes et les tendances sociétales doivent être pris en compte afin de garantir la stabilité financière et la performance.

Finance durable

Opportunité	Chaîne de valeur aval	Adaptation au changement climatique Le Groupe a déjà commencé à adapter ses stratégies afin de financer la résilience climatique et la transition. Grâce à ce financement, le Groupe se positionne dans la perspective de la croissance potentielle du chiffre d'affaires et d'opportunités de marché, les entreprises recherchant des produits et des services qui répondent aux engagements environnementaux et réglementaires.
Opportunité	Propres activités Chaîne de valeur aval	Atténuation du changement climatique Le Groupe a l'opportunité d'accompagner ses clients institutionnels dans la fourniture de produits et de services adaptés aux besoins des clients en solutions d'atténuation du changement climatique par le biais de produits, de services et d'expertises financières.

Activités durables

Impact réel négatif	Propres activités Long terme	Énergie Les installations du Groupe, notamment les bureaux et agences bancaires, contribuent aux émissions de GES par le biais de la consommation d'énergie. L'utilisation de sources d'énergie non renouvelables contribue directement au changement climatique et présente des défis en matière d'atténuation.
Émissions financées		
Impact réel négatif	Chaîne de valeur aval Long terme	Énergie Le Groupe finance des secteurs, tels que l'énergie, l'électricité, les transports et l'industrie, connus pour être gourmands en énergie et donc fortement émetteurs de GES.

Risque climatique

Le Groupe a identifié des IRO matériels attribuables à ses risques et opportunités climatiques et, dans le cadre de sa stratégie climat, a mis en place un cadre visant à atténuer les risques liés au climat.

Le Cadre de gestion des risques de CEP (« CEP Risk Management Framework », « CEP RMF ») expose dans le détail la gouvernance, les principes et les exigences qui favorisent l'identification, la mesure, la surveillance, le contrôle et la déclaration de tous les risques identifiés au sein du Groupe. Le CEP RMF, qui comprend en annexe le Cadre de gestion des risques liés au climat et à l'environnement de CEP, se lit conjointement avec le Cadre de gestion des risques climatiques (CRMF) de Citi. Lorsque les solutions de Citi répondent à l'objectif, elles sont appliquées au Groupe. Pour autant, le Groupe développe également ses propres solutions si besoin est, tout en tirant parti des cadres, politiques, normes, procédures et processus applicables.

de Citi pour la gestion des risques au sein de l'entité juridique.

Le CRMF de Citi et le CEP RMF traitent le climat comme un risque transverse qui peut se manifester ou amplifier les risques identifiés dans la taxinomie des risques de Citi et du Groupe. Le CEP RMF comprend la gouvernance, les principes et les exigences pour l'intégration des risques liés au climat et à l'environnement dans les activités courantes de gestion des risques tout au long du cycle de vie de la gestion des risques, comme exposé dans les sections Identification des risques climatiques, Évaluations des risques climatiques, Scénario climatique et résilience, et Risque de conformité ci-dessous.

Identification des risques climatiques

Le processus d'identification des risques (Risk ID) de Citi vise à standardiser les pratiques d'identification des risques dans l'ensemble de l'organisation selon la méthode décrite dans le cadre de gestion des risques d'entreprise de Citi. Le mécanisme Risk ID permet d'identifier, d'évaluer et d'agréger les risques les plus importants pour Citi. Le cadre Risk ID de Citi est à son tour appliqué afin d'identifier et d'évaluer les risques liés au climat qui pèsent sur les propres activités de Citi et les clients de Citi dans la chaîne de valeur aval. Citi a intégré des perspectives de risque sur neuf trimestres basées sur des politiques existantes alignées sur des trajectoires à fortes émissions et une approche fondée sur le risque résiduel, tout en tenant compte des défaillances potentielles des contrôles.

Le Groupe s'appuie sur le processus Risk ID de Citi et s'astreint à une vigilance raisonnable supplémentaire pour se conformer aux réglementations locales. Par exemple, le Groupe a enrichi son analyse avec une évaluation quantitative des expositions et des revenus afin d'étayer les décisions en matière de matérialité issues des avis d'experts et a procédé à une évaluation quantitative du risque environnemental.

Les résultats de ces processus alimentent la DMA menée par le Groupe. La DMA a couvert les IRO dans les chaînes de valeur amont et aval ainsi que dans ses propres activités.

Heatmaps de la vulnérabilité climatique

Afin d'étayer le processus d'identification des risques, le Groupe a recours à des heatmaps (cartes thermiques) pour évaluer la vulnérabilité de ses secteurs d'activité au climat.

Ces cartes thermiques des vulnérabilités climatiques sont utilisées au sein du Groupe pour faciliter l'identification des risques, leur surveillance et l'élaboration de scénarios. Elles alimentent également les indicateurs de risque climatique du Groupe et les principaux indicateurs de risque utilisés dans les rapports internes du Groupe.

Les cartes thermiques illustrent la vulnérabilité des activités aux facteurs de risque climatique physiques et les canaux de transmission du risque climatique selon une échelle de 1 à 4 sur deux horizons temporels : court terme (< 5 ans) et long terme (> 5 ans).

La méthodologie renforcée est étayée par les considérations suivantes :

L'évaluation de la vulnérabilité aux facteurs de transition et aux canaux de transmission comprend l'évaluation de la manière dont les efforts de décarbonation affectent le profil de la demande à long terme pour les produits finaux du secteur. Il s'agit notamment de déterminer si un secteur est susceptible de subir une destruction de la demande, de voir une substitution de la demande ou de connaître un impact minimal sur la demande. Cette évaluation consiste en outre à étudier les facteurs sous-jacents du point de vue de la technologie, des politiques et des parties prenantes.

La vulnérabilité aux facteurs de risque physique et aux canaux de transmission s'appuie sur une évaluation de la dépendance du modèle économique du secteur vis-à-vis de sa base d'actifs immobilisés, de sa concentration géographique et/ou de sa chaîne d'approvisionnement. L'évaluation de la vulnérabilité aux risques physiques est réalisée au niveau macro et ne reflète pas la vulnérabilité des clients du Groupe, ni l'empreinte géospatiale des sûretés.

Évaluations des risques climatiques

Évaluation des actifs et des activités opérationnelles

Le Groupe évalue la manière dont ses actifs et ses activités peuvent être exposés à des facteurs liés au climat dans plusieurs de ses principales catégories de risques. Les risques physiques résultant d'événements climatiques « aigus », tels que les vagues de chaleur, les inondations, les incendies et les tempêtes, ou de changements « chroniques » à long terme, tels que l'élévation du niveau de la mer, l'évolution des précipitations, l'augmentation des températures moyennes et la variabilité climatique extrême, peuvent perturber les installations et les infrastructures du Groupe, ce qui pourrait avoir un impact sur ses activités. Les dommages causés aux actifs du Groupe par des catastrophes naturelles peuvent impacter ses implantations (dommages physiques), ses salariés (productivité, capacité à se déplacer) ou les capacités opérationnelles des prestataires tiers. En outre, est également évaluée la manière dont les risques physiques peuvent avoir un impact sur la valeur des actifs d'un débiteur, ce qui pourrait compromettre sa capacité à payer le Groupe ou la valeur de ses sûretés. Afin d'étayer l'évaluation des risques physiques, le Groupe améliore les données et les capacités d'analyse des risques climatiques en utilisant des solutions de fournisseurs tiers. À titre d'exemple, le Groupe cherche à obtenir des informations complémentaires sur les actifs des clientes et leurs vulnérabilités en matière de risques physiques.

Le Groupe prend également en compte l'évaluation de l'exposition des actifs et des activités aux risques de transition climatique. Les risques de transition peuvent avoir des effets sur la chaîne de valeur du Groupe, telle que définie dans la [section DMA](#) de ce rapport, au travers de réglementations, de produits bas carbone, de préférences et d'actions en justice, ce qui peut conduire à des évolutions stratégiques. L'identification et l'évaluation des risques physiques et des risques de transition sont plus amplement abordées dans les sections Heatmaps de la vulnérabilité climatique, Analyse du scénario climatique, Évaluation des risques climatiques et tableau de bord.

Évaluation des risques climatiques et tableau de bord (CRAS)

Citi a développé et intégré des évaluations sectorielles du risque climatique dans son processus de souscription de crédit pour certains secteurs identifiés comme étant plus vulnérables au risque climatique.

Le Groupe se conforme aux exigences définies dans le processus CRAS au niveau Citi en ce qui concerne le périmètre initial. Des seuils de périmètre complémentaires sont appliqués au niveau du Groupe. S'agissant des débiteurs dont le montant total de la facilité est supérieur au seuil, en fonction de la vulnérabilité de leurs secteurs, le processus CRAS est requis.

Le CRAS identifie les risques climatiques significatifs des clients concernés du Groupe et leurs plans d'adaptation et/ou d'atténuation de ces risques, en exploitant des données quantitatives et qualitatives à travers plusieurs considérations clés. L'outil tient compte des informations générales sur les clients et des données sur les émissions, de l'impact des scénarios climatiques et d'une évaluation qualitative des facteurs de risque de transition et de risques physiques. Le CRAS évalue in fine la vulnérabilité des clients face au risque climatique, la faisabilité de leurs plans de transition vers un environnement bas carbone, leurs mesures d'adaptation au risque physique, la qualité de leur gouvernance et de leurs publications. Le CRAS s'appuie sur les informations communiquées par les clients ainsi que sur des outils tiers, des heatmaps sectorielles et certains indicateurs de risque liés au climat. Enfin, les clients se voient attribuer un score CRAS global qui reflète leur vulnérabilité et leur état de préparation. Ce score fait partie d'un certain nombre de facteurs de vigilance qui entrent dans le processus d'octroi de crédit aux clients du Groupe.

Citi et le Groupe continuent d'améliorer leurs méthodologies de quantification de l'impact des risques climatiques sur les profils de crédit individuels de leurs clients dans divers segments. Citi et le Groupe envisagent également d'initier le dialogue avec les clients sur leurs risques climatiques les plus importants et leurs plans de gestion en matière d'adaptation et d'atténuation. L'objectif est de permettre au Groupe de mieux cerner les activités des clients et leurs risques climatiques à moyen et à long terme, tout en répondant à leurs besoins financiers.

Scénario climatique et analyse de la résilience

Analyse du scénario climatique

Citi a réalisé une analyse de scénarios climatiques au niveau de Citi et au niveau de certaines entités juridiques et s'appuie sur ses capacités internes, notamment en ce qui concerne l'identification des risques, la conception des scénarios, la disponibilité et la qualité des données, la modélisation, les publications, l'utilisation des résultats et la gouvernance globale. Citi réalise ses analyses à court, moyen et long terme. Le Groupe mobilise l'ensemble de ces capacités pour son processus interne d'évaluation de l'adéquation du capital (ICAAP) afin de développer le scénario climatique unique du Groupe. Afin de tenir compte de l'incertitude inhérente aux prévisions, une analyse de sensibilité a été intégrée au Plan stratégique pour les besoins des projections du scénario de référence dans le cadre de l'ICAAP. Le Groupe a recouru à des simulations de crise (stress test) pour évaluer l'impact potentiel des facteurs de risque liés au climat sur son profil de risque dans le cadre de son processus annuel ICAAP. Les facteurs de risque climatique sont des variables nécessaires pour représenter les impacts sur les actifs ainsi que les impacts économiques régionaux et sectoriels du risque climatique. Il s'agit notamment des principaux facteurs utilisés pour quantifier le(s) choc(s) de risque climatique (par exemple, le prix du carbone) et les impacts macroéconomiques sectoriels/régionaux immédiats.

Le scénario de risque climatique du Groupe a été élaboré afin de mettre en évidence son exposition à une évolution rapide de la politique climatique et à la transition vers une économie « zéro émission nette ». Ce scénario repose sur les scénarios climatiques mondiaux du Network for Greening the Financial System (NGFS). Il suppose une transition désordonnée, durant laquelle les émissions doivent être réduites rapidement et le prix du carbone bondit. Il tient également compte d'événements impliquant des risques climatiques physiques. Les scénarios du NGFS évaluent les risques de transition liés au climat, en se concentrant sur les trajectoires compatibles avec la limitation du réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius. Dans le droit fil des autres types de risques, des scénarios sont analysés pour saisir les vulnérabilités spécifiques de l'établissement, à l'appui de l'évaluation de la matérialité des risques climatiques et environnementaux. S'agissant des expositions de crédit, le Groupe applique un modèle spécifique au climat pour mettre en évidence l'impact de la transition vers une économie bas carbone et pour comprendre l'impact des scénarios de risque climatique physique, tels que le stress thermique et hydrique et les inondations, chez divers débiteurs de son portefeuille. L'analyse n'a exclu aucune activité propre du Groupe, ni aucun segment de la chaîne de valeur amont et aval, et a englobé tous les risques physiques et les risques de transition matériels.

Les hypothèses concernant la sélection des scénarios de référence, les horizons temporels, la granularité géographique, la différenciation sectorielle, la plausibilité et la gravité des scénarios sont également incluses. À ce jour, le Groupe n'intègre aucune hypothèse liée au climat dans ses états financiers. Le résultat de cette analyse de scénario pour le risque climatique est présenté dans l'ICAAP du Groupe qui indique l'impact de ce scénario sur les ratios de fonds propres du Groupe. Cet impact se traduit par des pertes supplémentaires dans le scénario de crise inclus dans les résultats globaux de l'ICAAP. En revanche, aucun impact matériel n'a été identifié sur l'activité du Groupe, sa stratégie et ses plans. En cas de dégradation du ratio de fonds propres du Groupe en dessous de ses seuils, un ensemble d'actions de gestion peut être activé.

Risque opérationnel et élaboration du scénario climatique

Dans le cadre de l'exercice ICAAP, le Groupe a pris en considération un scénario physique climatique dans ses simulations de crise pour tester le risque opérationnel. Cet impact se traduit par des pertes supplémentaires dans le scénario de crise inclus dans les résultats globaux de l'ICAAP. En revanche, aucun impact matériel n'a été identifié sur l'activité du Groupe, sa stratégie et ses plans.

Le Groupe adhère au processus d'évaluation de la maturité du risque opérationnel (« Operational Risk Maturity », ORM) de Citi, lequel fournit un cadre d'examen fondé sur le risque pour évaluer les capacités de bout en bout des services opérationnels critiques de Citi, ce qui lui permet de se faire une idée précise des risques de résilience dans l'ensemble de l'organisation. En outre, le Groupe adhère aux exercices de « transfert de travaux » de Citi pour évaluer sa capacité à transférer l'exécution des services opérationnels critiques d'un site à un autre suite à des possibles événements entraînant l'interruption de l'activité, notamment ceux causés par le changement climatique à court, moyen ou long terme. En outre, l'ORM a mis à jour la procédure d'analyse des scénarios opérationnels afin d'y inclure les scénarios de risque opérationnel liés au climat, tels que les scénarios qui peuvent être attribués à un métier ou à une fonction pour en faciliter la mise en œuvre. Conséquence de cette mise à jour, les métiers et fonctions peuvent être amenés à réaliser des exercices d'analyse de scénarios de risque climatique et de risque opérationnel. Le risque climatique a également été intégré dans les processus ORM, tels que les indicateurs de risque de tiers, ce qui aide à évaluer la capacité de résilience de l'organisation.

Risques liés à la conformité

Le Groupe relève du champ d'application d'un paquet de réglementations liées au climat et à l'environnement/à la durabilité qui ont connu une évolution rapide ces dernières années en réponse au programme de finance durable de l'Union européenne (UE) et aux attentes de la Banque centrale européenne (BCE). Le Groupe a considérablement progressé dans ses efforts en matière de conformité et s'efforce de se conformer aux exigences en matière de durabilité applicables au secteur bancaire/financier dans trois grands domaines : la gestion des risques, la publication d'informations et les produits et le conseil, tandis que l'éco-blanchiment ou greenwashing est également dans le viseur des régulateurs. Le Groupe poursuit ses efforts pour se conformer à ces réglementations et attentes prudentielles, ce qui pourrait nécessiter des investissements, avoir des impacts sur sa stratégie et entraîner des coûts supplémentaires.

Politiques

Le risque climatique peut se manifester ou amplifier les risques identifiés dans la taxinomie des risques de Citi et du Groupe, tels que le risque de crédit lié aux émetteurs exposés à un risque climatique élevé, les risques stratégiques si le Groupe ne tient pas compte du risque de transition dans la sélection des clients, le risque de réputation lié aux préoccupations grandissantes des parties prenantes concernant le financement des industries à forte intensité de carbone et le risque opérationnel résultant des risques physiques pesant sur leurs installations. Le Groupe continue de progresser dans sa prise en compte du risque climatique, en s'appuyant sur la matérialité des considérations liées au risque stratégique, au risque de réputation et au risque financier. Il avance ainsi dans l'intégration de ces considérations dans son approche globale de la gestion des risques.

Cadre de gestion des risques de CEP

Le RMF de CEP s'applique à toutes les filiales, activités, fonctions et zones géographiques de CEP. Ce cadre permet d'informer les métiers et fonctions du Groupe sur la nature évolutive de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, alors que l'industrie continue d'analyser les ramifications existantes et potentielles des risques physiques et des risques de transition. Le CEP RMF ne couvre pas l'efficacité énergétique, le déploiement des énergies renouvelables, la gestion des émissions de GES, l'élimination des GES ou tout autre thème additionnel. Le Groupe se concentre sur la mise en œuvre du CEP RMF en intégrant le risque climatique dans les processus de gestion des risques habituels dans l'ensemble des programmes et catégories de risques. Le risque climatique a déjà été ajouté à un certain nombre de politiques dans l'ensemble du Groupe. À titre d'illustration, l'évaluation des risques climatiques fait désormais partie des examens annuels de crédit pour certaines relations clients et pour les secteurs plus exposés aux risques de transition et aux risques physiques. Dans ces cas, les examens de l'évaluation climatique sont menés en parallèle d'autres exigences en matière de vigilance raisonnable habituellement requises pour l'analyse de crédit.

Le risque climatique continue d'être désigné comme un risque transverse qui peut se manifester par le biais des risques existants. Les facteurs de risque climatique peuvent avoir un impact sur chacune des catégories de risque identifiées dans la taxinomie des risques du Groupe, notamment les risques opérationnels, de crédit, de marché, de liquidité, stratégiques et de conformité. À ce titre, les documents internes pertinents continuent d'être mis à jour afin de tenir compte des considérations relatives au risque climatique dans les normes, politiques ou procédures.

Le CEP CRMF appuie le Groupe dans la gestion des risques matériels liés au climat et des autres risques environnementaux. Le cadre régit également les aspects de la planification stratégique liés au risque climatique, ce qui comprend, sans s'y limiter, les effets que les engagements mondiaux envers la

neutralité carbone peuvent avoir sur les activités et les clients de Citi et du Groupe et la manière dont ces effets pourraient se traduire dans les prévisions de risques et d'opportunités qui viennent étayer l'élaboration de la stratégie.

Le Directeur des risques (CRO) de CEP répond du CEP RMF et veille à ce que le CEP RMF soit examiné au moins une fois par an et que toute mise à jour importante soit approuvée par le Conseil d'administration de CEP, et qu'une gouvernance appropriée soit en place pour en garantir la diffusion et l'intégration effectives. Le Responsable du risque d'entreprise et de gouvernance s'assure que le CEP RMF est diffusé et compris par l'ensemble du personnel concerné.

Actions et cibles

Les activités liées au risque climatique de Citi et du Groupe étayent les actions du Groupe et les cibles de Citi associées aux activités durables, aux émissions financées et à la finance durable. Consulter la section [Activités durables](#) pour plus de précisions sur les actions et cibles relatives aux activités durables. Consulter la section [Émissions financées](#) pour plus de précisions sur les actions et cibles en matière d'émissions financées. Consulter la section [Finance durable](#) pour plus de précisions sur les actions et cibles en matière de finance durable.

Activités durables

Bien que les activités directes du Groupe ne représentent pas l'essentiel de son impact en termes d'émissions, ses installations, notamment les bureaux et agences bancaires, contribuent aux émissions de GES par le biais de leur consommation d'énergie. Dans le droit fil de l'engagement de Citi à lutter contre le changement climatique, le Groupe a identifié un impact matériel attribuable à ses propres activités qui se rapporte à ses émissions de GES. Si cet impact n'est pas géré efficacement, la capacité du Groupe à réduire ses émissions de GES pourrait être freinée, impactant ainsi la contribution du Groupe à l'engagement de Citi envers le net zéro. Par le biais des actions opérationnelles durables décrites ci-dessous, le Groupe continuera d'évaluer la résilience de sa stratégie sur les mêmes horizons temporels à court, moyen et long terme, que ceux utilisés dans la DMA.

Politiques

Le Groupe est guidé dans la gestion des impacts, des risques et des opportunités liés au changement climatique dans ses propres activités en contribuant à l'engagement global de Citi en matière d'émissions opérationnelles nettes nulles. Les efforts du Groupe portent sur l'efficacité énergétique et l'approvisionnement en énergies renouvelables, le référencement des normes de l'industrie, les exigences en matière de certification des bâtiments durables et d'autres sources décrites dans la section « [Actions](#) » ci-dessous. Le Groupe n'a pas cherché à établir des politiques formelles au niveau de CEP pour gérer ces questions, sachant que les processus internes formels et informels en place et les normes du secteur, tels que le Protocole des GES, contribuent à gérer les actions liées aux activités durables du Groupe.

Actions

Dans le cadre de la stratégie climat du Groupe intégrée à son modèle économique, l'IRO matériel du Groupe lié à ses propres activités est géré par le biais de deux leviers principaux de décarbonation : l'amélioration de la durabilité de ses installations et l'approvisionnement en électricité renouvelable. Ces leviers soutiennent l'engagement de Citi en faveur du zéro émission nette.

Bâtiments durables

Les installations que le Groupe détient ou loue, notamment les bureaux et succursales, représentent une part significative de l'empreinte opérationnelle du Groupe en termes d'émissions de GES des scopes 1 et 2. Le Groupe rénove les bâtiments existants et construit de nouvelles installations visant des certifications, telles que le programme américain Leadership in Energy and Environmental Design (LEED) du Green Building Council ou des normes équivalentes. Plus de 50 % des sites de CEP sont certifiés par le programme LEED. Les initiatives en matière d'efficacité énergétique et de bâtiments verts sont principalement financées par le budget courant des dépenses d'exploitation et d'investissement du Groupe. Qu'il s'agisse de nouveaux chantiers de construction ou de rénovations de bâtiments existants, CEP applique les directives de Citi en matière de construction qui se concentrent sur l'efficacité et la durabilité, afin de réduire l'impact environnemental de ses installations dans le monde entier. Étant donné que les propres activités de Citi portent essentiellement sur des bâtiments, Citi a élaboré et pilote des exigences pour que les bâtiments neufs soient considérés comme neutres en carbone (en référence à une combinaison d'éléments, notamment les cadres externes, tels que le programme LEED et des critères internes intégrés dans les directives de Citi en matière de construction) d'ici 2030.

Ces exigences concernent à la fois les émissions de carbone de ses activités et les émissions intégrées, en incluant la consommation d'énergie, l'approvisionnement énergétique, l'intégration avec les services aux collectivités et l'emploi des matériaux. Cette approche a également été envisagée pour les sites du Groupe.

En application de l'approche en matière de bâtiments durables, les principales mesures d'atténuation du changement climatique sont prises en compte pour les activités durables du Groupe. Le Groupe contribue à la consommation d'énergie globale de Citi et les réductions de GES réalisées ou attendues ne sont pas ventilées par entité juridique. Des leviers de décarbonation, tels que l'achat continu d'électricité renouvelable, la conception durable des bâtiments et l'efficacité énergétique, sont en place au sein du Groupe afin d'accompagner une transition durable.

Le Groupe vise à mener à bien les actions susvisées à moyen terme dans le but de minimiser la consommation d'énergie et les émissions dans l'ensemble de l'organisation et de gérer ses propres activités.

Électricité renouvelable

En ce qui concerne les mesures prises pour atténuer le changement climatique, CEP s'approvisionne à 100 % en électricité renouvelable pour ses activités depuis 2020. L'approvisionnement en électricité renouvelable est soumis aux mêmes limites de marché que ses installations et s'effectue auprès de ses services publics locaux. Lorsqu'il n'est pas pratique de s'approvisionner en électricité localement ou dans les mêmes limites de marché que ses installations, le Groupe s'approvisionne en électricité renouvelable depuis les marchés à proximité.

L'électricité renouvelable est considérée comme une action clé en faveur de l'atténuation du changement climatique dans les activités durables du Groupe. Le Groupe contribue à la consommation d'énergie globale de Citi et les réductions de GES réalisées ou attendues ne sont pas ventilées par entité juridique. CEP s'engage à réduire son empreinte opérationnelle en faisant un usage efficace de l'énergie et d'autres ressources, en achetant de l'énergie renouvelable et en louant des immeubles de bureaux certifiés. Dans le cadre de cet engagement, CEP achète de l'électricité 100 % renouvelable via les offres de tarifs verts pour l'électricité achetée directement pour ses sites en France, en Allemagne, en Hongrie, en Irlande, en Italie, au Luxembourg et aux Pays-Bas. Lorsque l'électricité est obtenue dans des biens loués auprès de propriétaires et ne provient pas de sources renouvelables, des certificats de garantie d'origine de l'UE sont achetés pour le montant équivalent utilisé.

Ces actions contribuent à faire avancer l'engagement opérationnel de Citi en matière d'émissions et s'inscrivent dans un horizon temporel à long terme. Le Groupe attend des actions susvisées de contribuer à atteindre la neutralité des émissions du scope 1. Ces actions portent sur les propres activités du Groupe.

Cibles

Bien que le Groupe n'ait fixé aucune cible en termes de réduction des émissions de GES pour ses propres activités au niveau des entités, il contribue aux cibles de Citi. L'efficacité des actions du Groupe en matière de bâtiments durables et d'électricité renouvelable fait l'objet d'une surveillance qui suit la progression vers les cibles de Citi.

Émissions financées

Le Groupe a identifié un impact matériel attribuable à son financement en aval des secteurs suivants qu'il considère comme intensifs en carbone : aluminium, aviation, ciment, énergie, électricité, transport maritime, acier, charbon thermique.

Politiques

Le Groupe gère les impacts liés au climat résultant de son financement par le biais d'activités entrant dans le cadre de l'engagement de Citi en faveur du net zéro, en mesurant les émissions de GES associées à son portefeuille de financement et en cherchant à comprendre ses clients et à les accompagner dans la réalisation de leurs objectifs de transition. Se reporter aux sections [Actions](#) et [cibles](#) de cette section et à la section [Indicateurs](#) de ce chapitre pour plus de précisions. Compte tenu de cette approche, le Groupe n'a pas cherché à élaborer de politiques formelles supplémentaires en matière des émissions qu'il finance.

Actions

Le Groupe bénéficie des initiatives stratégiques déployées par Citi pour lutter contre les impacts liés au climat. Citi travaille avec certains clients du segment bancaire dans l'ensemble des secteurs et à différentes étapes de la décarbonation pour comprendre les impacts liés au climat. Citi s'est concentrée sur les clients dans l'ensemble de la chaîne de valeur afin de comprendre leur stratégie en matière de climat et leurs plans pour réduire les émissions. Le modèle d'examen du zéro émission nette, décrit ci-dessous, aide Citi et le Groupe à faciliter ces actions de dialogue avec les clients.

Modèle d'examen du zéro émission nette

En 2022, Citi a commencé à déployer une première version du modèle d'examen du zéro émission nette pour les clients des secteurs de l'énergie et de l'électricité. Grâce à ce modèle, Citi vise à mieux comprendre et à évaluer les clients importants au regard de leurs limites en termes de neutralité carbone, de leurs profils de GES respectifs et de leurs perspectives de décarbonation et de transition. Lors de l'élaboration d'un premier cadre d'évaluation par secteur, Citi s'est concentrée sur les entreprises clientes auxquelles elle a octroyé des facilités de prêt et dont l'empreinte des émissions était significative par rapport au niveau de référence et aux limites de chaque secteur. Ce processus inclut les clients du segment bancaire du Groupe lorsqu'ils sont concernés par l'exercice. L'objectif du modèle, qui comprend les données issues du CRAS, est d'agréger les informations (le cas échéant) et les perspectives pour mieux comprendre les profils de GES respectifs des clients et leurs perspectives de décarbonation et de transition. Le CRAS est un outil d'évaluation au niveau du client qui a été intégré dans les flux de souscription de crédit du Groupe dans différents secteurs, ce qui a permis de renforcer les procédures de vigilance à l'égard de la clientèle et de prendre des décisions en matière de risque plus éclairées.

En 2023, le modèle a été déployé pour les clients concernés des secteurs de la construction automobile et de l'acier. Les équipes bancaires ont été formées pour remplir le modèle et comprendre les perspectives de transition des clients. Par la suite, une équipe transverse de collaborateurs disposant d'une expertise climatique et sectorielle a lancé un processus d'examen et de confrontation des premières conclusions transmises par les équipes bancaires concernées. Sur la base de cette mobilisation interne, les clients examinés ont été classés en fonction de certains attributs de transition pertinents pour leur secteur. L'élaboration et la mise en œuvre du modèle, ainsi que l'évaluation des résultats, continuent d'être un processus itératif.

Cibles

Bien que le Groupe n'ait fixé aucune cible en termes d'émissions financées au niveau des entités, il contribue aux cibles de Citi. Le Groupe ne suit pas l'efficacité de l'action du modèle d'examen du zéro émission nette au niveau du Groupe.

Finance durable

À travers ses activités, Citi fournit à ses clients des services dans le cadre de leur parcours de durabilité et de leur transition vers une économie bas carbone. Cette activité peut également contribuer à l'objectif de finance durable et aux engagements de Citi en faveur du zéro émission nette. Citi poursuit l'intégration de la finance durable dans ses activités interconnectées. Les activités mènent un large éventail d'activités environnementales et sociales, mais des critères spécifiques s'appliquent aux activités que le Groupe finance ou facilite afin d'être prises en compte dans le cadre de l'objectif global de Citi envers la finance durable. Le Groupe a l'opportunité de financer des industries et des produits qui font partie intégrante de l'économie bas carbone et d'accompagner ses clients dans leurs objectifs de transition énergétique et de durabilité. Grâce à ses produits, ses services et son expertise, le Groupe a la possibilité de fournir des produits de finance durable labellisés, tels que les prêts liés à la durabilité et le financement durable de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que d'autres produits et services. Ces produits et services sont intégrés au modèle économique et à la stratégie du Groupe, en s'appuyant sur des équipes spécialisées dans l'ensemble des activités de Citi.

Politiques

Le Groupe gère les opportunités découlant de sa fourniture de produits et services de finance durable principalement par le biais de ses services, ses activités de marché, son segment bancaire et la gestion de patrimoine. Le Groupe n'a pas cherché à élaborer de politiques formelles au niveau de CEP concernant ces activités, sachant qu'elles sont gérées par le biais des [actions](#) et des [cibles](#) définies au niveau du Groupe, comme détaillé ci-dessous.

Actions

Produits et services de finance durable

Chaque activité menée au sein du Groupe s'efforce d'identifier les opportunités de fournir des produits et des services aux clients visant à soutenir leurs objectifs de durabilité et la transition énergétique. Le Groupe continue d'intégrer la finance durable dans ses métiers, à savoir les activités de marché, les services, le segment bancaire et la gestion de patrimoine, afin de mobiliser ses clients. Ces produits et services fournissent des solutions qui peuvent contribuer à l'atténuation du changement climatique, mais peuvent également créer des opportunités dans l'accompagnement des clients du Groupe dans leurs efforts de résilience et de transition climatique.

Les produits et services de finance durable* offerts par le Groupe, tels que les prêts liés à la durabilité et le financement durable des chaînes d'approvisionnement, sont accessibles aux clients et couvrent différents horizons temporels en fonction du type de produit ou de service. S'ils contribuent à l'objectif de finance durable de Citi qui vise 1 000 milliards de dollars, ces produits ne sont pas liés à la réalisation d'objectifs politiques. Parmi les efforts déployés par le Groupe pour intégrer l'accompagnement de ses clients dans la réalisation de leurs objectifs de transition vers une économie bas carbone et d'autres objectifs de durabilité, les plus importants sont présentés dans la section [Stratégie](#). Les opportunités en matière de finance durable sont identifiées par les business units puis prises en compte dans le plan stratégique du Groupe. Ces opportunités peuvent résulter d'une série d'événements en termes de transition liée au climat qui sont pertinents pour les clients du Groupe. Bien que la DMA ait permis d'identifier les impacts, les risques et les opportunités, le Groupe n'analyse pas les capacités de résilience ou les scénarios pour identifier ou gérer les opportunités.

* Voir la section *Stratégie pour une synthèse des activités du Groupe et de ses produits et services liés à la durabilité* en page 15.

Cibles

Le Groupe contribue à l'objectif de Citi d'atteindre 1 000 milliards de dollars en termes de finance durable d'ici 2030. Bien que le Groupe n'ait fixé aucune cible spécifique en termes de finance durable pour son propre portefeuille, il contribue à l'objectif de Citi par le biais de ses actions en matière de produits et services de finance durable. Le Groupe suit l'efficacité de son activité de finance durable en l'agrégeant globalement au niveau de Citi, et les progrès sont communiqués chaque année.

Autres informations concernant le changement climatique

Tarification interne du carbone

Le Groupe n'intègre aucun mécanisme interne de tarification carbone dans ses initiatives pour la durabilité. En conséquence de quoi, le Groupe ne s'appuie sur aucun de ces mécanismes pour étayer la prise de décision ou encourager l'adoption de politiques et de cibles liées au climat.

Engagement de Citi en faveur de l'objectif zéro émission nette

À ce jour, le Groupe ne s'est doté d'aucun plan de transition qui tient compte des exigences des ESRS. Il s'attend toutefois à répondre à toute exigence de planification de la transition climatique spécifique à l'entité dans les délais prévus par les dispositions réglementaires et légales applicables, telles que les orientations de l'Autorité bancaire européenne (ABE) sur la gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Le Groupe continue en outre de contribuer à l'engagement fondamental de Citi en faveur du zéro émission nette, lequel comprend l'atteinte d'activités nettes nulles d'ici 2030 et l'atteinte d'émissions nettes nulles pour son activité de financement d'ici 2050.

Indicateurs**Émissions de GES**Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES

	Le Groupe
Émissions de GES du scope 1	
Émissions brutes de GES du scope 1 (teqCO ₂)	1 320
Pourcentage des émissions de GES du scope 1 provenant des systèmes d'échange de quotas d'émission réglementés (%)	0
Émissions de GES du scope 2	
Émissions brutes de GES du scope 2 basées sur la localisation (teqCO ₂)	13 224
Émissions brutes de GES du scope 2 basées sur le marché (teqCO ₂)	4 687
Émissions significatives de GES du scope 3	
Total des émissions brutes indirectes de GES (scope 3) (teqCO ₂)*	5 510 255
Émissions totales de GES	
Émissions totales de GES (basées sur la localisation) (teqCO ₂)	5 524 799
Émissions totales de GES (basées sur le marché) (teqCO ₂)	5 516 263

* Voir la section Émissions financées pour la méthodologie en page 44.

Le tableau ci-dessus consolide les émissions brutes de GES des scopes 1, 2 et 3 et les émissions totales de GES du Groupe. Pour les émissions des scopes 1 et 2, BHW gère son empreinte indépendamment du reste du Groupe et applique certaines méthodologies et hypothèses qui diffèrent de celles appliquées dans le reste du Groupe.

Les émissions des scopes 1 et 2 des entreprises associées, des coentreprises, des filiales non consolidées ou des accords contractuels, qui sont des partenariats, mais qui ne sont pas structurés par l'intermédiaire d'une entité dans laquelle le Groupe exerce un contrôle opérationnel, ne sont pas considérées comme significatives et n'ont pas été incluses dans le tableau ci-dessus.

L'importance des catégories relevant du scope 3 est évaluée au regard de sept critères : taille, influence, risque, parties prenantes, externalisation, directives sectorielles et recommandations supplémentaires, comme indiqué dans le tableau 6.1 de la norme sur les émissions de GES de la chaîne de valeur des entreprises et de la section H de la norme ISO 14064 - 1:2018. Une catégorie est considérée comme significative si elle répond aux critères de taille, et une catégorie peut être considérée comme significative après examen de la totalité des critères restants. Sur la base de ces critères, les catégories 1 à 14 du scope 3 ne sont pas considérées comme significatives au regard de l'activité du Groupe. La catégorie 15 est pour l'heure la seule catégorie du scope 3 jugée significative au regard de l'activité du Groupe. Pour de plus amples informations, consulter la section [Méthodologie relative aux des émissions financées](#) de ce rapport.

Méthodologies comptables - Émissions des scopes 1 et 2Limite organisationnelle et opérationnelle

Les émissions du Groupe sont déterminées conformément au Green House Gas Protocol Corporate Accounting and Reporting Standard (édition révisée). Les limites de l'inventaire des GES sont définies selon la démarche de maîtrise opérationnelle et couvrent les émissions issues des activités sur lesquelles le Groupe a la maîtrise opérationnelle. CEP définit avec précision son périmètre de déclaration de manière à inclure uniquement les installations qu'il possède ou loue ainsi que les installations dans lesquelles ses salariés occupent au moins 67 % de l'espace total des installations. Les installations répondant à l'un de ces critères sont incluses dans le périmètre de déclaration et 100 % de leurs émissions sont déclarées. Les installations qui ne répondent à aucun de ces critères sont exclues du périmètre de déclaration.

Les émissions du Groupe sont ventilées par périmètre conformément au cadre du protocole des GES. Le scope 1 comprend les émissions directes du Groupe résultant de la combustion de combustibles et des émissions fugitives. Le scope 2 englobe les émissions indirectes issues de l'achat d'électricité, de chaleur urbaine, de vapeur ou de froid. Les hypothèses de calcul et les méthodes d'estimation pour le calcul des émissions sont présentées ci-dessous.

Méthodologie et hypothèses

Pour les émissions du scope 1 liées aux opérations immobilières, le Groupe contrôle directement les espaces occupés par ses business units ou exerce le contrôle principal de ces espaces et recueille des informations sur la consommation d'énergie et de carburant depuis ces sites. Les émissions immobilières du scope 1 du Groupe intègrent également les émissions fugitives émanant des fluides frigorigènes. Les émissions fugitives émanant des fluides frigorigènes sont quantifiées sur la base de la quantité réelle de réfrigérant remplacé. La quantité de réfrigérant remplacé est supposée être équivalente à la quantité de réfrigérant perdue sous forme d'émissions fugitives. S'agissant des installations pour lesquelles le Groupe ne dispose d'aucune donnée réelle sur les fluides frigorigènes, les estimations sont effectuées sur la base des intensités des émissions fugitives par mètre carré de chaque type d'installation, lesquelles sont déduites des installations dans lesquelles les données sont disponibles. Les émissions des véhicules d'entreprise sont également incluses dans les émissions du scope 1 du Groupe (issues de la flotte de véhicules de Bank Handlowy). Le Groupe ne déclare pas les émissions de CO₂ issues du carbone séquestré biologiquement. Sont exclus du périmètre de déclaration du groupe les sites qui participent à un système d'échange de quotas d'émission.

Le Groupe calcule les émissions brutes du scope 2 en application de la norme d'entreprise du protocole des GES et des lignes directrices relatives au scope 2 pour mesurer et déclarer les émissions basées sur le marché et basées sur la localisation. La méthode basée sur la localisation reflète l'intensité moyenne des émissions des réseaux sur lesquels se produit la consommation d'énergie. La méthode basée sur le marché tient compte des accords contractuels, tels que les certificats d'attributs énergétiques ou les contrats d'achat d'électricité, en vertu desquels le Groupe achète de l'électricité et/ou des attributs environnementaux d'électricité exempte d'émissions auprès de fournisseurs ou de sources spécifiques. Lors du calcul des émissions de GES du scope 2 au niveau de CEP, 33 % des accords contractuels en tant que garantie d'origine et 48 % des instruments contractuels en tant que contrats au tarif vert avec attributs énergétiques groupés ont été pris en compte.

Estimations

En raison de la taille du portefeuille et du nombre de fournisseurs de services publics auxquels le Groupe fait appel, certaines données réelles peuvent ne pas être disponibles au niveau des bâtiments et des estimations sont parfois nécessaires pour regrouper un ensemble de données aux fins des déclarations mensuelles et annuelles. Les ratios de consommation par superficie, calculés à partir des données disponibles au niveau d'installations de

même type, sont appliqués pour estimer les consommations des bâtiments dont le Groupe a le contrôle opérationnel mais pour lesquels il ne reçoit pas de données environnementales mesurables et pour lesquels il utilise, de source sûre, tout ou partie de l'énergie et de l'eau et où il produit des déchets sur le site. Il peut s'agir, par exemple, de sites retail hors service qui ne sont pas toujours directement mesurés ou dans lesquels la consommation d'eau et d'électricité est incluse dans le bail. Si un bien situé dans le périmètre reçoit des factures réelles, mais si les factures n'ont pas été reçues avant la date limite pour la déclaration mensuelle, les valeurs cumulatives sont saisies sur la base de la consommation du même mois de l'année précédente.

Émissions biogènes

Les émissions biogéniques de CO₂ du scope 1 issues de la combustion ou de la bio-dégradation de la biomasse s'élèvent à 36 tCO₂. Les émissions biogéniques résultent de la combustion des biocomposants contenus dans l'essence et le carburant diesel utilisés pour les besoins du parc automobile, des groupes électrogènes et des pompes d'incendie de Bank Handlowy.

Indicateurs d'intensité des émissions de GES

Intensité de GES sur la base du chiffre d'affaires net*	Le Groupe
Émissions totales de GES (basées sur la localisation) sur la base du chiffre d'affaires net (teqCO ₂ /million USD)	1 014
Émissions totales de GES (basées sur le marché) sur la base du chiffre d'affaires net (teqCO ₂ /million USD)	1 012
Chiffre d'affaires net utilisé pour le calcul de l'intensité de GES (millions USD)**	5 451
Chiffre d'affaires net (autre)	0
Total du chiffre d'affaires net (dans les états financiers, en millions USD)	5 451

* La somme des chiffres peut ne pas correspondre aux totaux en raison des arrondis.

** Le même indicateur de chiffre d'affaires net se trouve dans les « Indicateurs clés de performance » en page 7 et le « Compte de résultat consolidé » en page 90.

Méthodologies comptables

L'intensité de GES est obtenue en divisant les émissions totales de GES par le chiffre d'affaires net. Elle est présentée pour la méthode basée sur le marché et pour la méthode basée sur la localisation. Une validation est effectuée afin de garantir l'adéquation avec les chiffres déclarés dans les états financiers. Le calcul des émissions totales de GES basées sur la localisation combine les émissions de GES du scope 1 du Groupe (teqCO₂), les émissions brutes de GES du scope 2 basées sur la localisation (teqCO₂) et les émissions brutes totales indirectes (scope 3) de GES (teqCO₂). Les émissions totales de GES basées sur le marché sont actuellement calculées en combinant les émissions totales de GES du scope 1 du Groupe (teqCO₂), les émissions brutes de GES du scope 2 basées sur le marché (teqCO₂) et les émissions brutes totales indirectes (scope 3) de GES (teqCO₂).

Élimination des GES et projets d'atténuation des GES financés par des indicateurs de crédit carbone

Méthodologies comptables

Citi achète volontairement des crédits carbone vérifiés par des tiers. Il s'agit d'un portefeuille de crédits fondés sur la nature, l'efficacité énergétique et la destruction du méthane. Ces crédits proviennent de projets d'élimination du carbone ou de réduction des émissions dans divers endroits de la planète. Ils sont vérifiés par des organismes de norme qualité, tels que l'American Carbon Registry, Verra, la Climate Action Reserve et Gold Standard. Les achats de crédits carbone sont effectués au niveau de Citi ce qui empêche toute ventilation par immeuble ou par entité, si bien que le Groupe n'est pas en mesure de déclarer les crédits carbone associés à ses propres activités.

Méthodologie relative aux émissions financées

Méthodologies comptables

En 2020, Citi a rejoint le Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) et, en s'appuyant sur les ressources et l'expertise de Citi, le Groupe calcule les émissions financées au moyen des encours de fonds (fonds effectivement tirés par un client sur le crédit disponible), conformément à la norme du PCAF. Conformément à la méthodologie du PCAF, lorsque des informations financières sont disponibles mais lorsque le client ne déclare pas les émissions, le Groupe utilise un facteur d'émission sur la base du chiffre d'affaires pour estimer les émissions du client et attribuer les émissions comme indiqué ci-dessus. Lorsque les informations financières ne sont pas disponibles pour les clients, le Groupe a appliqué aux informations financières disponibles pour le client un facteur d'intensité moyenne des émissions (tel que disponible dans la base de données des facteurs d'émissions du PCAF) sur la base de la classification sectorielle principale du client. Pour l'heure, il n'existe pas de fournisseur de données unique, global et transversal qui couvre de manière adéquate et cohérente le périmètre requis pour les données d'analyse des émissions et d'évaluation des risques physiques et de transition dans l'ensemble des activités et des portefeuilles du Groupe. À la place, le Groupe obtient des données historiques déclarées et s'appuie sur certains fournisseurs tiers, tels que CDP (anciennement Carbon Disclosure Project) et S&P Global Sustainable¹, pour compléter les données existantes afin de répondre à des besoins spécifiques. Citi consulte également la base de données des facteurs d'émissions du PCAF lorsque cela est nécessaire pour combler les lacunes au niveau des données.

Définition du périmètre sectoriel

Les classes d'actifs et les secteurs définis par le PCAF pour les calculs des émissions financées sont classés en fonction d'une variété de facteurs, notamment l'intensité carbone, l'ampleur du financement, la disponibilité des données, l'applicabilité au modèle économique de Citi et les pratiques du secteur. Le Groupe déclare les émissions financées des secteurs à fortes émissions pour lesquels Citi a fixé des cibles intermédiaires. Les secteurs à fortes émissions ont été définis en se référant aux lignes directrices de l'Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement pour la fixation d'objectifs climatiques à l'attention des banques. S'agissant des autres activités pour lesquelles Citi n'a fixé aucune cible, Citi n'a pas inclus ces secteurs dans le calcul des émissions financées. Dans plus de 87 % des cas, les investissements et prêts ne concernent pas les secteurs fortement émetteurs, tels que définis, et n'ont pas été pris en compte dans les calculs d'émissions financées, telles que déclarées par le Groupe. Les calculs ont été effectués en tenant compte des lignes directrices énoncées dans le PCAF. Les calculs des émissions financées englobent le portefeuille de prêts pour les secteurs à forte intensité de carbone suivants : aluminium, construction automobile, aviation, ciment, énergie, électricité, transport maritime, acier et extraction de charbon thermique. Les trois secteurs les plus émetteurs sont l'énergie, l'électricité et l'acier. Les émissions des scopes 1 et 2 ont été incluses dans tous les secteurs susvisés et les catégories du scope 3 ont été incluses pour plusieurs des secteurs susvisés. Des précisions supplémentaires concernant les méthodes propres aux secteurs sont fournies ci-dessous. Les produits structurés (par exemple, dérivés, couverture ou trading) sont exclus de ce périmètre d'analyse.

Aluminium :

Le périmètre propre au secteur de l'aluminium se concentre sur les entités impliquées dans les segments de la production primaire, de la production recyclée et de la chaîne de valeur de la semi-finition. Conforme aux orientations du Cadre de financement durable de l'aluminium (SAFF), cette approche couvre les sources d'émissions les plus importantes du secteur. Étant donné que les émissions absolues reposent sur l'empreinte des émissions des entreprises qui remplissent les critères en termes de production d'aluminium, lesquelles peuvent être toutefois diversifiées, l'empreinte absolue des émissions du Groupe liées au secteur de l'aluminium tient compte de l'ensemble des activités de ces entreprises diversifiées et donc dépasse les émissions liées à l'aluminium. Le périmètre du système défini par le cadre SAFF comprend les émissions amont du scope 3, catégorie 1 - biens et services achetés et les émissions amont du scope 3, catégorie 3 - activités liées au carburant et à l'énergie.

Construction automobile :

Le périmètre propre au secteur de la construction automobile se concentre sur les fabricants d'équipements d'origine (OEM) de véhicules légers. Pour

les prêts au secteur de la construction automobile, les émissions d'échappement du scope 3 constituent le segment le plus intensif en carbone de la chaîne de valeur des véhicules. Par conséquent, pour le secteur automobile, la catégorie 11 du scope 3 - utilisation de produits vendus est utilisée dans le calcul des émissions financées du scope 3.

Aéronautique :

Le périmètre propre au secteur de l'aviation comprend le service aérien de passagers, les loueurs d'avions et le fret aérien pour le calcul des émissions absolues. Les calculs des émissions financées couvrent l'exploitation des aéronefs ainsi que les émissions mesurées tout au long du cycle de vie du carburant des aéronefs, de l'extraction à la combustion. L'indicateur d'intensité du portefeuille Aviation inclut uniquement le service aérien de passagers et le fret aérien. Pour l'aviation, les émissions financées du scope 3 sont calculées pour la catégorie 3 - activités liées au carburant et à l'énergie et la catégorie 13 - actifs loués en aval. Cette méthode concorde avec les émissions matérielles du scope 3 identifiées dans les directives Pegasus et s'aligne sur une approche de calcul Well-to-Wake (WTW).

Ciment :

Le périmètre propre au secteur du ciment comprend les émissions des scopes 1 et 2 (basées sur la localisation) émanant de la production de clinker et de ciment, car il s'agit des activités les plus émettrices dans la chaîne de valeur de la fabrication de ciment.

Énergie :

Le périmètre de ce secteur pour les émissions financées absolues englobe tous les segments de la chaîne de valeur de l'énergie : amont, intermédiaire et aval. Les émissions des scopes 1 et 2 sont prises en compte pour toutes les entités. Pour les entités d'extraction de pétrole brut, d'extraction de gaz naturel et de raffinage, le Groupe inclut la catégorie 11 du scope 3 - utilisation des émissions de produits vendus, car celles-ci tiennent compte des sources d'émissions les plus significatives pour les entreprises de ces secteurs.

Électricité :

Pour le secteur de l'électricité, les émissions de GES proviennent principalement de la combustion de combustibles pour produire de l'électricité (c.-à-d. émissions du scope 1), et par conséquent, le périmètre propre au secteur de l'électricité englobe les émissions des scopes 1 et 2 des contreparties. Pour les émissions absolues, le Groupe inclut les entités de la chaîne de valeur de l'électricité, notamment la production, le transport et la distribution.

Transport maritime :

Le Groupe a suivi les directives des Principes de Poséidon pour déterminer les contreparties entrant dans le périmètre, en se concentrant sur les exploitants de navires et les services maritimes, tout en excluant ceux impliqués dans la production de carburant, la construction navale, le transport terrestre et l'utilisation/l'élimination en fin de vie des navires et des cargaisons. Les émissions financées absolues comprennent les relations incluses dans les Principes de Poséidon et les noms qui ont été identifiés comme opérateurs de navires et services maritimes par l'équipe Shipping Banking de Citi. Le calcul du score d'alignement climatique selon les Principes de Poséidon pour l'exercice 2023 a inclus les opérateurs de navires de fret, le transport de passagers et les sociétés de services maritimes qui relevaient au périmètre d'analyse des émissions financées.

Acier :

Le Groupe a appliqué les directives des Sustainable STEEL Principles (SSP) pour déterminer les contreparties entrant dans le périmètre, en se concentrant sur les producteurs d'acier brut, tout en excluant les producteurs et les fabricants d'acier inoxydable du périmètre de sa déclaration des émissions financées. Les prêts au secteur de l'acier présentent un fort degré de variation des émissions du scope 3 compte tenu de la complexité des processus de fabrication des produits finis d'acier et des divergences entre les différentes usines sidérurgiques (p. ex. usines sidérurgiques intégrées et non intégrées). Le périmètre du système défini par les SSP comprend les émissions amont de scope 3, catégorie 1 - biens et services achetés, et les émissions aval de scope 3, catégorie 10 - traitement des produits vendus. Émissions de scope 3, catégorie 1 et catégorie 10.

Extraction de charbon thermique :

Le périmètre propre au secteur de l'extraction de charbon thermique inclut les contreparties concernées dont plus de 5 % du chiffre d'affaires provient d'activités d'extraction de charbon thermique. Les sociétés minières qui ne produisent que du charbon métallurgique sont exclues. Pour les entreprises qui produisent à la fois du charbon thermique et du charbon métallurgique, les calculs des émissions financées incluent les émissions des scopes 1 et 2 émanant des activités liées au charbon thermique et métallurgique, mais les estimations du scope 3 reposent uniquement sur la production de charbon thermique. Les émissions du scope 3 liées à la combustion des produits du charbon thermique représentent le segment le plus intensif en carbone de la chaîne de valeur de l'extraction du charbon thermique. Ces émissions relèvent du scope 3, catégorie 11 - utilisation des produits vendus et sont traitées en aval de la chaîne de valeur. CEP n'est exposé à aucune contrepartie ayant des émissions financées calculées dans le secteur de l'extraction de charbon thermique.

Estimations

Le PCAF a établi une hiérarchie de la qualité des données que Citi utilise pour noter les estimations d'émissions de tous les clients du Groupe. Les scores attribués aux données vont de 1 à 5, 1 indiquant des émissions déclarées et vérifiées par des tiers, soit les données les plus qualitatives, et 5 indiquant le plus fort niveau d'estimation basé sur les facteurs d'émissions de l'activité économique du secteur, soit les données les moins qualitatives. En l'absence de données propres au client, les estimations au niveau du secteur peuvent conduire à une estimation moins précise des émissions du client. Citi s'efforce d'améliorer la qualité des données qu'elle utilise, ce qui permettra d'affiner les résultats des calculs que le Groupe communique dans ses publications annuelles. Sur le total des émissions financées du scope 3 de 5 510 255 teqCO₂, 4 368 279 teqCO₂ proviennent d'émissions calculées à partir de données primaires obtenues auprès de fournisseurs ou d'autres partenaires de la chaîne de valeur, soit 79 % du total des émissions financées du scope 3. Les données sur les émissions notées 1 ou 2 sont considérées comme des données primaires provenant de fournisseurs, les données notées 3 à 5 ne sont pas considérées comme des données primaires.

Décalage entre les données sur les émissions

La qualité et la disponibilité des données climatiques continuent de poser un défi de taille. Au moment de procéder à l'analyse présentée dans cet état, les données disponibles pour calculer les émissions financées et l'intensité des émissions et pour mesurer les progrès dataient de près de deux ans, compte tenu de la disponibilité des données à l'époque. L'équipe Data du Groupe travaille avec les principaux fournisseurs d'agrégation d'informations d'entreprise sur les indicateurs environnementaux ; toutefois, le retard en matière de déclaration et de collecte reste difficile à combler. Dans ces conditions, le Groupe est aujourd'hui confronté à une inadéquation des données : le Groupe utilise les données financières de 2023 pour représenter son exposition au crédit et les données financières de ses clients, mais les associe aux émissions de 2022. Le Groupe espère que les données sur les émissions continueront de s'améliorer et que le décalage entre les données diminuera à mesure que les régimes de déclaration évolueront.

Le Groupe continuera de faire preuve de transparence quant aux impacts du décalage entre les données, tout en poursuivant ses engagements envers le climat, nonobstant cette contrainte.

Énergie

Indicateurs de consommation d'énergie

Le Groupe n'est pas actif dans les secteurs à fort impact climatique, tels que définis dans les sections A à H et L de la NACE (au sens du règlement délégué (UE) 2022/1288 de la Commission). Par conséquent, la consommation d'énergie provenant de sources de combustibles fossiles ventilée par la consommation de combustibles provenant du charbon et des produits à base de charbon, du pétrole brut et des produits pétroliers, du gaz naturel, d'autres sources fossiles et la consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur ou de froid achetés ou acquis à partir de sources fossiles n'est pas requise aux fins de cette déclaration.

Les indicateurs de consommation d'énergie du Groupe présentés dans les tableaux ci-dessous ne se rapportent qu'à ses propres activités.

Consommation d'énergie et mix énergétique	Le Groupe
Consommation totale d'énergie fossile (en MWh)	27 469
Part des sources fossiles dans la consommation totale d'énergie (en %)	68 %
Consommation provenant de sources nucléaires (en MWh)	2 978
Part de la consommation provenant de sources nucléaires dans la consommation totale d'énergie (en %)	7 %
Consommation de combustible provenant de sources renouvelables, y compris de la biomasse (comprenant également des déchets industriels et municipaux d'origine biologique, du biogaz, de l'hydrogène renouvelable, etc.) (en MWh)	2 251
Consommation d'électricité, de chaleur, de vapeur et de froid achetés ou acquis à partir de sources fossiles (en MWh)	7 355
Consommation d'énergie renouvelable non combustible autoproduite (en MWh)	46
Consommation totale d'énergie renouvelable (en MWh)	9 653
Part des sources renouvelables dans la consommation totale d'énergie (en %)	24 %
Consommation totale d'énergie (en MWh)	40 101

Méthodologies comptables

Afin de ventiler la consommation totale d'énergie, le Groupe décompose l'électricité achetée selon ses sources d'énergie sous-jacentes (combustibles fossiles, renouvelables et nucléaire) en utilisant la part de chaque source d'énergie dans le pays concerné à l'aide d'un ensemble de données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) (c'est-à-dire les bilans énergétiques mondiaux). L'électricité achetée est ventilée au prorata de ces parts. Le Groupe ajoute ensuite l'un des types courants d'énergie suivis au niveau du Groupe aux sources d'énergie sous-jacentes appropriées de combustibles fossiles, de sources renouvelables et nucléaires (c'est-à-dire la vapeur, le diesel, le fioul, le GPL et le gaz naturel). La part de la valeur par pays est utilisée pour la déclaration basée sur la localisation et sur le marché.

L'hypothèse suivante a été retenue dans le calcul des consommations d'énergie au niveau du Groupe : pour les installations louées, sont prises en compte l'énergie consommée directement au sein de l'espace loué contrôlé et l'énergie consommée par les contractants et fournisseurs faisant affaire avec le Groupe ou pour son compte au sein des installations du Groupe. Est exclue l'énergie consommée par les entités hors Groupe, telles que les surfaces pouvant être louées ou sous-louées à d'autres entreprises ne faisant pas partie du Groupe. Bank Handlowy décompose séparément sa consommation d'énergie du reste du Groupe et applique certaines méthodes et hypothèses qui diffèrent de celles appliquées par le reste du Groupe.

Les estimations de consommation d'électricité sont utilisées pour les bâtiments pour lesquels la consommation d'électricité mesurée n'est pas disponible et dans lesquels le Groupe partage l'occupation avec des entités qui ne font pas partie du Groupe. La « Global Known Estimate » (GKE, estimation globalement connue) s'applique aux bâtiments sous le contrôle opérationnel du Groupe pour lesquels aucune donnée environnementale mesurable n'est disponible, alors même que le Groupe est connu pour consommer tout ou partie de l'énergie sur le site. Il peut s'agir, par exemple, de sites retail hors service qui ne sont pas toujours directement mesurés ou dans lesquels la consommation d'électricité est incluse dans le bail. En outre, certaines données ne sont pas disponibles au moment de la date limite de déclaration et sont donc estimées en appliquant des charges à payer sur la base de données réelles des bâtiments ayant déclaré leur consommation dans les temps. Les charges appliquées correspondent aux valeurs du mois précédent.

Questions sociales

Personnel

Introduction

Les conditions de travail et les opportunités d'acquisition de nouvelles compétences et d'évolution de carrière des salariés jouent un rôle important dans la stratégie et le modèle économique du Groupe en influençant la capacité du Groupe à attirer et à retenir une main-d'œuvre hautement qualifiée. Le Groupe a conscience de l'importance d'un environnement de travail qui reconnaît les talents et les mérites personnels, valorise la diversité des parcours et des expériences et aide ses salariés à concilier vie professionnelle et vie personnelle.

Les impacts et opportunités ci-dessous ont été identifiés dans le cadre de l'évaluation de la double matérialité (DMA). Pour plus de précisions à ce sujet, consulter la section [Méthodologie de l'évaluation de la double matérialité](#) de ce rapport.

Les impacts et opportunités du Groupe liés à son personnel		
Impact ou opportunité	Chaîne de valeur / horizon temporel	Description
Investir dans le personnel du Groupe		
Impact potentiel négatif	Propres activités Court, moyen et long terme	Autres droits liés au travail ; égalité de traitement et égalité des chances pour tous Toute surveillance insuffisante des conditions de travail et des autres droits des travailleurs par le Groupe dans le cadre de ses activités pourrait potentiellement avoir des impacts négatifs sur les membres de son personnel, notamment des impacts, tels que la discrimination et le harcèlement, des salaires inadéquats ou inéquitables, des atteintes à la liberté d'association, au dialogue social ou à la négociation collective ou un temps de travail excessif.
Impact potentiel négatif	Propres activités Court, moyen et long terme	Conditions de travail Le non-respect par le Groupe des politiques, contrôles et réglementations spécifiques relatifs aux conditions de travail des salariés pourrait avoir des impacts négatifs sur les membres de son propre personnel.
Opportunité	Propres activités	Égalité de traitement et égalité des chances pour tous Le Groupe a l'opportunité de mettre en place des programmes qui permettent aux salariés d'évoluer dans leur carrière, tout en accompagnant leur famille et en encourageant un environnement de travail durable au sein de la banque. Ces initiatives ont le potentiel de générer de la valeur à long terme grâce à la fidélisation des salariés, à la réduction des coûts opérationnels et à la croissance potentielle de la productivité et des revenus.

Périmètre du personnel du Groupe

Dans le cadre de l'évaluation des impacts, risques et opportunités réels et potentiels du Groupe, les groupes de salariés et de non-salariés, de même que la structure organisationnelle et la localisation du personnel ont été pris en compte. Par conséquent, toutes les personnes faisant partie du personnel du Groupe qui pourraient être impactées de manière significative ou qui pourraient affecter de manière significative le Groupe sont incluses dans le périmètre de déclaration. Dans la suite de cette section, le terme « personnel » désigne à la fois les salariés et les non-salariés (tels que définis ci-dessous), sauf

indication contraire.

À cette fin, le Groupe considère les salariés comme du personnel permanent et temporaire qu'il emploie directement. Le Groupe définit les non-salariés comme ceux qui ne sont pas directement employés par le Groupe et qui fournissent de la main-d'œuvre au Groupe (y compris les travailleurs intérimaires, les apprentis, les consultants, les prestataires et les travailleurs indirectement gérés).

Le Groupe, à divers degrés, noue un dialogue divers avec les membres de son personnel, lesquels incarnent la diversité des parcours et des expériences, par le biais de multiples canaux pour comprendre leurs perspectives. Parmi les canaux utilisés pour comprendre ces perspectives uniques figurent les Réseaux Inclusion de Citi, l'enquête annuelle « Voice of the Employee » (VOE), Citi Perspectives (anciennement Citi Blog) et la ligne d'assistance éthique.

Investir dans le personnel du Groupe

Les impacts et opportunités liés au personnel du Groupe sont importants pour la stratégie et l'activité du Groupe en termes de conditions de travail, d'opportunités d'amélioration des compétences et d'évolution de carrière des salariés. Le Groupe comprend l'importance de maintenir des conditions de travail adéquates et de respecter les droits de l'homme dans l'ensemble de ses activités. Le Groupe comprend que le fait de ne pas détecter et de ne pas lutter contre des conditions de travail inadéquates peut avoir des impacts généralisés sur son personnel. Cela peut également avoir un impact sur la capacité à attirer et retenir une main-d'œuvre hautement qualifiée et motivée, ce qui est important pour la réussite de l'activité du Groupe.

Si ces impacts sur son personnel ne sont pas gérés efficacement, la capacité du Groupe à attirer et retenir une main-d'œuvre hautement qualifiée et motivée pourrait être entravée, impactant ainsi les activités du Groupe. Afin de faire du Groupe un lieu de travail désirable pour son personnel, Citi concentre sa transformation stratégique sur la priorisation de ses collaborateurs. Cette transformation vise à moderniser et à simplifier les activités de Citi afin de faire du Groupe une meilleure banque pour ses clients. Au travers de cette transformation stratégique, le Groupe continuera d'évaluer la résilience de sa stratégie sur les mêmes horizons temporels à court, moyen et long terme, que ceux utilisés pour la DMA.

Par ailleurs, le Groupe cherche à développer et à enrichir les programmes existants en matière d'évolution de carrière et de développement personnel, afin de créer de la valeur à long terme aussi bien pour ses salariés que pour son activité. Le succès de cette opportunité dépend du développement de ces programmes par Citi et de l'accompagnement de ses salariés ainsi que du dialogue actif avec les salariés. L'opportunité d'enrichir plus encore les programmes d'évolution de carrière et d'offrir des avantages qui soutiennent les salariés et leur famille concerne les salariés appartenant au personnel du Groupe. La plupart des non-salariés ne sont pas directement concernés par cette opportunité dans la mesure où le Groupe n'a pas le contrôle sur l'évolution de leur carrière, leur rémunération ou leurs avantages sociaux.

Comme indiqué dans la section [Autres informations relatives au changement climatique](#) de ce rapport, le Groupe ne dispose pas, à ce jour, de plan formel pour gérer la transition climatique. Par conséquent, aucun impact matériel sur le personnel du Groupe n'a été identifié.

Politiques

Le Groupe adhère aux politiques de Citi qui accompagnent le Groupe dans la gestion de ses impacts liés aux conditions de travail et aux droits au travail, telles que la Politique de gestion du risque lié au capital humain et la Politique en matière d'escalade. Le Groupe a également mis en œuvre les politiques de Citi relatives à l'impact du Groupe sur la détection et la résolution des problèmes liés à la prévention de la discrimination, telles que la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement et la Politique en matière d'escalade. Ces politiques s'appliquent à CEP et à ses filiales consolidées, sous réserve des lois et réglementations locales. Ces politiques sont mises à disposition du personnel du Groupe via le Répertoire interne des politiques.

L'opportunité d'élaborer des programmes d'évolution de carrière porteurs de valeur à long terme pour les salariés n'est encadrée par aucune politique spécifique étant donné qu'elle est gérée par le biais des actions décrites dans la section [Actions](#) de ce chapitre.

Politique de gestion du risque lié au capital humain

Le Groupe a adopté des politiques qui étayent la gestion du risque lié au capital humain. L'objectif de cette Politique de Citi est d'énoncer les principes régissant la mise en œuvre d'une approche cohérente et contrôlée permettant d'identifier, de signaler, de surveiller et de gérer le risque lié au capital humain dans l'ensemble de Citi. La politique décrit l'appétit pour le risque de Citi, en mettant en évidence certaines actions qui ne seront pas tolérées chez Citi, notamment les pratiques discriminatoires en matière d'emploi ou le harcèlement.

La politique est sous la responsabilité du Directeur global des contrôles liés aux ressources humaines. Une formation obligatoire a été récemment lancée (en septembre 2024) à l'intention de tous les responsables de personnel. Cette formation souligne leur rôle dans l'identification et l'atténuation du risque lié au capital humain.

Politique en matière d'escalade

Le Groupe a adopté des politiques qui soutiennent la gestion des escalades. L'objectif de la Politique en matière d'escalade de Citi est de définir des principes à l'échelle de Citi qui permettent l'identification, l'évaluation, l'escalade et la résolution rapides et cohérentes des questions escaladées, que Citi définit comme des questions potentielles ou avérées, ou de toute autre situation susceptible d'avoir des impacts négatifs sur Citi, notamment le personnel. Cette politique couvre l'escalade des questions se rapportant aux diverses catégories de risques et comprend les protocoles, les canaux d'escalade définis et les rôles et responsabilités pour identifier, escalader et suivre les questions escaladées.

Le Groupe s'efforce d'agir avec intégrité et de favoriser un environnement dans lequel son personnel se sent libre de s'exprimer et d'escalader les problèmes en temps opportun au moyen d'un processus cohérent à l'échelle de l'organisation. Citi exige de son personnel qu'il escalade les questions ou situations, potentielles ou avérées, susceptibles d'avoir un impact négatif sur Citi à leur responsable, au responsable de celui-ci ou via un canal d'escalade. Pour plus de précisions à ce sujet, consulter la section [Canaux d'escalade](#) de ce rapport.

Cette Politique en matière d'escalade, fondée sur des principes, informe les salariés des exigences et des ressources en matière d'escalade et définit une approche à l'échelle de Citi qui permet de standardiser et d'uniformiser le traitement des questions ayant fait l'objet d'une escalade. La politique est sous la responsabilité du Responsable des escalades. Les membres du personnel doivent obligatoirement suivre une formation couvrant les principaux aspects de la Politique.

Pour permettre l'accès à une réparation efficace, Citi a mis en place une approche à plusieurs niveaux qui permet aux salariés et à d'autres personnes d'escalader les violations, avérées ou potentielles, de la loi, de la réglementation, de la politique de Citi ou du Code de conduite. La ligne d'assistance éthique mondiale de Citi permet aux salariés et aux membres d'une tierce partie, notamment les membres du grand public, de faire part au Bureau d'éthique de Citi de leurs préoccupations concernant un comportement contraire à l'éthique. Une assistance téléphonique est disponible en plusieurs langues ainsi qu'un site Web interne et accessible au public, lequel facilite la soumission des préoccupations.

Les préoccupations sont examinées et évaluées afin de déterminer la marche à suivre pour résoudre les problèmes soulevés. Des informations détaillées concernant les examens et les enquêtes sont fournies dans le Code de conduite, qui guide la conduite éthique. Les préoccupations sont traitées dans la plus stricte confidentialité possible, eu égard à la nécessité d'enquêter et de traiter la question signalée. Les préoccupations peuvent être soulevées de manière anonyme ou non, sous réserve des lois et réglementations applicables.

Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement

Le Groupe a adopté des politiques qui étayent la gestion des discriminations et du harcèlement. L'objectif de la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement de Citi est d'interdire toute forme de discrimination et de harcèlement ainsi que toute forme de représailles pour avoir

déposé une plainte, encourageant ainsi les individus à s'exprimer et à signaler tout comportement illicite.

La politique est sous la responsabilité du Responsable global des relations avec le personnel et de la politique des RH et elle est régie par le Conseil global de la politique des RH.

Cette politique, qui vise à favoriser un environnement de respect mutuel, de professionnalisme et d'inclusion, permet aux salariés de comprendre le type de conduite qui n'est pas autorisé et les conséquences auxquelles ils s'exposent s'ils se livrent à ce type de conduite ou s'ils ne les signalent pas. Bien que les pays et les régions puissent maintenir leurs propres politiques en la matière, ces politiques doivent respecter les normes minimales établies dans cette politique dans la mesure où la loi l'autorise.

Ces protections et principes soutiennent également la mise en place de conditions de travail adéquates pour tous et l'opportunité de renforcer l'activité du Groupe en permettant à son personnel issu de différents horizons de se sentir valorisé et de s'épanouir dans son travail. Des formations obligatoires sont dispensées à l'ensemble des salariés afin de les sensibiliser aux sujets abordés dans la politique.

En outre, la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement définit les attentes de Citi en matière d'environnement de travail respectueux, sûr et digne dans lequel les salariés et toute autre personne peuvent atteindre leurs niveaux de productivité individuelle les plus élevés et ne tolère aucune forme de discrimination ou de harcèlement illicite fondée sur des motifs tels que la race, le sexe/genre, la grossesse, l'identité ou l'expression de genre, la couleur, les croyances, la religion, l'origine nationale, la nationalité, le statut de citoyenneté ou d'immigration, l'âge, le handicap physique ou mental ou la couleur, les informations génétiques, l'état matrimonial (notamment les concubinages et les unions civiles), l'orientation sexuelle, la culture, l'ascendance, le statut familial ou de soignant, le statut militaire, le statut d'ancien combattant, le statut socio-économique, le statut de chômeur, le statut de victime de violence domestique ou tout autre motif interdit par la loi, que ces protections individuelles soient appliquées ou imposées par la loi locale dans les pays où le Groupe exerce ses activités.

Le Groupe entend respecter ses obligations légales en matière d'inclusion. Bien qu'il n'ait pris aucun engagement politique spécifique en matière d'inclusion, le Groupe s'appuie sur les réseaux d'inclusion de Citi décrits plus en détail dans la section [Environnement de travail inclusif et équitable](#) de ce rapport pour créer un environnement favorable.

Le Groupe prend des mesures raisonnables pour prévenir, atténuer et remédier efficacement aux cas de discrimination. Des formations sont dispensées en vue de faciliter la compréhension et la mise en œuvre de la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement. Les nouveaux salariés sont tenus de suivre une formation qui couvre les différentes conduites proscrites par la Politique de lutte contre la discrimination et le harcèlement.

Actions

Le Groupe considère que le respect des politiques, des contrôles et des réglementations en matière de conditions de travail est important pour le bien-être et la satisfaction de son personnel. Le Groupe s'efforce en outre de maximiser la valeur à long terme générée à travers la fidélisation des salariés, la réduction des coûts opérationnels et la croissance potentielle de la productivité et des revenus, en offrant aux salariés des opportunités de carrière tout en soutenant leur famille.

Le Groupe adopte les politiques globales de Citi, sauf lorsque les politiques et les programmes entrent en conflit avec les exigences locales du pays. Les Directeurs des ressources humaines (« Chief Human Resource Officers », CHRO) dans chaque pays où le Groupe est présent sont responsables des politiques spécifiques à chaque pays qui peuvent être élaborées lorsque la loi l'exige. Au sein des Ressources humaines (RH), des équipes subalternes spécialisées, telles que les Relations du personnel et la Politique des RH, les Total Rewards et la Gestion des talents et le dialogue avec les talents, répondent à leur niveau des domaines spécifiques couverts par ces politiques.

S'il appartient au personnel du Groupe de respecter ces politiques, les salariés exerçant des rôles de gestion du personnel, appelés managers, assument une responsabilité unique. Cette responsabilité inclut le devoir de créer un environnement de travail respectueux, d'intervenir rapidement lorsqu'ils constatent des comportements inappropriés, d'escalader les préoccupations et d'encourager des interactions entre salariés conformes aux attentes du Groupe en matière d'environnement respectueux.

Citi dispense aux salariés du Groupe une formation annuelle sur le Code de conduite afin de gérer les impacts potentiels liés au non-respect des politiques de Citi. En outre, les impacts négatifs potentiels sur les salariés sont également gérés sur la base des données issues de l'enquête VOE sur les expériences des salariés au sein de Citi.

Avantages et programmes de bien-être

Outre la prévention et l'atténuation des impacts négatifs liés aux conditions de travail, l'opportunité de créer pour les salariés des programmes qui leur permettent d'évoluer dans leur carrière et favorisent leur bien-être et celui de leur famille est un domaine d'attention continue dans la stratégie au sens large du Groupe. À travers une série de programmes d'avantages sociaux et d'autres initiatives, le Groupe s'efforce de construire une culture du bien-être qui soutient la santé physique, mentale, sociale et financière des salariés, afin de les aider à réussir dans leur travail et en dehors.

Illustration de ces efforts, le programme Be Well est une ressource gratuite et confidentielle qui dispense un accompagnement en santé mentale, tel que la télésanté, des conseils en santé mentale, dans la majorité des pays européens, notamment ceux où le Groupe est présent.

Le Groupe s'appuie sur tout un réseau d'avantages, d'événements et de ressources. Parmi les opportunités dans ce domaine, le Citi Global Fitness Challenge de six semaines est proposé sur le Web et l'application mobile. Citi publie également un bulletin d'information trimestriel intitulé « Highlight on Health » préparé par l'équipe Live Well at Citi, diffusé dans le monde entier par email et publié sur la page Live Well at Citi SharePoint Hub. L'équipe Live Well chez Citi informe les salariés du monde entier à l'appui de connaissances, de ressources et d'activités visant à favoriser le bien-être.

Le Groupe attache une grande importance à la culture du bien-être. À travers ses programmes et ses initiatives de vulgarisation en matière de santé comportementale et de sensibilisation, le Groupe entretient la compréhension et accompagne les enjeux de santé mentale. Pour aider les managers à détecter les signes et à acquérir les compétences et le niveau de confort nécessaires pour accompagner les salariés confrontés à des problèmes de santé mentale, Citi a lancé des ateliers mondiaux sur la santé mentale, organisés deux fois par an sur le lieu de travail, pour former des milliers de managers. En outre, Citi est membre de MindForward Alliance, organisation mondiale à but non lucratif qui promeut la santé mentale au travail.

Le Groupe propose ses avantages de base aux salariés de CEP, sous réserve de la législation locale. Les avantages de base aident les salariés à différentes étapes de la vie, notamment en offrant une protection en cas de besoin médical ou de situations imprévues. Outre les avantages de base, lorsque la législation locale le permet, le Groupe applique également les normes minimales en matière de congés maternité et parentaux payés, contribue à couvrir les coûts liés à l'adoption et propose des congés payés, que ce soit pour des besoins à court terme ou pour poursuivre des intérêts en dehors du travail.

Bâtiments WELL sains

Le Groupe a également adapté et fait évoluer les conditions de travail des salariés grâce à son modèle de travail hybride et flexible actuel, ce qui permet aux salariés de mieux concilier vie professionnelle et vie privée, tout en offrant les avantages de travailler physiquement ensemble. Le Groupe s'attache à adopter des modes de travail qui encouragent la collaboration et les liens constructifs, maximisent les opportunités de stage et d'apprentissage, tirent parti de la technologie au profit du Groupe et favorisent le bien-être et le sentiment d'appartenance des salariés.

Afin de compléter le bien-être des salariés avec des espaces de travail physiques sûrs, sains et sécurisés, Citi a renouvelé sa note WELL Health-Safety

de ses installations dans le monde entier, attestant que ses bâtiments sont des environnements sûrs et sains pour ses salariés, ses clients et les visiteurs. La norme WELL Building est un mécanisme fondé sur le rendement pour mesurer, certifier et surveiller les caractéristiques de l'environnement bâti qui ont une incidence sur la santé et le bien-être humains. Pour plus de précisions concernant l'empreinte opérationnelle et les bâtiments durables du Groupe, consulter la section [Activités durables](#) de ce rapport.

Gérer et réparer les impacts

Le Groupe détermine les actions appropriées et nécessaires pour répondre aux impacts négatifs sur son personnel et, dans la mesure du possible, prend des mesures préventives et correctives pour apporter la correction appropriée.

Les salariés dans l'emploi et d'autres personnes qui ont, ont eu ou pourraient avoir une relation d'emploi ou de travail avec Citi, comme les anciens salariés, peuvent faire part de leurs préoccupations, notamment celles liées aux impacts négatifs sur le personnel de Citi, aux équipes des Relations du personnel, aux RH, aux Services de sécurité et d'enquête de Citi, à la Gestion indépendante des risques de conformité et au Service juridique. Ces ressources doivent transmettre sans délai au Bureau d'éthique toute plainte reçue par un salarié, sauf si la loi ou la réglementation locale l'interdit. Le Bureau d'éthique évaluera la plainte du salarié et l'affectera à la fonction compétente aux fins de l'enquête. Les préoccupations font l'objet d'une enquête et, lorsqu'elles sont justifiées, donnent lieu à une action au sein de l'organisation.

Formation professionnelle, amélioration des compétences et évolution de carrière

Le Groupe s'attache à aider les salariés à acquérir les connaissances et les compétences qui favorisent l'évolution de leur carrière et leur progression. Le Groupe propose des formations variées pour permettre aux salariés de trouver les programmes qui répondent le mieux à leurs besoins et à leurs objectifs.

Citi propose des formations pour aider les salariés du Groupe à évoluer dans leur carrière à l'appui d'opportunités d'apprentissage ciblées pour développer des compétences en leadership, le leadership individuel, les compétences professionnelles et les compétences techniques. Conformément aux avantages offerts dans certains pays, CEP fournit à certains salariés une aide aux frais de scolarité pour les accompagner dans leurs études et rembourse à certains salariés les frais admissibles.

Tout au long de l'année, le Groupe propose de multiples opportunités de formation au leadership aux managers et aux salariés sur des sujets, tels que le leadership humain.

Le cas échéant, le Groupe s'efforce de donner la priorité à la promotion de ses salariés et au recrutement de postes vacants en interne.

Environnement de travail inclusif et équitable

L'approche du Groupe en matière de gestion des talents et de dialogue s'inscrit dans le droit fil de l'approche de Citi, qui est portée par les principes suivants :

- Citi s'appuie sur un personnel composé des meilleurs talents issus des bassins les plus étendus pour servir au mieux ses clients et communautés dans le monde entier. Citi est depuis longtemps clairement identifiée les avantages qu'elle tire d'un personnel aux profils, aux expériences et aux horizons variés, car cette diversité lui permet de mieux servir ses clients et ses communautés. Compte tenu de la présence mondiale de Citi, la diversité a toujours été une priorité, et Citi continue d'accompagner les membres de son personnel de tous horizons. S'assurer que les meilleurs et les plus brillants veulent travailler chez Citi est essentiel pour continuer à progresser sur ses priorités, à savoir générer de solides performances opérationnelles.
- Grâce aux initiatives de Citi en matière de talents et de dialogue, le personnel issu d'horizons divers se sent valorisé et s'épanouit. Citi tire de la fierté de sa longue expérience en matière de méritocratie et de sa capacité à attirer, retenir et faire évoluer les meilleurs talents. Citi cherche à maintenir un lieu de travail où ses salariés se sentent inclus, car c'est ce qui permet à chacun de donner le meilleur de lui-même au sein de Citi. Citi exerce une activité de services, autrement dit l'organisation se doit d'attirer les meilleurs talents et s'assurer qu'ils prospèrent au sein de Citi.
- Comme le mentionne l'un des principes de leadership prônés chez Citi, l'organisation valorise la diversité des points de vue et apprend de ces différences pour dépasser les attentes des parties prenantes. Dans la mesure où Citi applique ce principe, l'organisation bénéficie de nombreuses opportunités enrichissantes d'apprendre et de découvrir les cultures et les patrimoines représentés par sa base mondiale de salariés ainsi que par ses clients et partenaires dans le monde entier. Ces expériences et les réseaux d'inclusion Citi sont accessibles aux salariés de tous horizons et tous les salariés sont les bienvenus et sont encouragés à y participer.
- Citi s'efforce de se conformer aux lois applicables dans les pays où l'organisation exerce ses activités. Bien qu'elle vise à être aussi cohérente que possible à l'échelle mondiale, le respect des règles locales dans chacun des lieux où Citi exerce ses activités peut nécessiter une approche adaptée et différente. Se conformer à la loi signifie que Citi continuera à garantir l'égalité des offres d'emploi. Citi ne tolérera aucune forme de discrimination ou de harcèlement.

Le Groupe est conscient de l'importance d'un environnement de travail dans lequel les talents et les mérites personnels sont reconnus, la diversité des parcours et des expériences est valorisée, la vie privée est respectée et les salariés sont soutenus dans l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée.

Le Code de conduite se veut un outil de référence pour guider le Groupe en matière de conduite éthique. Quel que soit son rôle au sein du Groupe, tout individu est tenu d'en prendre connaissance et de le respecter. Comme susvisé, Citi dispense une formation sur le Code de conduite aux salariés du Groupe au moment de leur intégration et les salariés suivent une formation annuelle sur le Code de conduite.

Citi a mis en place des actions clés pour que le Groupe reste un excellent lieu de travail, où les collaborateurs peuvent s'épanouir sur le plan professionnel et personnel. Les principaux points à retenir de ces actions sont les suivants :

- L'initiative mondiale Allyship 365, ouverte à tous les salariés intéressés, y compris les salariés du Groupe, vise à cultiver l'esprit d'alliance, notamment les ateliers Upstander pour promouvoir l'inclusion et la solidarité contre l'antisémitisme, l'islamophobie, la stigmatisation des personnes atteintes de maladies mentales et d'autres formes d'intolérance.
- Les formations sur le leadership centré sur l'humain à l'attention des directeurs généraux, des administrateurs et des managers expérimentés, y compris ceux du Groupe, mettent l'accent sur la recherche de l'équilibre entre le soin apporté aux équipes et la recherche de meilleurs résultats pour les clients. Les participants apprennent à encourager l'appropriation tout en restant solidaires et en créant un lieu psychologiquement sûr dans lequel les collaborateurs se sentent à l'aise pour échanger leurs opinions.
- Outre son programme de reverse mentoring LGBTQIA+, Citi a également lancé des programmes similaires pour le handicap et la neurodiversité, dirigés par le Citi Disability Network, et un programme axé sur la promotion de l'empathie et de la sensibilisation intergénérationnelles, dirigé par le Citi Generations Network. Ces programmes de reverse mentoring sont ouverts à tous les salariés intéressés, y compris les salariés du Groupe.

Autres informations concernant le personnel

Droits de l'homme

Engagements envers les droits de l'homme pour le personnel du Groupe

Bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique à proprement dite, Citi a établi une déclaration sur les droits de l'homme qui décrit son approche pour respecter les droits de l'homme et maintenir des normes strictes en matière d'éthique dans les pays dans lesquels l'organisation opère. Le Groupe n'a pas cherché à élaborer des politiques formelles au niveau de CEP en matière de droits de l'homme, dans la mesure où la Déclaration sur les droits de l'homme de Citi répond aux besoins. Le Code de conduite de Citi, eu égard à son personnel, traite explicitement de la traite des êtres humains, du travail forcé/obligatoire et du travail des enfants. Aucune activité propre du Groupe ne présente un risque significatif d'incidents liés au travail forcé ou au travail des enfants dans

les pays où il opère.

Citi, y compris le Groupe, soutient pleinement la protection et le respect des droits de l'homme dans le monde entier et est guidée par les principes fondamentaux des droits de l'homme, tels que ceux de la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, la Déclaration de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les principes et droits fondamentaux au travail (y compris les conventions de référence fondamentales). Citi, y compris le Groupe, s'efforce d'exercer des activités conformes aux attentes formulées pour les entreprises dans les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme.

Le Groupe veille à ce que ses pratiques ne causent pas ou ne contribuent pas à des impacts négatifs sur son personnel. À ce titre, le Groupe adhère à la Déclaration de Citi sur les droits de l'homme, qui intègre des protections pour les salariés, notamment les droits à la vie privée. En outre, Citi fournit également aux salariés une formation appropriée pour préserver leur vie privée et traiter leurs données avec précaution.

Pour les salariés de Citi, la Déclaration et le Code prévoient plusieurs protections, notamment les protections suivantes :

L'absence de discrimination en matière d'emploi

Les politiques de Citi interdisent strictement toute forme de discrimination ou de harcèlement fondée sur la race, le sexe, le genre (y compris le statut de soignant), la grossesse, l'identité ou l'expression de genre, la couleur, la croyance, la religion, l'origine nationale, la nationalité, la citoyenneté, l'âge, le handicap physique ou mental ou l'état médical, comme défini par la loi applicable, les informations génétiques, l'état matrimonial (notamment les concubinages et les unions civiles, tels que définis et reconnus par la loi applicable), l'orientation sexuelle, la culture, l'ascendance, le statut familial ou de soignant, le statut militaire, le statut d'ancien combattant, le statut socio-économique, le statut de chômeur, le statut de victime de violence domestique ou tout autre motif interdit par la loi.

Droits à la vie privée des salariés

Par le biais de son programme Global Privacy, Citi s'efforce de respecter les droits à la vie privée de ses salariés en intégrant des protections à leur attention dans ses politiques internes. De même, Citi offre des formations et sensibilise à l'importance de traiter soigneusement ses propres données et celles de ses clients, pour permettre aux salariés de préserver leur vie privée dans la mesure du possible. La prise de conscience des préoccupations en constante évolution et grandissantes en matière de protection de la vie privée est prise en compte dans l'engagement du Groupe à respecter la vie privée.

Accès à une réparation effective

Citi étudie les moyens d'améliorer son approche en matière de respect des droits de l'homme en s'engageant auprès de diverses parties prenantes à travers le monde, notamment ses salariés, les régulateurs, la société civile, les investisseurs, les établissements financiers comparables et les clients. Citi organise également des formations à l'intention de son personnel sur son Code de conduite, lequel contient une section sur les droits de l'homme. Citi s'engage auprès de diverses parties prenantes sur des questions liées aux droits de l'homme. L'organisation fournit des informations à ce sujet dans son rapport annuel sur la durabilité et sur son site Internet.

S'agissant des impacts liés aux activités du Groupe et à son rôle d'employeur, le Groupe a mis en place une approche à plusieurs niveaux pour permettre aux salariés et à toute autre personne d'escalader les violations, potentielles ou avérées, de la loi, de la réglementation, des violations de la politique ou du Code de conduite de Citi. La Politique de Citi en matière d'escalade, que le Groupe applique, exige des salariés du Groupe qu'ils escaladent ces préoccupations.

L'approche du Groupe en la matière inclut la ligne d'assistance éthique mondiale de Citi. Cette ligne d'assistance permet aux salariés et à tout tiers, y compris les membres du grand public, de faire part de leurs préoccupations concernant un comportement contraire à l'éthique au Bureau d'éthique de Citi, de manière anonyme ou non. En outre, Citi, y compris le Groupe, interdit toute forme de représailles à l'encontre de toute personne qui soulève des préoccupations ou des questions concernant l'éthique, la discrimination ou le harcèlement, demande à bénéficier d'un aménagement raisonnable en raison d'un handicap, d'une grossesse ou d'une croyance religieuse, signale des violations présumées de la loi, de la réglementation, d'une règle ou d'une violation de la politique, de la norme ou de la procédure ou participe à toute enquête faisant suite à de telles préoccupations.

Droits du travail

Bien qu'il ne s'agisse pas de politiques, la Déclaration et le Code de Citi, auxquels le Groupe adhère, ne cautionnent ni le travail des enfants ni le travail forcé. La Déclaration et le Code de Citi affirment en outre la liberté d'association, le droit d'association et de négocier collectivement, l'égalité des salaires et la non-discrimination au sein du personnel.

Santé et sécurité

Le Groupe s'efforce de maintenir un lieu de travail sûr, sécurisé et sain. Le Groupe a adopté la Politique de Citi en matière de sécurité et de sécurité incendie qui soutient la protection de ses collaborateurs. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique, le Code de conduite contribue à étayer plus encore la Politique en matière de sécurité et de sécurité incendie puisqu'il expose les conduites à tenir pour atteindre l'objectif d'un environnement de travail sûr et sain. Des politiques supplémentaires en matière de prévention des accidents, de santé et de sécurité existent au niveau des politiques nationales afin de respecter plus étroitement les réglementations locales.

Politique de Citi en matière de sécurité et de sécurité incendie

La Politique de Citi en matière de sécurité et de sécurité incendie décrit la politique de sécurité et de sécurité incendie des sites et entités de Citi et aborde les impacts matériels relatifs au maintien de conditions de travail adéquates et à la promotion d'un environnement de travail sûr et sécurisé. La politique vise à établir et à mettre en œuvre les exigences en matière de sélection du site, de construction sûre et de construction des installations de Citi en matière de sécurité incendie, qui sont basées principalement sur les publications de l'International Fire Code Council et d'autres dispositions, telles que l'International Building Code et l'International Fire Code.

Cette politique s'applique à CEP et à ses filiales consolidées, sous réserve des lois et réglementations locales. La politique est sous la responsabilité du Responsable de la sécurité des services de sécurité et d'enquête de Citi (« Citi Security and Investigative Services », SCIS) et du programme de sécurité de Citi.

La politique de Citi en matière de sécurité et de sécurité incendie est mise à la disposition du personnel du Groupe via le Répertoire interne des politiques. Les SCIS, en liaison avec les business units et/ou les fonctions, doit œuvrer à la sensibilisation aux informations décrivant leurs responsabilités en matière de sécurité et de sécurité incendie en les mettant à disposition du personnel du Groupe. Par ailleurs, un programme de formation à la sécurité et la sécurité incendie est en place.

Dialogue avec les salariés

Le personnel du Groupe est le moteur de sa progression et sa capacité à attirer et à retenir une main-d'œuvre hautement qualifiée et motivée est importante pour la réussite de son activité. Le Groupe s'attache à promouvoir une culture de l'excellence auprès de ses collaborateurs en investissant dans leur croissance et leur bien-être, ce qui stimule l'innovation au sein du Groupe. Cette culture de l'excellence repose sur le dialogue et les points de vue des membres du personnel afin d'éclairer les décisions prises et les activités menées pour gérer les effets des impacts négatifs potentiels que ses activités peuvent engendrer.

Pour identifier et comprendre ces points de vue, le Groupe dialogue directement avec des membres de son personnel et de leurs représentants via les

moyens suivants :

- Intranet, email, newsletters et réunions
- Enquêtes VOE
- Réseaux d'inclusion et Citi Green Champions
- Formation en ligne
- Revues de performance
- Blog de Citi (Citi Perspectives)

Ces canaux de dialogue fournissent des informations au Groupe, ce qui lui permet d'informer sa direction de ses impacts matériels potentiels.

L'enquête annuelle VOE de Citi fournit des informations précieuses sur la mobilisation des salariés et leurs perceptions de Citi. L'enquête VOE vise à comprendre les expériences et les points de vue des salariés concernant l'environnement de travail et la culture d'entreprise de Citi. Chaque métier et fonction CEP a accès aux conclusions de la VOE de son organisation. Le Comité exécutif et le Conseil de CEP reçoivent les conclusions agrégées de l'entité et des plans d'action ad hoc résultant de la VOE sont fournis tout au long de l'année. Les résultats de l'enquête permettent au Groupe de prendre les mesures appropriées pour stimuler l'amélioration.

Dans le cadre de l'enquête, Citi demande à ses salariés de faire part de leurs expériences de travail au sein de Citi, notamment en évaluant des éléments relatifs à leur bien-être, à l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle et à leur niveau de stress, et, de manière générale, les salariés sont invités à évaluer la manière de mieux valoriser les salariés issus d'horizons divers et de les aider à s'épanouir. L'enquête permet également au Groupe de surveiller les conditions de travail pour accompagner la réussite de ses salariés. Les retours des salariés recueillis dans le cadre de l'enquête VOE permettent de soutenir ses efforts pour maintenir leur niveau de satisfaction, notamment en ce qui concerne les conditions de travail.

Afin de mesurer l'efficacité de ses efforts envers ses salariés, Citi se réfère, parmi d'autres outils, à l'enquête VOE. Les commentaires des salariés de Citi sont essentiels à l'élaboration de sa stratégie et à ses efforts continus pour simplifier son organisation. D'après les conclusions de cette enquête, les salariés de Citi se sentent investis du devoir d'identifier ouvertement et d'escalader les problèmes qui présentent un risque pour Citi.

Le Groupe prend très au sérieux les conclusions de l'enquête VOE et veille à ce que ses salariés soient informés des mesures qu'il prend en conséquence. Il existe de nombreux exemples de fonctions au sein de l'organisation qui tirent parti des conclusions de la VOE pour améliorer les processus, fournir un meilleur accompagnement aux salariés et améliorer leurs méthodes de travail. Le Groupe s'appuie également sur les conclusions de l'enquête VOE pour améliorer son programme d'évolution de carrière de ses salariés, en s'efforçant d'intégrer leurs demandes communes et les domaines d'attention afin de mieux refléter les besoins et les ambitions professionnelles des salariés. En 2023, le Groupe a lancé l'initiative KAFKA (Keep Advancing and Focus on Key Activities) qui concilie avantages et culture d'entreprise positive pour garantir la continuité du dialogue avec les salariés et maintenir leur motivation.

Tous les salariés sont tenus de signaler les préoccupations liées aux comportements ou aux situations susceptibles de mettre en danger le Groupe ou ses clients. Comme indiqué dans la Politique d'escalade à l'échelle de l'organisation, plus amplement décrite dans la section [Politique en matière d'escalade](#) ci-dessus, dès qu'un incident ou une préoccupation comportant un risque significatif est signalé(e), toutes les questions ayant fait l'objet d'une escalade doivent être documentées et suivies tout au long de leur traitement.

La fréquence de ces actions est essentiellement ponctuelle dans la mesure où les questions sont escaladées via les canaux mis à disposition du personnel du Groupe. Certaines méthodes de dialogue sont régulièrement mises en œuvre, comme l'enquête VOE, qui tient lieu de dialogue annuel pour recueillir des informations précieuses sur l'expérience des salariés au sein de Citi et sur ce qui est important à leurs yeux lorsqu'ils poursuivent leur carrière chez Citi. En outre, afin d'insister sur l'importance de faire part des préoccupations pour l'adoption d'actions significatives au sein de Citi, le Bureau d'éthique de Citi communique aux salariés une synthèse annuelle des différents types de préoccupations qu'il a reçues, notamment celles qui ont donné lieu à des mesures correctives.

Le Groupe ne dispose pas d'accord-cadre global (« global framework agreement », GFA) applicable à l'ensemble de son personnel, compte tenu de l'ampleur de ses activités et du degré de variation entre les pays dans lesquelles il opère. À la place, le Groupe dialogue avec les représentants du personnel, à savoir les syndicats et les comités d'entreprise, dans un certain nombre de pays où il est présent. Par ailleurs, une partie des salariés du Groupe est couverte par des conventions collectives. Le Groupe dialogue directement avec ses salariés et par le biais de ces associations sur des sujets, tels que la santé et la sécurité, la rémunération, le temps de travail, la formation, l'évolution de carrière, la flexibilité du temps de travail et l'égalité des chances. Grâce à ce dialogue direct, le Groupe obtient des informations sur les points de vue de ses salariés sur ces questions. Ces informations sont ensuite exploitées pour informer sa direction de sa stratégie au sens large.

L'organisation des RH est la fonction principale et le Directeur des ressources humaines (« Chief Human Resource Officer », CHRO) est le rôle le plus haut placé chargé de veiller à ce que le dialogue avec le personnel se tienne dans le cadre de la gestion des impacts matériels réels et potentiels. Le Bureau RH et le CHRO supervisent la gestion du dialogue avec le personnel, qui est intégrée dans la prise de décisions stratégiques du Groupe et l'élaboration de sa stratégie. Les RH du Groupe fournissent au Comité exécutif du Groupe des points sur les tendances au sein du personnel, les domaines de risques potentiels et les initiatives stratégiques de dialogue avec le personnel.

Les réseaux d'inclusion de Citi, qui jouent un rôle majeur dans la promotion d'une culture d'inclusion pour tous, offrent un canal de dialogue clé aux groupes sous-représentés. Les réseaux d'inclusion sont ouverts à tous les salariés, y compris les salariés du Groupe, et offrent des opportunités de développement professionnel, de mentorat, de réseautage et de dialogue avec les communautés. Les antennes des réseaux d'inclusion de Citi tiennent lieu de représentants locaux de ses réseaux d'inclusion. Ces réseaux comprennent le Citi Disability Network, Generations and Families Matter, le Citi Pride Network et le Citi Women Network. Les réseaux d'inclusion recueillent des informations significatives et échangent des points de vue avec Citi par le biais de séances de dialogue, de groupes de discussion et de sessions d'écoute.

Comme les informations susvisées le démontrent, le Groupe s'est doté de plusieurs dispositifs pour dialoguer avec les salariés et a mis en place des procédures permettant de tenir compte des résultats de ce dialogue dans la gestion des impacts.

Canaux d'escalade

Le Groupe met à la disposition de son personnel et de ses parties prenantes de nombreux canaux d'escalade, notamment ceux précisés dans sa Déclaration des droits de l'homme et le Code de conduite de Citi ainsi que dans sa Politique en matière d'escalade.

Pour les membres du personnel du Groupe, des canaux spécifiques pour escalader leurs préoccupations ou leurs besoins sont définis dans la Politique de Citi en matière d'escalade, comme suit :

- Services de Citi en matière de sécurité et d'enquête (« Citi Security and Investigative Services », CSIS) : escalade les questions de sécurité, internes, liées à la fraude et aux violences physiques
- RH : escalade les questions RH non signalées à la ligne d'assistance éthique
- ICRM : escalade les questions liées au risque de conformité
- Service juridique : escalade les questions liées à l'exposition juridique ou contentieuse
- Bureau d'éthique : fait part des préoccupations au Bureau d'éthique via la ligne d'assistance éthique de Citi. Les préoccupations soulevées par le biais de la ligne d'assistance éthique de Citi peuvent être exprimées de manière anonyme
- Directeur de la sécurité de l'information (« Chief Information Security Office », CISO) : questions relatives à la sécurité de l'information

Tous ces canaux sont établis et gérés par Citi et ses propres ressources. Cependant, la ligne d'assistance éthique de Citi est un service géré, fourni par un éditeur de logiciels tiers.

Les canaux d'escalade sont mis à la disposition des membres du personnel du Groupe par le biais de multiples moyens, tels que le dialogue en personne, l'accès en ligne, le téléphone et les formations.

Les salariés sont encouragés à faire part de leurs préoccupations à leur manager. Néanmoins, s'ils ne se sentent pas à l'aise avec cette méthode, Citi fournit un certain nombre de ressources d'escalade, notamment la ligne d'assistance éthique pour signaler les préoccupations concernant un comportement contraire à l'éthique au bureau d'éthique de Citi. Les préoccupations font l'objet d'une enquête et, lorsqu'elles sont justifiées, donnent lieu à des mesures appropriées, qui peuvent inclure des mesures disciplinaires, la résiliation de la relation avec les fournisseurs, le renvoi aux autorités chargées de l'application de la loi ou aux autorités gouvernementales, la communication aux salariés, des formations supplémentaires, l'amélioration des contrôles et la modification des politiques, des processus opérationnels et des procédures de Citi.

Les membres du personnel du Groupe qui sont les principaux utilisateurs de ces canaux, et qui ont le devoir d'escalader les préoccupations relatives à des violations, potentielles ou avérées, de la loi, de la réglementation, des règles ou des violations de la politique, des normes, des procédures ou du Code de conduite, peuvent continuer à être impliqués durant l'enquête sur les questions faisant l'objet de l'escalade et jusqu'à leur clôture, si nécessaire. Cette implication contribue à promouvoir l'efficacité des canaux grâce à des mesures d'atténuation et de correction nécessaires à la correction, dans la mesure du possible. Les questions faisant l'objet d'une escalade doivent être suivies et surveillées, comme indiqué dans la Politique en matière d'escalade, jusqu'à ce que la question soit clôturée.

Pour assurer le bon fonctionnement de ces canaux, il est essentiel d'évaluer si les salariés du Groupe connaissent les structures mises à leur disposition pour faire part de leurs préoccupations et de leurs besoins et s'ils leur font confiance. L'écoute des salariés offre au Groupe un moyen essentiel d'évaluer la force de l'éthique et du sens des responsabilités dans l'ensemble de son organisation. Dans le cadre de son enquête annuelle Voice of the Employee, Citi inclut un indice d'éthique afin de recueillir les commentaires des salariés sur une série d'éléments, notamment leur sens du devoir quant au fait d'identifier et d'escalader les problèmes qui exposent Citi à un risque ainsi que leur degré de confiance dans Citi pour agir en cas de violations éthiques.

En outre, le Groupe a mis en place des canaux d'alerte locaux lorsque cela est nécessaire pour répondre aux obligations qui lui incombent en vertu de la Directive européenne sur le droit d'alerte. Pour plus de précisions à ce sujet, se reporter à la section [Protection des lanceurs d'alerte](#).

Des précisions concernant la politique de Citi en matière de protection des personnes et de représailles sont disponibles dans la section [Gouvernance](#) de ce rapport relative au Bureau d'éthique de Citi et à la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement. Le Code de conduite, bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique, prévoit également des mesures de protection contre les représailles à l'encontre des salariés du Groupe.

Cibles

Le Groupe n'a fixé aucune cible spécifique pour son personnel en lien avec les impacts sur les conditions de travail et s'appuie à la place sur ses politiques, processus et contrôles pour prévenir les impacts négatifs sur son personnel. Le Groupe surveille les questions signalées par le biais des canaux d'escalade. Bien que le Groupe s'efforce de prévenir les impacts négatifs sur son personnel en termes de conditions de travail, il ne se fixe aucune cible particulière pour ne pas décourager l'escalade des questions sensibles.

Le Groupe reconnaît l'opportunité liée à la mise en place de programmes permettant aux salariés d'évoluer dans leur carrière, tout en accompagnant leur famille et en encourageant un environnement de travail durable. Le Groupe n'a fixé aucune cible liée à cette opportunité, préférant s'appuyer sur les éclairages de la VOE pour jauger le niveau de satisfaction des salariés.

Indicateurs

Caractéristiques des salariés

Indicateurs relatifs au nombre de salariés

Nombre de salariés ventilé par sexe

Dans certains pays, les campagnes d'auto-identification de Citi permettent aux salariés de communiquer volontairement leur sexe. Par conséquent, les informations collectées et gérées par le Groupe peuvent être incomplètes et ne pas refléter l'ensemble de ses salariés. Les chiffres présentés dans le tableau ci-dessous sont la meilleure représentation possible des salariés du Groupe sur la base des informations dont dispose le Groupe.

Sexe	Nombre de salariés (effectif)
Hommes	8 487
Femmes	8 054
Autres	4
Non communiqué	5
Total des salariés*	16 550

* Le nombre total de salariés est également indiqué dans la « Note 11 - Charges de personnel » en page 128 et dans l'« Information par pays » en page 252. L'indicateur relatif aux effectifs indiqué dans cet État de durabilité fournit le nombre total de salariés au 31 décembre 2024, tandis que les indicateurs figurant dans la « Note 11 - Charges du personnel » et l'« information par pays » sont présentés sous forme d'un nombre annuel moyen de salariés.

Nombre de salariés dans les pays où l'entreprise compte au moins 50 salariés représentant au moins 10 % du nombre total de ses salariés

Pays	Nombre de salariés (effectif)
Hongrie	2 912
Irlande	2 604
Pologne	9 183

Salariés par type de contrat et par sexe

	Femmes	Hommes	Autres	Non communiqué	Total*
Nombre de salariés (effectif)	8 054	8 487	4	5	16 550
Nombre de salariés permanents (effectif)	8 049	8 482	4	5	16 540
Nombre de salariés temporaires (effectif)	5	5	—	—	10
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti (effectif)	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet

Salariés par type de contrat et région

	APAC	EMEA	Total ²⁵
Nombre de salariés (effectif)	1	16 549	16 550
Nombre de salariés permanents (effectif)	1	16 539	16 540
Nombre de salariés temporaires (effectif)	—	10	10
Nombre de salariés au nombre d'heures non garanti (effectif)	Sans objet	Sans objet	Sans objet

* Le nombre total de salariés est également indiqué dans la « Note 11 - Charges de personnel » en page 128 et dans l'« Information par pays » en page 252. L'indicateur relatif aux effectifs indiqué dans cet État de durabilité fournit le nombre total de salariés au 31 décembre 2024, tandis que les indicateurs figurant dans la « Note 11 - Charges de personnel » et l'« information par pays » sont présentés sous forme d'un nombre annuel moyen de salariés.

Méthodologies comptables

La méthodologie de calcul de ces chiffres est décrite ci-dessous :

Le nombre total de salariés est déterminé au moyen d'une agrégation des individus gérés dans les systèmes internes et conformément au code de classe de l'effectif prédéfini. Ces chiffres sont présentés en appliquant une méthode de nombre de salariés.

En outre, ces chiffres sont représentatifs de la fin de la période de référence, soit une information au 31 décembre 2024. La majorité des salariés du Groupe sont des salariés permanents, à temps plein.

Rotation des salariés

Au cours de la période de déclaration, 1 878 salariés ont quitté le Groupe, ce qui s'est traduit par un taux de rotation des salariés de 11,3 %. Ce taux est calculé sur la base du cumul du nombre de salariés ayant quitté volontairement l'organisation ou pour cause de licenciement, de départ à la retraite ou de décès en cours d'emploi rapporté au nombre moyen de salariés. Ce chiffre a été retenu car il s'agit de la valeur la plus représentative au regard du nombre total des salariés du Groupe.

Méthodologies comptables

Le Groupe utilise le nombre mensuel de salariés et le nombre mensuel de départs au cours de la période de déclaration pour calculer le taux de rotation des salariés afin de déterminer le nombre de salariés ayant quitté volontairement leur emploi pour cause de licenciement, de départ à la retraite ou de décès en cours d'emploi. Pour déterminer le dénominateur du taux de rotation, le Groupe a décidé de retenir le nombre moyen de salariés de la période.

Pour plus de précisions concernant la méthodologie employée pour obtenir les données sur le nombre de salariés, se reporter à la section [Méthodologies comptables](#) des indicateurs relatifs au nombre de salariés.

Gestion et mobilisation des talents

Répartition des salariés par sexe et par âge

Le plus haut niveau d'encadrement supérieur au sein du Groupe englobe les cadres qui sont membres du Comité exécutif de CEP et le niveau d'encadrement immédiatement inférieur (comprenant les salariés de CEP qui occupent un poste de Directeur ou au-dessus). Le niveau supérieur de l'encadrement comprend également ceux qui occupent des rôles au sein des Fonctions de contrôle préalablement approuvées et au sein de la Fonction de contrôle 1*. À ce titre, le Groupe compte au total 82 personnes considérées comme relevant de l'encadrement supérieur. La répartition par sexe de ces personnes est indiquée dans le tableau ci-dessous.

* Telles que définies dans le Central Bank (Individual Accountability Framework) Act de 2023

Un autre aspect de la diversité des salariés est illustré par l'âge des salariés du Groupe. Dans le droit fil des exigences des ESRS, les salariés ont été classés selon les trois groupes indiqués dans le tableau ci-dessous.

Répartition des salariés par sexe et par âge

Salariés au niveau de l'encadrement supérieur	Nombre de salariés	Pourcentage de salariés
Hommes	49	59,80 %
Femmes	33	40,20 %
Autres	0	— %
Groupes d'âge des salariés		
Moins de 30 ans	3 726	22,5 %
30-50 ans	11 011	66,5 %
Plus de 50 ans	1 813	11,0 %

Méthodologies comptables

Pour calculer le nombre de salariés et répartir les salariés par sexe au niveau de l'encadrement supérieur, le Groupe utilise une liste de salariés au niveau de l'encadrement supérieur à la fin de la période de déclaration et le sexe déclaré par les salariés eux-mêmes pour déterminer le nombre et la répartition des salariés par sexe.

Pour calculer la répartition des salariés par sexe au niveau de l'encadrement supérieur, le Groupe se réfère au nombre de salariés au niveau de l'encadrement supérieur dans chaque catégorie de sexe et le divise par le nombre total de salariés au niveau de l'encadrement supérieur à la fin de l'exercice.

Pour calculer le nombre de salariés de chaque tranche d'âge, le Groupe utilise la liste des salariés à la fin de la période de déclaration et leur date de naissance pour calculer l'âge de chaque salarié. Les salariés sont classés dans l'un des groupes d'âge déclarés.

Pour déterminer la répartition des salariés par âge, le Groupe prend le nombre total de salariés dans chaque tranche d'âge et le divise par le nombre total de salariés à la fin de la période de déclaration.

Couverture des négociations collectives et dialogue social

Le Groupe reconnaît le droit de ses salariés de s'associer librement et compte des salariés représentés par des syndicats, des comités d'entreprise et des conventions collectives dans un certain nombre de pays où il est présent.

En ce qui concerne ses salariés, sur la base des informations disponibles et du recours à l'auto-identification dans certains pays pour déterminer la couverture des conventions collectives, près de 25,1 % de la population totale des salariés du Groupe est couverte par des conventions collectives, au sens des normes ESRS. Ce pourcentage inclut les salariés faisant l'objet d'accords conclus entre le Groupe en tant qu'employeur ou faisant partie d'un groupe d'employeurs et les salariés représentés par des personnes physiques dûment élues et autorisées par ces derniers, conformément aux lois applicables.

Citi a conclu un accord de Comité d'entreprise européen (CEE) actuellement en vigueur sur la base de l'article 13 de la directive 94/45/CE avec les représentants des salariés représentés par le Citibank Communication Forum (CCF). L'objectif de ce forum est d'échanger des informations et des points de vue et de participer au dialogue sur les sujets économiques et sociaux concernant le Groupe au sein de deux ou plusieurs pays européens membres du CCF. Les modalités de ce forum sont définies dans le cadre d'un Accord CCF qui a été mis en place en 1999 et a fait l'objet de plusieurs modifications, dont la dernière date de 2019.

Le CCF est composé de 27 représentants des salariés issus de 24 pays d'implantation à travers l'Europe, notamment les pays comptant des salariés du Groupe. Il est régi par le Comité de liaison du CCF, composé de 5 représentants du CCF. Le Comité de liaison du CCF réunit trimestriellement les cadres dirigeants et coordonne l'échange d'informations entre le groupe plus large des représentants du CCF. Les représentants du CCF se réunissent en groupe avec la direction de Citi au moins une fois par an dans le cadre de la conférence annuelle.

	Couverture des négociations collectives	Dialogue social
Taux de couverture	Salariés - EEE (pour les pays avec > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)	Représentation sur le lieu de travail (EEE uniquement) (pour les pays avec > 50 salariés représentant > 10 % du total des salariés)
0-19 %	Pologne	Irlande/Hongrie
20-39 %	0	0
40-59 %	0	Pologne
60-79 %	0	0
80-100 %	0	0

La représentation sur le lieu de travail en Irlande et en Hongrie est nulle.

Salaires décents

Le Groupe applique des politiques et des pratiques internes pour verser à tous les salariés un salaire décent. Lors de la détermination des références salariales pertinentes pour chaque pays, le Groupe veille régulièrement à l'alignement de ses pratiques de paiement sur les lois et réglementations locales des régions dans lesquelles il opère.

Indicateurs de rémunération (écart de rémunération et rémunération totale)

Pour 2024, l'écart moyen de rémunération entre hommes et femmes non corrigé pour les salariés du Groupe s'élève à 29,9 %. « Non corrigé » signifie que l'analyse ne tient pas compte des facteurs justifiant un écart de rémunération, tels que la fonction, le niveau et la région. Le résultat a été calculé à partir des données du 19 août 2024, lesquelles ne diffèrent pas sensiblement de celles au 31 décembre 2024. L'effectif global et les niveaux de rémunération n'ont pas sensiblement évolué. Le résultat se fonde sur le salaire de base annualisé ainsi que sur les indemnités des salariés et les rémunérations d'incitation.

Pour la période de déclaration, le rapport entre la rémunération totale annuelle de la personne la mieux rémunérée et la rémunération totale annuelle médiane de l'ensemble des salariés du Groupe ressort à 168,73. 1.

Méthodologies comptables

L'écart de rémunération entre hommes et femmes présenté ci-dessus s'appuie sur la méthodologie prescrite par les ESRS.

En ce qui concerne le ratio de rémunération totale annuelle de la personne la mieux rémunérée par rapport à la rémunération totale annuelle médiane de l'ensemble des salariés, le Groupe tient compte de la rémunération de tous ses salariés (autres que la personne la mieux rémunérée) qui étaient employés par le Groupe au 31 décembre 2024. Le Groupe identifie le pays qui compte le plus grand nombre de salariés dans la fourchette médiane de la population salariale du Groupe pour prendre en compte les avantages en plus du salaire de base, les indemnités de fonction et la rémunération d'incitation.

Le Groupe identifie l'individu médian au sein de ce sous-ensemble et compare la rémunération totale de l'individu médian à la rémunération totale du salarié le mieux rémunéré pour déterminer le ratio. Le Groupe ne procède à aucune correction du coût de la vie dans cette analyse.

Indicateurs de santé et de sécurité

Le Groupe privilégie le maintien d'un lieu de travail sûr, sécurisé et sain. Les exigences de la politique visant à atteindre cet objectif sont décrites dans son Code de conduite. Le Groupe adopte également plusieurs politiques, procédures et normes, telles que la Politique de Citi en matière de sécurité et de sécurité incendie, les procédures de Citi en matière de sécurité incendie et les normes de sécurité de Citi, afin de soutenir la protection de ses collaborateurs. À part ces politiques, procédures et normes, le Groupe ne dispose pas de système centralisé de gestion de la santé et de la sécurité.

Le Groupe étant un établissement financier, par définition, les membres de son personnel n'encourent pas de danger en raison de la nature et des responsabilités de leurs fonctions. Pour cette raison et compte tenu de l'insignifiance des informations dans le cadre des activités du Groupe, les indicateurs associés au nombre de décès ainsi qu'au nombre et au taux d'accidents du travail ne sont pas jugés significatifs pour les besoins de ce rapport.

Incidents, plaintes et impacts graves en matière de droits de l'homme

Comme décrit dans le Code de conduite de Citi, agir de manière éthique est non seulement la bonne conduite à tenir, mais également la meilleure manière de conduire les affaires et de servir au mieux les clients, les collègues, les actionnaires et les communautés. Le personnel du Groupe est tenu de signaler toute préoccupation concernant des comportements ou des situations susceptibles de mettre en danger le Groupe ou ses clients. Le personnel du Groupe peut soulever des préoccupations, notamment des préoccupations concernant des pratiques de discrimination ou de harcèlement, en passant par un certain nombre de canaux d'escalade. Le personnel du Groupe peut également traiter les préoccupations par le biais de la procédure légale applicable. Dans cette sous-section, les données et informations complémentaires relatives à BHW sont présentées séparément des données se rapportant au reste du Groupe, certaines méthodologies qui sous-tendent le calcul des données BHW différant de celles appliquées par le reste du Groupe.

Le Groupe (hors BHW)

Au cours de la période de déclaration, 48 incidents de discrimination, y compris de harcèlement*, ont été signalés et ont fait l'objet d'une enquête, conformément aux politiques et procédures applicables ou, lorsqu'ils ont été signalés dans le cadre d'une plainte juridique, ont été traités dans le cadre de la procédure judiciaire.

* Le nombre total d'incidents de discrimination pouvant être déclarés, y compris le harcèlement, a été déterminé en se référant à l'interprétation des normes d'information pertinentes, plutôt qu'à la définition plus large de la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement de Citi.

Au cours de la période de déclaration, 56 plaintes ont été reçues. Ces plaintes portaient sur les questions définies au paragraphe 2 de l'ESRS et sont considérées comme devant faire l'objet d'une déclaration en vertu de l'article S1-17. Chacune de ces plaintes a fait l'objet d'une enquête, conformément aux politiques et procédures applicables ou, lorsqu'elles ont été signalées dans le cadre d'une plainte juridique, elles ont été traitées dans le cadre de la procédure judiciaire.

Les incidents et plaintes susvisés n'ont donné lieu à aucune amende, sanction réglementaire ou non réglementaire ou indemnisation pour dommages.

Le Groupe opère dans un secteur fortement réglementé dans tous les pays où il est implanté, lesquels imposent une réglementation en matière de protection des travailleurs. De ce fait, et compte tenu du respect par le Groupe des lois et réglementations locales en matière de travail dans les domaines dans lesquels il opère, aucune activité propre du Groupe n'est exposée à un risque significatif ou matériel d'incidents graves de violation des droits de l'homme, tels que le travail forcé ou le travail des enfants. Par conséquent, ces informations ne sont pas considérées comme répondant aux critères de matérialité des informations.

Méthodologies comptables

Conformément à l'ESRS S1-17 103(d), les informations contextuelles suivantes sont fournies pour expliquer les données concernant les incidents liés au travail et/ou les plaintes au sein du personnel (« incidents liés au travail »), ainsi que les amendes, sanctions ou indemnités résultant de ces incidents liés au travail.

Aux fins de ce rapport, les incidents liés au travail consistent en incidents ou plaintes signalés au Bureau d'éthique de Citi par le biais d'une procédure d'appel formelle ou d'une procédure interne de réclamations, via le canal de signalement d'un pays ou dans le cadre de procédures juridiques formelles au cours de la période de déclaration. Dans la mesure où ces incidents liés au travail étaient liés aux sujets décrits aux points S1-17, 103(a) et (b), ces chiffres sont inclus dans ce décompte, que les incidents et/ou les plaintes aient été justifiés ou non. Toutefois, ces chiffres n'incluent pas les menaces informelles de plaintes juridiques signifiées par un courrier d'avocat, les questions soulevées de manière informelle ou les questions qui ne sont pas considérées comme une réclamation d'un salarié au sens de la Politique du Groupe relative aux réclamations des salariés, sauf lorsqu'une question a été soulevée à titre de réclamation interne formelle ou constitue une préoccupation éligible selon les directives du canal de signalement d'un pays. Les chiffres fournis dans cette section incluent les rapports de salariés en poste et d'anciens salariés, de personnes ayant conclu un contrat avec Citi pour fournir de la main-d'œuvre, c'est-à-dire des travailleurs et des indépendants/sous-traitants et/ou des travailleurs intérimaires fournis par une agence ou tout autre tiers.

Lorsqu'un incident lié au travail a été signalé dans plus d'un forum ou a constitué un appel du même incident lié au travail au cours de la période de déclaration ou lorsque plusieurs plaignants ont déclaré un incident ou une plainte concernant le même incident lié au travail, cet incident ou cette préoccupation n'a été déclaré(e) qu'une seule fois.

Dans le calcul des amendes, des sanctions réglementaires et non réglementaires et de l'indemnisation des dommages (« dommages »), les indemnités versées dans le cadre de règlements n'ayant pas fait l'objet d'une reconnaissance de responsabilité n'ont pas été incluses dans la mesure où ces réclamations ont été contestées et, à ce titre, les montants payés ne sont pas considérés comme des dommages découlant d'incidents liés au travail.

Bank Handlowy w Warszawie SA

BHW a réalisé sa propre analyse interne de l'interprétation des normes d'information pertinentes, notamment les obligations de BHW en ce qui concerne les données quantitatives qu'elle est tenue de déclarer concernant le nombre d'incidents liés au travail à déclarer en vertu de l'article 103(a) ou 103(b) du S1-17 des normes d'information applicables.

Chaque salarié de BHW peut signaler de manière anonyme une violation des normes éthiques via la ligne d'assistance éthique du membre compétent du Conseil d'administration de BHW. Il s'agit d'un canal de communication spécifique, indépendant et autonome qui se présente sous la forme d'une ligne téléphonique distincte d'un membre du Conseil de BHW et d'une adresse postale pour la correspondance. Les signalements anonymes sont adressés au membre concerné du Conseil d'administration de BHW en charge du Segment gestion des risques ou du Segment marchés financiers et banque de financement (pour les salariés du Département courtage de BHW) par téléphone ou par courrier via la Ligne d'assistance éthique. Les signalements concernant un membre du Conseil d'administration de BHW peuvent être adressés à son Conseil de surveillance par courrier ou par voie électronique.

Chaque salarié de BHW est tenu de signaler immédiatement tout comportement contraire à l'éthique. Les règles en matière de signalement des infractions sont décrites dans le Code de conduite des salariés de BHW (Code d'éthique).

BHW a mis en place la Procédure de traitement des plaintes déposées par ses salariés (les plaintes des salariés) qui décrit les principes en vertu desquels les salariés et anciens salariés de BHW et les candidats peuvent signaler des comportements indésirables au sein de l'environnement de travail, tels que la discrimination, le harcèlement moral, le harcèlement sexuel, ainsi que la procédure de traitement de ces plaintes.

Les salariés sont tenus de signaler à leur hiérarchie, aux salariés de la Direction du contrôle indépendant et des risques opérationnels, aux salariés de la Direction juridique ou aux salariés de la Direction de la conformité tout problème pouvant constituer une menace potentielle pour les intérêts ou la réputation de BHW et, lorsque le problème se rapporte à des questions relatives aux salariés, ils doivent se conformer à la Procédure de traitement des plaintes déposées par les salariés de BHW (plaintes des salariés).

- En 2024, au travers de ses canaux d'escalade des problèmes par les salariés, BHW a reçu une plainte ayant fait l'objet d'un examen conformément à la procédure d'escalade des plaintes des salariés, qui permet d'escalader les pratiques indésirables. Conformément à la procédure, les pratiques indésirables comprennent l'inégalité de traitement, la discrimination, y compris le harcèlement moral, et le harcèlement. L'enquête n'a révélé aucun comportement indésirable, en particulier les signalements faisant état de discrimination, y compris le harcèlement.
- En 2024, deux incidents concernant des salariés et des violations potentielles des droits de l'homme ont été signalés. Il s'agit de deux actions en justice intentées par des salariés dans des affaires de droit du travail. Selon la définition de l'ESRS applicable, ces affaires ne portent pas sur des incidents graves en matière de respect des droits de l'homme. À la date de ce rapport, les deux actions en justice sont en cours. En 2024, BHW n'a eu connaissance d'aucune plainte déposée auprès des Points de contact nationaux de l'OCDE pour la conduite responsable des entreprises traitant les notifications de violations des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, notamment dans le domaine du travail.
- En 2024, le montant total des amendes, sanctions et indemnités au titre de dommages résultant d'incidents survenus au cours des périodes de déclaration précédentes s'est élevé à 9 179 dollars. Il s'agit du montant des indemnités accordées dans ses affaires judiciaires liées aux salariés. Ce montant n'est pas significatif au regard du montant le plus adéquat communiqué dans les états financiers de BHW pour 2024, c'est-à-dire les « Autres coûts », qui s'élevait à 11 360 710 dollars (le montant correspond à 0,08 % des Autres coûts). Sur l'ensemble de la période de déclaration, BHW n'a jamais été sanctionnée pour des violations des droits des salariés.

Gouvernance

Conduite des affaires

Introduction

La gouvernance et la conduite responsable des affaires font partie de la stratégie du Groupe. Agir de manière responsable permet de renforcer la confiance avec le public et les clients, ce qui permet au Groupe de poursuivre son modèle économique pour fournir des services financiers propices à la croissance et au progrès économique. Le Groupe a mis en place des politiques, des procédures, des contrôles, des modules de formation et a pris des mesures qui favorisent la conduite éthique des affaires et accompagnent sa résilience à long terme.

Les impacts matériels ci-dessous ont été identifiés dans l'évaluation de la double matérialité (DMA). Aucun risque ou opportunité matériel(le) n'a été identifié(e) dans la DMA par rapport au G1. Pour plus de précisions à ce sujet, consulter la section [Méthodologie de l'évaluation de la double matérialité](#) de ce rapport.

Impacts du Groupe liés à la conduite des affaires		
Type d'impact	Chaîne de valeur / horizon temporel	Description
Conduite des affaires		
Impacts réels positifs	Activités propres à court, moyen et long terme	Protection des lanceurs d'alerte Le Groupe s'engage à préserver l'identité des lanceurs d'alerte et à promouvoir une culture qui encourage la prise de parole et incite quiconque à signaler des comportements suspects ou contraires à l'éthique et à révéler des activités illégales.
Impacts réels positifs	Chaîne de valeur amont à moyen et long terme	Corruption et versement de pots-de-vin Le Groupe contribue à la prévention de la corruption et du versement de pots-de-vin en adoptant des pratiques opérationnelles responsables et licites. Le Groupe dialogue avec des fournisseurs qui respectent les exigences de Citi à l'égard des fournisseurs, notamment les politiques de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent et la fraude.
Impacts réels positifs	Activités propres à court terme	Corruption et versement de pots-de-vin Le Groupe intègre le Programme de Citi en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux (AML), qui définit les procédures et les contrôles visant à prévenir la facilitation de la corruption et des activités de financement illégal dans le système financier mondial.
Impacts réels positifs	Chaîne de valeur aval à court, moyen et long terme	Corruption et versement de pots-de-vin Le Groupe adhère à la norme de Citi en matière de gestion du risque de fraude et a mis en place des politiques, des procédures et des contrôles pour détecter et prévenir la fraude, notamment par le biais d'activités de protection des actifs des clients, de vigilance raisonnable et de surveillance, appuyées par une formation.

Politiques

Le Groupe a adopté les politiques susvisées (ou leur équivalent à l'échelle locale), sous réserve des lois et réglementations locales. Ces politiques visent à étayer des pratiques éthiques en matière de conduite des affaires et la gestion de leurs impacts en termes de protection des lanceurs d'alerte, de prévention de la corruption et des pots-de-vin, de blanchiment d'argent et de fraude. Le Conseil d'administration (« le Conseil ») délègue le pouvoir d'adopter et d'approuver ces politiques à l'instance de gouvernance compétente. Ces politiques sont mises à disposition du personnel du Groupe via le Répertoire interne des politiques.

Politique globale de gestion du risque de conduite

Le Groupe a adopté des politiques qui étayent la gestion du risque de conduite. La Politique globale de Citi en matière de gestion du risque de conduite décrit l'approche et les exigences de Citi en matière de gestion du risque de conduite, en définissant les rôles et responsabilités liés à la gestion du risque de conduite au sein des lignes de défense ainsi que les exigences pertinentes en termes de gouvernance et de surveillance. La politique s'applique à CEP, à ses filiales consolidées, sous réserve des lois et réglementations locales, et à tout fournisseur tiers dont les actions peuvent avoir un impact sur les clients ou le marché pour le compte de Citi. Cette politique est sous la responsabilité du Responsable global des risques et du devoir de rendre compte.

Politique en matière d'escalade

Le Groupe a adopté des politiques qui soutiennent la gestion des escalades. La Politique de Citi en matière d'escalade exige l'identification et le signalement rapides des incidents, notamment les violations potentielles des lois, règles et réglementations de lutte contre la corruption et les violations de la Politique de Citi de lutte contre la corruption (« Anti-Bribery and Corruption », AB&C), de la Politique de Citi de lutte contre le blanchiment de capitaux et de la Politique de Citi en matière de gestion du risque de fraude, qui peuvent avoir des impacts négatifs pour Citi. La Politique en matière d'escalade définit les principes relatifs aux questions visées par l'escalade. Pour plus de précisions concernant la politique en matière d'escalade, se reporter à la section [Politique en matière d'escalade](#) du chapitre S1 Personnel de l'entreprise.

Politique mondiale de lutte contre la discrimination et le harcèlement

Le Groupe a adopté des politiques qui soutiennent la gestion de la discrimination et du harcèlement. La Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement de Citi interdit toute forme de discrimination et de harcèlement ainsi que toute forme de représailles pour avoir déposé une plainte, encourageant ainsi les individus à s'exprimer et à signaler tout comportement illicite. La politique est sous la responsabilité du Responsable global des relations avec le personnel et de la politique des RH et elle est régie par le Conseil global de la politique des RH.

Politique globale de lutte contre la corruption et le versement de pots-de-vin

Le Groupe a adopté des politiques qui soutiennent la gestion et l'identification des risques de corruption. La Politique globale de lutte contre la corruption de Citi énonce des principes directeurs pour identifier et atténuer les risques de corruption. La politique est sous la responsabilité du Directeur global de l'AB&C. Compte tenu de sa présence mondiale, Citi vérifie régulièrement que la Politique, les normes et les procédures AB&C sont conformes aux lois, règles et réglementations applicables, examine et met à jour la politique au moins une fois par an. La politique vise à rester conforme aux lois applicables et couvre les principaux aspects liés au risque de corruption, tels que les relations avec des tiers, le recrutement, les cadeaux et divertissements et les dons caritatifs.

La politique AB&C de Citi s'applique aux salariés dans le monde entier. Les implications et les mises à jour de la politique sont renforcées par une formation annuelle AB&C et des communications périodiques diffusées dans l'ensemble de l'organisation. La politique impose aux salariés de n'offrir, promettre, fournir ou accepter de fournir quoi que ce soit de valeur à quiconque, ou de n'encourager ou autoriser personne à agir de la sorte, si un tel comportement peut être perçu comme un acte de corruption, inapproprié ou interdit en vertu des lois, règles et réglementations applicables.

Les salariés sont tenus de se conformer aux exigences d'approbation préalable et de vigilance raisonnable énoncées dans la Politique AB&C, de coopérer dans les enquêtes internes et externes, de protéger les informations, de préserver la confidentialité de l'enquête dans toute la mesure du possible et de ne pas entraver le processus d'enquête ou de faire des déclarations fausses ou trompeuses. En outre, dans le cadre de son rôle de troisième ligne de défense, l'Audit interne examine de manière indépendante les activités de gestion du risque de corruption des autres lignes de défense.

Politique globale de gestion des problèmes

Le Groupe a adopté des politiques qui soutiennent la gestion des problèmes découlant de préoccupations opérationnelles ou de conformité ou lorsqu'un risque n'est pas atténué et peut donc avoir un impact négatif sur le Groupe. La Politique globale de Citi en matière de gestion des problèmes définit les attentes quant à la gestion cohérente et dans les temps des problèmes.

La formation à cette politique est évaluée annuellement. Au besoin, des formations sont élaborées pour les produits, les zones géographiques et les fonctions concernés en s'inscrivant dans une approche fondée sur les risques. Le Conseil global de pilotage de la gestion des problèmes supervise la conception, examine les modifications importantes et surveille la conformité de la mise en œuvre des exigences de la Politique globale de gestion des problèmes. La Politique est sous la responsabilité du Responsable global de la gestion des risques opérationnels pour les cadres et les normes.

Politique de gestion du risque de fraude

Le Groupe a adopté des politiques qui soutiennent la gestion du risque de fraude. La Politique globale de Citi en matière de gestion du risque de fraude établit les exigences qui président à la gestion de l'exposition aux risques de fraude interne et externe. Elle définit le risque de fraude, le cadre de gestion du risque de fraude, notamment l'appétit pour le risque, la gouvernance, les rôles et responsabilités en matière de gestion du risque de fraude et les exigences en termes de gestion du risque de fraude, notamment la prévention, la détection et la réponse aux questions liées à la fraude.

En application de la politique, un Comité de gouvernance du risque de fraude assure pour la direction générale la supervision du risque de fraude dans toutes les activités, fonctions et entités juridiques de Citi dans toutes les zones géographiques. La Politique de gestion du risque de fraude est sous la propriété du Responsable global du risque de fraude.

Politique de protection des actifs

Le Groupe a adopté des politiques qui soutiennent la protection des actifs en application des lois et réglementations applicables. La Politique globale de protection des actifs de Citi fournit un cadre permettant de mettre en place une approche cohérente au niveau de l'organisation qui couvre à la fois les actifs des clients et la protection des déposants dans le respect des exigences en matière de protection des actifs et des droits des clients en cas d'insolvabilité. La politique est sous la responsabilité du Directeur global du Bureau de surveillance de la protection des actifs des clients et des dépôts.

Politique globale de lutte contre le blanchiment de capitaux

Le Groupe a adopté des politiques qui contribuent à prévenir les risques de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et d'autres crimes financiers. La Politique globale de Citi en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux décrit les procédures et les contrôles visant à prévenir la facilitation de la corruption et des activités de financement illégal dans le système financier mondial. La politique est sous la responsabilité du Directeur global de lutte contre le blanchiment de capitaux (AML). Elle vise à protéger les clients du Groupe et la franchise contre les risques de blanchiment de capitaux, de financement du terrorisme et d'autres agissements liés à la criminalité financière.

CEP et ses succursales se réfèrent à leur propre avenant à la Politique globale AML qui définit les exigences spécifiques à chaque pays en plus de celles spécifiées dans la Politique globale AML. Les mesures de vigilance raisonnable à l'égard de la clientèle mises en œuvre par le Groupe en vertu de la politique consistent à (i) comprendre la nature et l'objet de la relation avec le client, (ii) identifier la propriété effective et (iii) surveiller en permanence la relation d'affaires afin d'identifier et de déclarer les transactions suspectes.

Autres informations relatives à la conduite des affaires**Culture d'entreprise**

Citi a mis en place des programmes et des politiques que le Groupe suit pour promouvoir une culture de l'éthique, de la confiance et du devoir de responsabilité qui étaye la mission de Citi de favoriser la croissance et le progrès économique.

Le Groupe maintient une culture d'entreprise forte à travers ses Principes de leadership :

- L'appropriation implique de soumettre les membres du personnel à des normes strictes et de les encourager à embrasser l'exigence, d'accueillir le changement avec optimisme, curiosité et résilience, de parler avec franchise, d'apprendre de l'expérience et de contribuer aux décisions du Groupe et de les respecter.
- Servir avec fierté implique de viser l'excellence dans l'ensemble de l'activité du Groupe, de simplifier, standardiser et clarifier le travail du Groupe, de rendre le Groupe et les autres acteurs responsables de la gestion des risques, de résoudre les causes profondes des problèmes et d'être fiers de faire ce qu'il faut.
- Réussir ensemble, c'est valoriser et apprendre sous différents angles, éliminer les barrières, mesurer la performance du point de vue des parties prenantes, investir dans les membres du personnel d'horizons divers et faire preuve d'empathie envers le personnel, les clients et les communautés du Groupe.

L'éthique et les pratiques responsables en termes de conduite des affaires figurent parmi les priorités absolues du Groupe et de ses parties prenantes. Le leadership du Groupe joue un rôle important dans la promotion et le développement de sa culture d'entreprise. CEP a mis en place un groupe de travail sur le risque de conduite et de culture pour superviser la gestion de la conduite et de la culture au sein de l'entité.

Le Groupe promeut activement le recueil de retours d'expérience continus. Le Groupe évalue sa culture d'éthique par le biais de l'indice éthique annuel intégré dans l'enquête annuelle « Voice of the Employee » (VOE), qui recueille des informations précieuses auprès des salariés sur des sujets importants. Le Groupe applique un ensemble de politiques et de formations qui définissent des attentes élevées vis-à-vis de ses managers et de ses dirigeants afin d'instaurer un environnement de travail sûr, sans craintes de discrimination, de harcèlement et de représailles.

Le Groupe a mis en place des canaux et des mécanismes clairs pour identifier, signaler et enquêter sur toute préoccupation liée à une violation potentielle ou réelle de la loi, de la réglementation, des règles, des politiques, des normes, des procédures ou du Code de conduite de Citi. Le Code de conduite sensibilise et met l'accent sur l'obligation de signaler rapidement toute faute réelle ou présumée. Il précise la conduite à tenir pour faire part des préoccupations et indique les ressources à la disposition des salariés pour une escalade rapide.

La ligne d'assistance éthique permet aux salariés et à toute autre personne, notamment les membres du grand public, de faire part au Bureau d'éthique de Citi de leurs préoccupations concernant un comportement contraire à l'éthique. Une assistance téléphonique est disponible en plusieurs langues ainsi qu'un site Web interne et accessible au public, lequel facilite la soumission des préoccupations. Les préoccupations sont examinées et évaluées afin de déterminer la marche à suivre pour résoudre les problèmes soulevés. Les préoccupations peuvent par ailleurs être soulevées de manière anonyme afin de tenir compte de différentes préférences et de protéger la confidentialité. Des informations détaillées concernant les examens et les enquêtes sont fournies dans le Code de conduite, qui guide la conduite éthique.

Le Groupe a mis en place des procédures pour enquêter rapidement, de manière indépendante et objective, sur les incidents liés à la conduite des affaires, notamment les incidents impliquant des agissements de corruption et de pots-de-vin. La Politique en matière d'escalade précise en outre que le personnel est tenu de coopérer pleinement à toute enquête interne et externe et qu'il ne doit en aucun cas dissimuler des informations ou des dossiers pertinents, faire de fausses déclarations ou induire en erreur les enquêteurs au cours d'une enquête. Les représailles à l'encontre des personnes participant à une enquête sont strictement interdites et peuvent entraîner des mesures disciplinaires.

Protection des lanceurs d'alerte

Le Groupe s'efforce de cultiver un environnement dans lequel les salariés sont protégés et encouragés à tenir la bonne conduite et à utiliser en toute confiance les canaux établis pour escalader les préoccupations. Les échanges avec le Bureau d'éthique et les enquêtes du Bureau d'éthique sont traités avec la plus stricte confidentialité possible, eu égard au besoin d'enquêter et de traiter la question signalée, et sous réserve des lois et réglementations locales applicables. Les préoccupations transmises au Bureau d'éthique peuvent être exprimées de manière anonyme via la ligne d'assistance éthique de Citi. Dans le cadre de toute enquête, le Groupe s'efforce de respecter les droits conférés par les lois et réglementations applicables aux parties liées à l'affaire.

Le Groupe encourage les salariés à s'exprimer et interdit toute forme de représailles contre les lanceurs d'alerte qui soulèvent de bonne foi des préoccupations ou des questions concernant l'éthique, la discrimination ou le harcèlement, qui signalent des violations présumées d'autres lois, réglementations ou politiques applicables ou qui participent à une enquête consécutive à de telles préoccupations. Le Groupe a adopté des politiques

visant à prévenir toute forme de discrimination et de harcèlement. La Politique globale de Citi en matière de lutte contre la discrimination et le harcèlement vise à protéger les lanceurs d'alerte et à encourager les salariés à escalader les problèmes.

En outre, le Code de conduite, bien qu'il ne s'agisse pas d'une politique, étaye la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement en donnant aux salariés les moyens de s'exprimer. Comme indiqué dans le Code de conduite et la Politique globale de lutte contre la discrimination et le harcèlement, chaque manager est tenu de créer un environnement de travail respectueux sans craintes de représailles et est tenu responsable du comportement des salariés sous sa supervision, d'intervenir rapidement et d'escalader les informations dès lors qu'il constate un comportement inapproprié. Les salariés qui se livrent à des représailles sont passibles de mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'à la cessation de leur emploi ou d'autres relations avec Citi. Ces actions sont de nature permanente et continues dans le but de protéger les lanceurs d'alerte et de les inciter à s'exprimer et sont applicables à CEP et à ses filiales consolidées.

En complément des processus du Bureau d'éthique mis à la disposition des salariés, le Groupe applique des procédures conformes aux lois relatives aux lanceurs d'alerte édictées dans les pays ayant transposé la Directive européenne sur le droit d'alerte (UE 2019/1937).

Dans la mesure où les implantations du Groupe au sein de l'UE transposent la Directive européenne sur le droit d'alerte, le Groupe publie des lignes directrices locales dans chaque pays. Celles-ci incluent des informations sur

- les personnes habilitées à signaler des problèmes en matière d'alertes professionnelles
- les canaux permettant de signaler
- les protections disponibles ; et
- les procédures de suivi et d'investigation en temps opportun.

Ces lignes directrices rappellent la position de Citi qui interdit toute forme de représailles contre les lanceurs d'alerte qui soulèvent des préoccupations ou des questions de bonne foi concernant l'éthique, la discrimination ou le harcèlement, signalent des violations présumées d'autres lois, réglementations ou politiques applicables ou participent à une enquête consécutivement à de telles préoccupations.

Le Groupe met en place des canaux locaux d'alerte éthique dans tout pays nécessitant un canal local, en plus du Bureau d'éthique, dans le cadre de sa transposition de la Directive européenne sur le droit d'alerte dans le pays en question. Les modalités d'accès à ces canaux locaux sont consultables sur l'intranet du Groupe. Les Directeurs pays du risque de conformité sont désignés comme les personnes référentes pour recevoir les alertes et ont reçu une formation en la matière.

Escalade

Les salariés du Groupe* suivent une formation afin de les familiariser avec la Politique de Citi en matière d'escalade et les canaux de signalement disponibles (« Canaux d'escalade »). Un canal d'escalade fournit la procédure à suivre pour soumettre les questions à escalader et les salariés peuvent suivre toutes les questions qu'ils ont escaladées à des fins de mise à jour, principalement par l'intermédiaire du Champion de l'escalade désigné par leur groupe.

* À cette fin, le Groupe considère les salariés comme du personnel permanent et temporaire qu'il emploie directement.

Le Groupe dispose de procédures spécifiques pour traiter les questions confidentielles ou sensibles, telles que les cas de représailles, qui peuvent nécessiter un examen ou une enquête complémentaires de la part d'un Canal d'escalade. Les salariés peuvent escalader directement par un canal d'escalade, le cas échéant, en fonction de la nature de la question.

Formation relative à la conduite professionnelle et à l'éthique

Des formations obligatoires sont dispensées sur des sujets liés à la conduite des affaires et sur les politiques globales, notamment la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent, la gestion des risques et les conflits d'intérêts, ainsi que sur les politiques locales, le cas échéant.

Le Groupe organise des formations couvrant les questions liées à la conduite des affaires, notamment la formation sur le Code de conduite. Cette formation est dispensée à l'ensemble des salariés, notamment les nouvelles recrues qui rejoignent le Groupe, ainsi qu'aux non-salariés réalisant des prestations pour le Groupe lors de leur entrée en affaires. La formation au Code de conduite est dispensée chaque année auprès de l'ensemble des salariés.

La formation sur le Code de conduite couvre les concepts clés énoncés dans le Code de conduite, la mission et la proposition de valeur et les Principes de leadership. La formation vise à promouvoir les valeurs du Groupe et la prise de décision éthique et illustre la manière d'identifier les situations nécessitant de soulever des questions ou des préoccupations ou d'escalader des comportements douteux. Enfin, elle précise les ressources disponibles pour escalader rapidement les comportements inacceptables.

Corruption et versement de pots-de-vin

Le Groupe s'efforce d'exercer ses activités dans le respect des normes éthiques les plus strictes et dans le respect des lois et réglementations applicables en matière de lutte contre la corruption, notamment les lois locales applicables en matière de lutte contre la corruption dans les pays où le Groupe exerce ses activités. Le programme AB&C de Citi incarne la mission de Citi de fournir de manière responsable des services financiers qui favorisent la croissance et le progrès en encourageant une conduite transparente, prudente, digne de confiance et responsable. La corruption et les pots-de-vin n'ont pas leur place au sein du Groupe et, dans le cadre de son programme AB&C, le Groupe adhère aux politiques, normes, procédures et contrôles internes écrits de Citi qui sont alignés sur le Cadre de gestion des risques de conformité de Citi et sont raisonnablement conçus pour se conformer aux lois applicables en matière de lutte contre la corruption. Le Programme AB&C a pour objectifs de :

- surveiller et promouvoir la sensibilisation aux lois, règles et réglementations applicables en matière d'AB&C,
- évaluer l'exposition au risque de corruption,
- superviser la qualité des processus de contrôle AB&C et
- définir la politique, les normes et les processus globaux pour identifier, mesurer, surveiller et gérer le risque de corruption au sein des lignes de défense de Citi, notamment la politique de Citi en matière d'AB&C.

Si la Politique de Citi en matière d'AB&C établit certaines exigences d'approbation préalable et de vigilance raisonnable que les salariés de l'ensemble des lignes de défense doivent respecter, le Groupe respecte également les Exigences à l'égard des fournisseurs mises en œuvre par Citi, qui s'appliquent aux tiers et précisent les obligations, notamment le respect des lois, règles et réglementations applicables en matière d'AB&C, que les fournisseurs doivent respecter dans le cadre de leurs activités avec le Groupe.

Formation relative à la lutte contre la corruption et les pots-de-vin

La politique AB&C de Citi s'applique aux salariés du Groupe et est accessible via le Répertoire des politiques internes de Citi. Les exigences de la politique sont renforcées par la formation AB&C.

Les salariés du Groupe sont tenus de suivre chaque année la formation AML, Sanctions et conformité AB&C, ce qui leur permet d'acquérir une compréhension de base de ces trois domaines de risque. Le contenu de la formation vise à être conforme aux normes d'entreprise, fonctionnelles et réglementaires, à la fois globales et locales.

Le programme AB&C de Citi prévoit une évaluation annuelle des besoins en formation et un plan de formation en matière de conformité. L'équipe AB&C procède à une évaluation indépendante des besoins en formation afin de déterminer les cours et le contenu à fournir aux publics ciblés, en s'inscrivant

dans une approche fondée sur les risques. Elle couvre des sujets généraux et des exigences locales et examine la manière de les appliquer aux différentes fonctions professionnelles dans le but de fournir au personnel du Groupe une compréhension et des connaissances en matière de prévention, d'identification et de détection des cas de corruption et de pots-de-vin et de les aider à appréhender les questions identifiées en vue de leur escalade. Le contenu et la fréquence des formations ciblées AB&C sont alignés sur les exigences du Programme global de formation de Citi en matière de conformité. Une formation spécialisée couvrant la prévention, l'identification et l'atténuation du risque de corruption est dispensée aux métiers, fonctions, zones géographiques et entités juridiques ciblées, le cas échéant.

Tous les salariés, y compris les salariés du Groupe qui sont également membres du Conseil d'administration, reçoivent la formation globale annuelle obligatoire AB&C, ce qui est conforme aux exigences de la Politique AB&C de Citi. Tous les salariés impliqués dans des fonctions soumises à risque bénéficient d'une formation AB&C pertinente et ciblée.

Consciente que certains rôles et zones géographiques sont exposés à des risques élevés, l'équipe AB&C complète sa formation annuelle globale par des sessions de formation spécialisées supplémentaires destinées aux salariés à risque élevé et aux salariés directement impliqués dans l'identification et la gestion du risque de corruption. Le programme est élaboré sur la base d'une évaluation des besoins en formation qui tient compte des processus d'évaluation des risques du Groupe, des politiques nouvelles et révisées, des résultats des examens et tests internes, des évolutions de la législation et de la réglementation ainsi que des besoins spécifiques de certaines fonctions.

Citi procède chaque année à une évaluation des risques d'entreprise, à laquelle participe le Groupe, afin d'identifier les secteurs d'activité susceptibles d'être exposés à un risque de corruption plus élevé. Les activités et fonctions considérées comme présentant un risque accru de corruption sont soumises à des contrôles plus stricts et à une surveillance plus fréquente.

Au cours de la période de déclaration cours, le Groupe considère les activités et fonctions à risque accru comme celles qui s'engagent dans des activités présentant un risque accru de corruption et qui sont ensuite identifiées pour recevoir une formation dans le cadre de l'évaluation annuelle des besoins en formation. Ces activités et fonctions peuvent être impliquées dans des relations avec des tiers externes (« External Third-Party Relationships », ETPR) présentant des risques accrus de corruption, la gestion des relations avec des apporteurs d'affaires (« Business Introducer », BI), les échanges avec des agents publics et les opérations, entre autres.

Les salariés travaillant dans des fonctions présentant un risque accru de corruption, notamment la gestion des relations avec les ETPR et les BI, bénéficient de différentes formations ciblées, notamment :

Gestion des risques ETPR :

- Les responsables des relations avec des parties tierces au sein des lignes de défense reçoivent une formation annuelle ciblée sur les pratiques de gestion du risque de corruption tout au long du cycle de vie de la relation avec les parties tierces.
- Le groupe de services immobiliers de Citi reçoit une formation annuelle sur les facteurs de risque de corruption et les signaux d'alerte en sa qualité de gérant des ETPR impliqués dans les contrats de construction, les relations avec les propriétaires, etc.
- Des formations ciblées sont également dispensées aux salariés de l'équipe Opérations en charge du traitement des factures reçues de parties tierces pour paiement par le Groupe.

Gestion du risque BI :

- Dans le cadre de la formation annuelle Conformité AML, Sanctions et AB&C, complétée par des programmes de formation ciblées, les salariés du Groupe sont sensibilisés aux facteurs nécessaires à la désignation d'un BI comme tel.
- Les besoins de formation ciblées pour les personnes impliquées dans la gestion d'une relation avec des BI sont ensuite évalués sur une base annuelle et attribués aux produits, clusters et fonctions pertinents selon une approche fondée sur les risques. Les BI eux-mêmes reçoivent également une formation AB&C dans les 90 jours suivant l'entrée en affaires.

Échange avec agents publics :

- Dans le cadre de la formation annuelle AML, Sanctions et Conformité AB&C, complétée le cas échéant par une formation ciblée, les salariés du Groupe reçoivent une formation sur la définition et le champ d'application des Agents publics ainsi que sur les activités et les échanges avec les agents publics qui nécessitent de mobiliser le Programme AB&C de Citi (par exemple, approbation préalable, conseil).

Opérations :

- Les salariés des métiers du Groupe qui proposent diverses transactions de levée de capitaux et de financement standard et sur mesure, notamment les émissions de titres, le financement et les services de conseil en fusions et acquisitions (collectivement dénommés les « Opérations ») reçoivent une formation AB&C ciblée sur l'identification et l'escalade des risques de corruption et des signaux d'alerte dans les Opérations.

Mécanismes de prévention et de gestion des incidents liés à des cas de corruption et de versement de pots-de-vin

Le Groupe s'efforce de travailler avec la plus grande intégrité et de respecter les normes éthiques les plus strictes. Le programme AB&C de Citi se compose de politiques écrites, de normes, de procédures et de contrôles internes raisonnablement conçus pour prévenir, identifier et traiter les cas de corruption et de versements de pots-de-vin, et comprend :

- le processus de gestion des risques (surveillance, gouvernance, indicateurs et escalade)
- un processus d'évaluation des risques
- la communication et la formation du personnel du Groupe à tous les niveaux
- l'examen et l'approbation préalable des cadeaux d'affaires, des divertissements, des voyages et des hébergements ainsi que des recrutements, des dons caritatifs et des dons à des partis politiques et des transactions sous la direction du gouvernement (notamment les paiements de subventions)
- l'obligation de vigilance raisonnable vis-à-vis des relations avec des tiers externes, des transactions opérationnelles, des fusions-acquisitions et investissements pour compte propre et l'examen et l'évaluation des nouvelles activités, notamment les produits et services offerts par le Groupe
- l'intégration de dispositions de lutte contre la corruption dans les accords pertinents, le cas échéant
- les canaux d'escalade et de signalement des problèmes, notamment les incidents et les préoccupations
- les contrôles financiers et la tenue des registres
- des processus indépendants de surveillance et de test
- l'audit indépendant

Le Groupe a mis en place des procédures pour vérifier que les enquêteurs restent indépendants de la chaîne de gestion impliquée dans l'événement faisant l'objet de l'enquête. Les procédures d'enquête comprennent des exigences relatives à l'évaluation des conflits d'intérêts réels et potentiels afin de confirmer que les enquêtes sont menées de manière indépendante et impartiale.

Le Groupe dispose d'un processus de gouvernance pour gérer les escalades liées aux cas de corruption. La Politique de Citi en matière d'escalade ainsi que la norme et la procédure d'escalade y afférentes définissent les principes et critères relatifs aux questions objets d'une escalade (c'est-à-dire les questions potentielles ou réelles ou toute autre situation susceptible d'avoir des impacts négatifs sur le Groupe, tels que la détérioration de l'activité, l'atteinte à la réputation, la perte ou le préjudice), notamment l'escalade des questions importantes au BRCC (« Business Risk and Control Committee », comité opérationnel des risques et des contrôles) de CEP, au Comité d'audit de CEP et au Conseil d'administration de CEP, le cas échéant.

Conformément à la Politique globale en matière de gestion des problèmes et aux normes et procédures y afférentes, les métiers et fonctions doivent signaler les problèmes aux BRCC désignés, notamment le BRCC de CEP. Les questions et problèmes très graves en termes de risque de corruption et de versement de pots-de-vin sont remontés au BRCC de CEP et au Comité d'audit de CEP pour escalade au Conseil d'administration de CEP, le cas échéant.

Lutte contre la corruption liée aux fournisseurs

Citi a mis en place des exigences qui encouragent le dialogue avec des fournisseurs responsables pour la prévention des problèmes liés à la lutte contre la corruption. Citi a pour objectif de faire des affaires avec des fournisseurs qui observent des pratiques d'affaires responsables et a formulé des exigences à l'égard des fournisseurs pour accompagner cet effort. Les exigences à l'égard des fournisseurs ont été communiquées aux fournisseurs approuvés actifs de Citi et Citi continue de partager et de communiquer ces exigences en interne et en externe.

Les Fournisseurs de Citi sont tenus de respecter les exigences à leur égard et de maintenir un programme de conformité en matière de lutte contre la corruption et les pots-de-vin ainsi que des politiques et procédures conçues et appliquées pour attester de leur respect à toutes les lois en matière de lutte contre la corruption. Les exigences de Citi à l'égard des fournisseurs sont révisées chaque année. Outre les exigences à l'égard des fournisseurs, Citi a défini des lignes directrices destinées aux fournisseurs dans sa Déclaration relative aux principes à l'égard des fournisseurs.

Fraude

Le Groupe gère son exposition aux risques de fraude interne et externe par le biais de politiques et de formations relatives à la gestion des risques de fraude. La Politique en matière de gestion du risque de fraude impose aux salariés de passer par les canaux d'escalade pour signaler les suspicions de fraude.

Tous les salariés et non-salariés effectuant des services pour le Groupe doivent obligatoirement suivre la formation de sensibilisation globale à la fraude. Cette formation exhaustive définit la fraude, fournit des outils et des ressources pour sa prévention et sa détection et décrit les canaux d'escalade pour signaler les cas de fraude. Cette formation doit être validée chaque année et fait l'objet d'une surveillance par le biais du dispositif de gestion des apprentissages. Les besoins en formation sont évalués annuellement.

La protection des actifs des clients est un élément fondamental de l'activité de Citi. Le Groupe a mis en œuvre des mesures de protection des actifs des clients dans les politiques et normes nationales et régionales, à savoir la Politique de protection des actifs des clients (voir ci-après) et la Norme de protection des actifs des clients. La Norme de protection des actifs des clients définit les infractions à la réglementation relative aux actifs des clients et établit un processus permettant d'identifier, d'enquêter, de traiter et de signaler ces infractions/incidents en interne et en externe.

Cette Norme s'applique à CEP et à ses filiales consolidées, sous réserve des lois et réglementations locales (à l'exclusion de la succursale britannique de CEP*). Le public concerné par cette Norme couvre toutes les activités et fonctions ainsi que tous les prestataires tiers de services et agents tiers impliqués dans la protection des actifs des clients ou chargés d'assurer cette protection pour le compte de CEP. Le Conseil d'administration de CEP s'assure en dernier ressort que CEP a mis en place des dispositions efficaces pour protéger les actifs des clients. La formation à cette Norme est dispensée aux salariés occupant des fonctions pertinentes et les besoins en formation sont évalués chaque année. La formation à cette Norme est surveillée par le biais du dispositif de gestion des apprentissages ainsi que par le biais de séances de cours ciblées.

* Les succursales de CEP au Royaume-Uni se conforment à la norme équivalente au Royaume-Uni, conformément aux lois et réglementations locales.

Cybersécurité et sécurité de l'information

Le Code de conduite de Citi décrit les mécanismes permettant d'identifier et de signaler les préoccupations concernant les informations confidentielles, la propriété intellectuelle et les données sensibles, et d'enquêter au besoin. Ces mécanismes englobent les informations des clients, du personnel, des fournisseurs, des partenaires d'affaires et des franchises. Le Code de conduite fournit des directives pour permettre aux salariés de travailler en toute sécurité lorsqu'ils télétravaillent, des mesures préventives pour les incidents liés à la sécurité de l'information et les canaux à contacter pour toute question. Il fournit également des politiques et des procédures pertinentes.

Citi a mis en place un programme de cybersécurité et de sécurité de l'information qui vise à prévenir et à détecter les incidents liés à la sécurité de l'information et à y répondre au besoin. Le programme définit les exigences en vertu desquelles Citi, ses filiales, ses sociétés affiliées et les tiers protègent la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations et des actifs informationnels. Citi doit impérativement protéger ses informations afin de remplir ses obligations envers ses clients, ses partenaires et son personnel, se conformer aux lois, réglementations et devoirs de vigilance applicables en matière de cybersécurité et de sécurité de l'information et répondre aux attentes des régulateurs et des autorités. Citi s'appuie sur une stratégie de défense en profondeur axée sur les menaces qui garantit que plusieurs contrôles fonctionnent de concert contre diverses menaces afin d'accroître la probabilité de prévenir, de détecter et d'atténuer les activités malveillantes. En cas de violation de la sécurité des informations à caractère personnel, Citi s'efforce d'informer les clients concernés conformément à la loi ou à la politique interne.

Les avancées technologiques et la formation continue du personnel sont essentielles dans un monde où la cybersécurité est de plus en plus menacée. Le Groupe déploie d'importants moyens pour protéger les données contre les nouvelles menaces et techniques en constante évolution en matière de cybersécurité. Citi offre des opportunités de formation aux professionnels de la sécurité de l'information, aux experts de la technologie et aux salariés au sens large par le biais du Programme de sensibilisation et de formation du Bureau de la sécurité de l'information. Ce programme englobe le programme consacré à la cybersécurité et à la sécurité de l'information de Citi, qui définit les exigences en vertu desquelles Citi, ses filiales, ses sociétés affiliées et les tiers protègent la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations et des actifs d'information. À travers ce programme, Citi sensibilise les salariés aux conduites à tenir en matière de protection de l'information et des infrastructures de Citi ainsi qu'aux principes de sécurité de l'information dans la culture d'entreprise globale de Citi.

Citi propose également des formations sur le Code de conduite, la sécurité de l'information et la protection des données, qui sont dispensées à tous les salariés et font l'objet d'un suivi dans le cadre du dispositif de gestion des apprentissages, les besoins étant évalués chaque année. Les formations comprennent le cours de Citi sur la cybersécurité et la sécurité de l'information, le cours Aperçu du processus de gestion des incidents de sécurité de l'information (SIRT) et le cours Gestion de la confidentialité et des dossiers.

Indicateurs

Corruption et versement de pots-de-vin

Les salariés du Groupe occupant les fonctions concernées sont tenus de suivre chaque année les formations fondamentales sur la lutte contre la corruption et le versement de pots-de-vin. Ces formations visent à améliorer la compréhension des cadres réglementaires et des exigences en matière de lutte contre la corruption, notamment la manière d'identifier les signaux d'alerte potentiels et d'atténuer les risques associés.

En outre, Citi identifie chaque année les fonctions à risque, qui présentent des risques accrus de corruption, par le biais d'un processus d'évaluation des besoins en formation. L'évaluation tient compte des exigences réglementaires, des évolutions de la législation et des réglementations, des politiques nouvelles ou révisées, des problèmes et des plans d'actions correctives ainsi que des résultats de l'évaluation des risques liés à la lutte contre la corruption. Les salariés des fonctions à risque identifiées sont invités à suivre une formation complémentaire sur la lutte contre la corruption.

Les formations validées sont suivies via le dispositif de gestion des apprentissages. Citi détermine le pourcentage de fonctions à risque couvertes par la formation sur une base annuelle et suit le pourcentage de salariés des fonctions à risque qui reçoivent et suivent des formations supplémentaires sur une base annuelle.

Condamnations et amendes

Le Groupe n'a fait l'objet d'aucune condamnation ou amende pour violation des lois de lutte contre la corruption ou le versement de pots-de-vin au cours de la période considérée.

Mesures prises pour remédier aux violations des politiques de lutte contre la corruption

Les politiques de gouvernance de Citi traitent explicitement les violations de la Politique, des normes et des procédures AB&C, notamment les violations dues à une conduite inappropriée des salariés. Les salariés ont l'obligation permanente de signaler rapidement toute préoccupation ou indication de violations possibles ou avérées des lois, règles et réglementations AB&C applicables ou toute violation de la Politique AB&C à un Responsable ICRM, au Directeur global AB&C, à un Validateur AB&C ou via tout autre Canal d'escalade. Si une violation de la Politique AB&C est confirmée, la gravité de l'incident sera évaluée et, le cas échéant, signalée aux RH afin de prendre les mesures disciplinaires appropriées et/ou d'autres mesures correctives appropriées (c.-à-d. ouverture d'un incident). La politique AB&C de Citi attribue à l'équipe globale de direction AB&C d'évaluer les questions importantes, notamment les préoccupations et les incidents, et de déterminer la marche à suivre pour l'escalade aux comités de direction et de gouvernance appropriés. En cas de violation des politiques, normes et procédures de Citi en matière d'AB&C, le Groupe a adopté des politiques qui étayent la gestion des escalades afin d'identifier et d'escalader le problème de manière appropriée.

Au cours de la période de déclaration, les violations de la Politique AB&C, notamment les violations des normes et procédures afférentes, identifiées par le Groupe, ont été traitées de manière appropriée suite au processus de gestion des violations décrit dans la Norme en matière d'escalade et des mesures correctives appropriées ont été prises (par exemple, améliorations des contrôles ou des processus, formation et communications supplémentaires et mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au licenciement).

Déclaration des responsabilités des administrateurs concernant l'État de durabilité

Les Administrateurs de Citibank Europe Plc. sont responsables de la préparation de l'État de durabilité conformément aux critères applicables, tels qu'énoncés dans le référentiel de publication d'informations applicable en matière de durabilité, à savoir la Partie 28 de la Loi sur les sociétés de 2014, les ESRS, le Règlement Taxinomie et tous les critères supplémentaires utilisés par le Groupe pour compléter et/ou interpréter les critères de ce référentiel. Ces responsabilités se présentent comme suit :

- comprendre le contexte dans lequel s'inscrivent les activités et les relations d'affaires du Groupe et acquérir la compréhension de ses parties prenantes concernées ;
- identifier les impacts réels et potentiels (aussi bien négatifs que positifs) en termes d'enjeux de durabilité ainsi que des risques et opportunités qui affectent ou pourraient raisonnablement affecter la situation financière, la performance financière, les flux de trésorerie, l'accès au financement ou le coût du capital du Groupe à court, moyen ou long terme ;
- évaluer la matérialité des impacts, risques et opportunités identifiés en termes d'enjeux de durabilité en sélectionnant et en appliquant des seuils appropriés ;
- le cas échéant, appliquer des hypothèses et des estimations raisonnables pour préparer l'État de durabilité. Cela inclut la sélection de techniques d'estimation, d'approximation ou de prévision différentes mais acceptables concernant les informations prospectives ;
- présenter le processus d'évaluation de la double matérialité dans l'État de durabilité, conformément aux ESRS, et en rendre compte ;
- s'assurer que le Groupe tient des registres adéquats dans le cadre de la préparation de l'État de durabilité ;
- préciser que le périmètre de consolidation de l'État de durabilité est identique à celui des états financiers et indiquer la mesure dans laquelle l'État de durabilité couvre la chaîne de valeur amont et aval du Groupe (« le périmètre de déclaration ») ;
- inclure les informations importantes concernant la chaîne de valeur qui répondent aux caractéristiques qualitatives énoncées dans les ESRS dans l'État de durabilité lorsque les ESRS l'exigent ;
- se référer et décrire de manière appropriée les critères applicables utilisés ;
- identifier les indicateurs quantitatifs et les montants monétaires déclarés dans l'État de durabilité qui sont soumis à un niveau élevé d'incertitude ;
- présenter les cibles, les objectifs et les autres mesures de performance établis et prendre des mesures visant à atteindre ces cibles, objectifs et mesures de performance ;
- décrire le processus de vigilance raisonnable mis en œuvre en ce qui concerne les enjeux de durabilité du Groupe ; et
- déclarer et préparer les informations prospectives, le cas échéant, sur la base des hypothèses communiquées concernant les événements futurs et les éventuelles actions futures du Groupe.

Les Administrateurs de Citibank Europe Plc. sont également responsables de l'élaboration, de la mise en œuvre et du maintien des contrôles internes qu'ils estiment pertinents pour préparer un État de durabilité conforme à la Partie 28 de la Loi sur les sociétés de 2014 et exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Pour le conseil d'administration :

Le 13 mai 2025

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

KPMG

Audit
1 Harbormaster Place
IFSC Dublin 1 D01 F6F5 Irlande

Tél. +353 1 410 1000
Fax +353 1 412 1122
Internet www.kpmg.ie

KPMG, société de personnes irlandaise et société membre de l'organisation mondiale KPMG de cabinets membres indépendants affiliés à KPMG International Cooperative (« KPMG International »), société suisse

Rapport d'assurance modérée du certificateur aux administrateurs de Citibank Europe Plc**Rapport d'assurance modérée concernant l'État de durabilité****Notre conclusion d'assurance modérée**

Nous avons effectué une mission d'assurance modérée concernant les informations déclarées dans l'État de durabilité (ci-après l'« État de durabilité ») préparé par Citibank Europe Plc (« l'Entité »), inclus dans la section « État de durabilité » aux pages 12 à 74 du Rapport du Conseil d'administration de l'Entité pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, préparé conformément à la Partie 28 de la Loi sur les sociétés de 2014.

Sur la base des procédures réalisées et des preuves obtenues, rien n'a été porté à notre connaissance de nature à nous faire penser que l'État de durabilité de l'Entité pour l'exercice clos n'a pas été préparé, à tous égards importants, conformément à la Partie 28 de la Loi sur les sociétés de 2014, notamment au regard des considérations suivantes :

- la conformité de l'État de durabilité avec les normes européennes d'information en matière de durabilité (ESRS) ;
- le processus mis en œuvre par l'Entité pour identifier les impacts, risques et opportunités matériels en termes de durabilité conformément aux

ESRS ;

- le respect des exigences de déclaration énoncées à l'article 8 du règlement (UE) 2020/852 (le « Règlement Taxinomie ») ; et
- le respect de l'obligation de baliser l'État de durabilité conformément à l'article 1600 de la loi sur les sociétés de 2014.

Fondement de nos conclusions

Nous avons conduit notre mission d'assurance modérée conformément à la norme internationale en matière de missions d'assurance (ISAE) (Irlande) 3000, telle qu'adoptée par l'Autorité irlandaise de contrôle comptable et d'audit (IAASA). Nos responsabilités en vertu de cette norme sont plus amplement décrites dans la section intitulée « Nos responsabilités » de ce rapport.

Les procédures d'une mission d'assurance modérée diffèrent du fait de leur nature et de leur calendrier d'une mission d'assurance raisonnable et sont moins étendues que pour une mission d'assurance raisonnable. En conséquence de quoi, le niveau d'assurance obtenu dans le cadre d'une mission d'assurance modérée est sensiblement inférieur à celui qui aurait été obtenu si une mission d'assurance raisonnable avait été réalisée.

Aucune structure de contrôle interne, quelle que soit son efficacité, ne peut éliminer la possibilité que des fraudes, des erreurs ou des irrégularités puissent se produire et ne soient pas détectées et, comme nous utilisons des tests sélectifs dans le cadre de notre mission, nous ne pouvons garantir que toutes les erreurs ou irrégularités, le cas échéant, seront détectées.

L'État de durabilité contient des informations prospectives, telles que les ambitions, la stratégie, les plans, les attentes et les estimations. Les informations prospectives concernent des événements et des actions qui ne se sont pas encore produits et qui peuvent ne jamais se produire. Nous ne fournissons aucune assurance quant aux hypothèses et à la réalisation de ces informations prospectives.

Nous nous sommes acquittés de nos responsabilités éthiques en vertu des exigences applicables en matière d'éthiques en Irlande et nous sommes restés indépendants de l'Entité conformément aux exigences applicables en matière d'éthique en Irlande, notamment le Code international d'éthique des comptables agréés (y compris les Normes internationales d'indépendance) publié par le Conseil des normes internationales d'éthique des comptables (Code de l'IESBA), les exigences d'indépendance prescrites par la Loi sur les sociétés de 2014 et le Code d'éthique publié par Chartered Accountants Ireland qui sont pertinentes pour notre mission d'assurance modérée relatives à l'État de durabilité en Irlande.

Notre cabinet applique la Norme internationale relative à la gestion de la qualité (ISQM) (Irlande) 1, Gestion de la qualité pour les cabinets qui effectuent des audits ou des examens d'états financiers ou d'autres missions d'assurance ou de services connexes, publiée par l'IAASA. Cette norme impose au cabinet d'audit de concevoir, mettre en œuvre et exploiter un dispositif en matière de gestion de la qualité, notamment des politiques ou procédures relatives au respect des règles éthiques, des normes professionnelles et les dispositions légales et réglementaires applicables.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autre question - Respect de l'exigence de balisage des informations de l'État de durabilité

Nous notons que l'article 1613(3)(c) de la Loi sur les sociétés de 2014 nous impose de rendre compte du respect par l'Entité de l'obligation de balisage des informations de l'État de durabilité conformément à l'Article 1600 de cette Loi. L'article 1600 de la Loi sur les sociétés de 2014 exige que le rapport du Conseil d'administration soit préparé dans le format d'information électronique unique, tel que spécifié à l'article 3 du Règlement délégué (UE) 2019/815 et qu'il soit complété par l'État de durabilité. Toutefois, à la date de publication de notre rapport d'assurance modérée, le format d'information électronique n'a été ni spécifié ni pris effet en vertu du Règlement délégué. Par conséquent, l'Entité n'est pas tenue de baliser les informations contenues dans l'État de durabilité. Cette conclusion ne modifie en rien notre opinion.

Autres informations

Les autres informations sont de la responsabilité des administrateurs. Les autres informations comprennent les parties n'ayant fait l'objet d'aucune assurance dans le rapport du Conseil d'administration aux pages 5 à 11, dans la Déclaration des responsabilités des Administrateurs concernant l'État de durabilité à la page 75, dans le Rapport du Commissaire aux comptes indépendant aux pages 81 à 89, dans les États financiers aux pages 90 à 244, dans l'Information par pays aux pages 245 à 252 et dans l'Annexe 3 : Informations importantes/Avertissements aux pages 320 et 321.

L'État de durabilité et notre Rapport d'assurance modérée à leur sujet ne font pas partie des autres informations. Notre conclusion d'assurance modérée sur l'État de durabilité ne couvre pas les autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance à ce sujet.

L'information comparative en matière de durabilité figurant dans l'État de durabilité inclus dans le Rapport du Conseil d'administration pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 n'a pas été couverte par la mission d'assurance. Par conséquent, l'information comparative en matière de durabilité et les publications afférentes dans l'État de durabilité au titre de cette période ne font l'objet d'aucune assurance.

Responsabilités relatives à l'État de durabilité

Comme plus amplement exposé dans la Déclaration des responsabilités des Administrateurs concernant l'État de durabilité, les administrateurs de l'Entité sont responsables des tâches suivantes :

- préparer, évaluer, présenter et publier l'État de durabilité conformément aux critères pertinents, tels que prescrit par le référentiel d'information applicable en matière de durabilité, à savoir les ESRS, la Partie 28 de la Loi sur les sociétés de 2014, le Règlement Taxinomie, l'obligation de baliser les informations de l'État de durabilité conformément à la Section 1600 de la Loi sur les sociétés de 2014 et tout critère supplémentaire utilisé par l'Entité pour compléter et/ou interpréter les critères de ce référentiel ; et
- élaborer, mettre en œuvre et communiquer son processus d'évaluation de la double matérialité afin d'identifier les informations déclarées dans l'État de durabilité conformément aux ESRS et déclarer ce processus dans l'État de durabilité. Cette responsabilité comprend l'identification et le dialogue avec les parties prenantes de l'Entité identifiées lors du processus d'évaluation de la double matérialité de l'Entité (parties prenantes) afin de comprendre leurs besoins en matière d'information.

Il appartient également aux personnes chargées d'assurer la gouvernance de superviser le processus d'information de l'État de durabilité de l'Entité.

Limites inhérentes à la préparation de l'État de durabilité

Nous avons obtenu une assurance modérée quant à la préparation de l'État de durabilité en application de la Loi sur les sociétés de 2014. Il existe des limites inhérentes à toutes les missions d'assurance.

Ces limites inhérentes se rapportent à la mesure ou à l'évaluation de l'État de durabilité soumis à l'exercice d'assurance modérée et sont plus amplement exposées ci-dessous :

- Les estimations, approximations et/ou prévisions utilisées par l'Entité pour préparer et présenter son État de durabilité sont soumises à une grande incertitude inhérente. La mesure dans laquelle l'État de durabilité contient des informations qualitatives, quantitatives, objectives, subjectives, historiques et prospectives constitue également un degré important d'incertitude. Le choix par la direction pour des techniques d'estimation, d'approximation ou de prévision différentes mais acceptables aurait pu donner lieu à des montants ou à des informations sensiblement différents. Afin de lever toute ambiguïté, l'étendue de notre mission et de nos responsabilités n'a pas comporté les travaux nécessaires pour garantir la fiabilité, la compilation correcte ou l'exactitude des informations prospectives.
- Certains indicateurs déclarés dans l'État de durabilité peuvent être soumis à des limites inhérentes, par exemple les informations se rapportant aux émissions de la chaîne de valeur fournies par des tiers.

- Lorsque des informations estimées, issues d'approximations et/ou prévisionnelles sont fournies par la direction pour les données relatives à la chaîne de valeur, la vérification ou l'analyse comparative de ces informations est soumise à un fort degré d'incertitude et les informations réelles concernant la chaîne de valeur peuvent différer des informations estimées, issues d'approximations ou prévisionnelles fournies par la direction.
- Le cas échéant, comme décrit dans vos déclarations relatives à l'ESRS E1 Changement climatique, la quantification des émissions de GES est soumise à une incertitude de mesure inhérente importante en raison des connaissances scientifiques incomplètes utilisées pour déterminer les facteurs d'émission et les valeurs permettant de combiner les émissions de différents gaz. La quantification des gaz à effet de serre est inévitablement sujette à une incertitude inhérente importante en raison de l'incertitude scientifique et de l'incertitude des estimations. L'incertitude liée à l'évaluation est imputable aux raisons suivantes :
 - i. l'incertitude inhérente à la quantification des contributions, telles que les données d'activité et les facteurs d'émission, qui sont utilisées dans les modèles mathématiques pour estimer les émissions (incertitude de mesure) ;
 - ii. l'impossibilité pour ces modèles de caractériser avec précision et exactitude, en toutes circonstances, les relations entre les diverses contributions et les émissions qui en résultent (incertitude du modèle) ; et
 - iii. le fait que l'incertitude peut augmenter à mesure que les quantités d'émissions présentant différents niveaux d'incertitude de mesure et de calcul sont agrégées (incertitude d'agrégation).
- Les critères supplémentaires développés par l'Entité pour compléter et/ou interpréter les critères du référentiel d'information en matière de durabilité, mentionnés dans la Base de préparation, la nature des enjeux de durabilité et l'absence de normes externes cohérentes contribuent à l'adoption de méthodologies de mesure différentes, mais acceptables, pouvant entraîner des écarts entre les entités. Les méthodologies de mesure adoptées peuvent également avoir une incidence sur la comparabilité des enjeux de durabilité déclarés par différentes organisations et d'une année à l'autre au sein d'une même organisation au fur et à mesure de l'évolution des méthodologies.

Nos responsabilités

Nos objectifs sont de planifier et d'exécuter la mission d'assurance afin d'obtenir une assurance limitée sur le fait que l'État de durabilité entrant dans le champ d'application de notre conclusion est exempté d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un Rapport d'assurance limitée qui inclut nos conclusions. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou globalement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions des utilisateurs prises sur la base de l'État de durabilité.

Dans le cadre d'une mission d'assurance modérée conformément à la norme ISAE (Irlande) 3000, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cette mission. Nous avons également :

- mis en œuvre des procédures d'évaluation des risques, notamment en veillant à comprendre les contrôles internes pertinents pour la mission, afin d'identifier les informations les plus susceptibles de présenter des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et non dans le but de fournir une conclusion sur l'efficacité du contrôle interne de l'Entité.
- élaboré et mis en œuvre des procédures adaptées aux situations où des anomalies significatives sont susceptibles de se produire dans l'État de durabilité. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- élaboré et mis en œuvre des procédures pour évaluer si l'État de durabilité a été préparé conformément aux ESRS, ce qui inclut le processus mis en œuvre par l'Entité pour identifier les impacts, les risques et les opportunités matériels en termes de durabilité.
- élaboré et mis en œuvre des procédures pour évaluer si l'État de durabilité a été préparé conformément au Règlement Taxinomie.
- Eu égard à notre conclusion concernant les obligations d'information et la responsabilité de l'Entité de baliser les informations contenues dans l'État de durabilité conformément à l'article 1600 de la Loi sur les sociétés de 2014, nous évaluons si nous avons pris connaissance de quoi que ce soit suggérant que l'État de durabilité n'a pas été préparé, à tous égards importants, dans ce format spécifié. Toutefois, comme expliqué dans la section « Autre question - Respect de l'exigence de balisage des informations de l'État de durabilité » de notre rapport d'assurance, l'Entité n'est à ce jour pas tenue de baliser les informations contenues dans l'État de durabilité.

Synthèse des travaux réalisés

Une mission d'assurance modérée implique la mise en œuvre de procédures visant à obtenir des éléments probants concernant l'État de durabilité. La nature, le calendrier et l'étendue des procédures sélectionnées dépendent du jugement professionnel, notamment l'identification des informations les plus susceptibles de présenter des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, dans l'État de durabilité.

Les procédures d'une mission d'assurance modérée diffèrent du fait de leur nature et de leur calendrier d'une mission d'assurance raisonnable et sont moins étendues que pour une mission d'assurance raisonnable et sont moins étendues que pour une mission d'assurance raisonnable. Elles dépendent du jugement professionnel, notamment l'identification des informations les plus susceptibles de présenter des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, dans l'État de durabilité. En conséquence de quoi, le niveau d'assurance obtenu dans le cadre d'une mission d'assurance modérée est sensiblement inférieur à celui qui aurait été obtenu si une mission d'assurance raisonnable avait été réalisée.

Dans le cadre de notre mission d'assurance modérée, les procédures que nous avons mises en œuvre ont notamment consisté à :

- prendre connaissance du processus d'information mis en œuvre par l'Entité dans l'établissement de l'État de durabilité, notamment la préparation de l'État de durabilité.
- prendre connaissance du processus d'évaluation de la double matérialité de l'Entité en cherchant à comprendre les sources des informations utilisées par la direction et en examinant la documentation interne de l'Entité relative à ce processus ; et évaluer si les preuves obtenues à partir de nos procédures concernant le processus de l'Entité sont cohérentes avec la description du processus présentée dans l'Évaluation de l'importance ;
- mettre en œuvre des procédures d'évaluation des risques pour comprendre l'Entité et son environnement, notamment le périmètre de déclaration de l'Entité, les informations concernant sa chaîne de valeur et l'identification des risques d'anomalies significatives ;
- élaborer et mettre en œuvre des procédures d'assurance complémentaires (notamment des enquêtes et des procédures analytiques) pour répondre aux risques identifiés d'anomalies significatives ; et
- évaluer la présentation globale de l'État de durabilité et déterminer si l'État de durabilité dans son ensemble, notamment les enjeux de durabilité et les informations déclarées, est publié conformément aux critères applicables.

Objectif de nos travaux d'assurance modérée et personnes vis-à-vis desquelles nous sommes tenus responsables

Notre rapport est établi uniquement en application de l'article 1613 de la loi sur les sociétés de 2014 à l'attention des Administrateurs de l'Entité.

Nos travaux d'assurance ont été effectués de manière à pouvoir signaler aux Administrateurs les points que nous sommes tenus de leur signaler dans un rapport d'assurance modérée et à aucune autre fin. Dans toute la mesure autorisée par la loi, nous déclinons et n'assumons aucune responsabilité envers quiconque autre que l'Entité ou ses Administrateurs, en tant qu'organisation, au titre de nos travaux d'assurance modérée, de ce rapport ou des conclusions que nous avons exprimées.

Patricia Carroll
Pour et au nom de
KPMG

Cabinet d'experts-comptables et commissaires aux comptes

1 Harbournmaster Place
IFSC Dublin 1 D01 F6F5

Le 14 mai 2025

KPMG Confidentiel

BDO

Tél. : +353 1 470 0000
Fax : +353 1 437 0654
Email : info@bdo.ie bdo.ie

Block 3, Mesian Plaza
50-58 Baggot Street Lower
Dublin 2, D02 Y754 Ireland

Autres Bureaux :
103/104 O'Connell St
Limerick, V94 AT85

Brian McEnery (Managing Partner)
Simon Carbery
Stewart Dunne
Chris Fogarty
Patrick Glover

Brian Hughes
Ronan Harbourn
Diamuid Hendrick
Liam Hession
Ken Kilmartin

Stephen McCallion
Aine McInerney
Teresa Morahan
Ursula Moran
Siobhan Phelan

Donal Ryan
Richard Sammon
Gavin Smyth
Richard Warren-Targney

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AUX MEMBRES DE CITIBANK EUROPE PLC**Rapport d'audit des états financiers****Opinion**

Nous avons effectué l'audit des états financiers de Citibank Europe Plc (« la Société ») et des états financiers consolidés de la Société et de ses filiales (« le Groupe ») au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui comprennent les États de la situation financière du Groupe et de la Société, les Comptes de résultat du Groupe et de la Société, les États des autres éléments du résultat global du Groupe et de la Société, les États des flux de trésorerie du Groupe et de la Société, les États des variations des capitaux propres du Groupe et de la Société ainsi que les notes annexes aux états financiers, notamment le résumé des principales méthodes comptables exposées à la note 1. Le référentiel comptable appliqué pour leur préparation est le droit irlandais et les normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne.

À notre avis, les états financiers du Groupe et de la Société :

- donnent une image fidèle et sincère de l'actif, du passif et de la situation financière du Groupe et de la Société au 31 décembre 2024 et de leur résultat pour l'exercice clos à cette date et des flux de trésorerie du Groupe et de la Société pour l'exercice clos à cette date ;
- ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS, tel qu'adopté par l'Union européenne ; et
- ont été établis en conformité avec les dispositions de la loi de 2014 sur les sociétés.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (Irlande) (ISA Irlande) et la législation applicable. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites ci-après dans la section de notre rapport consacrée aux responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit du Groupe et des états financiers de la Société. Nous sommes indépendants du Groupe et de la Société conformément aux exigences d'éthique applicables à pour notre audit des états financiers en Irlande, notamment la Norme d'éthique à l'attention des auditeurs (Irlande) publiée par l'Autorité irlandaise de contrôle comptable et d'audit (« IAASA »), telle qu'appliquée aux entités d'intérêt public, et le Code international d'éthique des comptables agréés (notamment les Normes internationales d'indépendance) publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA) et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités en matière d'éthique conformément à ces exigences.

Nous avons été nommés par les Administrateurs le 23 mai 2024 pour auditer les états financiers du Groupe et de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024. La période complète d'engagement ininterrompu, y compris les renouvellements et reconductions précédentes du cabinet, est de 1 an.

Nous n'avons fourni aucun service hors audit interdit par la norme d'éthique de l'IAASA à l'attention des auditeurs (Irlande) ou par l'article 5(1) du règlement (UE) n° 537/2014 ni au Groupe ni à la Société et nous sommes restés indépendants du Groupe et de la Société dans la conduite de notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Conclusions relatives à la continuité d'exploitation

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs du principe comptable de la continuité de l'exploitation pour l'établissement des états financiers est appropriée.

Notre analyse de l'évaluation par les Administrateurs de la capacité du Groupe et de la Société à continuer d'adopter le principe comptable de la continuité de l'exploitation s'est déroulée comme suit :

- nous avons utilisé notre connaissance du Groupe et de la Société, du secteur des services financiers et de l'environnement économique au sens large pour identifier les risques inhérents au modèle économique. Nous avons analysé la manière dont ces risques pourraient affecter les ressources financières du Groupe et de la Société ou leur capacité à poursuivre leurs activités sur la période de continuité de l'exploitation ;
- Nous avons interrogé la Direction et les personnes chargées de la gouvernance, nous avons mis à jour et approfondi notre compréhension du Groupe et de la Société et de leur environnement en ce qui concerne la continuité de l'exploitation. Ce processus a permis d'identifier les événements et conditions susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre leur exploitation et de déterminer s'il existe une incertitude significative ;
- Nous avons examiné si ces risques peuvent affecter de manière plausible la disponibilité des ressources financières dans un avenir prévisible, en comparant les scénarios baissiers pessimistes mais plausibles pouvant découler des risques identifiés individuellement et collectivement avec le niveau des ressources financières disponibles indiqué dans les prévisions financières du Groupe et de la Société ;
- Nous avons obtenu l'évaluation de la continuité d'exploitation de la direction pour la période de continuité d'exploitation qui couvre une période d'au moins douze mois à compter de la date de signature de cette opinion d'audit ;
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions déterminées par la direction, examiné le caractère approprié des méthodes utilisées pour déterminer ces prévisions en vérifiant et en testant les calculs fournis et éprouvé les hypothèses clés sous-jacentes à ces prévisions. Cette évaluation a consisté à déterminer si les principales hypothèses étaient raisonnables et sensibles aux scénarios alternatifs et aux risques baissiers afin de déterminer si des facteurs d'atténuation appropriés étaient inclus dans les prévisions pour faire face à ce risque ;
- Nous avons déterminé si l'évaluation de la direction a mis en évidence des événements ou des conditions susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre leur exploitation. Nous avons notamment déterminé si la méthode de la direction était appropriée pour identifier de tels événements ou conditions ; et
- Nous avons examiné les informations relatives à la continuité d'exploitation incluses dans le rapport annuel, afin d'apprécier leur caractère approprié et leur conformité avec les normes d'information financière.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons relevé aucune incertitude majeure liée à des événements ou à des conditions qui, pris individuellement ou collectivement, pourraient jeter un doute important sur la capacité du Groupe ou de la Société à poursuivre son exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date d'autorisation de publication des comptes.

Nos responsabilités et celles des Administrateurs concernant le principe de continuité de l'exploitation sont décrites dans les sections correspondantes

de ce rapport. Toutefois, étant donné qu'il est impossible de prévoir les événements ou circonstances futurs, cette déclaration ne constitue pas une garantie quant à la capacité du Groupe et de la société à poursuivre leur exploitation.

Mesure dans laquelle l'audit a permis de détecter des irrégularités, en ce compris les fraudes.

Les irrégularités, en ce compris les fraudes, constituent des cas de non-respect des lois et règlements. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, telles que décrites ci-dessous, afin de détecter les anomalies significatives résultant d'irrégularités, en ce compris les fraudes. La mesure dans laquelle nos procédures permettent de détecter les irrégularités, notamment les fraudes, est plus amplement exposée ci-après :

Identification des risques

Nos procédures visant à identifier les risques d'irrégularités, notamment de fraude, ont notamment reposé sur les travaux suivants :

- Prendre connaissance du cadre juridique et réglementaire applicable au Groupe et à la Société et au secteur dans lequel ils opèrent et prendre en compte le risque de fraude et de non-conformité aux lois et réglementations applicables, notamment les risques de non-conformité aux lois et réglementations relatives à la criminalité financière et à la conformité réglementaire, les exigences d'information réglementaire et la conduite des affaires, et prendre en compte la mesure dans laquelle la non-conformité pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers. Ce faisant, nous avons également tenu compte des lois et réglementations qui ont un impact direct sur les états financiers, telles que la loi sur les sociétés de 2014 et la législation fiscale pertinente.
- S'enquérir auprès de la Direction et des Personnes chargées de la gouvernance (notamment obtenir et examiner les documents justificatifs) des politiques et procédures du Groupe et de la Société concernant :
 - l'identification, l'évaluation et le respect des lois et règlements et s'ils ont connaissance de cas de non-conformité ;
 - la détection et la réponse aux risques de fraude et s'ils ont connaissance d'une fraude avérée, suspectée ou alléguée ; et
 - l'analyse des hypothèses retenues par la Direction dans ses estimations comptables importantes.
- Discuter au sein de l'équipe affectée à la mission et impliquer les spécialistes internes concernés si nécessaire, de la manière dont la fraude pourrait se produire dans les états financiers et du moment auquel elle pourrait se produire ainsi que de tout indicateur potentiel de fraude.

Réponse de l'audit face aux risques identifiés

Nos procédures visant à répondre aux risques identifiés ont notamment inclus les actions suivantes de notre part :

- Examiner les informations fournies dans les états financiers et éprouver les pièces justificatives afin d'évaluer la conformité aux lois et réglementations pertinentes, comme indiqué susmentionné.
- S'enquérir auprès de la Direction des litiges et réclamations réels et potentiels. Nous avons corroboré nos investigations par notre examen des politiques de conformité du Groupe, des procès-verbaux du Conseil d'administration, des documents fournis au Comité d'audit et de la correspondance reçue/envoyée aux organismes de réglementation.
- Mettre en œuvre des procédures analytiques pour identifier toute relation inhabituelle ou inattendue pouvant indiquer des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes.
- Consulter les procès-verbaux des réunions des personnes chargées de la gouvernance d'entreprise et examiner la correspondance avec les autorités fiscales.
- Identifier et vérifier les écritures comptables, en particulier les écritures comptables considérées comme les plus sensibles à la fraude.
- Obtenir des confirmations juridiques auprès de conseillers juridiques concernant les litiges importants et les questions de conformité.
- Éprouver les hypothèses et jugements formulés par la Direction dans ses estimations comptables importantes.
- Demander des informations à la Direction et aux personnes chargées de la gouvernance.
- Examiner les rapports d'audit interne dans la mesure où ils ont trait aux états financiers.

Nous avons examiné les événements ou conditions susceptibles d'alerter sur une incitation ou une pression à commettre une fraude ou d'offrir la possibilité de commettre une fraude. Conformément aux normes d'audit, nous avons mis en œuvre des procédures pour répondre au risque que la direction outrepasser les contrôles. Suite à cet audit, nous ne pensons pas qu'il existe un risque de fraude lié à la comptabilisation des revenus. Nous avons identifié des risques de fraude liés à la valorisation des instruments financiers de niveau 3 et à l'existence et l'exactitude d'instruments dérivés de gré à gré non confirmés.

Nous avons communiqué les lois et les réglementations applicables ainsi que les risques potentiels de fraude à tous les membres de l'équipe affectée à la mission et sommes restés attentifs à toute indication de fraude ou de non-conformité aux lois et réglementations pendant toute la durée de notre audit.

Nos procédures d'audit ont été conçues pour répondre aux risques d'anomalies significatives dans les états financiers, sachant que le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une erreur, dans la mesure où la fraude peut impliquer une dissimulation délibérée au moyen, par exemple, d'une falsification, de fausses déclarations ou d'une complicité. Certaines limites inhérentes sont propres aux procédures d'audit mises en œuvre et plus le non-respect des lois et réglementations est éloigné des événements et des transactions reflétés dans les états financiers, moins nous avons de chances de le détecter.

Question ayant retenu notre attention - informations comparatives

Nous attirons l'attention sur la note 43 des états financiers du Groupe et de la Société qui indique que les informations comparatives présentées au 31 décembre 2023 et pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été retraitées. Ce commentaire ne modifie en rien notre opinion.

Autres questions

Les états financiers du Groupe et de la Société de Citibank Europe Plc au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023 ont été audités par KPMG qui a exprimé une opinion non modifiée sur ces états le 28 mars 2024.

Principales questions couvertes par l'audit

Les principales questions couvertes par l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants dans notre audit des états financiers et comprennent les risques d'anomalies significatives évalués comme les plus importants (provenant ou non de fraudes), notamment ceux qui ont eu le plus d'effet sur la stratégie générale d'audit, l'allocation des ressources durant l'audit et l'orientation des efforts de l'équipe affectée à la mission. Ces questions ont été abordées dans le cadre de notre audit des états financiers dans leur ensemble et dans la formulation de notre opinion à leur sujet, et nous ne formulons pas d'opinion distincte sur ces questions.

IFRS 9 Pertes de crédit attendues

2024 : 288 M\$ (Groupe) 178 M\$ (Société)

2023 : 354 M\$ (Groupe) 206 M\$ (Société)

Principales questions d'audit : IFRS 9 Pertes de crédit attendues

La provision pour pertes de crédit attendues (« expected credit losses », ECL) est un solde significatif et est soumise au jugement de la direction et à l'incertitude attachée à l'estimation. Les principaux domaines au regard desquels nous avons identifié les niveaux les plus élevés de risque lié au jugement et aux estimations de la direction, et par conséquent des niveaux accrus d'attention de l'audit concernant la conformité de CEP à la norme IFRS 9 sont les suivants :

Exactitude des modèles de probabilité de défaut (« PD »)

La constitution de provisions pour couvrir les pertes de crédit attendues est soumise à une complexité, une incertitude, une subjectivité et à l'éventuel biais des hypothèses découlant des modèles de PD utilisés dans le calcul des ECL. Il en résulte un niveau significatif de jugement exercé par la direction. Compte tenu de la nature centralisée des processus de modélisation, nous nous concentrerons principalement sur les processus spécifiques à l'entité juridique tout en tirant parti de l'assurance raisonnable des auditeurs du groupe KPMG US. Par conséquent, notre risque important se concentre sur les modèles scalaires, et en particulier sur l'application dans le modèle EMEA.

Scénarios économiques

Les scénarios économiques ont un impact direct sur l'exactitude et la fiabilité du calcul des ECL. Les scénarios économiques influencent la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), qui sont des composantes clés du modèle d'ECL selon IFRS 9. La direction exerce un jugement important et applique des estimations importantes pour déterminer les scénarios économiques pertinents et les pondérations qui leur sont appliquées.

Nous avons identifié un risque important lié aux erreurs de jugement et d'estimation de la direction concernant :

- la sélection des scénarios,
- les variables économiques significatives qui déterminent les scénarios,
- les pondérations de chaque scénario appliquées au calcul des ECL,
- la manière dont les scénarios sont intégrés aux modèles d'ECL et le respect de la norme IFRS 9.

Informations connexes

Voir la note 1 (j) (méthodes comptables) et les notes 21 et 23.2 (informations financières)

Réponse apportée par l'audit

Nous avons appliqué des procédures détaillées pour évaluer les risques s'agissant du solde des ECL dans les états financiers du Groupe. Dans le cadre de ces procédures d'évaluation des risques, nous avons identifié les portefeuilles qui, à notre avis, sont associés à un risque d'anomalies significatives, notamment ceux résultant de jugements importants de la direction quant à l'estimation des ECL, en raison des données, des méthodes ou des hypothèses.

Exactitude des modèles de PD :

- Nous avons réalisé un examen de bout en bout des processus pour identifier les principaux dispositifs, applications et contrôles utilisés dans :
 - Le processus lié à la provision pour perte de valeur ainsi que le processus et les méthodologies de modélisation, notamment la surveillance, les validations et les approbations des modèles de PD ;
 - Le classement et l'augmentation significative du risque de crédit (« Staging and significant increase in credit risk », SICR) ;
- Nous avons vérifié les contrôles IT généraux appliqués aux principaux dispositifs utilisés dans le processus de transmission des données des modèles de PD et de calcul des ECL ainsi que l'accès IT et les contrôles des modifications des applications de stockage du modèle.
- Nous avons vérifié l'exhaustivité et l'exactitude des éléments de données pertinents identifiés utilisés dans les modèles de PD ECL de CEP en testant les contrôles et en confirmant un échantillon d'éléments de données à l'appui.
- En collaboration avec nos spécialistes du crédit, nous avons testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des contrôles concernant l'autorisation, la validation, la surveillance et le classement des modèles de PD.
- Avec le concours de nos spécialistes du crédit, nous avons inspecté la documentation relative à l'élaboration du modèle et évalué si les mises à jour du modèle au cours de la période étaient raisonnables.
- Nous avons évalué et analysé l'adéquation et le caractère approprié des critères du SICR de la direction pour confirmer la conformité à la norme IFRS 9, en vérifiant que les critères SICR sont prospectifs et tiennent compte à la fois des critères quantitatifs et qualitatifs.
- Nous avons évalué de manière indépendante le caractère raisonnable des résultats du modèle de PD en les comparant à des données externes obtenues de manière indépendante.

Scénarios économiques :

- Nous avons réalisé un examen de bout en bout des procédures et testé l'élaboration, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des principaux contrôles liés à la détermination et à l'estimation des scénarios macro-économiques utilisées pour déterminer les ECL, notamment les pondérations appliquées à ces scénarios.
- Nous avons évalué la méthodologie utilisée pour élaborer et sélectionner les scénarios économiques afin de nous assurer qu'elle est conforme aux normes comptables et aux meilleures pratiques en la matière.
- Avec le concours de notre spécialiste de l'économie, nous avons évalué de manière critique le caractère raisonnable des hypothèses utilisées dans les scénarios économiques et nous avons comparé ces hypothèses aux prévisions économiques externes, aux données historiques et aux tendances sectorielles.
- Nous avons cherché à déterminer si l'opinion de la Direction concernant les informations prospectives (« forward looking information », FLI), c'est-à-dire en ce qui concerne les scénarios de référence, optimistes et pessimistes, était raisonnable, compte tenu de toutes les informations disponibles à la fin de l'exercice, telles que les informations de prévisionnistes externes et de pairs.
- Nous avons effectué une analyse de sensibilité des scénarios utilisés par la Direction en vérifiant la manière dont les ECL évoluent en fonction de la gravité du scénario économique, afin d'évaluer si les hypothèses en termes de FLI sont appropriées.
- Nous avons évalué avec notre spécialiste de l'économie la robustesse des prévisions relatives aux variables macroéconomiques sous-tendant les scénarios économiques de la direction. Plus précisément, nous avons cherché à déterminer le caractère globalement raisonnable des prévisions en nous référant à des prévisions économiques indépendantes et observables.

Nous avons jugé raisonnables les jugements importants exercés par la direction pour déterminer la charge et la provision des ECL, notamment l'exactitude du modèle de PD et les scénarios économiques.

Valorisation des instruments financiers de niveau 3

2024 : Actifs : 963 M\$ (Groupe) 930 M\$ (Société), passifs : 110 M\$ (Groupe) 110 M\$ (Société)

2023 : Actifs : 509 M\$ (Groupe) 483 M\$ (Société), passifs : 173 M\$ (Groupe) 173 M\$ (Société)

Principales questions d'audit : Valorisation des instruments financiers de niveau 3

L'évaluation de certains instruments financiers est considérée comme présentant un risque important résultant d'erreurs et de fraudes lorsque les données de prix non observables, qui requièrent de la direction d'exercer un certain degré de jugement, déterminent une part significative de l'évaluation qui en résulte et que cette évaluation pourrait conduire à une anomalie significative dans les états financiers.

La détermination de la valorisation des instruments financiers considérés comme ne reposant pas sur des données observables, qui correspond à l'estimation par la direction de la juste valeur de l'instrument à la date des états financiers, implique un jugement et une l'assertion de valorisation complexe.

Les données importantes sur les prix ne sont pas observables, ce qui implique des modèles de valorisation complexes ou des données de marché limitées, et l'incertitude attachée à l'évaluation peut être élevée.

La direction formule certaines hypothèses en ce qui concerne la valorisation des instruments financiers. La valorisation des instruments financiers de

niveau 3 tient compte, entre autres, du jugement du trader portant sur au moins une donnée non observable significative. Les hypothèses et/ou opinions importantes utilisées pour les données non observables significatives sont subjectives et peuvent être manipulées par le trader.

La valorisation des instruments financiers de niveau 3 nous apparaît comme une question clé de l'audit car leur calcul est complexe et exige de la direction d'exercer un fort degré de jugement.

Pour les raisons susvisées, l'équipe affectée à la mission considère ce point comme une question clé de l'audit.

Informations connexes

Voir les notes 1 (i) (méthodes comptables) et 25 (informations financières)

Réponse apportée par l'audit

Nous avons appliqué des procédures d'audit détaillées pour évaluer les risques tout au long de la période d'audit à l'ensemble des soldes (c'est-à-dire l'ensemble des instruments financiers détenus par le Groupe à la juste valeur) figurant dans les états financiers du Groupe. Dans le cadre de ces procédures d'évaluation des risques, nous avons identifié les portefeuilles et les paramètres de valorisation associés qui, à notre avis, présentent un risque d'anomalies significatives, notamment ceux résultant de jugements importants de la part de la direction en termes de valorisations, en raison soit de données non observables, soit de modèles complexes.

Nous avons réalisé un examen de bout en bout du processus d'évaluation et testé la conception, la mise en œuvre et l'efficacité opérationnelle des contrôles clés identifiés dans les domaines suivants :

- Données clés utilisées pour la vérification indépendante des prix (« Independent price verification », IPV), y compris l'exhaustivité des positions et des facteurs de risque soumis à ces vérifications ;
- Ajustements de juste valeur (« Fair value adjustments », FVA) ;
- Systèmes IT pertinents pour la valorisation, y compris les interfaces avec les systèmes de risque et les fournisseurs de prix tiers ;
- Validation, exhaustivité, mise en œuvre et utilisation des modèles d'évaluation, y compris les contrôles sur les ajustements des limites et hypothèses des modèles ; et
- Classification des positions dans la hiérarchie de la juste valeur.

En collaboration avec nos spécialistes en valorisation, nous avons :

- évalué de manière indépendante un échantillon d'instruments financiers de niveau 3 (pour traiter le risque de fraude) ;
- obtenu de manière indépendante les principales données de prix dans le cadre de nos recalculs et de notre remise en question.

Nous avons confronté le caractère raisonnable des hypothèses importantes en évaluant le caractère approprié des modèles et méthodologies significatifs utilisés pour calculer les justes valeurs et les FVA et en construisant de manière indépendante les courbes de données de marché significatives utilisées par la Direction dans le cadre du processus de vérification indépendante des prix.

Globalement, nous considérons que la valorisation des instruments financiers de niveau 3 est raisonnable au regard des exigences des normes IFRS.

Notre application du principe de matérialité

Nous définissons la matérialité comme l'ampleur des anomalies, notamment les omissions, dans les états financiers qui, prises individuellement ou dans leur ensemble, pourraient influencer les décisions économiques d'une personne raisonnablement informée prises sur la base des états financiers. Nous appliquons le principe de matérialité à la fois pour planifier l'étendue de nos travaux d'audit et pour évaluer les résultats de nos travaux.

Sur la base de notre jugement professionnel, nous avons déterminé la matérialité et la matérialité de la performance pour les états financiers du Groupe et de la Société dans leur ensemble comme suit :

- La matérialité pour les états financiers du Groupe a été fixée à 110 millions \$, soit près de 0,5 % de l'actif net de l'exercice.
- La matérialité pour les états financiers de la Société a été fixée à 100 millions \$, soit près de 0,5 % de l'actif net de l'exercice.
- La matérialité de performance pour les états financiers du Groupe dans leur ensemble a été fixée à 82,5 millions \$.
- La matérialité de performance pour les états financiers de la Société dans leur ensemble a été fixée à 75 millions \$.

Nous avons appliqué ces seuils ainsi que des considérations qualitatives pour déterminer la portée de notre audit, la nature, le calendrier et l'étendue de nos procédures d'audit et pour évaluer l'incidence des anomalies sur les états financiers du Groupe et de la Société dans leur ensemble.

Nous avons choisi l'actif net comme indicateur de référence car, à notre avis, il correspond à l'environnement réglementaire, à l'attention des parties prenantes et tient compte de l'impact de la croissance du bilan en termes de transformation. Ce choix reflète les priorités des principaux utilisateurs qui se concentrent sur la solidité financière, la liquidité et l'adéquation des fonds propres du Groupe et de la Société. En outre, l'actif net fournit une mesure plus stable et plus fiable d'une année sur l'autre que le résultat avant impôt et notre choix est conforme aux pratiques du secteur observées chez les banques de même catégorie.

Nous avons retenu le seuil de 0,5 % sur la base de notre jugement professionnel et du niveau de perception du risque, sachant que ce seuil se situe également dans la fourchette des indicateurs de référence communément acceptés en matière d'actifs.

Nous avons signalé aux personnes chargées de la gouvernance les erreurs non corrigées relevées dans le cadre de notre processus d'audit au-delà d'un niveau clairement insignifiant de 5 % de la matérialité du Groupe et de la Société (5,5 millions \$ et 5 millions \$, respectivement).

Présentation de la portée de notre audit

La portée de notre audit est dictée par l'application que nous faisons du principe de matérialité. Par conséquent, notre approche d'audit a été élaborée en prenant connaissance des activités du Groupe et de la Société, des principales fonctions exercées pour le compte du conseil d'administration et de l'environnement global de contrôle. Sur la base de cette compréhension, nous avons évalué les aspects des états financiers du Groupe et de la Société qui étaient les plus susceptibles de donner lieu à la présence d'anomalies significatives. En particulier, nous avons examiné les cas dans lesquels les Administrateurs ont émis des jugements subjectifs, par exemple en ce qui concerne les estimations comptables importantes qui impliquaient de formuler des hypothèses et de tenir compte d'événements futurs qui sont de nature incertaine. Comme pour tous nos audits, nous avons également traité le risque de contournement des contrôles internes par la direction, notamment en évaluant s'il existait des preuves de partialité de la part des Administrateurs constituant un risque d'anomalies significatives provenant de fraudes.

Autres informations

Les autres informations sont de la responsabilité des Administrateurs. Les autres informations se composent des informations incluses dans le rapport du conseil d'administration et les états non financiers inclus aux pages 5 à 80, l'État de durabilité en lien avec l'article 1590 de la loi sur les sociétés aux pages 12 à 80, les informations relatives au Règlement Taxinomie de l'Union européenne aux pages 253 à 310 et les notes non auditées aux états financiers qui incluent l'information par pays.

Les états financiers et notre rapport de commissaire aux comptes à leur sujet ne font pas partie des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et, sauf disposition contraire expresse dans ce rapport, nous n'exprimons aucune forme d'assurance à leur sujet.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, notre responsabilité est de consulter les autres informations et, ce faisant, d'examiner si ces autres informations sont significativement incohérentes au regard des états financiers ou des informations que nous avons obtenues dans le cadre de l'audit ou si elles semblent être significativement inexactes. Si nous identifions de telles incohérences ou anomalies significatives manifestes, nous sommes tenus de déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou une anomalie significative dans les autres informations. Si, sur la base de nos travaux, nous concluons qu'il existe une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de le signaler.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Opinions concernant d'autres questions prescrites par la Loi sur les sociétés de 2014

À notre avis, sur la seule base des travaux effectués au cours de l'audit, nous déclarons ce qui suit :

- les informations fournies dans le rapport du conseil d'administration sont cohérentes avec les états financiers ; et
- le rapport du conseil d'administration a été préparé conformément à la loi sur les sociétés de 2014.

Nous avons obtenu toutes les informations et explications qui, à notre connaissance, sont nécessaires aux fins de notre audit.

Questions sur lesquelles nous sommes exceptionnellement tenus de faire un rapport

Sur la base de la connaissance et de la compréhension du Groupe et de la Société et de leur environnement que nous avons acquises dans le cadre de l'audit, nous n'avons relevé aucune anomalie significative dans le rapport du conseil d'administration.

À notre avis, les pièces comptables du Groupe et de la Société étaient suffisantes pour permettre l'audit facile et approprié des états financiers et les états financiers sont en accord avec les pièces comptables.

La Loi sur les sociétés de 2014 exige d'informer l'entité auditée dès lors que, à notre avis, les informations concernant la rémunération des administrateurs et les opérations requises par les articles 305 à 312 de la Loi ne sont pas publiées. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités respectives

Responsabilités des Administrateurs au titre des états financiers

Comme exposé dans l'énoncé des responsabilités des administrateurs figurant en pages 5 à 11, il incombe à ces derniers d'établir les états financiers et de s'assurer qu'ils donnent une image sincère et fidèle, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre d'établir des états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lorsqu'ils établissent les états financiers, les Administrateurs sont tenus d'évaluer la capacité du Groupe et de la Société à poursuivre leur exploitation, de déclarer, le cas échéant, les questions liées à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité de l'exploitation, à moins que la Direction n'ait l'intention de liquider le Groupe ou la Société ou de cesser les activités de ceux-ci, ou n'ait pas d'autre alternative réaliste que de le faire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers considérés dans leur globalité ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de remettre un rapport d'audit présentant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux Normes ISA (Irlande) détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives si, individuellement ou globalement, elles peuvent raisonnablement influencer les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Une description plus détaillée de nos responsabilités en matière d'audit des états financiers figure sur le site Internet de l'IAASA à l'adresse

https://iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8f-a98202dc9c3a/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf.

Cette description fait partie de notre rapport d'audit.

L'objectif de nos travaux d'audit et les personnes à l'égard desquelles nous reconnaissons nos responsabilités

Notre rapport est uniquement destiné aux membres de la Société, en tant qu'entité, conformément à l'article 391 de la Loi sur les sociétés de 2014. Notre travail d'audit a été effectué de manière à ce que nous puissions porter à la connaissance des membres de la Société les informations que nous sommes tenus de leur communiquer dans un rapport de commissaire aux comptes, et à aucune autre fin. Dans toute la mesure autorisée par la loi, nous déclinons et n'assumons aucune responsabilité envers quiconque autre que la Société ou ses membres, en tant que personne morale, au titre de nos travaux d'audit, du présent rapport ou des opinions que nous avons exprimées.

Signé par

FE6652A1DDB54F7

Richard Warren-Tangney

pour et au nom de BDO

Cabinet d'audit comptable

Block 3, Miesian Plaza 50-58 Baggot Street Lower

Dublin 2, Irlande

D02 Y754

Le 14 mai 2025

BDO, société de droit irlandais, est membre de BDO International Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, et fait partie du réseau international BDO de cabinets membres indépendants. BDO est autorisé par l'Institute of Chartered Accountants en Irlande à exercer des activités d'investissement.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	2024 M\$	2023 M\$
Produits d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif	3	5 667	4 181
Produits d'intérêts		5 667	4 181
Charges d'intérêts	3	-3 354	-2 499
Résultat financier net		2 313	1 682
Produits des honoraires et commissions	4	1 833	1 584
Charges d'honoraires et de commissions	4	-402	-261

Produits nets des honoraires et commissions		1 431	1 323
Résultat net de négociation	5	572	387
Produit net des placements	6	85	75
Produit net des autres instruments financiers à la juste valeur			
par le biais du compte de résultat	7	35	8
Gain/(perte) net(te) sur comptabilité de couverture	8	5	-1
Autres produits d'exploitation	9	1 013	873
Résultat net avant dépréciation		5 454	4 347
(Pertes)/gains nets sur instruments financiers	23	-3	38
Produits d'exploitation nets		5 451	4 385
Charges de personnel	11	-1 633	-1 377
Autres charges	13	-1 250	-867
Total des charges d'exploitation		-2 883	-2 244
Résultat avant impôt		2 568	2 141
Impôt sur les sociétés	14	-496	-398
Résultat de l'exercice		2 072	1 743
Résultat attribuable :			
aux actionnaires		1 965	1 728
aux participations ne donnant pas le contrôle		107	15
Résultat de l'exercice		2 072	1 743

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers. Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 mai 2025 et sont signés en son nom par :

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

ÉTAT CONSOLIDÉ DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	2024 M\$	2023 M\$
Résultat de l'exercice		2 072	1 743
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat			
Bénéfice/(perte) sur la réévaluation du passif des prestations définies	15	13	-13
Impôt associé	29	—	1
Éléments reclassés en résultat ou pouvant l'être			
(Perte)/gain de change	24	-172	147
Variation de la réserve de juste valeur (instruments de dettes à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - JVAERG)			
Instruments de dette à la JVAERG - Variation nette de juste valeur		101	338
Instruments de dettes à la JVAERG - reclassés en résultat	6	-50	-20
Impôt associé	29	—	-27
Autres éléments du résultat global de l'exercice – produits/(charges), nets d'impôts		-108	426
Total du résultat global de l'exercice		1 964	2 169
aux actionnaires		1 889	2 129
aux participations ne donnant pas le contrôle		75	40
Total du résultat global de l'exercice		1 964	2 169

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 mai 2025 et sont signés en son nom par :

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Au 31 décembre 2024

		31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	Note	M\$	M\$
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	49 441	45 476
Actifs de négociation	17, 25	13 322	7 858

Instruments financiers dérivés*	18, 25	38 870	33 721
Dérivés de couverture	26	13	2
Titres de placement	19	20 514	17 490
Accords de prise en pension	20	18 093	15 884
Prêts et avances aux banques	21	1 975	2 529
Prêts et avances à la clientèle	21	26 457	25 065
Autres actifs	22	8 862	10 125
Actif d'impôt courant		87	73
Goodwill et immobilisations incorporelles	28	360	462
Immobilisations corporelles	27	415	354
Actifs d'impôt différé	29	213	242
Total de l'actif		178 622	159 281
Passifs			
Dépôts des banques	25	14 944	11 218
Comptes clients	25	67 380	64 891
Instruments financiers dérivés*	18, 25	38 062	33 626
Dérivés de couverture	26	18	24
Accords de mise en pension	23, 25	2 578	968
Dettes subordonnées	31	9 669	8 482
Passif d'impôt courant		87	250
Provisions	32	211	149
Passifs d'impôt différé	29	5	13
Autres passifs	33	25 840	20 091
Total du passif		158 794	139 712
Capitaux propres			
Capital social	34	11	11
Prime d'émission	34	1 963	1 963
Autres réserves (nettes)	24	5 184	5 142
Résultats non distribués		12 071	11 836
Total des capitaux propres hors participations ne donnant pas le contrôle		19 229	18 952
Participations ne donnant pas le contrôle	36	599	617
Total des capitaux propres		19 828	19 569
Total du passif et des capitaux propres		178 622	159 281

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers. Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 mai 2025 et sont signés en son nom par :

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Capitaux propres part du Groupe											
	Note	Capital social	Prime d'émission	Réserve de capital	Réserve de fusion	Réserve de conversion	Réserve de juste valeur	Réserve de capitaux propres	Résultats non distribués	Total des capitaux propres hors participations ne donnant pas le contrôle	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde au 1 ^{er} janvier 2023		11	1 963	2 527	18	-54	-496	7	10 120	14 096	—	14 096
Total du résultat global - bénéfice(perte) :												
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	—	—	—	1 728	1 728	15	1 743
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt :												
Réévaluation du passif au titre des prestations définies	15, 29	—	—	—	—	—	—	—	-12	-12	—	-12
Écarts de conversion des activités à l'étranger	24	—	—	—	—	133	—	—	—	133	14	147
Réserve de juste valeur (actifs financiers JVAERG)		—	—	—	—	—	280	—	—	280	11	291
Total des autres éléments du résultat global		—	—	—	—	133	280	—	-12	401	25	426
Total du résultat global - bénéfice(perte)		—	—	—	—	133	280	—	1 716	2 129	40	2 169
Transactions avec les propriétaires, comptabilisées directement en capitaux propres												
Augmentation de capital résultant d'opérations de fusion et d'opérations sur les fonds propres	24	—	—	2 775	45	—	—	—	—	2 730	11	2 741

Païement fondé sur des actions réglé en capitaux propres	37	—	—	—	—	—	—	-3	—	-3	—	-3
Total des contributions des propriétaires et des distributions aux propriétaires		—	—	2 775	-45	—	—	-3	—	2 727	11	2 738
Acquisition de la filiale avec NCI	36	—	—	—	—	—	—	—	—	—	566	566
Solde au 31 décembre 2023		11	1 963	5 302	-27	79	-216	4	11 836	18 952	617	19 569
Solde au 1^{er} janvier 2024		11	1 963	5 302	-27	79	-216	4	11 836	18 952	617	19 569
Total du résultat global - bénéfice(perte) :												
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	—	—	—	1 965	1 965	107	2 072
Autres éléments du résultat global, nets d'impôt :												
Réévaluation du passif au titre des prestations définies	15, 29	—	—	—	—	—	—	—	14	14	-1	13
Écarts de conversion des activités à l'étranger	24	—	—	—	—	-156	—	—	—	-156	-19	-175
Réserve de juste valeur (actifs financiers JVAERG)		—	—	—	—	—	66	—	—	66	-12	54
Total des autres éléments du résultat global		—	—	—	—	-156	66	—	14	-76	-32	-108
Total du résultat global - bénéfice(perte)		—	—	—	—	-156	66	—	1 979	1 889	75	1 964
Transactions avec les propriétaires, comptabilisées directement en capitaux propres												
Transfert au capital		—	—	160	—	—	—	—	-149	11	-3	8
Païement fondé sur des actions réglé en capitaux propres	37	—	—	—	—	—	—	-28	—	-28	-1	-29
Dividendes versés aux propriétaires		—	—	—	—	—	—	—	-1 595	-1 595	-89	-1 684
Total des contributions des propriétaires et des distributions aux propriétaires		—	—	160	—	—	—	-28	-1 744	-1 612	-93	-1 705
Solde au 31 décembre 2024		11	1 963	5 462	-27	-77	-150	-24	12 071	19 229	599	19 828

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	31 décembre 2024 M\$	31 décembre 2023 (Retraité) M\$
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
Résultat après impôt		2 072	1 743
<i>Ajustements pour :</i>			
Charge d'impôt sur le résultat	14	496	398
Amortissements et dépréciations	13	106	75
Dotations/(reprises) de provisions pour dépréciation de prêts et avances	23	-60	82
Pertes/(récupérations) nettes de dépréciation sur immobilisations	28	108	—
Reprises de provisions et autres mouvements de l'exercice	32	90	-3
Provision utilisée au cours de l'exercice	32	-28	-5
Résultat financier net	3	-2 313	-1 682
Gains nets sur titres de placement	19	-35	-55
Variation des actifs de négociation	17, 25	-5 464	2 245
Variation des actifs d'instruments financiers dérivés*	18, 25	-5 149	-9 517
Variation des accords de prise en pension (supérieurs à 3 mois)	16, 23	-4 706	13 341
Variation des actifs due aux instruments dérivés de couverture	26	-11	2
Variation des prêts et avances aux banques (supérieurs à 3 mois)	16, 21	525	813
Variation des prêts et avances à la clientèle	21, 23	-1 335	-1 381
Variation des autres actifs	22	1 249	188
Variation des dépôts des banques	25	3 726	1 420
Variation des soldes des comptes clients	25	2 489	3 328
Variation des passifs d'instruments financiers dérivés*	18, 25	4 436	9 289
Variation des titres de placement		64	29
Variation des passifs due aux instruments dérivés de couverture	26	-6	3
Variation des autres passifs (hors accords de mise en pension)	14, 30	5 714	-5 541
Variation des accords de mise en pension	33	1 610	-4 429
		3 578	10 343
Intérêts reçus	3	5 667	4 181
Intérêts versés	3	-3 354	-2 499
Impôt sur le résultat payé		-606	-311
Flux net de trésorerie provenant des activités d'exploitation		5 285	11 714
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition de titres de placement		-4 247	-4 344
Cessions de titres de placement		1 194	1 370

Acquisition d'immobilisations corporelles	27	-170	-99
Produits résultant des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	27	21	4
Acquisition d'immobilisations incorporelles	28	-58	-48
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		-3 260	-3 117
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Paie ment des passifs au titre des contrats de location	41	34	18
Intérêts sur passifs au titre des contrats de location	41	-5	—
Produits des émissions de dettes subordonnées	16	1 558	3 852
Produits des apports en capital	24	8	2 741
Dividende versé	42	-1 684	—
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		-89	6 611
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		1 936	15 208
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	16	58 843	44 515
Écarts de change et autres ajustements		-501	-881
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	16	60 278	58 842

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

COMPTE DE RÉSULTAT DE LA SOCIÉTÉ
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	2024 M\$	2023 M\$
Produits d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif	3	4 620	4 014
Produits d'intérêts		4 620	4 014
Charges d'intérêts	3	-3 087	-2 456
Résultat financier net		1 533	1 558
Produits des honoraires et commissions	4	1 657	1 494
Charges d'honoraires et de commissions	4	-386	-261
Produits nets des honoraires et commissions		1 271	1 233
Résultat net de négociation	5	407	418
Produit net des placements	6	332	78
Produit net des autres instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	7	35	8
Autres produits d'exploitation	9	1 030	876
Résultat net avant dépréciation		4 608	4 171
(Pertes)/gains nets sur instruments financiers	23	-14	65
Produits d'exploitation nets		4 594	4 236
Charges de personnel	11	-1 446	-1 345
Autres charges	13	-903	-830
Total des charges d'exploitation		-2 349	-2 175
Résultat avant impôt		2 245	2 061
Impôt sur les sociétés	14	-356	-376
Résultat de l'exercice		1 889	1 685

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 mai 2025 et sont signés en son nom par :

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

ÉTAT DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL DE LA SOCIÉTÉ
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	2024 M\$	2023 M\$
Résultat de l'exercice		1 889	1 685
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat			
Bénéfice/(perte) sur la réévaluation du passif des prestations définies	15	15	-11
Impôt associé	29	—	1
Éléments reclassés en résultat ou pouvant l'être			
(Perte)/gain de change	24	-42	82
Variation de la réserve de juste valeur (instruments de dettes à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - JVAERG)			

Instruments de dette à la JVAERG - Variation nette de juste valeur		145	304
Instruments de dettes à la JVAERG - reclassés en résultat	6	-36	-28
Impôt associé	29	-11	-27
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôts		71	321
Total du résultat global de l'exercice		1 960	2 006

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 mai 2025 et sont signés en son nom par :

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

		31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	Note	M\$	M\$
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	16	48 358	45 338
Actifs de négociation	17, 25	12 876	7 653
Instruments financiers dérivés*	18, 25	38 221	32 707
Titres de placement	19	12 892	9 772
Accords de prise en pension	20	16 004	11 995
Prêts et avances aux banques	21	1 904	2 573
Prêts et avances à la clientèle	21	21 980	20 667
Participations dans des filiales	30	1 713	1 713
Autres actifs	22	7 989	9 483
Actif d'impôt courant		87	73
Goodwill et immobilisations incorporelles	28	147	135
Immobilisations corporelles	27	289	223
Actifs d'impôt différé	29	193	213
Total de l'actif		162 653	142 545
Passifs			
Dépôts des banques	25	14 521	10 870
Comptes clients	25	54 180	51 225
Instruments financiers dérivés*	18, 25	37 439	32 778
Accords de mise en pension	23, 25	2 577	964
Dettes subordonnées	31	9 669	8 482
Passif d'impôt courant		61	134
Provisions	32	187	125
Passifs d'impôt différé	29	5	13
Autres passifs	33	24 876	19 157
Total du passif		143 515	123 748
Capitaux propres			
Capital social	34	11	11
Prime d'émission	34	1 963	1 963
Autres réserves (nettes)	24	5 061	5 029
Résultats non distribués		12 103	11 794
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires		19 138	18 797
Total du passif et des capitaux propres		162 653	142 545

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers.

Les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 mai 2025 et sont signés en son nom par :

Susan Dean
Présidente

Ignacio Gutierrez-Orrantia
Directeur Général

Desmond Crowley
Président du comité d'audit

Fiona Mahon
Secrétaire Général

ÉTAT DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DE LA SOCIÉTÉ

pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Capitaux propres part du Groupe
--	---------------------------------

	Note	Capital social M\$	Prime d'émission M\$	Réserve de capital M\$	Réserve de fusion M\$	Réserve de conversion M\$	Réserve de juste valeur M\$	Réserve de capitaux propres M\$	Résultats non distribués M\$	Total M\$
Solde au 1^{er} janvier 2023		11	1 963	2 527	18	-54	-496	7	10 119	14 095
Total du résultat global - bénéfice/(perte) :										
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	—	—	—	1 685	1 685
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts :										
Réévaluation du passif au titre des prestations définies	15, 29	—	—	—	—	—	—	—	-10	-10
Écarts de conversion des activités à l'étranger	24	—	—	—	—	82	—	—	—	82
Réserve de juste valeur (actifs financiers JVAERG)		—	—	—	—	—	249	—	—	249
Total des autres éléments du résultat global		—	—	—	—	82	249	—	-10	321
Total du résultat global - bénéfice/(perte)		—	—	—	—	82	249	—	1 675	2 006
Transactions avec les propriétaires, comptabilisées directement en capitaux propres										
Augmentation de capital résultant d'opérations de fusion et d'opérations sur les fonds propres	24			2 744	-45					2 699
Païement fondé sur des actions réglé en capitaux propres	37	—	—	—	—	—	—	-3	—	-3
Total des contributions des propriétaires et des distributions aux propriétaires		—	—	2 744	-45	—	—	-3	—	2 696
Solde au 31 décembre 2023		11	1 963	5 271	-27	28	-247	4	11 794	18 797
Solde au 1^{er} janvier 2024		11	1 963	5 271	-27	28	-247	4	11 794	18 797
Total du résultat global - bénéfice/(perte) :										
Résultat de l'exercice		—	—	—	—	—	—	—	1 889	1 889
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts :										
Réévaluation du passif au titre des prestations définies	15, 29								15	15
Écarts de conversion des activités à l'étranger	24	—	—	—	—	-44	—	—	—	-44
Réserve de juste valeur (actifs financiers JVAERG)		—	—	—	—	—	100	—	—	100
Total des autres éléments du résultat global		—	—	—	—	-44	100	—	15	71
Total du résultat global - bénéfice/(perte)		—	—	—	—	-44	100	—	1 904	1 960
Transactions avec les propriétaires, comptabilisées directement en capitaux propres										
Païement fondé sur des actions réglé en capitaux propres	37							-24		-24
Total des contributions des propriétaires et des distributions aux propriétaires		—	—	—	—	—	—	-24	-1 595	-1 619
Solde au 31 décembre 2024		11	1 963	5 271	-27	-16	-147	-20	12 103	19 138

Les notes annexes aux pages 100 à 321 font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE LA SOCIÉTÉ
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

	Note	31 décembre 2024 M\$	31 décembre 2023 (Retraité) M\$
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation			
Résultat après impôt		1 889	1 685
<i>Ajustements pour :</i>			
Charge d'impôt sur le résultat	14	356	376
Amortissements et dépréciations	13	72	66
Dotations/(reprises) de provisions pour dépréciation de prêts et avances	23	-29	-96
Reprises de provisions et autres mouvements de l'exercice	32	92	42
Provision utilisée au cours de l'exercice	32	-27	-5
Résultat financier net	3	-1 533	-1 558
Gains nets sur titres de placement		-25	-50
Variation des actifs de négociation	17, 25	-5 223	2 242
Variation des actifs d'instruments financiers dérivés*	18, 25	-5 514	-10 359
Variation des accords de prise en pension (supérieurs à 3 mois)	16, 23	-3 599	8 443
Variation des prêts et avances aux banques (supérieurs à 3 mois)	16, 21	671	-506
Variation des prêts et avances à la clientèle	21, 23	-1 289	-932
Variation des autres actifs	22	1 480	641
Variation des dépôts des banques	25	3 651	2 012
Variation des soldes des comptes clients	25	2 955	2 153

Variation des passifs d'instruments financiers dérivés*	18, 25	4 661	9 933
Variation des titres de placement		62	—
Variation des autres passifs (hors accords de mise en pension)	14, 30	5 696	-5 244
Variation des accords de mise en pension	33	1 613	-4 433
		5 959	4 410
Intérêts reçus	3	4 620	4 014
Intérêts versés	3	-3 087	-2 456
Impôt sur le résultat payé		-403	-305
Flux net de trésorerie provenant des activités d'exploitation		7 089	5 663
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition de titres de placement		-3 776	-1 454
Cessions de titres de placement		629	813
Acquisition d'immobilisations corporelles	27	-148	-84
Produits résultant des cessions d'immobilisations corporelles	27	13	1
Acquisition d'immobilisations incorporelles	28	-33	-32
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement		-3 315	-756
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Paie ment des passifs au titre des contrats de location	41	30	16
Intérêts sur passifs au titre des contrats de location	41	-4	—
Produits des émissions de dettes subordonnées	16	1 558	3 852
Produits des apports en capital	24	—	1 000
Dividende versé	42	-1 595	—
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement		-11	4 868
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		3 763	9 775
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	16	54 831	44 510
Écarts de change et autres ajustements		-333	546
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	16	58 261	54 831

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

NOTES ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS

1. Principales méthodes comptables

Le Groupe a appliqué de manière cohérente les méthodes comptables exposées ci-dessous à tous les exercices présentés dans ces états financiers, à l'exception des méthodes comptables nouvellement adoptées mentionnées au point 1(c) ci-dessous.

Les méthodes comptables des filiales ont été standardisées dans le processus d'établissement des états financiers consolidés, le cas échéant, afin d'assurer la cohérence dans tous les aspects significatifs avec les méthodes comptables adoptées par le Groupe.

a) Base de la présentation

Les états financiers ont été établis conformément aux normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles qu'adoptées par l'Union européenne (« UE ») et applicables pour l'exercice clos le 31 décembre 2024. Les états financiers sont également conformes aux dispositions de la Loi sur les sociétés de 2014 (Companies Act de 2014) et aux dispositions applicables aux établissements de crédit de l'Union européenne : Règlement de 2015 sur les états financiers applicable aux sociétés présentant leurs états financiers selon les normes IFRS. Les méthodes comptables ont été appliquées de manière cohérente et sont conformes à celles de l'année précédente, sauf indication contraire.

Ces états financiers sont établis sur la base du principe de la continuité de l'exploitation et selon la convention du coût historique telle que modifiée pour inclure la juste valeur de certains instruments financiers dans la mesure où cela est permis ou exigé par les normes comptables et prévu par les méthodes comptables utilisées.

Ces états financiers consolidés comprennent Citibank Europe Plc (« la Société » ou « CEP ») et le « Groupe » (CEP et ses filiales).

b) Monnaie fonctionnelle et de présentation

Ces états financiers sont présentés en dollars US (dollars américains), qui est la monnaie fonctionnelle du Groupe.

c) Changements dans les méthodes comptables et les informations à fournir

Normes publiées et applicables

Un certain nombre de normes comptables ont été modifiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et sont entrées en vigueur en 2024. Il s'agit des normes suivantes :

- Passifs non courants assortis de clauses restrictives - amendements d'IAS 1 ;
- Classification des passifs comme courants ou non courants - amendements d'IAS 1 ;
- Obligation locative consécutive à une opération de cession bail - amendements d'IFRS 16 ;
- Ententes de financement de fournisseurs - Amendements d'IAS 7 et d'IFRS 7.

Ces normes n'ont aucun impact ou n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers.

Normes et amendements publiés mais qui ne sont pas encore entrés en vigueur au 31 décembre 2024

Les normes comptables et modifications présentées ci-dessous ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore en vigueur vis-à-vis du Groupe. Le Groupe n'envisage pas d'adoption anticipée de ces normes. Ces normes ne devraient pas d'impact significatif sur le Groupe au moment de leur adoption, à l'exception de la norme IFRS 18, pour laquelle l'évaluation de l'impact potentiel est en cours.

- Absence de convertibilité - Amendements d'IAS 21, entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2025 ;

- Classement et évaluation des instruments financiers - Amendements d'IFRS 9 et d'IFRS 7, date d'entrée en vigueur prévue le 1^{er} janvier 2026 ;
- Améliorations annuelles des normes comptables IFRS - Volume 11, date d'entrée en vigueur prévue le 1^{er} janvier 2026 ;
- Contrats faisant référence à l'électricité dépendante de facteurs naturels - Amendements d'IFRS 9 et d'IFRS 7, date d'entrée en vigueur prévue le 1^{er} janvier 2026 ;

Normes et amendements publiés mais qui ne sont pas encore entrés en vigueur au 31 décembre 2024 (suite)

- IFRS 18 Présentation et informations à fournir dans les états financiers, date d'entrée en vigueur prévue le 1^{er} janvier 2027 ;
- IFRS 19 Filiales sans responsabilité publique : informations à fournir, date d'entrée en vigueur prévue le 1^{er} janvier 2027 ;
- Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et son entreprise associée ou sa coentreprise - Amendements d'IFRS 10 et d'IAS 28, disponibles en vue d'une adoption facultative, date d'entrée en vigueur reportée pour une période indéfinie.

d) Produits d'intérêts et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs financiers sont comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »). Selon cette méthode, les commissions et coûts directs directement attribuables à l'octroi, au refinancement ou à la restructuration de prêts et à certains engagements de prêts sont différés et amortis en fonction des intérêts gagnés sur les prêts et avances sur la durée de vie de l'instrument.

Le TIE est une méthode de calcul du coût amorti d'un actif financier. C'est le taux qui actualise les paiements ou encaissements prévisionnels de trésorerie futurs sur la durée de vie attendue de l'instrument financier à un montant égal :

- à la valeur comptable brute de l'actif financier ; ou
- au coût amorti du passif financier.

Lors du calcul du TIE, le Groupe estime les flux de trésorerie futurs en tenant compte de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier, mais pas des pertes de crédit futures. Pour les actifs initialement comptabilisés comme achetés ou dépréciés, les produits d'intérêts sont calculés en utilisant un taux d'intérêt effectif ajusté en fonction du crédit qui tient compte des pertes de crédit attendues. Un TIE ajusté en fonction du crédit est le taux d'intérêt qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'actif financier au coût amorti d'un actif financier qui est un actif financier déprécié à l'achat ou à l'origine.

Les produits et charges d'intérêts présentés au compte de résultat comprennent :

- Les intérêts sur les actifs et passifs financiers au coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif ;
- Les intérêts sur titres de placement évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ; et
- Les intérêts sur les soldes de trésorerie.

Le Groupe présente les intérêts négatifs payés sur les actifs rémunérés en charges d'intérêts et les produits d'intérêts perçus sur les passifs rémunérés en produits d'intérêts.

Dans la mesure où des commissions initiales sont capitalisées puis qu'il y a une cession partielle de l'actif lié, elles sont reprises au compte de résultat proportionnellement au montant de l'actif cédé.

e) Produits nets des honoraires et commissions

Les produits et charges d'honoraires et de commissions qui font partie intégrante du TIE d'un actif ou passif financier sont inclus dans l'évaluation du TIE (cf. note 1(d) ci-dessus).

Les honoraires liés aux services d'investissement comprennent essentiellement les produits de l'activité de prise ferme et des services de conseil. Ces honoraires sont comptabilisés au moment précis où la prestation du Groupe est effectuée conformément aux conditions d'un accord contractuel, ce qui intervient généralement à la fin de la transaction. Les charges remboursées relatives à ces transactions sont constatées en produits dans les honoraires liés aux services d'investissement.

Les commissions de courtage comprennent principalement des commissions et honoraires provenant des services suivants : exécution de transactions pour les clients sur des Bourses de valeur et marchés de gré à gré ; services d'assistance aux clients pour les transactions de compensation et fourniture de services de courtage et autres opérations de ce type. Les commissions de courtage sont comptabilisées au poste « Produits nets des honoraires et commissions » au moment précis où la prestation de services qui s'y rapporte est réalisée, généralement à la date d'exécution de la transaction.

Les opérations de conservation et de fiducie se composent principalement des droits de garde et des droits de fiducie. Les produits de conservation comprennent de nombreux services liés à l'administration, à la conservation et au reporting des titres libellés dans des devises américaines et non américaines. Les services offerts aux clients comprennent le règlement des opérations, la conservation des titres, la perception des revenus, la notification des opérations sur titres, la tenue de registres et le reporting, les déclarations fiscales et la gestion de trésorerie. Les droits de garde sont comptabilisés au fur et à mesure que le service promis associé est satisfait, ce qui se produit normalement au moment où le service est demandé par le client et fourni par le Groupe. Les honoraires au titre d'activités fiduciaires comprennent les services de fiducie et les services de gestion des placements. En tant que séquestre, le Groupe reçoit, conserve, assure le service et la gestion des actifs sous séquestre des clients tels que des espèces, des titres, des biens (y compris la propriété intellectuelle), des contrats ou d'autres garanties. Le Groupe exerce ses fonctions de séquestre en conservant les fonds pendant la période spécifiée convenue par toutes les parties et perçoit donc ses revenus de manière linéaire sur la durée du contrat.

Les frais de transaction et de service comprennent principalement les frais facturés pour des services de traitement tels que la gestion de trésorerie, les paiements internationaux, la compensation, les virements de fonds internationaux et d'autres services commerciaux. Ces frais sont comptabilisés au fur et à mesure de la prestation du service associé, qui intervient normalement au moment où le service est demandé par le client et fourni par le Groupe.

Les commissions d'engagement comprennent les commissions et frais de service associés pour les lettres de crédit ou autres accords de garantie qui facilitent le financement des clients ou la bonne exécution de leurs obligations. Elles comprennent également des commissions et frais connexes sur les traites ou lettres de change (acceptations bancaires) qui sont tirées sur la banque et qui ont été acceptées par la banque indiquant une promesse inconditionnelle d'honorer ces instruments à leur échéance. La commission d'engagement est comptabilisée linéairement sur la durée de l'engagement.

Les produits provenant des cartes de crédit et bancaires sont principalement composés des commissions interbancaires, qui sont versées aux émetteurs de cartes sur la base des ventes/des achats et de certains frais de carte, y compris les commissions annuelles. Les coûts liés aux programmes de récompense des clients et certains paiements aux partenaires sont comptabilisés en déduction des produits provenant des cartes de crédit et bancaires. Les revenus interbancaires sont comptabilisés comme étant acquis quotidiennement lorsque l'obligation d'exécution du Groupe de transmettre les fonds aux réseaux de paiement est remplie. Les commissions annuelles sur cartes, nettes des frais d'origination, sont étalées et amorties linéairement sur 12 mois. Les coûts liés aux programmes de récompenses associés aux cartes sont comptabilisés lorsque les récompenses sont acquises par les titulaires de carte. Les paiements aux partenaires sont comptabilisés lorsqu'ils sont engagés.

Les frais liés aux dépôts comprennent les frais de service sur les comptes de dépôt et les commissions provenant des activités de gestion de trésorerie et autres services de comptes de dépôt. Ces commissions sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel la prestation correspondante est réalisée.

Les autres produits d'honoraires et de commissions, y compris les commissions de vente, les frais de placement et les commissions de syndication, sont comptabilisés au fur et à mesure de la prestation des services. Ces commissions sont enregistrées dans les produits de commissions au fur et à mesure

qu'elles sont gagnées.

f) Résultat net de négociation

Le résultat net de négociation comprend tous les gains et pertes liés aux actifs et passifs de négociation (à l'exception des variations de juste valeur associées au risque de crédit propre) et comprend toutes les variations de juste valeur réalisées et latentes, ainsi que les intérêts, dividendes et différences de change y afférents.

g) Résultat net sur instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

Le résultat net des instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend tous les gains et pertes liés aux actifs et passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, et comprend les variations de juste valeur réalisées, ainsi que les intérêts, dividendes et différences de change y afférents.

h) Produits de dividendes

Les produits de dividendes sont comptabilisés lorsque le droit à recevoir les produits est établi. Les dividendes sont présentés sous la rubrique « Résultat net de négociation » lorsque le dividende provient d'actifs de négociation.

i) Actifs et passifs financiers

Classification et évaluation

Le Groupe classe les actifs financiers conformément aux exigences de classification et d'évaluation de la norme IFRS 9, qui prévoit que les actifs financiers soient classés sur la base à la fois du modèle économique utilisé pour la gestion des actifs financiers et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier (appelées « Solely Payments of Principal and Interest » ou « SPPI »).

Évaluation du modèle économique

Le modèle économique du Groupe est déterminé à un niveau reflétant la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés ensemble en vue d'atteindre un objectif particulier.

Trois modèles économiques sont disponibles :

- « Hold to collect » - Actifs financiers détenus dans le but de collecter des flux de trésorerie contractuels. Ils sont ensuite évalués au coût amorti et sont comptabilisés dans plusieurs lignes dans l'état de la situation financière du Groupe.
- « Hold to collect and sell » - Actifs financiers détenus dans le but à la fois de collecter des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers. Ils sont comptabilisés dans l'état de la situation financière du Groupe en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.
- « Other » - Actifs financiers ne répondant pas aux critères des deux modèles précédents. Ils sont comptabilisés dans l'état de la situation financière du Groupe à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Le modèle économique du Groupe ne dépend pas des intentions de la direction concernant un instrument donné (il ne s'agit donc pas d'une évaluation instrument par instrument). Cette évaluation est effectuée à un niveau d'agrégation plus élevé. Le niveau d'agrégation se situe à un niveau qui est revu par les principaux dirigeants, ce qui leur permet de prendre les décisions stratégiques pour l'entreprise. Le Groupe utilise plusieurs modèles économiques pour la gestion de ses instruments financiers.

L'évaluation du modèle économique requiert un jugement basé sur les faits et circonstances, en tenant compte de facteurs à la fois quantitatifs et qualitatifs.

Le Groupe prend en considération toutes les preuves pertinentes disponibles à la date de l'évaluation. Ces preuves pertinentes comprennent, sans s'y limiter :

- a) les modalités d'évaluation et de présentation de la performance du modèle économique et les actifs financiers détenus dans le cadre de ce modèle économique aux principaux dirigeants du Groupe ; et
- b) les risques qui affectent la performance du modèle économique (et des actifs financiers détenus au sein de ce modèle économique) et, en particulier, la manière dont ces risques sont gérés ; et
- c) les modalités de rémunération des dirigeants de l'entreprise (par ex., si la rémunération est basée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ; et
- d) la fréquence, le volume et le calendrier des ventes des périodes précédentes, les raisons de ces ventes et les attentes concernant l'activité commerciale future.

Évaluation du caractère exclusif des paiements de principal et d'intérêts des flux de trésorerie contractuels (SPPI)

Si un instrument est détenu dans le cadre d'un modèle économique « détenu à des fins d'encaissement » ou « détenu à des fins d'encaissement et de vente », une évaluation SPPI est nécessaire pour déterminer la classification. Pour une évaluation SPPI, les intérêts sont définis comme la prise en compte de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit associé à l'encours du principal pendant une période de temps. Elle peut également inclure la prise en compte d'autres risques (par ex., le risque de liquidité) et coûts (par ex., les coûts administratifs) basiques associés à la détention de l'actif financier pendant une période donnée et une marge bénéficiaire qui est cohérente avec un accord de prêt basique. D'autres caractéristiques contractuelles qui se traduisent par des flux de trésorerie qui ne sont pas des paiements de principal et d'intérêts conduisent à ce que l'instrument soit évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat (JVCR).

Les conditions contractuelles qui introduisent une exposition à des risques ou à la volatilité des flux de trésorerie contractuels non liés à un accord de prêt de base, comme l'exposition aux variations des cours des actions ou des cours des matières premières, ne donnent pas lieu à des flux de trésorerie contractuels qui respectent les critères SPPI.

Le test des flux de trésorerie contractuels doit être effectué lors de la comptabilisation initiale de l'actif financier et, le cas échéant, à la date de toute modification ultérieure des clauses contractuelles de l'instrument.

1. Actifs financiers - Dérivés et instruments de capitaux propres

Les instruments dérivés et les instruments de capitaux propres entrant dans le champ d'application sont évalués à la juste valeur, les variations étant prises en compte dans le compte de résultat (JVCR). Des exceptions ne peuvent s'appliquer que si le dérivé fait partie d'un programme de comptabilité de couverture.

Le Groupe mesure tous les instruments de capitaux propres relevant de la norme IFRS 9 à la JVCR.

Le Groupe a retenu la méthode comptable de ne pas choisir irrévocablement de classer et d'évaluer les instruments de capitaux propres non détenus à des fins de négociation à la JVAERG car tous les montants comptabilisés en autres éléments du résultat global ne peuvent jamais être reclassés en résultat.

2. Actifs financiers - Instruments de dette

Les catégories de classification et d'évaluation principales suivantes existent pour les actifs financiers instruments de dette :

- Coût amorti ;
- Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG) ; et
- Juste valeur par le biais du compte de résultat (JVCR).

En outre, la norme IFRS 9 prévoit des options spécifiques de désignation pour les actifs financiers/instruments de dette qui sont évalués au « coût amorti » ou à la « JVAERG ». Une entité a la possibilité de désigner ces instruments à la JVCR uniquement lorsque cette désignation élimine ou réduit de manière significative une non-concordance comptable.

Les paragraphes suivants expliquent plus en détail les critères de classification pour les 3 catégories.

Coût amorti

Un actif financier instrument de dette est classé et évalué par la suite au coût amorti (à moins qu'il ne soit désigné dans le cadre de l'option de juste valeur) uniquement si les deux conditions suivantes sont remplies :

- a) Test sur le modèle économique : l'actif financier instrument de dette est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels ; et
- b) Test SPPI : les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des remboursements de principal et des intérêts (SPPI) sur le montant principal restant dû.

Comptabilisation et évaluation initiale

Les prêts et avances, ainsi que les dépôts sont initialement comptabilisés par le Groupe à la date de règlement. Tous les autres instruments financiers (y compris les achats et les ventes normalisés d'actifs financiers) sont comptabilisés à la date de transaction, qui est la date à laquelle le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs et passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur, qui correspond généralement au prix de transaction, majoré, pour les éléments non évalués à la JVCR, des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition ou à l'émission.

Les prêts et avances aux banques et à la clientèle sont classés et évalués au coût amorti selon IFRS 9 sauf s'ils ne satisfont pas au test du modèle économique ou du SPPI.

Comptabilisation des accords de prise en pension et de revente

Les titres cédés dans le cadre d'opérations de mise en pension (« repos ») et les titres acquis en vertu d'accords de revente (prise en pension) ne constituent, pas pour les besoins de comptabilité, une vente (ou un achat) de titres sous-jacents et sont traités comme des opérations de financement garanti dans la mesure où les risques et avantages inhérents à la propriété ne sont pas transférés. La contrepartie versée dans le cadre d'un accord de prise en pension est comptabilisée comme un accord de prise en pension au coût amorti, sauf si elle est désignée, ou doit l'être, à la juste valeur par le biais du compte de résultat. La contrepartie reçue dans le cadre d'un accord de mise en pension est comptabilisée comme un accord de mise en pension évalué au coût amorti, sauf si elle est désignée à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Certaines opérations de prise en pension et de mise en pension seront désignées à la JVCR étant donné que ces opérations sont liées au portefeuille de négociation (instruments financiers qui sont évalués à la JVCR) ou le financent. Dans ce cas, ce choix éliminera ou réduira de manière significative le risque de non-concordance comptable.

JVAERG

Un actif financier est classé et évalué à la JVAERG (à moins qu'il ne soit désigné dans le cadre de l'option de juste valeur) si les deux conditions suivantes sont remplies :

- a) Test du modèle économique : l'actif financier est détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers ; et
- b) Test SPPI : les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont uniquement des remboursements de principal et des intérêts (SPPI) sur le montant principal restant dû.

Les actifs financiers suivants ont été classés à la JVAERG au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 :

Placements en titres de créance

Les placements en titres de créance sont composés d'obligations d'État et d'entreprises. La norme IFRS 9 classe et évalue ces titres de créance à la JVAERG dans la mesure où ils sont détenus dans le cadre d'un modèle économique qui permet de percevoir des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers, sauf en cas de non-respect du critère SPPI.

JVCR

Tout instrument financier n'entrant dans aucune des catégories ci-dessus est classé et évalué à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Par exemple, lorsque l'actif n'est pas détenu dans le cadre d'un modèle économique dont l'objectif est de percevoir les flux de trésorerie contractuels ou d'un modèle économique dont l'objectif est à la fois de percevoir les flux de trésorerie et de vendre les actifs, alors l'actif sera classé à la JVCR. Exemples : actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont la performance est gérée dans le cadre du modèle économique sur la base de la juste valeur.

Par ailleurs, tout instrument pour lequel les caractéristiques de flux de trésorerie contractuels ne comportent pas uniquement des paiements de principal et d'intérêts (c'est-à-dire qu'ils échouent au test SPPI) doit être classé dans la catégorie JVCR.

Les actifs financiers suivants ont été classés et évalués à la JVCR au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 :

Actifs de négociation

Le portefeuille de négociation du Groupe comprend toutes les positions sur instruments financiers et matières premières détenues soit dans une intention de négociation, soit afin de couvrir économiquement d'autres éléments du portefeuille de négociation et qui sont libres de tout engagement restrictif sur leur négociabilité ou qui peuvent être couverts. Les positions détenues dans une intention de négociation sont celles détenues intentionnellement pour une revente à court terme et/ou dans l'intention de tirer profit de différences de prix réelles ou attendues à court terme entre les prix d'achat et de vente ou d'autres variations de prix ou de taux d'intérêt. Le terme « positions » comprend les positions découlant du service au client et de la tenue du marché. L'intention de négociation est démontrée sur la base des stratégies, politiques et procédures établies par le Groupe pour gérer la position ou le portefeuille.

Dans certains cas, le Groupe détient à la fois une position longue et une position courte sur un titre spécifique (ayant exactement le même numéro CUSIP ou un identifiant similaire) classé en actif de négociation. La politique du Groupe consiste à déclarer les positions longues et courtes sur le même titre, lorsque les positions longues et courtes sont classées comme des actifs de négociation avec la même contrepartie sur une base nette.

Contrats dérivés

Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de leur conclusion et sont ensuite réévalués à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des cours cotés sur des marchés actifs ou à l'aide de techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation des flux de trésorerie ou de valorisation d'options, selon le cas. Tous les dérivés sont comptabilisés à l'actif lorsque la juste valeur est positive et au passif lorsque la juste valeur est négative. Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat. Le paiement et la réception d'une marge de variation au titre des dérivés qui font l'objet d'une compensation centrale et qui sont caractérisés comme étant des opérations de règlement sur le marché sont considérés comme des opérations de règlement de ces contrats.

Comptabilité de couverture

Le Groupe se couvre contre le risque de variation de la juste valeur des titres de créance à taux d'intérêt fixe évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Le risque couvert résulte de l'évolution des taux d'intérêt. Dans le cadre de la comptabilité de couverture, le Groupe applique la norme IAS 39. Les contrats d'échange de taux d'intérêt, libellés dans la même devise que les éléments couverts, sont l'instrument de couverture échangeant le taux d'intérêt fixe contre un taux d'intérêt variable. Le gain ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert est comptabilisé dans le résultat net de la comptabilité de couverture. Les produits d'intérêts sur titres de créance sont comptabilisés en résultat net. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés désignés et qualifiés de couverture de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat de la comptabilité de couverture au compte de résultat. Les produits et charges d'intérêts relatifs à la composante d'évaluation des intérêts des dérivés conclus en tant qu'instruments de couverture dans le cadre de la couverture de juste valeur sont comptabilisés en résultat net des opérations de négociation.

3. Dettes financières - Instruments de dette

Il existe deux catégories d'évaluation des passifs financiers : coût amorti et juste valeur par le biais du compte de résultat (incluant une catégorie d'option de juste valeur).

Le Groupe désigne les passifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il existe l'un des éléments suivants :

- Un groupe de passifs financiers ou d'actifs financiers et de passifs financiers est géré et sa performance est évaluée sur la base de la juste valeur ;
- Le fait d'opter pour la juste valeur éliminera ou réduira une non-concordance comptable ; ou
- Le contrat contient un ou plusieurs dérivés incorporés.

Pour les passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat, les variations de juste valeur sont présentées comme suit :

- Les variations de juste valeur imputables au risque de crédit propre au Groupe sont comptabilisées en AERG (à moins que les effets des variations du risque de crédit au passif ne créent ou n'accroissent un décalage comptable dans le compte de résultat) ; et
- Le solde de la variation de la juste valeur du passif est enregistré en compte de résultat.

En cas d'extinction anticipée (par ex., le passif est racheté avant l'échéance), les variations de crédit propre précédemment enregistrées en AERG ne seront pas recyclées dans le compte de résultat. Le solde des AERG est reclassé directement en résultats non distribués.

4. Reclassements

La classification des actifs financiers est déterminée lors de la comptabilisation initiale et les reclassements devraient être extrêmement rares. Un actif financier ne peut être reclassé que si le modèle économique de gestion de l'actif financier change. Le reclassement de passifs financiers n'est pas autorisé.

5. Modifications

Actifs financiers

En cas de modification des conditions d'un actif financier, le Groupe évalue si les flux de trésorerie de l'actif modifié sont sensiblement différents. Si les flux de trésorerie sont sensiblement différents, les droits contractuels sur les flux de trésorerie de l'actif financier initial sont réputés expirés. Dans ce cas, l'actif financier initial est décomptabilisé et un nouvel actif financier est comptabilisé à la juste valeur.

Lorsque les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier sont renégociés ou modifiés d'une autre manière, et que cette renégociation ou modification n'entraîne pas la décomptabilisation de cet actif financier conformément à la norme IFRS 9, le Groupe comptabilise un gain ou une perte de réévaluation dans le résultat sur la base des écarts entre les flux de trésorerie contractuels initiaux et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif initial.

Étant donné que le Groupe classe un actif financier lors de sa comptabilisation initiale sur la base des conditions contractuelles applicables tout au long de la durée de vie de l'instrument, le reclassement sur la base de la variation des flux de trésorerie contractuels d'un actif financier n'est pas autorisé, à moins que l'actif ne soit suffisamment modifié pour être décomptabilisé.

L'indulgence consiste en des allègements accordés à toute facilité, qu'il s'agisse d'un prêt, d'un titre de créance ou d'un prêt engagé mais non tiré, à un débiteur rencontrant ou étant sur le point de rencontrer des difficultés financières afin de lui permettre d'honorer ses engagements financiers (« difficultés financières »).

Chez le Groupe, tout octroi d'une mesure d'indulgence nécessite au préalable une évaluation approfondie de la situation spécifique du débiteur, y compris une analyse à jour de l'accessibilité/de la capacité de remboursement. À cette fin, l'évaluation doit tenir compte de deux facteurs :

1. Le débiteur a-t-il bénéficié d'un allègement ; et
2. Le débiteur rencontre-t-il ou est-il sur le point de rencontrer des difficultés financières ?

Si le Groupe juge qu'un débiteur n'a pas obtenu d'allègement, ou bien qu'il ne rencontre pas de difficultés financières ou qu'il n'est pas sur le point d'en rencontrer, alors ce débiteur ne sera pas classé comme ayant fait l'objet d'une mesure d'indulgence.

Passifs financiers

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque ses conditions sont modifiées et les flux de trésorerie du passif modifié sont sensiblement différents. Dans ce cas, un nouveau passif financier basé sur les conditions modifiées est comptabilisé à la juste valeur. La différence entre la valeur comptable du passif financier éteint et le nouveau passif financier dont les conditions sont modifiées est comptabilisée en résultat.

Si les conditions modifiées ne diffèrent pas sensiblement, le passif n'est pas décomptabilisé.

6. Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés et figurent au bilan pour leur montant net si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Les produits et les charges ne sont présentés sur une base nette que lorsque les normes IFRS le permettent ou pour les gains et pertes résultant d'un groupe de transactions similaires, telles que l'activité de négociation du Groupe.

7. Évaluation de la juste valeur

La « juste valeur » est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation sur le marché principal ou, en son absence, le marché le plus avantageux auquel le Groupe a accès à cette

date.

La juste valeur repose donc sur la notion de prix de sortie. Le Groupe adopte généralement une méthode d'évaluation dite « offre/demande », c'est-à-dire le prix offert pour une position longue ou le prix demandé pour une position courte. En outre, l'exception relative aux portefeuilles (IFRS 13) permet à une entité d'évaluer la juste valeur d'un groupe d'actifs et de passifs financiers présentant un risque de compensation sur la base du prix qui serait reçu pour la vente ou le transfert de la position nette ouverte en matière de risque (c'est-à-dire sur la base d'un portefeuille), conformément aux modalités de gestion des positions en fonction du risque.

La juste valeur d'un passif reflète son risque de non-performance. Lorsqu'elle est disponible, le Groupe évalue la juste valeur d'un instrument financier en utilisant le prix coté sur un marché actif pour cet instrument. Un marché est considéré comme actif si les transactions relatives à l'actif ou au passif ont lieu avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de manière continue des informations sur les prix. En l'absence de prix coté sur un marché actif, le Groupe utilise des techniques de valorisation permettant de maximiser l'utilisation de données observables pertinentes et de minimiser l'utilisation de données non observables. La technique d'évaluation retenue intègre tous les facteurs dont les acteurs du marché tiendraient compte pour fixer le prix d'une transaction.

La meilleure indication de la juste valeur d'un instrument financier lors de sa comptabilisation initiale est généralement le prix de transaction, c'est-à-dire la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue. Si le Groupe détermine que la juste valeur lors de la comptabilisation initiale diffère du prix de transaction et que la juste valeur n'est attestée ni par un prix coté sur un marché actif pour un actif ou un passif identique, ni par une technique d'évaluation utilisant uniquement des données de marchés observables, alors l'instrument financier est initialement évalué à la juste valeur, ajustée pour reporter la différence entre la juste valeur lors de la comptabilisation initiale et le prix de transaction. Par la suite, cet écart est comptabilisé en résultat de manière appropriée sur la durée de vie de l'instrument.

La valeur d'un dépôt à vue n'est pas inférieure au montant payable à vue, actualisé à partir de la première date à laquelle le montant peut être exigé. Le Groupe comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs à la fin de la période pendant laquelle le changement s'est produit.

j) Dépréciation des actifs financiers

La norme IFRS 9 relative à la dépréciation s'applique à tous les instruments de dette évalués au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi qu'aux engagements de prêt et garanties financières hors bilan, y compris :

- Les placements dans des instruments de dette évalués au coût amorti. Ces placements comprennent :
 - les prêts aux entreprises, commerciaux et aux particuliers (y compris les prêts hypothécaires et les créances sur cartes de crédit) ;
 - Les dépôts auprès de banques ; et
 - Les accords de prise en pension et d'emprunts de titres.
- Les placements dans des instruments de dette évalués à la JVAERG ;
- Tous les engagements de prêt irrévocables qui ne sont pas mesurés à la JVCV ;
- Les contrats de garantie financière écrits auxquels s'applique la norme IFRS 9 et qui ne sont pas comptabilisés à la JVCV ;
- Les créances commerciales entrant dans le champ d'application de l'IFRS 15 (Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients) ; et
- Toutes autres créances (par ex., créances de courtage).

Le Groupe comptabilise au compte de résultat, sous forme de perte ou de gain net de dépréciation, le montant des pertes de crédit attendues (ou de reprise) nécessaire pour ajuster la provision pour pertes à la date de clôture au montant devant être comptabilisé.

Modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues

Les provisions pour pertes de crédit sont évaluées à chaque date de clôture sur la base d'un modèle de dépréciation des pertes de crédit attendues en trois étapes (dites « stage ») selon lequel chaque actif financier est classé dans l'un des stages suivants :

- Stage 1 - Comprend les actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Pour ces actifs, une perte de crédit attendue (« expected credit loss », ECL) à 12 mois, c'est-à-dire une estimation pondérée des probabilités de pertes de crédit, est comptabilisée. Les intérêts sont calculés sur la base de la valeur comptable brute de l'actif.
- Stage 2 - Suite à une augmentation significative du risque de crédit par rapport au risque au moment de la comptabilisation initiale de l'actif financier, une provision pour pertes est comptabilisée pour un montant égal à l'intégralité des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif. Les intérêts sont calculés sur la base de la valeur comptable brute de l'actif.

Les pertes de crédit au titre des actifs financiers classés stage 1 et stage 2 sont mesurées comme la valeur actualisée de toutes les insuffisances de flux de trésorerie (c.-à-d. la différence entre les flux de trésorerie dus au Groupe conformément au contrat et les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir).

- Stage 3 - Si un actif financier est considéré comme déprécié, une provision pour pertes égale aux pertes de crédit attendues sur toute la durée de vie sera comptabilisée. Les pertes de crédit correspondent à la différence entre la valeur comptable brute et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. Les produits d'intérêts sont calculés sur la base de la valeur comptable de l'actif, nette de la provision pour pertes, plutôt que sur sa valeur comptable brute.

Mesure des ECL

Les ECL sont une estimation pondérée en fonction des probabilités des pertes de crédit. Elles sont évaluées comme suit :

- *Engagements de prêts non tirés* : la valeur actualisée de la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus au Groupe en cas de tirage de l'engagement et les flux de trésorerie que le Groupe s'attend à recevoir ; et
- *Contrats de garantie financière* : les versements attendus pour rembourser le débiteur diminués des sommes que le Groupe s'attend à recouvrer.

La preuve qu'un actif financier est déprécié (c.-à-d. classé stage 3) inclut des données observables dont le Groupe a connaissance, par ex. une indication de défaut, comme mentionné ci-dessous.

Un actif financier est déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements ayant un impact négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Parmi les indications de dépréciation d'un actif financier figurent les données observables concernant de tels événements, notamment :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'un défaut ou un retard de paiement ;
- Le ou les prêteurs de l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, ont consenti à l'emprunteur une ou des concessions qu'ils n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- Il est probable que l'emprunteur fasse faillite ou fasse l'objet d'une autre restructuration financière ;
- La disparition d'un marché actif pour cet actif financier en raison de difficultés financières ; et
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote qui reflète les pertes de crédit encourues.

Au sein du portefeuille de détail de BHW, les indices objectifs de dépréciation sont notamment un arriéré de paiement de 90 jours ou plus, la résiliation du contrat pour des raisons autres qu'un retard dans le remboursement du produit hypothécaire, l'octroi de modifications aux termes de l'accord

(restructuration) ayant pour conséquence que la valeur actualisée des flux de trésorerie tombe en dessous de la valeur comptable avant modification et la contagion du défaut conformément aux orientations EBA/GL/2016/07 comprenant un certain nombre de facteurs qualitatifs (par exemple, le décès, la faillite, la fraude).

Il peut s'avérer impossible pour le Groupe d'identifier un événement isolé et discret. Au contraire, l'effet combiné de plusieurs événements peut avoir causé la dépréciation.

De plus, lorsqu'il évalue si un placement dans une dette souveraine est déprécié en raison du risque de crédit, le Groupe prend en considération les facteurs suivants :

- L'évaluation par le marché de la qualité de crédit telle que reflétée dans les rendements obligataires.
- Les évaluations de la qualité de crédit par les agences de notation.
- La capacité du pays à accéder aux marchés des capitaux pour émettre de nouveaux emprunts.
- La probabilité d'une restructuration de la dette, entraînant des pertes pour les détenteurs via un abandon volontaire ou obligatoire de dette.
- Les mécanismes de soutien internationaux mis en place pour fournir le soutien nécessaire en tant que « prêteur en dernier ressort » de ce pays, ainsi que l'intention, reflétée dans les déclarations publiques, des gouvernements et des agences d'utiliser ces mécanismes. Cela comprend une évaluation de l'ampleur de ces mécanismes et, quelle que soit l'intention politique, de la capacité à satisfaire les critères requis.

L'estimation d'une perte de crédit attendue (« expected credit loss », ECL) doit être impartiale et pondérée en fonction des probabilités, notamment les informations sur les événements passés, les conditions actuelles, les prévisions raisonnables et justifiables des événements futurs et les conditions économiques à la date de clôture. L'estimation tient également compte de la valeur temps de l'argent.

La mesure d'une ECL est principalement déterminée par l'évaluation de la probabilité de défaut (PD), de la perte en cas de défaut (« loss given default », LG) et de l'exposition en cas de défaut (« exposure at default », EAD) de l'actif financier, les insuffisances de flux de trésorerie étant actualisées à la date de clôture. Pour un actif financier classé stage 1, le Groupe utilise une PD à 12 mois, tandis que pour un actif financier classé stage 2 et stage 3, il utilisera une PD sur toute la durée de vie pour estimer une provision pour dépréciation. Les principales données utilisées dans ces modèles comprennent les informations historiques sur les défauts/pertes, les notations de risque, le secteur, la région et les caractéristiques de la facilité.

Expositions pouvant être gérées par une classification

Les portefeuilles gérés en fonction de critères de classification spécifiques sont gérés font l'objet d'une gestion individuelle lorsque chaque débiteur est noté en fonction du risque.

Une provision pour dépréciation sera estimée pour les prêts aux entreprises en utilisant des modèles dépendant de la taille, de la qualité et de la complexité relatives des portefeuilles.

Approches pour les autres actifs

En ce qui concerne les autres actifs financiers, à savoir les actifs à court terme et simples par nature, si le Groupe n'a pas accès à des informations historiques précises en raison d'une expérience limitée en termes de perte, il applique une approche d'évaluation simplifiée qui peut différer de ce qui est décrit ci-dessus. Cette approche s'appuie sur les modèles existants actuellement utilisés à l'échelle mondiale pour les tests de stress et les informations sur le capital réglementaire, mais elle intègre des composants spécifiquement développés pour rendre les estimations conformes à la norme IFRS 9. Les types d'actifs financiers évalués selon l'approche simplifiée comprennent les expositions en souffrance, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts auprès des banques, les opérations ordinaires de prise en pension, les sommes à recevoir de courtage et les sommes à recevoir des chambres de compensation et les créances commerciales. Les créances se voient assigner des ECL sur la durée de vie dès le jour 1, comme le permet la norme IFRS 9.

Banque de détail BHW

Les ECL pour les expositions au sein du portefeuille de détail de BHW sont calculées sur la base de modèles statistiques pour des groupes d'actifs combinés dans des portefeuilles présentant des caractéristiques communes de risque de crédit (les principaux produits incluent les cartes de crédit, les prêts de trésorerie et les prêts hypothécaires).

Actifs financiers dépréciés achetés ou créés (POCI)

Les actifs financiers dits POCI (« purchased or originated credit impaired ») sont des actifs qui font l'objet d'une dépréciation de crédit lors de leur comptabilisation initiale. Pour les actifs POCI, les ECL sur la durée de vie sont prises en compte dans le calcul du taux d'intérêt effectif lors de la comptabilisation initiale. Par conséquent, les actifs POCI ne comportent pas de provision pour dépréciation lors de leur comptabilisation initiale. Le montant comptabilisé en provision pour pertes postérieurement à la comptabilisation initiale est égal aux variations de l'ECL sur la durée de vie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

Augmentation significative du risque de crédit (« significant increase in credit risk », SICR)

À chaque date de clôture, le Groupe apprécie si le risque de crédit d'un instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale. Lors de cette évaluation, le Groupe prend en compte l'augmentation du risque de défaut (en valeur relative et en valeur absolue) sur la durée de vie attendue de l'actif financier. L'importance d'une variation du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale dépend du risque de défaut au moment de la comptabilisation initiale. Cela signifie que pour une variation en valeur absolue donnée, le risque de survenance d'un défaut sera plus significatif pour un instrument financier présentant un risque initial de défaut plus faible que pour un instrument financier présentant un risque initial de défaut plus élevé. La méthode utilisée pour déterminer si le risque de crédit sur un instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale repose sur une approche multifactorielle et holistique, incluant des informations et des analyses quantitatives et qualitatives.

Déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière significative

L'approche du Groupe en matière d'évaluation de la SICR s'appuie sur une combinaison de critères quantitatifs, qualitatifs, top-down et de seuil.

Critères quantitatifs :

De manière générale, le risque de crédit d'une exposition donnée est réputé avoir augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale si, sur la base de la modélisation quantitative du Groupe :

- la PD sur la durée de vie restante est supérieure à 20 points de base à la date de clôture d'exercice ; et
- il y a eu une augmentation de la PD sur toute la durée de vie entre l'origination et la date de clôture de plus d'un écart-type de la PD sur toute la durée de vie au moment de l'origination.

Critères qualitatifs :

Le risque de crédit peut également être considéré comme ayant augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sur la base de facteurs qualitatifs liés aux processus de gestion du risque de crédit du Groupe qui pourraient ne pas être pleinement pris en compte dans son analyse quantitative. Ce sera le cas pour les expositions répondant à certains critères de risque accrus, tels que le fait d'être placées sur une liste de surveillance ou la classification des expositions restructurées performantes aux fins de déclaration aux organismes de réglementation.

Critères top-down :

Le risque de crédit peut également être considéré comme ayant augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sur la base d'une analyse top-down liée aux processus de gestion du risque de crédit du Groupe qui pourraient ne pas être pleinement pris en compte dans son analyse quantitative. Cela peut inclure l'analyse de cohortes potentiellement vulnérables au sein du portefeuille (p. ex., des secteurs spécifiques) combinée à d'autres attributs de risque de crédit.

Critères de seuil :

- 30 jours d'arriérés (DPD) : Ce seuil suppose une présomption réfutable selon laquelle le risque de crédit a augmenté de manière significative si les paiements contractuels sont en souffrance depuis plus de 30 jours. Cette présomption ne peut être réfutée que si des informations raisonnables et documentées démontrent que le risque de crédit n'a pas augmenté depuis la comptabilisation initiale.
- 200 % d'augmentation de la PD : Les expositions passeront au stage 2 si, à la date de clôture des comptes, il y a eu une augmentation de 200 % entre la PD sur toute la durée de vie restante et la PD d'origine.

Des critères SICR distincts s'appliquent au portefeuille de détail de BHW et comprennent les arriérés de 30 jours, une restructuration et une mesure quantitative basée sur l'analyse de l'évolution du niveau de PD depuis la comptabilisation initiale.

Le Groupe identifie les principaux facteurs qui expliquent l'évolution du risque de crédit des portefeuilles. En règle générale, une augmentation significative du risque de crédit est évaluée sur la base de l'estimation des PD et de la prise en compte de facteurs qualitatifs, chacun étant conçu pour refléter les informations prospectives, sur la base d'un instrument donné comme décrit ci-dessus. Toutefois, si le Groupe identifie un facteur clé qui n'est pas pris en compte dans l'évaluation individuelle en temps voulu, il appréciera l'existence d'informations raisonnables et documentées lui permettant d'effectuer une évaluation complémentaire sur une base collective concernant tout ou partie d'un portefeuille. Le Groupe peut ainsi être amené à conclure qu'un segment ou une partie d'un portefeuille a subi une augmentation significative du risque de crédit.

Les expositions repassent du stage 2 au stage 1 dès lors qu'elles ne répondent plus aux critères d'une augmentation significative du risque de crédit. S'il est prouvé qu'il n'y a plus d'augmentation significative du risque de crédit par rapport à la comptabilisation initiale, la provision pour perte sur un instrument est de nouveau évaluée à l'ECL à 12 mois.

Le Groupe surveille l'efficacité des critères utilisés pour identifier les augmentations significatives du risque de crédit au moyen d'examens réguliers visant à confirmer que :

- les critères permettent d'identifier des augmentations significatives du risque de crédit avant qu'une exposition ne soit en défaut ;
- les critères ne correspondent pas au moment où un actif présente un arriéré de 30 jours – le délai moyen entre l'identification d'une augmentation significative du risque de crédit et le défaut semble raisonnable ;
- les expositions ne sont généralement pas directement transférées de la catégorie « évaluation de l'ECL à 12 mois » à la catégorie « crédit déprécié » ; et
- il n'existe pas de volatilité injustifiée des provisions pour pertes découlant des transferts entre la PD à 12 mois (stage 1) et la PD sur toute la durée de vie (stage 2).

Affectation à un stage

Les actifs financiers peuvent évoluer dans les deux sens d'un stage à l'autre du modèle de dépréciation de l'IFRS 9 en fonction de l'évaluation de l'existence d'une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ou de l'évolution ultérieure de l'actif déprécié.

Afin de déterminer l'étape d'information financière des ECL d'une obligation, le Groupe détermine si l'actif est déjà déprécié (stage 3) ou non (stage 1 et 2). Le stage 2 est déterminé par l'existence d'une détérioration significative du crédit (ou d'une amélioration du crédit) par rapport à la notation de crédit lors de la comptabilisation initiale, telle que décrite plus haut. Les actifs de stage 1 ne présentent pas de dégradation significative de crédit par rapport à la comptabilisation initiale. Tous les actifs financiers nouvellement acquis ou créés (« purchased or originated credit impaired », POCI) qui ne sont pas dépréciés dès leur acquisition ou leur création sont comptabilisés initialement en stage 1.

Les variations des provisions pour pertes de crédit requises, y compris l'impact des mouvements entre le stage 1 et le stage 2, sont comptabilisées au compte de résultat en tant qu'ajustement de la provision pour pertes de crédit.

Durée de vie attendue

Dans le cadre de l'évaluation des ECL, le Groupe doit tenir compte de la durée contractuelle maximale sur laquelle il est exposé au risque de crédit, en ce compris les tirages possibles et l'échéance prévue de l'actif financier. Pour certaines facilités de crédit renouvelables qui n'ont pas une échéance fixe, la durée de vie attendue est estimée sur la base de la période sur laquelle le Groupe est exposé à un risque de crédit et où les pertes de crédit ne seraient pas atténuées par des mesures de gestion.

Garanties financières

Le Groupe apprécie si un contrat de garantie financière détenu fait partie intégrante d'un actif financier et est comptabilisé comme une composante de cet instrument ou est un contrat qui est comptabilisé séparément. Si le Groupe détermine que la garantie fait partie intégrante de l'actif financier, alors toute prime payable dans le cadre de la comptabilisation initiale de l'actif financier est traitée comme un coût de transaction lié à son acquisition. Le Groupe prend en compte l'effet de la protection lors de l'évaluation de la juste valeur de l'instrument de dette et lors de l'évaluation des ECL. Les avantages des instruments d'atténuation du risque de crédit sont comptabilisés en déduction des provisions pour dépréciation.

Si le Groupe détermine que la garantie ne fait pas partie intégrante de l'instrument de dette, il comptabilise un actif représentant tout paiement anticipé de la prime de garantie et un droit à percevoir une contrepartie pour les pertes de crédit. Ces actifs sont comptabilisés en « autres actifs ». Le coût des instruments d'atténuation du risque de crédit est comptabilisé dans les autres charges et amorti sur la durée de la protection. Les recouvrements sont comptabilisés en autres produits.

Définition du défaut, stage 3

La définition du défaut est conforme à celle de l'article 178 du CRR et est cohérente avec celle utilisée aux fins de la gestion interne du risque de crédit pour l'instrument financier concerné. La définition du défaut utilisée à cette fin est appliquée de manière cohérente à tous les instruments financiers, à moins que des informations ne soient disponibles pour démontrer qu'une autre définition du défaut est plus appropriée pour un instrument financier donné. Le Groupe n'a pas modifié la définition du défaut au cours de l'exercice clos en 2024.

Conformément aux directives de la Banque centrale européenne (BCE), le Groupe classe une exposition en tant qu'exposition non performante (« Non-Performing Exposure », NPE) si elle satisfait à l'un ou aux deux critères suivants :

- Il existe des expositions significatives en souffrance depuis plus de 90 jours ; et/ou
- Le débiteur est considéré comme peu susceptible de payer intégralement ses obligations de crédit sans réalisation de la garantie, indépendamment de l'existence d'un quelconque montant en souffrance ou du nombre de jours d'arriérés.

Les NPE comprennent les expositions en défaut, les expositions dépréciées et les prêts sous surveillance qui n'ont pas encore satisfait aux critères de sortie conformément aux orientations de l'Autorité bancaire européenne pour retrouver le statut de « performant ». Par conséquent, toutes les NPE sont en défaut chez Groupe et inversement.

Selon la définition du défaut du Groupe, une exposition est considérée comme en défaut et est classée stage 3 lorsqu'un débiteur présente un retard de paiement de plus de 90 jours sur une obligation de crédit significative ou est considéré comme peu susceptible de s'acquitter intégralement de ses obligations de crédit sans que le Groupe ne recoure à des actions comme la réalisation de la garantie.

Le décompte des jours d'arriérés commence lorsqu'un montant du principal, des intérêts ou des frais n'a pas été versé à la date d'échéance.

Le Groupe a imposé que certaines indications d'évènement de faible probabilité de paiement entraînent une classification obligatoire des défauts, notamment les expositions significatives en souffrance depuis plus de 90 jours, un ajustement de crédit spécifique, la vente d'obligation de crédit, la restructuration pour difficultés et la faillite du débiteur.

Le Groupe a également imposé que certains autres événements financiers et non financiers à « faible probabilité de paiement » déclenchent une évaluation au cas par cas de l'emprunteur afin de déterminer le défaut.

Toutes les expositions en défaut auront une note de risque de débiteur de 8, 9 ou 10 (uniquement pour les débiteurs gérés individuellement ou au sein d'un portefeuille).

Informations prospectives et scénarios économiques multiples

Les estimations doivent prendre en considération les informations sur les événements passés, les conditions actuelles et les prévisions raisonnables et justifiables des événements futurs et de la conjoncture économique. L'application d'informations prospectives (FLI - forward looking information) nécessite un jugement important. Le Groupe a élaboré des modèles qui incluent de multiples scénarios économiques tenant compte de la variabilité et de l'incertitude des pertes attendues, notamment des facteurs tels que les taux de croissance du PIB et les taux de chômage, fournis par les économistes dans le cadre de gestion globale du risque de crédit (« Global Country Risk Management », GCRM) de Citi. Ces estimations sont basées sur des données du portefeuille qui reflètent les attributs de risque actuels des débiteurs et des titres de créance combinés à des projections de pertes dérivées de la migration des notations, des modèles de PD et de pertes construits pour estimer les pertes de crédit stressées pour les portefeuilles de gros. Comme mentionné ci-dessus, ces modèles ont intégré des composants spécifiquement développés pour rendre les estimations conformes à l'IFRS 9. Les modèles PD, LGD et EAD sont calibrés en fonction des modèles historiques observés de défauts et de pertes sur plusieurs années et sont liés à des facteurs économiques. Le modèle reflète une probabilité de perte et une gravité de perte différentes en fonction de prévisions économiques différentes. Le Groupe n'utilise pas de scénarios meilleurs ou pires, mais évalue un nombre représentatif de scénarios (trois lors de l'application d'une approche sophistiquée et lorsque plusieurs scénarios sont considérés comme ayant un impact non linéaire significatif) et pondère les probabilités de ces scénarios pour déterminer l'ECL.

Présentation de la provision pour ECL dans l'état de la situation financière

Les provisions pour ECL sont présentées dans l'état de la situation financière comme suit :

- Actifs financiers évalués au coût amorti : en déduction de la valeur comptable brute de l'actif
- Engagements de prêt et contrats de garantie financière : en tant que provision
- Instruments de dette évalués à la JVAERG : dans la mesure où la valeur comptable de ces actifs financiers est à la juste valeur, aucune provision pour perte n'est comptabilisée dans l'état de la situation financière, cependant, la provision pour perte est comptabilisée dans la réserve de juste valeur.

Passage en perte de prêts et avances

Les prêts (et les comptes de provisions pour dépréciation associés) sont normalement passés en pertes, partiellement ou totalement, lorsqu'il n'existe aucune perspective réaliste de recouvrement. Lorsque des prêts sont garantis, c'est généralement après réception du produit de la réalisation de la sûreté. Lorsque la valeur nette réalisable d'une sûreté a été déterminée et qu'il n'existe aucune attente raisonnable d'un nouveau recouvrement, les passages en perte peuvent intervenir plus tôt. Les recouvrements ultérieurs de montants antérieurement passés en perte sont comptabilisés en gains/(pertes) nets de dépréciation dans le compte de résultat.

k) Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque le droit à recevoir les flux de trésorerie des actifs arrive à expiration, lorsque le Groupe a transféré les actifs ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages découlant de leur propriété ou, dans le cas où le Groupe n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs, lorsqu'il n'a pas conservé le contrôle de ces actifs financiers. Les passifs financiers sont décomptabilisés lorsque la dette est éteinte, en d'autres termes lorsque l'obligation est honorée, annulée, ou a expiré.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier, la différence entre la valeur comptable de l'actif (ou la valeur comptable affectée à la partie de l'actif décomptabilisé) et la somme (i) de la contrepartie reçue et (ii) de tout gain ou perte cumulé qui avait été comptabilisé en AERG est comptabilisée au compte de résultat.

l) Réforme des taux d'intérêt de référence

Quand la base servant à déterminer les flux de trésorerie contractuels d'un actif financier évalué au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou d'un passif financier évalué au coût amorti a changé suite à la réforme du taux d'intérêt de référence, le Groupe met à jour le taux d'intérêt effectif de l'actif ou du passif financier pour tenir compte de ce changement qui est requis par la réforme si les conditions suivantes sont remplies :

- le changement est nécessaire en tant que conséquence directe de la réforme ; et
- la nouvelle base servant à déterminer les flux de trésorerie contractuels est économiquement équivalente à la base précédente.

Quand des modifications ont été apportées à un actif ou à un passif financier en plus de changements de la base servant à déterminer les flux de trésorerie contractuels requis par la réforme des taux d'intérêt de référence, le Groupe a d'abord mis à jour le taux d'intérêt effectif de l'actif ou du passif financier pour tenir compte du changement requis par la réforme des taux d'intérêt de référence. Après quoi, le Groupe a appliqué les méthodes de comptabilisation des modifications à ces changements supplémentaires.

m) Contrats de location

S'agissant des contrats de location, le Groupe comptabilise un actif « droit d'utilisation » (« right-of-use », ROU) à l'actif et un passif correspondant à la date à laquelle l'actif loué est mis à disposition du Groupe pour utilisation. Lors de l'établissement d'un contrat, le Groupe détermine s'il est ou s'il contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation de l'actif identifié pendant une période donnée en échange d'une contrepartie.

Le processus suivant est utilisé pour déterminer si un contrat est ou contient un contrat de location :

- Actif identifié – Un actif est généralement identifié en étant explicitement spécifié dans un contrat. Toutefois, un actif peut également être identifié en étant implicitement spécifié au moment de la mise à disposition de l'actif ;
- Le Groupe a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques provenant de l'utilisation de l'actif pendant toute la durée d'utilisation ;
- Le Groupe a le droit de choisir la manière et la finalité dont/pour laquelle l'actif identifié est utilisé pendant toute la période d'utilisation ;
- Le Groupe a le droit d'exploiter l'actif pendant toute la durée d'utilisation sans que le fournisseur ait le droit de modifier ces instructions d'exploitation ; et
- Le Groupe a conçu l'actif d'une manière qui prédétermine la manière et la finalité dont/pour laquelle il sera utilisé pendant toute la période

d'utilisation.

Le Groupe comptabilise un actif ROU et un passif au titre du contrat de location à la date de début du contrat. L'actif ROU est initialement évalué au coût, qui comprend le montant initial du passif au titre du contrat de location ajusté de tous les paiements de loyers effectués à la date de début du contrat ou avant celle-ci, majoré de tous les coûts directs initiaux engagés et des coûts estimés de démantèlement et de retrait de l'actif sous-jacent ou de restauration de l'actif sous-jacent, minoré des incitations reçues.

Les actifs ROU sont généralement amortis linéairement sur la durée la plus courte entre la durée d'utilité de l'actif et la durée du contrat de location. Le Groupe comptabilise dans l'état de la situation financière un actif ROU et un passif au titre du contrat de location correspondant pour les immeubles de bureaux dont il est locataire.

En outre, l'actif ROU est soumis à un test de dépréciation à chaque période de déclaration et ajusté de certaines réévaluations du passif au titre du contrat de location.

Le Groupe a choisi de ne pas comptabiliser les actifs ROU ni les passifs correspondants au titre de contrats de location portant sur des actifs de faible valeur et des contrats de location de courte durée.

Les paiements associés aux contrats de location de courte durée d'équipements et de véhicules et à tous les contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés linéairement en charges dans l'état de la situation financière. Les contrats de location à court terme sont les contrats d'une durée inférieure ou égale à 12 mois. Les actifs de faible valeur comprennent le matériel informatique et le petit mobilier de bureau.

Le passif au titre du contrat de location est initialement évalué à la valeur actualisée des paiements de loyers non payés à la date de début, en utilisant le taux d'intérêt implicite du contrat. Si ce taux ne peut être facilement déterminé, ce qui est généralement le cas pour les contrats de location au sein du Groupe, le taux d'emprunt marginal (« IBR ») du preneur est utilisé, à savoir le taux que le preneur individuel devrait payer pour emprunter les fonds nécessaires pour obtenir un actif de valeur identique au droit d'utilisation de l'actif comptabilisé dans un environnement économique similaire selon des conditions, des garanties et des modalités similaires. L'IBR est le taux d'intérêt que le Groupe devrait payer pour emprunter sur une base garantie sur une durée similaire un montant égal aux loyers dans un environnement économique similaire.

Les paiements de loyers inclus dans l'évaluation d'un passif au titre du contrat de location comprennent les éléments suivants :

- Les paiements fixes, y compris en substance ;
- Les loyers variables dépendant d'un indice ou d'un taux, initialement évalués sur la base de l'indice ou du taux à la date de début ; et
- Les montants attendus versés au titre d'une garantie résiduelle.

Le passif au titre du contrat de location est évalué au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Il est réévalué pour tenir compte des variations des loyers résultant d'une variation de l'indice ou du taux (autre que les taux d'intérêt variables), si le Groupe est raisonnablement certain d'exercer une option d'achat, de reconduction ou de résiliation, ou si le montant que le Groupe s'attend à payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle varie. Les loyers versés sont répartis entre le principal et la charge d'intérêts. Celle-ci est imputée au compte de résultat sur la durée du contrat de manière à générer un taux d'intérêt périodique constant sur le solde résiduel du passif pour chaque période.

n) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, y compris les biens en pleine propriété et les améliorations locatives, sont présentées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur (voir ci-dessous). Les amortissements sont pratiqués afin d'amortir le coût, diminué de la valeur résiduelle estimée de chaque actif, de manière linéaire sur leur durée d'utilité estimée.

Bâtiments en pleine propriété	50 ans
Baux immobiliers	durée du bail
Améliorations locatives	durée du bail avec un maximum de 10 ans
Véhicules, mobilier et matériel	entre 1 et 10 ans

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, selon le cas, uniquement lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs associés à l'actif iront au Groupe et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts de réparation et d'entretien sont imputés au compte de résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

o) Immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill acquis représente l'excédent de la juste valeur de la contrepartie versée par rapport à la juste valeur des actifs nets identifiables de l'entreprise à la date d'acquisition. Le goodwill est comptabilisé au coût diminué des pertes de valeur cumulées.

Logiciels informatiques

Les dépenses relatives à des logiciels développés en interne sont comptabilisées comme un actif lorsque le Groupe est en mesure de démontrer son intention et sa capacité à mener à bien le développement et à utiliser le logiciel d'une manière qui générera des avantages économiques futurs et peut mesurer de façon fiable les coûts pour achever le développement. Le coût immobilisé des logiciels développés en interne intègre tous les coûts internes et externes directement attribuables au développement du logiciel et est amorti sur sa durée d'utilité.

Les amortissements sont imputés au compte de résultat et présentés dans la rubrique autres charges selon les modalités qui reflètent au mieux les avantages économiques sur leur durée d'utilité économique estimée et leurs valeurs résiduelles sont revues à chaque clôture et ajustées le cas échéant. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes.

Licences de logiciels informatiques acquises	3 à 5 ans
Développement de logiciels informatiques	1 à 10 ans

Autres actifs incorporels - Clientèle

Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les autres actifs incorporels se rapportent aux actifs incorporels correspondant à la clientèle qui sont des actifs identifiables et sont initialement comptabilisés à leur valeur actualisée sur la base des prévisions de flux de trésorerie sur les droits contractuels acquis sur la relation client.

Les amortissements sont imputés au compte de résultat et présentés dans les autres charges selon les modalités qui reflètent au mieux les avantages économiques sur leur durée de vie économique estimée et les valeurs résiduelles sont revues à chaque clôture et ajustées le cas échéant. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes.

Clientèle	3 à 5 ans
-----------	-----------

p) Dépréciation d'actifs non financiers

À chaque date de clôture, le Groupe évalue s'il existe des indications de perte de valeur de son goodwill et de ses actifs incorporels et corporels, notamment les actifs droits d'utilisation et les participations dans des filiales. Ces actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation annuel ou plus fréquemment si des événements ou des changements de circonstances indiquent qu'ils pourraient avoir perdu de la valeur. Le goodwill est affecté à des unités génératrices de trésorerie aux fins des tests de dépréciation. Les provisions pour dépréciation du goodwill ne sont pas reprises. Les pertes de valeur sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique Autres charges.

q) Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat à payer sur les bénéfices est comptabilisé en charges conformément à la législation fiscale en vigueur dans chaque pays au cours de la période au cours de laquelle les bénéfices sont réalisés. Les pertes fiscales reportables sont comptabilisées comme un actif d'impôt différé s'il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible sur lequel ces pertes pourront être imputées. Le montant de l'impôt exigible ou à recevoir correspond à la meilleure estimation du montant d'impôt qui devrait être payé ou reçu et reflète l'incertitude relative à l'impôt sur le revenu, le cas échéant.

Le Groupe considère qu'une position fiscale incertaine existe lorsqu'il estime qu'en fin de compte, à l'avenir, le montant du bénéfice soumis à l'impôt pourrait être supérieur au montant initialement reflété dans ses déclarations fiscales.

Une provision pour impôt exigible est comptabilisée lorsqu'il est jugé probable qu'à l'issue de l'examen d'une position fiscale incertaine par une autorité fiscale, le montant de l'impôt pécuniaire dû à une autorité fiscale ou dû par celle-ci sera modifié à l'avenir. À partir de la comptabilisation, la provision pour impôt exigible ensuite évaluée au montant que le Groupe s'attend en définitive à payer à l'administration fiscale pour régulariser la position.

Des actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour les différences temporelles imposables et déductibles entre la base fiscale des actifs et passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers. Des actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'il existera des bénéfices suffisants sur lesquels ces différences pourront être imputées. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'imposition dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif sera réglé sur la base des taux d'imposition qui sont adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont revus à chaque date de clôture et sont réduits dans la mesure où il n'est plus probable que l'avantage fiscal correspondant sera réalisé. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat.

Impôt complémentaire minimum global

Les règles du Pilier 2 publiées par l'OCDE ont été promulguées ou quasi adoptées dans certains pays où Citigroup exerce ses activités. Au 31 décembre 2024, le gouvernement irlandais et les pays dans lesquels les succursales de la Société sont situées ont promulgué/quasi adopté l'impôt complémentaire minimum global (« règles du Pilier 2 »).

Pour l'exercice clos en 2024, la Société est soumise aux règles du Pilier 2 en Irlande et dans les pays dans lesquels ses succursales sont situées*.

*Notamment en Autriche, en Belgique, en Bulgarie, en République tchèque, au Danemark, en Finlande, en France, en Allemagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège, en Pologne, au Portugal, en Roumanie, en Slovaquie, en Espagne, en Suède et au Royaume-Uni.

Les filiales de la Société devraient être soumises aux Règles du Pilier 2 dans leurs pays respectifs* à l'exclusion de Handlowy-Leasing Sp. z o.o., Bank Handlowy w Warszawie S.A., Handlowy - Inwestycje Sp. z o.o. et Handlowy Financial Services Sp. z o.o., en Pologne, qui devraient être soumises aux règles du Pilier 2 en Irlande.

*Notamment au Royaume-Uni (Capital Residential Fund Nominee No.1 Limited, Capital Residential Fund Nominee No.2 Limited, CIP Property (AIPIF) Nominee No 1 Limited, CIP Property (AIPIF) Nominee No 2 Limited, CIP Property (AIPT) Limited, Vidacos Nominees Limited) et au Luxembourg (Handlowy Investments S.A.)

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sur la base de l'évaluation initiale réalisée par la Société, à l'exception des activités de la Société en Irlande et en Bulgarie, aucun impôt complémentaire ne devrait être dû au titre des succursales ou des filiales de la Société dans l'ensemble des pays où elle opère, tous ces pays étant censés satisfaire à l'un des critères des tests transitoires de sphère de sécurité pour l'information par pays.

Allègement temporaire obligatoire de la comptabilisation des impôts différés

La Société a appliqué un allègement temporaire obligatoire de la comptabilisation de l'impôt différé pour les impacts de l'impôt complémentaire et comptabilise celui-ci en tant qu'impôt courant lorsqu'il est encouru.

r) Prélèvements

Des prélèvements sont imposés par les gouvernements au Groupe conformément à la législation, autres que les impôts sur le revenu, les amendes ou autres sanctions qui sont imposées pour violation de la législation. Le Groupe constate une dette au titre du paiement d'un prélèvement à la date identifiée par la législation qui déclenche l'obligation. Les prélèvements sont comptabilisés en autres charges administratives dans le compte de résultat du Groupe.

s) Monnaies étrangères

Les états financiers du Groupe sont présentés en USD, qui est la monnaie de présentation du Groupe. Certaines succursales et filiales utilisent une devise fonctionnelle différente, qui est la devise de l'environnement économique principal dans laquelle la Société exerce ses activités.

Les produits, charges, gains et pertes en devises sont enregistrés au taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés dans des devises autres que la monnaie fonctionnelle sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant les taux de change au comptant à la fin de l'exercice. Les actifs et passifs non monétaires libellés dans d'autres devises que la monnaie fonctionnelle qui sont classés à la « JVC R » sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en utilisant le cours au comptant à la fin de l'exercice. Les actifs et passifs non monétaires, libellés dans des devises autres que la monnaie fonctionnelle qui ne sont pas évalués à la juste valeur, ont été convertis aux taux de change historiques pertinents. Les éventuels gains ou pertes de change sont portés au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. Les écarts de change qui résultent de la conversion d'un passif financier désigné comme couverture d'un investissement net dans des activités à l'étranger, dans la mesure où la couverture est efficace, sont comptabilisés en AERG.

Les actifs et passifs des succursales sont convertis dans la monnaie de présentation du Groupe au taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes et leur compte de résultat est converti au taux de change en vigueur aux dates des transactions. Les écarts de change sont comptabilisés en AERG et cumulés dans la réserve de conversion en capitaux propres, sauf dans la mesure où l'écart de conversion est affecté aux participations ne donnant pas le contrôle.

t) Avantages du personnel

Régimes à prestations définies

Le Groupe participe et continue de cotiser dans des régimes de retraite à prestations définies pour ses salariés en Grèce, aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en Autriche, en Irlande, en France, en Italie, en Allemagne, en Norvège et en Pologne. Le personnel ne cotise pas pour les pensions de base. Le passif net comptabilisé dans l'état de la situation financière est la valeur actualisée calculée de manière actuarielle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de l'état de la situation financière, diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

L'obligation au titre des prestations définies est calculée annuellement par des actuaires indépendants selon la méthode des unités de crédit projetées. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée en actualisant les estimations des décaissements futurs à l'aide des taux d'intérêt des obligations d'entreprises de haute qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les échéances

se rapprochent de celles du passif au titre des retraites correspondant.

Lorsque la juste valeur des actifs du régime excède l'obligation calculée au titre des prestations définies d'un régime, l'excédent comptabilisé dans l'état de la situation financière est limité aux avantages économiques dont dispose le Groupe. Toute modification ou réduction significative de régime survenant au cours de la période se traduit par la comptabilisation dans le compte de résultat d'un coût des services passés. Les règlements importants sont comptabilisés au compte de résultat. Lorsqu'un coût des services passés ou un règlement intervient dans le courant de l'année, la charge pour le reste de l'année est réévaluée afin de refléter les conditions du marché au moment de l'événement.

Les écarts de réévaluation sont comptabilisés immédiatement dans l'état du résultat global. Pour les obligations au titre des prestations définies, le coût des services rendus et le coût des services passés sont inclus dans le compte de résultat dans les charges d'exploitation et les produits d'intérêts sur les actifs du régime de retraite, nets de l'impact du coût des intérêts sur le passif du régime de retraite, sont inclus dans les charges de personnel.

Un excédent est comptabilisé dans l'état de la situation financière lorsqu'un avantage économique est disponible en tant que réduction des contributions futures ou remboursement des sommes versées au Groupe.

Régimes à cotisations définies

Le Groupe gère plusieurs régimes de retraite à cotisations définies. Les cotisations annuelles du Groupe sont imputées au compte de résultat de l'exercice auquel elles se rapportent. Les actifs du régime de retraite sont détenus dans des fonds distincts gérés par des fiduciaires.

Avantages à court terme

Les avantages à court terme du personnel sont évalués sur une base non actualisée et sont portés en charges au fur et à mesure que le service concerné est rendu. Une provision est comptabilisée pour le montant qui devrait être versé au titre d'un régime de primes en espèces à court terme si le Groupe a une obligation juridique ou implicite actuelle de payer ce montant en raison des services passés fournis par le salarié et si l'obligation peut être estimée de façon fiable.

Indemnités de fin de contrat

Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges lorsque le Groupe est manifestement engagé, sans possibilité réaliste de se rétracter, dans un plan formalisé et détaillé visant soit à mettre fin à l'emploi avant la date normale de départ à la retraite, soit à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail en raison de l'offre faite pour encourager le départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail pour départ volontaire sont comptabilisées dans le cadre d'un programme de restructuration, si le Groupe a fait une offre de départ volontaire, qu'il est probable que l'offre sera acceptée et que le nombre d'acceptations peut être estimé de façon fiable.

u) Plans d'intéressement fondés sur des actions

Le Groupe participe à un certain nombre de plans d'intéressement fondés sur des actions de Citigroup en vertu desquels Citigroup accorde des actions aux salariés du Groupe. Conformément à une convention de plan d'actionnariat des filiales distinct (« Stock Plans Affiliate Participation Agreement », SPAPA), le Groupe effectue un règlement en espèces à Citigroup pour la juste valeur des primes incitatives fondées sur des actions attribuées aux salariés du Groupe dans le cadre de ces plans.

Le Groupe utilise une comptabilisation réglée en capitaux propres pour ses plans d'intéressement fondés sur des actions, avec une comptabilisation séparée pour les passifs financiers reflétant ses obligations associées d'effectuer des paiements à Citigroup. Le Groupe comptabilise la juste valeur des attributions à la date d'attribution comme une charge de rémunération sur la période d'acquisition des droits avec un crédit correspondant dans les montants intragroupes à payer (passif de refacturation) à Citigroup. Tous les montants versés à Citigroup et l'obligation associée en vertu de la SPAPA sont comptabilisés dans la réserve de capitaux propres sur la période d'acquisition des droits. Les variations ultérieures de la juste valeur de tous les droits non exercés et de la SPAPA sont examinées une fois par an et toutes les variations de valeur sont comptabilisées dans la réserve de capitaux propres, toujours sur la période d'acquisition des droits.

Pour les plans d'intéressement fondés sur des actions de Citigroup qui ont une période d'acquisition des droits graduée, chaque « tranche » de l'attribution est traitée comme une attribution séparée. Lorsqu'un plan a une acquisition des droits en bloc, l'attribution n'a qu'une seule « tranche ». La charge est étalée sur la période d'acquisition des droits.

Période d'acquisition de l'attribution	% de la charge comptabilisée			
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4
2 ans (2 tranches)	75 %	25 %	— %	— %
2 ans (1 tranche)	50 %	50 %	— %	— %
3 ans (3 tranches)	61 %	28 %	11 %	— %
3 ans (1 tranche)	33 %	33 %	33 %	— %
4 ans (4 tranches)	52 %	27 %	15 %	6 %
4 ans (1 tranche)	25 %	25 %	25 %	25 %

Toutefois, les salariés qui remplissent certaines conditions d'âge et d'ancienneté (salariés qui peuvent bénéficier d'un droit de retraite) peuvent mettre fin à leur emploi actif et continuer d'acquérir les droits relatifs à leur attribution à condition qu'ils respectent les clauses particulières en matière de non-concurrence. Le coût des plans d'intéressement fondés sur des actions est comptabilisé sur la durée de service requise. Pour les attributions accordées aux salariés retraités admissibles, les services sont fournis avant la date d'attribution et, par la suite, les coûts sont cumulés dans l'année précédant la date d'attribution.

v) Comptabilisation des subventions publiques

Le Groupe comptabilise les revenus provenant des subventions publiques lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'il recevra la subvention et qu'il se conformera aux conditions qui y sont attachées. Selon leur nature, les subventions sont présentées au compte de résultat sous la rubrique « Autres produits » ou sont déduites de la charge correspondante.

w) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'état des flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des soldes d'échéance initiale inférieure à trois mois, notamment : les soldes de trésorerie non soumis et soumis à restrictions auprès des banques centrales, les bons du Trésor et autres titres éligibles et les prêts et avances aux banques.

x) Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'événements passés et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite.

y) Entreprises filiales

Les titres de filiales, comprenant des titres non cotés, sont comptabilisés à leur coût diminué des provisions pour dépréciation.

z) Opérations sous contrôle commun

Le Groupe comptabilise les regroupements d'entreprises entre entités sous contrôle commun à leur valeur comptable.

aa) Activité abandonnée

Une activité abandonnée est une composante de l'activité du Groupe qui représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte remplissant les critères pour être classée comme détenue en vue de la vente.

Les résultats des activités abandonnées ont été présentés séparément comme un montant unique dans le compte de résultat pour les périodes pertinentes présentées. Ils comprennent le résultat après impôt des activités abandonnées et le résultat après impôt comptabilisé lors de l'évaluation à la juste valeur diminuée du coût de revente.

ab) Activités fiduciaires

Le Groupe agit généralement en qualité de fiduciaire et dans le cadre d'autres fonctions fiduciaires qui résultent dans la détention ou le placement d'actifs pour le compte de particuliers, de fiducies, de régimes de retraite et d'autres institutions. En agissant en cette qualité, le Groupe a conclu qu'il agit en qualité de mandataire et, par conséquent, ces actifs et les revenus qui en découlent sont exclus des présents états financiers, puisqu'il ne s'agit pas d'actifs du Groupe.

ac) Base de consolidation

i. Opérations sous contrôle commun

Une entreprise transférée d'une entité mère à une filiale ou entre entités sous contrôle commun entraînera le transfert de l'actif net à sa valeur comptable. Cela signifie que l'actif net de l'entreprise acquise sera comptabilisé par CEP (l'acquéreur) à la valeur comptable enregistrée dans l'entreprise acquise, à la date du transfert.

Toute différence entre le prix de transaction et la valeur comptable des actifs nets transférés de l'entreprise est comptabilisée en capitaux propres dans la réserve de fusion. Aucun nouveau goodwill ou actif incorporel n'est créé et aucun profit ou perte n'est généré sur la transaction sous contrôle commun.

ii. Filiales

Les « filiales » sont des entités contrôlées par le Groupe. Le Groupe « contrôle » une entité s'il est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et a la capacité d'influer sur ces rendements du fait de son pouvoir sur l'entité. Le Groupe réévalue s'il détient le contrôle en cas de modification d'un ou plusieurs des éléments du contrôle. Cela inclut les circonstances dans lesquelles les droits protecteurs détenus (par exemple ceux résultant d'une relation de prêt) deviennent substantiels et conduisent le Groupe à détenir un pouvoir sur une entité faisant l'objet d'un investissement.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle commence et jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

iii. Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle sont initialement évaluées à leur quote-part proportionnelle de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise à la date d'acquisition.

Les variations d'intérêt du Groupe dans une filiale qui n'entraînent pas de perte de contrôle sont comptabilisées comme des opérations sur capitaux propres.

iv. Perte de contrôle

Lorsque le Groupe perd le contrôle d'une filiale, il décomptabilise les actifs et passifs ainsi que toute participation ne donnant pas le contrôle et les autres éléments de capitaux propres relatifs à cette filiale. Tout gain ou perte qui en résulte est comptabilisé en résultat. Les intérêts éventuellement conservés dans l'ancienne filiale sont évalués à la juste valeur en cas de perte de contrôle.

v. Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et transactions intragroupes ainsi que les produits et charges non réalisés (à l'exception des gains ou pertes sur opérations de change non éliminatoires) résultant des transactions intragroupes, sont éliminés.

2. Utilisation d'hypothèses et estimations

Les résultats du Groupe sont sensibles aux méthodes comptables, aux hypothèses et aux estimations qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers. Les méthodes comptables utilisées dans la préparation des états financiers sont décrites en détail dans la note 1.

L'établissement des états financiers nécessite l'utilisation de jugements, d'estimations et d'hypothèses qui affectent l'application des méthodes comptables et les montants des actifs, passifs, produits et charges comptabilisés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact de ces révisions est comptabilisé sur la période au cours de laquelle l'estimation est révisée et sur les périodes ultérieures concernées par cette révision.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe aux administrateurs de choisir des méthodes comptables appropriées et de formuler des jugements et des estimations raisonnables. Les méthodes comptables qui sont considérées comme critiques pour le résultat IFRS du Groupe et sa situation financière, en termes d'importance relative des éléments auxquels la politique est appliquée, ou qui impliquent un degré élevé de jugement ou d'estimation, sont les suivantes :

Jugements importants

Les jugements importants exercés par le Groupe dans l'application de ses méthodes comptables sont présentés ci-dessous. L'application de certains de ces jugements fait par ailleurs intervenir nécessairement des estimations qui seront abordées séparément.

- Dépréciation des prêts ;
- Négociation de prêts sur le marché secondaire - méthode normalisée ou non normalisée

Dépréciation des prêts

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour comptabiliser la dépréciation des prêts sont décrites en note 1(j) - « Principales méthodes comptables ».

Des jugements sont appliqués pour estimer la perte de valeur qui doit être enregistrée dans le compte de résultat.

Un des jugements comptables susceptibles de modifier au cours de l'exercice suivant le montant des provisions pour pertes de dépréciation et de la charge nette de dépréciation, ou d'avoir une influence significative sur ces montants, est le fait de déterminer si des ajustements opérés par la direction du Groupe peuvent être nécessaires aux résultats du modèle de dépréciation pour répondre aux limites du modèle de dépréciation ou aux événements

de dernière heure.

Les autres jugements comptables importants qui influencent de manière significative le montant des provisions pour pertes de dépréciation et de la charge de dépréciation nette au cours de l'exercice financier suivant comprennent :

- les critères du Groupe pour évaluer s'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, de telle sorte qu'il y a lieu de constituer une provision pour pertes sur la durée de vie plutôt qu'une ECL à 12 mois ;
- le choix de méthodes et de facteurs de modélisation appropriés pour les modèles internes de notation du risque et les modèles de dépréciation ;
- le choix des variables macroéconomiques les plus pertinentes pour certains portefeuilles et la détermination des associations entre ces variables et les composantes du modèle telles que la PD et la LGD ;
- le choix des paramètres du modèle de dépréciation ; et
- les ajustements post-modélisation de la provision pour pertes de dépréciation et de l'affectation à un stage.

Se reporter à la note 1(j) pour les données d'entrée, les hypothèses et les techniques d'estimation des dépréciations de prêts. Les dépréciations sont discutées et présentées plus en détail à la note 23 - « Gestion des risques ».

Négociation de prêts sur le marché secondaire - méthode normalisée ou non normalisée

Une opération normalisée désigne l'achat ou la vente d'un actif financier en vertu d'un contrat dont les conditions exigent la livraison de l'actif dans un délai généralement établi par la réglementation ou par convention sur le marché concerné. Après avoir examiné la pertinence d'une classification en méthode normalisée, le Groupe a conclu que la période entre la date de transaction et la date de règlement pour la négociation de prêts sur le marché secondaire devrait être considérée comme non normalisée, car il est difficile d'établir une convention ou un calendrier cohérent sur la base des données réelles de négociation et de règlement observées sur le marché.

La question de savoir si une négociation de prêt sur le marché secondaire est considérée comme normalisée ou non normalisée relève du bon jugement et le Groupe estime que la comptabilisation de telles opérations comme étant non normalisée fournira à l'avenir des informations financières plus pertinentes et fiables.

Estimations comptables déterminantes

Les estimations comptables associées un risque significatif d'ajustement important des valeurs comptables des actifs et passifs au cours de l'exercice financier suivant ont concerné les points suivants :

- Dépréciation des prêts ;
- Valorisation des instruments financiers.

Dépréciation des prêts

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe pour comptabiliser la dépréciation des actifs financiers sont décrites en note 1(j) - « Principales méthodes comptables ».

Le calcul de la provision pour ECL étant complexe, le Groupe doit donc prendre en considération d'importantes quantités d'informations pour déterminer cette provision. Il faut pour cela recourir à des estimations et à des hypothèses dont certaines sont, par nature, très subjectives et très sensibles à des facteurs de risques tels que l'évolution des conditions économiques. Toute modification des provisions pour ECL peut avoir une incidence importante sur le résultat net. Certaines de ces estimations présentent parfois un risque significatif d'ajustement important des valeurs comptables des actifs au cours de l'exercice suivant.

Les principales estimations et hypothèses sur lesquelles se sont fondés les Administrateurs pour déterminer les provisions pour ECL sont présentées en note 23 - « Gestion des risques ». La sensibilité des principales hypothèses est également présentée en note 23 de l'annexe aux états financiers.

Valorisation des instruments financiers

La juste valeur des instruments financiers non cotés sur des marchés actifs est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Dans la mesure du possible, les modèles n'utilisent que des données observables et lorsque cela n'est pas possible, ils peuvent être amenés à faire des estimations. La note 25 - Actifs et passifs financiers - Processus d'évaluation pour les variations de la juste valeur de niveau 3 détaillent plus avant l'approche d'évaluation des instruments financiers et les ajustements de valorisation de marché.

Une analyse de sensibilité aux variations possibles des principales variables de la juste valeur des instruments financiers classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs est présentée à la note 25.

3. Résultat financier net

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
Actifs financiers au coût amorti	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie*	2 062	1 667	2 004	1 655
Prêts et avances aux banques*	585	383	472	350
Prêts et avances à la clientèle*	1 925	1 539	1 555	1 478
Autres actifs*	255	271	229	267
Intérêts négatifs sur passifs financiers	5	9	3	9
	4 832	3 869	4 263	3 759
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Titres de placement	835	312	357	255
	835	312	357	255
Produits d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif	5 667	4 181	4 620	4 014
Passifs financiers mesurés au coût amorti				
Dépôts des banques	-412	-276	-401	-274
Comptes clients	-1 797	-1 304	-1 573	-1 270
Intérêts négatifs sur actifs financiers	-21	-19	-18	-19
Charge d'intérêts calculée selon la méthode du taux d'intérêt effectif	-2 230	-1 599	-1 992	-1 563
Autres charges d'intérêts				

Autres passifs	-1 124	-900	-1 095	-894
Autres charges d'intérêts	-1 124	-900	-1 095	-894
Charges d'intérêts	-3 354	-2 499	-3 087	-2 456
Résultat financier net	2 313	1 682	1 533	1 558

* La classification des produits d'intérêts a été retraitée afin de tenir correctement de leur source

4. Produits nets des honoraires et commissions

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
Produits des honoraires et commissions	M\$	M\$	M\$	M\$
Banque d'investissement	18	23	17	23
Commissions de courtage	254	259	197	186
Conservation et opérations fiduciaires	450	396	418	390
Frais de transaction et de service	518	481	500	481
Commissions d'engagement	253	197	226	192
Cartes de crédit et cartes bancaires	128	93	106	90
Frais liés aux dépôts	117	96	111	95
Autres	95	39	82	37
	1 833	1 584	1 657	1 494
Charges d'honoraires et de commissions				
Compensation et règlement	-140	-104	-126	-104
Garde	-98	-90	-99	-90
Autres	-164	-67	-161	-67
	-402	-261	-386	-261
Produits nets des honoraires et commissions	1 431	1 323	1 271	1 233

Les produits des honoraires et commissions comprennent les honoraires perçus par le Groupe au titre d'activités fiduciaires lorsque le Groupe détient des actifs pour le compte de ses clients. Ces produits ont totalisé 19 millions \$ en 2024 (2023 : 18 millions \$).

5. Résultat net de négociation

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments dérivés	490	429	319	433
Titres de créances	86	-59	92	-32
Prêts et avances	-4	17	-4	17
	572	387	407	418

6. Produit net des placements

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Gain/(perte) net(te) sur titres de placement à la JVAERG	50	20	36	28
Titres de capitaux propres	35	55	25	50
Dividendes des filiales	—	—	271	—
	85	75	332	78

7. Produit net des autres instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments financiers	35	8	35	8
	35	8	35	8

Les instruments financiers sont essentiellement composés de prêts désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Le Groupe a choisi l'option de la juste valeur pour certains prêts dont les risques économiques sont couverts par le biais d'instruments dérivés tels que les swaps sur risque de défaut ou les swaps sur rendement total. Le Groupe a choisi l'option de la juste valeur afin d'atténuer les décalages comptables lorsque la comptabilité de couverture est complexe et pour réaliser des simplifications opérationnelles.

8. Gain/(perte) net(te) sur comptabilité de couverture

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
Comptabilité de couverture de juste valeur				

	M\$	M\$	M\$	M\$
(Perte)/gain net(te) sur la valorisation des transactions couvertes	-35	9	—	—
Gain/(perte) net(te) sur la valorisation des opérations de couverture	40	-10	—	—
Résultat de la comptabilité de couverture	5	-1	—	—

9. Autres produits d'exploitation

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Recouvrements intragroupe	1 013	873	1 030	876
	1 013	873	1 030	876

Une part importante des dépenses au sein du Groupe provient des services fournis par le Centre de Solutions de Citi (CSC) à d'autres entités de Citi, tant au niveau mondial que régional. Ces coûts sont répartis entre les activités et les entités juridiques sur la base d'un certain nombre de facteurs. Tous ces accords de prix de transfert sont régulièrement examinés afin de s'assurer de leur adéquation. Ces recouvrements sont comptabilisés en autres produits d'exploitation.

10. Rémunération du commissaire aux comptes

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Honoraires d'audit	2,5	1,4	2,5	1,4
Autres certifications	—	0,4	—	0,4
Services de conseil fiscal	—	—	—	—
Autres services autres que d'audit	0,8	—	0,8	—
	3,3	1,8	3,3	1,8

Les honoraires d'audit comprennent 0,5 million \$ (2023 : 0,8 million \$) versés à d'autres cabinets membres de BDO en dehors de l'Irlande pour des services d'audit local qui étaient destinés à des bureaux impliqués dans l'audit légal de la Société ; les autres honoraires d'assurance ont été nuls (2023 : 0,9 million \$) et les autres honoraires au titre de services autres que l'audit se sont élevés à 0,8 million \$ (2023 : néant).

Les montants comparatifs concernent KPMG en tant qu'ancien commissaire aux comptes de la Société.

11. Charges de personnel

Le nombre moyen de personnes employées par le Groupe au cours de l'exercice s'élève à 16 647 (2023 : 16 833). Ce chiffre comprend 16 455 salariés directs à temps plein (2023 : 16 640) et 192 salariés directs à temps partiel (2023 : 193).

Le tableau suivant présente le nombre moyen de salariés par fonction pour les exercices 2024 et 2023 :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
Autres opérations	10 391	10 454	8 247	8 320
Banque	683	688	528	525
Marchés	310	310	231	227
Services	4 769	4 847	4 306	4 395
Patrimoine	494	534	494	534
Effectif total	16 647	16 833	13 806	14 001

Le poste « Autres opérations » concerne principalement les effectifs des fonctions d'exploitation et de technologie et de gestion qui sont basés dans les Centres de solutions du Groupe.

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Salaires et traitements	1 289	1 140	1 144	1 114
Charges de sécurité sociale	143	113	119	109
Charges de paiements fondés sur des actions	81	31	74	31
Retraites et avantages postérieurs à l'emploi	56	43	46	41
Coûts de restructuration	64	50	63	50
Total des charges de personnel	1 633	1 377	1 446	1 345

Le Groupe gère 23 (2023 : 23) régimes à cotisations définies dans l'ensemble de ses succursales. Par ailleurs, le Groupe gère également 8 (2023 : 11) régimes à prestations définies. En 2024, des cotisations de 56 millions \$ (2023 : 33 millions \$) ont été versées aux régimes. Pour plus de détails, se reporter à la note 15.

12. Rémunération des administrateurs

	Groupe et Société	
	2024	2023

	M\$	M\$
Les émoluments des administrateurs sont les suivants :		
Pour les services éligibles	4	3
Plans d'intéressement à long terme	—	—
Régimes de retraite		
– Régime à cotisations définies	—	—
	4	3

Au 31 décembre 2024, quatre administrateurs (deux en 2023) ont reçu des droits à prestations de retraite.

13. Autres charges

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Amortissements	70	54	54	48
Dépréciations	36	21	18	18
Dépréciation nette d'actifs non financiers	108	—	—	—
Communications et technologie	382	270	346	266
Sous-traitants	58	49	43	47
Prélèvements et frais réglementaires	77	83	51	83
Locaux	61	44	46	41
TVA	47	69	43	68
Voyages et divertissements	13	12	12	12
Autres frais administratifs	398	265	290	247
	1 250	867	903	830

La dépréciation nette des actifs non financiers porte sur la dépréciation du goodwill et des autres actifs incorporels (principalement des logiciels informatiques) du portefeuille de détail de Bank Handlowy. Les principaux facteurs à l'origine de cette dépréciation sont la baisse des produits d'intérêts dans le segment Banque de particuliers de BHW, en raison de la baisse attendue des taux d'intérêt pour le zloty polonais et les principales devises étrangères, ainsi que le maintien des pressions sur les coûts.

14. Impôt sur les bénéfices

(a) Détail de la charge d'impôt de l'exercice :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Impôt de l'exercice :				
Impôt sur les sociétés de l'exercice	-430	-376	-309	-359
Impôt complémentaire minimum global*	-29	—	-29	—
Ajustements au titre de l'impôt différé des exercices antérieurs	-12	-6	-14	-5
Retenue à la source	-3	—	-3	—
Impôt différé :				
Impôt différé de l'exercice	-22	-16	-1	-12
Total de l'impôt sur les sociétés	-496	-398	-356	-376

* *Impôt minimum global complémentaire*

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, sur la base de l'évaluation initiale réalisée par la Société, à l'exception des activités de la Société en Irlande et en Bulgarie, aucun impôt complémentaire ne devrait être dû au titre des succursales ou des filiales de la Société dans l'ensemble des pays où elle opère, tous ces pays étant censés satisfaire à l'un des critères des tests transitoires d'esphère de sécurité pour l'information par pays.

Le pourcentage d'imposition complémentaire est estimé à 2,51 % pour l'Irlande et à 4,87 % pour la Bulgarie. Le Groupe a comptabilisé une charge d'impôt exigible de 27,5 millions \$ affectée à la succursale irlandaise et de 1,5 million \$ affectée à la succursale bulgare au titre de l'impôt complémentaire minimum global (2023 : néant).

Rapprochement du taux d'imposition effectif :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Résultat avant impôt	2 568	2 141	2 245	2 061
Résultat total avant impôt	2 568	2 141	2 245	2 061
Impôt sur les sociétés au taux de l'impôt sur les sociétés de 12,5 % en Irlande	-321	-268	-281	-258
Effets de :				
Impôts payés à l'étranger	-58	-100	-58	-100
Bénéfices étrangers imposés à des taux différents	-39	-6	—	—

Impôt complémentaire minimum global (Note 1)	-29	—	-29	—
Allègement de la double imposition	—	—	34	—
Retenue à la source	-3	—	-3	—
Différences permanentes	-34	-18	-5	-13
Ajustement au titre de l'exercice précédent	-12	-6	-14	-5
Total de la charge d'impôt sur les sociétés	-496	-398	-356	-376

15. Obligation au titre des retraites

Le Groupe participe à des régimes à prestations définies et à cotisations définies exploités localement en Irlande et pour ses succursales européennes. Dans certains pays européens, les employeurs versent des cotisations au régime de retraite de l'État. Le Groupe remplit ses obligations à cet égard conformément à la législation locale. Plusieurs pays dans lesquels opère le Groupe participent à des régimes à cotisations définies.

Les cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies en 2024 se sont élevées à 8,4 millions \$ (2023 : 11 millions \$). Le Groupe prévoit de verser des cotisations d'environ 10,4 millions \$ en 2025. L'obligation au titre des prestations définies comprend les prestations pour les salariés en poste, les anciens salariés et les retraités actuels. La durée moyenne pondérée de l'obligation est de 14,1 ans (2023 : 14,6 ans) ; dans le cas de Bank Handlowy, la durée moyenne pondérée de l'obligation est de 13,5 ans (2023 : 13,7 ans). Les principaux régimes offrent des avantages liés au salaire à l'approche de la retraite ou du départ anticipé.

Il n'y a pas eu de modifications, réductions ou règlements significatifs au sein du Groupe et de la Société au cours des exercices 2024 et 2023.

Les montants comptabilisés dans l'état de la situation financière sont déterminés comme suit :

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies financée	-401	-437	-374	-413
Valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies non financée	-11	-12	-11	-12
Total de l'obligation au titre des prestations définies	-412	-449	-385	-425
Juste valeur des actifs du régime	305	314	305	314
Actif non comptabilisé en raison de l'impact du plafonnement de l'actif	-17	-7	-17	-7
Passif net comptabilisé dans l'état de la situation financière (note 33)	-124	-142	-97	-118

Les régimes à prestations définies, qui sont en déficit de 139 millions \$, sont comptabilisés dans les Autres passifs du Groupe. Ce montant est compensé par un excédent de 15 millions \$ des régimes à prestations définies.

Le déficit non financé fait l'objet d'un examen annuel de la part des Administrateurs.

L'analyse de la charge au compte de résultat se présente comme suit :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Charges d'exploitation :				
Coût des services rendus	5	3	4	3
Charges administratives	2	2	2	2
Coûts de financement :				
Coût financier sur obligations au titre des prestations définies	14	14	13	14
Produits d'intérêts sur actifs du régime	-10	-10	-10	-10
Charge comptabilisée en autres charges	11	9	9	9
Charge comptabilisée en autres charges au titre des activités poursuivies	11	9	9	9

Les variations de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies au cours de l'exercice sont les suivantes :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Obligation au titre des prestations définies à l'ouverture	-448	-387	-425	-387
Acquisition de Bank Handlowy	—	-21	—	—
Ajustements de change	24	-14	25	-14
Coût des services rendus	-5	-3	-4	-3
Coût financier sur obligations au titre des prestations définies	-14	-14	-13	-14
Écart de réévaluation lié à des changements d'hypothèses financières	7	-19	7	-17
Écart de réévaluation liée à des changements d'hypothèses démographiques	-1	—	—	—
Écart de réévaluation lié aux changements d'expérience en matière de passif	6	-6	7	-6
Prestations nettes versées	17	15	16	15
Augmentation nette des passifs liés aux acquisitions	1	1	1	1
Règlements	1	—	1	—
Obligation au titre des prestations définies à la clôture	-412	-448	-385	-425

Les variations de la juste valeur des actifs du régime au cours de l'exercice sont les suivantes :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Juste valeur des actifs du régime à l'ouverture	314	285	314	285
Ajustements de change	-19	10	-19	10
Produits d'intérêts sur les actifs du régime	10	11	10	11
Rendement des actifs du régime hors produits d'intérêts	11	16	11	16
Cotisations de l'employeur	8	11	8	11
Prestations nettes versées	-16	-15	-16	-15
Charges administratives encourues	-2	-2	-2	-2
Augmentation nette des actifs résultant des cessions/acquisitions	—	-2	—	-2
Règlements	-1	—	-1	—
Juste valeur des actifs du régime à la clôture	305	314	305	314

Le rendement réel des actifs du régime est le suivant :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts sur les actifs du régime	10	11	10	11
Réévaluation des actifs du régime hors intérêts	11	15	11	15
Rendement total des actifs du régime	21	26	21	26

En 2024, une perte de change de 19 millions \$ a été comptabilisée sur les actifs du régime afin de tenir compte de l'effet des variations des taux de change (2023 : gain de 10 millions \$), ce qui a entraîné une diminution des actifs du régime. Le gain de réévaluation supérieur au produit d'intérêts pour l'exercice n'était donc que de 11 millions \$ (2023 : gain de 15 millions \$).

L'analyse des montants comptabilisés en dehors du compte de résultat et présentés dans l'état du résultat global se présente comme suit :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Écart de réévaluation sur les passifs du régime				
Écart de réévaluation lié à des changements d'hypothèses financières	7	-19	7	-17
Écart de réévaluation liée à des changements d'hypothèses démographiques	-1	—	—	—
Écart de réévaluation lié aux changements d'expérience en matière de passif	6	-6	7	-6
Écart de réévaluation due à l'impact du plafonnement des actifs	-10	-3	-10	-3
Gain/(perte) de réévaluation total sur les passifs du régime	2	-28	4	-26
Écart de réévaluation sur les actifs du régime	11	15	11	15
Bénéfice/(perte) sur la réévaluation du passif/actif des prestations définies	13	-13	15	-11

Les hypothèses ayant l'effet le plus significatif sur les résultats de l'évaluation sont celles relatives au taux d'actualisation des passifs du régime et aux hypothèses de mortalité. L'espérance de vie future des membres du régime est une hypothèse clé. Toutefois, les hypothèses de mortalité devraient varier d'un pays à l'autre, en raison des variations de la mortalité de la population sous-jacente ainsi que des variations du profil d'appartenance type au régime de retraite du Groupe ou de la Société. En ce qui concerne la Société, l'espérance de vie moyenne d'une personne prenant sa retraite à l'âge de 65 ans est de 22,3 ans (2023 : 22,7 ans) pour les hommes et de 23,3 ans (2023 : 24,9 ans) pour les femmes et, en ce qui concerne Bank Handlowy, l'espérance de vie moyenne d'une personne prenant sa retraite à l'âge de 65 ans est de 16,13 ans (2023 : 15,3 ans) pour les hommes et de 20,17 ans (2023 : 19,4 ans) pour les femmes.

Dans le cadre de son régime de retraite à prestations définies, le Groupe est exposé à un certain nombre de risques, dont les plus importants sont détaillés ci-après :

- La possibilité que les rendements obligataires évoluent, ce qui affectera la taille des obligations et le niveau du coût des retraites.
- La possibilité que les rendements des actifs soient inférieurs aux attentes.
- Le risque de variation des taux de mortalité, dans la mesure où la majorité des obligations du Groupe au titre des prestations définies consiste à octroyer des prestations pour la vie de l'adhérent, l'augmentation de l'espérance de vie entraînera une augmentation du passif.
- Étant donné que le régime de retraite grec est intégré à la sécurité sociale grecque, tout nouvel amendement du régime de retraite de la sécurité sociale grecque pourrait entraîner une augmentation des prestations au titre du régime et donc des obligations et coûts supplémentaires pour le Groupe.

Les hypothèses financières moyennes pondérées utilisées pour le calcul des passifs sont les suivantes :

	Société	
	2024	2023
Taux d'actualisation pour l'évaluation des passifs du régime	3,40 %	3,30 %
Augmentations futures des salaires	3,40 %	3,50 %
Taux de revalorisation des pensions en cours de versement	2,00 %	2,10 %
Hypothèse de taux d'inflation	2,00 %	2,10 %

Bank Handlowy

	2024	2023
Taux d'actualisation pour l'évaluation des passifs du régime	5,40 %	5,40 %
Augmentations futures des salaires - durant la première année	5,80 %	7,50 %
Augmentations futures des salaires - après la première année	4,50 %	4,50 %
Hypothèse de taux d'inflation	2,50 %	2,10 %

Les justes valeurs des actifs du régime sont les suivantes :

	Société			
	2024		2023	
	M\$	M\$	M\$	M\$
	Juste valeur totale	Dont non cotés sur un marché actif	Juste valeur totale	Dont non cotés sur un marché actif
Actions	75	—	76	—
Obligations d'État	91	—	95	—
Obligations d'entreprise	76	—	79	—
Autres	63	3	64	4
Juste valeur totale des actifs	305	3	314	4

L'hypothèse clé retenue aux fins d'IAS 19 est le taux d'actualisation bien que les résultats soient également sensibles, mais dans une moindre mesure, aux autres hypothèses. Si différentes hypothèses étaient utilisées, il pourrait y avoir un effet significatif sur les résultats publiés. Les analyses de sensibilité sont basées sur la modification d'une hypothèse tout en maintenant constantes toutes les autres hypothèses.

La sensibilité aux hypothèses clés retenues pour la valorisation de l'obligation se présente comme suit :

	Société	
	2024	2023
	M\$	M\$
Incidence d'une diminution de 1 % de l'hypothèse de taux d'actualisation des passifs	-59	-67
Incidence d'une augmentation de 1 % de l'hypothèse de taux d'actualisation des passifs	47	54
Effet sur le passif de l'augmentation du taux d'augmentation des pensions de 1 %	-21	-24
Effet sur le passif de la diminution du taux d'augmentation des pensions de 1 %	18	20
Effet sur le passif de l'augmentation du taux d'augmentation des salaires de 1 %	-4	-5
Effet sur le passif de la diminution du taux d'augmentation des salaires de 1 %	4	4
Effets sur le passif de l'allongement d'un an de la vie des participants par rapport aux prévisions	-11	-11

	Bank Handlowy	
	2024	2023
	M\$	M\$
Incidence d'une diminution de 1 % de l'hypothèse de taux d'actualisation des passifs	3	3
Incidence d'une augmentation de 1 % de l'hypothèse de taux d'actualisation des passifs	-3	-2
Effet sur le passif de l'augmentation du taux d'augmentation des salaires de 1 %	3	3
Effet sur le passif de la diminution du taux d'augmentation des salaires de 1 %	-3	-2

Les paiements prévus de prestations futures par les régimes de retraite sont les suivants :

	Groupe et Société					
	2025	2026	2027	2028	2029	2030-2034
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Paiements de prestations prévus	20	19	19	20	21	203

16. Notes annexes à l'état des flux de trésorerie

a) Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les soldes suivants, venant à échéance dans les trois mois.

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et avoirs auprès des banques centrales	37 258	36 360	35 846	36 086
Autres dépôts à vue	12 185	9 118	12 514	9 254
Pertes de crédit attendues	-2	-2	-2	-2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 441	45 476	48 358	45 338
Prêts et avances aux banques à moins de 3 mois	189	220	187	187
Accords de pension livrée à l'égard des banques à moins de 3 mois	10 648	13 146	9 716	9 306
	60 278	58 842	58 261	54 831

b) Pertes de crédit attendues - Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la valeur comptable brute et des provisions pour ECL correspondantes :

Exposition	Groupe							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1 ^{er} janvier	45 453	32 918	25	—	—	—	45 478	32 918
Nouveaux actifs émis ou achetés	11 670	14 724	1	8	—	—	11 671	14 732
Acquisition de BHW	—	187	—	3	—	—	—	190
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-7 702	-2 332	-4	-30	—	—	-7 706	-2 362
Transferts vers le stage 1	21	—	-21	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	—	-44	—	44	—	—	—	—
Au 31 décembre	49 442	45 453	1	25	—	—	49 443	45 478

Exposition	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1 ^{er} janvier	45 317	32 914	23	—	—	—	45 340	32 914
Nouveaux actifs émis ou achetés	10 784	14 737	1	8	—	—	10 785	14 745
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-7 763	-2 290	-2	-29	—	—	-7 765	-2 319
Transferts vers le stage 1	21	—	-21	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	—	-44	—	44	—	—	—	—
Au 31 décembre	48 359	45 317	1	23	—	—	48 360	45 340

Aucune exposition ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie classés stage 3 selon IFRS 9.

ECL	Groupe							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1 ^{er} janvier	1	3	1	—	—	—	2	3
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	—	1	—	—	—	—	—	1
Exposition décomptabilisée ou échue	1	-2	—	—	—	—	1	-2
Transferts vers le stage 2	—	-1	-1	1	—	—	-1	—
Au 31 décembre	2	1	—	1	—	—	2	2

ECL	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1 ^{er} janvier	1	3	1	—	—	—	2	3
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	1	1	—	—	—	—	1	1
Exposition décomptabilisée ou échue	—	-2	—	—	—	—	—	-2
Transferts vers le stage 2	—	-1	-1	1	—	—	-1	—
Au 31 décembre	2	1	—	1	—	—	2	2

Aucune variation d'ECL n'a été comptabilisée au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie classés stage 3 selon IFRS 9. Les ECL relatives aux prêts et avances aux banques ayant une échéance inférieure à 3 mois sont présentées en note 21.

c) Variation des passifs provenant des activités de financement

	Groupe et Société	
	Dettes subordonnées	
	2024	2023
	M\$	M\$
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier	8 482	4 455
Mouvements autres qu'en espèces	-371	175
Produits des émissions de dettes subordonnées	1 558	3 852
Solde de clôture au 31 décembre	9 669	8 482

17. Actifs de négociation

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Obligations d'État	12 567	7 101	12 360	7 013
Obligations d'entreprise	231	114	—	2
Prêts	524	643	516	638
	13 322	7 858	12 876	7 653

18. Instruments financiers dérivés

	Groupe					
	31 décembre 2024			31 décembre 2023 (Retraité)		
	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Dérivés détenus à des fins de négociation*	3 690 818	38 870	38 062	3 384 698	33 721	33 626
Dérivés détenus à des fins de gestion des risques	1 713	13	18	816	2	24
Total*	3 692 531	38 883	38 080	3 385 514	33 723	33 650
Dérivés détenus à des fins de négociation*						
Change	989 256	14 218	13 873	927 577	11 822	12 443
- De gré à gré	989 256	14 218	13 873	927 577	11 822	12 443
Taux d'intérêt*	2 684 369	24 395	23 794	2 441 550	21 558	20 316
- De gré à gré*	2 631 173	24 395	23 794	2 425 932	21 558	20 316
- Marché organisé	53 196	—	—	15 618	—	—
Capitaux propres	4 178	27	141	3 212	10	554
- De gré à gré	4 178	27	141	3 212	10	554
Crédit	12 827	229	253	12 225	300	282
Matières premières	188	1	1	134	31	31
Total*	3 690 818	38 870	38 062	3 384 698	33 721	33 626

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Groupe					
	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Dérivés détenus à des fins de gestion des risques						
Type d'instrument : Contrats d'échange (swap) de taux d'intérêt	1 713	13	18	816	2	24
Total	1 713	13	18	816	2	24

	Société					
	31 décembre 2024			31 décembre 2023 (Retraité)		
	Montant notionnel	Juste valeur		Montant notionnel	Juste valeur	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Dérivés détenus à des fins de négociation*	3 617 132	38 221	37 439	3 309 816	32 707	32 778
Total*	3 617 132	38 221	37 439	3 309 816	32 707	32 778
Instruments dérivés détenus en vue de la négociation*						
Change	962 973	13 740	13 567	898 596	11 215	11 992
- De gré à gré	962 973	13 740	13 567	898 596	11 215	11 992
Taux d'intérêt*	2 636 966	24 224	23 478	2 395 773	21 198	19 948
- De gré à gré*	2 594 216	24 224	23 478	2 389 408	21 198	19 948
- Marché organisé	42 750	—	—	6 365	—	—
Capitaux propres	4 178	27	140	3 212	10	554
- De gré à gré	4 178	27	140	3 212	10	554
Crédit	12 827	229	253	12 225	282	282
Matières premières	188	1	1	10	2	2
Total*	3 617 132	38 221	37 439	3 309 816	32 707	32 778

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

19. Titres de placement

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Titres de placement JVAERG				
Obligations d'État	15 964	11 500	12 254	8 488
Obligations d'entreprise	4 230	5 504	604	1 088
Total	20 194	17 004	12 858	9 576
Titres de placement au coût amorti				
Titres de créances	244	254	—	—
Total	244	254	—	—
Titres de placement JVAERG				
Titres de capitaux propres	76	232	34	196
Total des titres de placement	20 514	17 490	12 892	9 772

Pertes de crédit attendues - Titres de placement à la JVAERG

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la valeur comptable brute et des provisions pour ECL correspondantes :

Exposition	Groupe		Société	
	Stage 1		Stage 1	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	17 004	8 902	9 576	8 902
Nouveaux actifs émis ou achetés	4 257	4 288	3 774	1 454
Acquisition de Bank Handlowy	—	5 184	—	—
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-1 067	-1 370	-492	-780
Au 31 décembre	20 194	17 004	12 858	9 576

Aucune exposition ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) au titre des titres de placement à la JVAERG classés stage 2 et stage 3 selon IFRS 9.

ECL	Groupe		Société	
	Stage 1		Stage 1	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	5	3	3	3
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	1	1	1	—
Acquisition de Bank Handlowy	—	1	—	—
Autres variations	-1	—	—	—
Au 31 décembre	5	5	4	3

Aucune ECL ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) au titre des titres de placement à la JVAERG classés stage 2 et stage 3 selon IFRS 9.

Pertes de crédit attendues - Titres de placement au coût amorti

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la valeur comptable brute et des provisions pour ECL correspondantes :

Exposition	Groupe		Société	
	Stage 1		Stage 1	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	254	—	—	—
Nouveaux actifs émis ou achetés	—	25	—	—
Acquisition de Bank Handlowy	—	229	—	—
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-10	—	—	—
Au 31 décembre	244	254	—	—

Aucune exposition ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) au titre des titres de placement au coût amorti classés stage 2 et stage 3 selon IFRS 9.

Aucune ECL ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) selon IFRS 9 pour les titres de placement au coût amorti.

20. Accords de prise en pension

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Accords de prise en pension au coût amorti	13 707	14 346	11 618	10 457

Pertes de crédit attendues	-1	-2	-1	-2
Total	13 706	14 344	11 617	10 455
Accords de prise en pension désignés à la JVCR	4 387	1 540	4 387	1 540
Total des accords de prise en pension	18 093	15 884	16 004	11 995

Exposition	Groupe		Société	
	Stage 1		Stage 1	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	14 346	11 902	10 457	11 902
Nouveaux actifs émis ou achetés	3 871	2 825	3 389	1 054
Acquisition de Bank Handlowy	—	3 922	—	—
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-4 510	-4 303	-2 228	-2 499
Au 31 décembre	13 707	14 346	11 618	10 457

Aucune exposition ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) au titre des accords de prise en pension classés stage 2 et stage 3 selon IFRS 9.

ECL	Groupe		Société	
	Stage 1		Stage 1	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	2	—	2	—
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	1	2	1	2
Exposition décomptabilisée ou échue	-2	—	-2	—
Au 31 décembre	1	2	1	2

Aucune ECL ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) au titre des accords de prise en pension classés stage 2 et stage 3 selon IFRS 9.

21. Prêts et avances aux banques et à la clientèle

Les valeurs comptables totales de ce tableau incluent les prêts et avances aux banques et les prêts et avances à la clientèle. Voir tableau ci-dessous pour la ventilation par catégorie.

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances aux banques évalués au coût amorti				
Exposition brute	1 977	2 532	1 906	2 576
Pertes de crédit attendues	-2	-3	-2	-3
	1 975	2 529	1 904	2 573
Prêts et avances à la clientèle évalués au coût amorti				
Administrations publiques	418	352	418	351
Entreprises	22 537	21 487	19 496	18 567
Clientèle de détail	2 851	2 909	1 317	1 295
Pertes de crédit attendues	-192	-250	-90	-113
	25 614	24 498	21 141	20 100
Prêts à la clientèle détenus à la juste valeur	843	567	839	567
	26 457	25 065	21 980	20 667

Les clients de détail sont liés aux activités de Banque privée et de Banque de particuliers de Bank Handlowy.

Pertes de crédit attendues - Prêts et avances aux banques

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la valeur comptable brute et des provisions pour ECL correspondantes :

Exposition	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	2 251	2 221	281	216	—	1	—	—	2 532	2 438
Nouveaux actifs émis ou achetés	767	473	41	195	—	—	—	—	808	668
Acquisition de Bank Handlowy	—	19	—	14	—	—	—	—	—	33
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-1 221	-404	-122	-202	—	-1	—	—	-1 343	-607
Transferts vers le stage 1	134	—	-134	—	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	—	-58	—	58	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	-20	—	—	—	—	—	—	—	-20	—
Au 31 décembre	1 911	2 251	66	281	—	—	—	—	1 977	2 532

ECL	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	1	2	2	4	—	6	—	—	3	12
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	—	—	1	1	—	—	—	—	1	1
Acquisition de Bank Handlowy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Exposition décomptabilisée ou échue	—	-1	-2	-3	—	-5	—	—	-2	-9
Transferts vers le stage 1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	—	-1	—	-1	—	—	—	-2
Au 31 décembre	1	1	1	2	—	—	—	—	2	3

Exposition	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	2 295	2 221	281	216	—	1	2 576	2 438
Nouveaux actifs émis ou achetés	706	501	41	195	—	—	747	696
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-1 275	-369	-122	-188	—	-1	-1 397	-558
Transferts vers le stage 1	134	—	-134	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	—	-58	—	58	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	-20	—	—	—	—	—	-20	—
Au 31 décembre	1 840	2 295	66	281	—	—	1 906	2 576

ECL	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	1	2	2	4	—	6	3	12
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	—	—	1	1	—	—	1	1
Exposition décomptabilisée ou échue	—	-1	-2	-3	—	-6	-2	-10
Transferts vers le stage 1	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	—	—	—	—	—	—	—	—
Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre	1	1	1	2	—	—	2	3

Pertes de crédit attendues - Prêts et avances à la clientèle de gros

Exposition	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	19 763	14 650	1 908	3 172	165	417	3	—	21 839	18 239
Nouveaux actifs émis ou achetés	8 442	8 008	761	657	—	—	—	—	9 203	8 665
Acquisition de Bank Handlowy	—	4 608	—	285	—	32	—	3	—	4 928
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-7 026	-8 841	-948	-716	-111	-426	-3	—	-8 088	-9 983
Transferts vers le stage 1	802	1 902	-801	-1 804	-1	-98	—	—	—	—

Transferts vers le stage 2	-1 553	-561	1 553	561	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-26	—	-19	-243	45	243	—	—	—	—
Montants passés en perte	—	-3	—	-4	-18	-3	—	—	-18	-10
Autres variations	19	—	—	—	—	—	—	—	19	—
Au 31 décembre	20 421	19 763	2 454	1 908	80	165	—	3	22 955	21 839

ECL	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	25	21	48	74	57	54	—	—	130	149
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	19	10	10	30	—	—	—	—	29	40
Acquisition de Bank Handlowy	—	5	—	7	—	8	—	—	—	20
Exposition décomptabilisée ou échue	-10	-13	-22	-23	-23	-12	—	—	-55	-48
Transferts vers le stage 1	16	24	-16	-18	—	-6	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	-3	-1	3	1	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	-3	-21	3	21	—	—	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-9	-16	24	2	7	5	—	—	22	-9
Montants passés en perte	—	—	—	-1	-18	-3	—	—	-18	-4
Autres variations	-4	-5	-3	-3	-1	-10	—	—	-8	-18
Au 31 décembre	34	25	41	48	25	57	—	—	100	130

Exposition	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	17 346	14 588	1 445	3 172	126	417	18 917	18 177
Nouveaux actifs émis ou achetés	7 537	7 425	584	598	—	—	8 121	8 023
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-6 221	-6 219	-808	-626	-96	-428	-7 125	-7 273
Transferts vers le stage 1	589	1 885	-588	-1 787	-1	-98	—	—
Transferts vers le stage 2	-1 418	-330	1 418	330	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-24	—	-13	-238	37	238	—	—
Montants passés en perte	—	-3	—	-4	-18	-3	-18	-10
Autres variations	19	—	—	—	—	—	19	—
Au 31 décembre	17 828	17 346	2 038	1 445	48	126	19 914	18 917

ECL	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	19	20	38	73	44	54	101	147
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	18	9	7	27	—	—	25	36
Exposition décomptabilisée ou échue	-8	-13	-21	-21	-14	-25	-43	-59
Transferts vers le stage 1	13	24	-13	-18	—	-6	—	—
Transferts vers le stage 2	-2	-1	2	1	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	-1	-21	2	21	1	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-7	-14	17	2	8	14	18	2
Montants passés en perte	—	—	—	-1	-18	-3	-18	-4
Autres variations	-3	-6	-2	-4	-1	-11	-6	-21
Au 31 décembre	30	19	27	38	21	44	78	101

Pertes de crédit attendues - Prêts et avances à la clientèle de détail

Exposition	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Stage POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	2 405	966	394	101	106	—	5	—	2 910	1 067
Nouveaux actifs émis ou achetés	353	715	52	52	—	—	—	1	405	768

Acquisition de Bank Handlowy	—	1 087	—	259	—	91	—	4	—	1 441
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-312	-338	-25	-25	-10	—	—	—	-347	-363
Transferts vers le stage 1	129	52	-128	-52	-1	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	-213	-73	215	73	-2	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-10	-5	-15	-10	23	15	—	—	-2	—
Montants passés en perte	—	—	—	-4	-17	—	—	—	-17	-4
Autres variations	-75	—	-11	—	-12	—	—	—	-98	—
Au 31 décembre	2 277	2 405	482	394	87	106	5	5	2 851	2 910

ECL	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Stage POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	10	4	27	6	83	—	—	—	120	10
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	2	1	1	5	—	—	—	—	3	6
Acquisition de Bank Handlowy	—	8	—	15	—	70	—	—	—	93
Exposition décomptabilisée ou échue	-1	-2	-4	-2	—	-4	—	—	-5	-8
Transferts vers le stage 1	6	—	-6	—	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	-1	-1	2	1	-1	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	-4	—	4	—	—	—	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-8	-1	3	—	4	9	—	—	-1	8
Montants passés en perte	—	—	—	—	-17	-1	—	—	-17	-1
Autres variations	—	1	-1	2	-7	9	—	—	-8	12
Au 31 décembre	8	10	18	27	66	83	—	—	92	120

Exposition	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	1 208	967	87	101	—	—	1 295	1 068
Nouveaux actifs émis ou achetés	350	244	19	19	—	—	369	263
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-299	-11	-25	-25	—	—	-324	-36
Transferts vers le stage 1	9	48	-9	-48	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	-66	-40	66	40	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-2	—	—	—	2	—	—	—
Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	-23	—	—	—	—	—	-23	—
Au 31 décembre	1 177	1 208	138	87	2	—	1 317	1 295

ECL	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	3	4	9	6	—	—	12	10
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	2	1	1	5	—	—	3	6
Exposition décomptabilisée ou échue	-1	-1	-4	—	—	—	-5	-1
Transferts vers le stage 1	2	—	-2	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	—	—	—	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-1	—	3	-1	—	—	2	-1
Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres variations	—	-1	—	-1	—	—	—	-2
Au 31 décembre	5	3	7	9	—	—	12	12

22. Autres actifs

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023

	M\$	M\$	M\$	M\$
Autres actifs soumis à dépréciation				
Créances et acomptes*	3 397	3 693	2 998	3 577
Comptes de marge à recevoir*	442	453	351	365
Autres soldes*	60	63	30	8
Total*	3 899	4 209	3 379	3 950
Autres actifs non soumis à dépréciation				
Créances et acomptes*	25	43	21	39
Comptes de marge à recevoir*	4 912	5 841	4 563	5 461
Montant à recevoir de retraite*	15	14	15	14
Autres soldes*	11	18	11	19
Total*	4 963	5 916	4 610	5 533
Total des autres actifs	8 862	10 125	7 989	9 483

* Les autres actifs ont été plus amplement détaillés afin de fournir des informations plus utiles aux utilisateurs des états financiers.

Les autres soldes correspondent aux créances et autres actifs financiers comptabilisés.

Pertes de crédit attendues - Autres actifs

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la valeur comptable brute et des provisions pour ECL correspondantes :

Exposition	Groupe					
	Stage 1		Stage 2		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	3 996	4 749	215	—	4 211	4 749
Nouveaux actifs émis ou achetés	1 402	1 435	29	118	1 431	1 553
Acquisition de Bank Handlowy	—	98	—	5	—	103
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-1 636	-2 194	-130	—	-1 766	-2 194
Transferts vers le stage 1	47	-92	-47	92	—	—
Transferts vers le stage 2	-7	—	7	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	—	—	—	—
Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—
Autres variations	25	—	—	—	25	—
Au 31 décembre	3 827	3 996	74	215	3 901	4 211

ECL	Groupe					
	Stage 1		Stage 2		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	1	2	1	—	2	2
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	—	—	1	1	1	1
Acquisition de Bank Handlowy	—	—	—	—	—	—
Exposition décomptabilisée ou échue	—	-1	-1	—	-1	-1
Au 31 décembre	1	1	1	1	2	2

Exposition	Société					
	Stage 1		Stage 2		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	3 746	4 749	206	—	3 952	4 749
Nouveaux actifs émis ou achetés	950	1 420	28	114	978	1 534
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-1 448	-2 331	-126	—	-1 574	-2 331
Transferts vers le stage 1	47	-92	-47	92	—	—
Transferts vers le stage 2	-7	—	7	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	—	—	—	—
Montants passés en perte	—	—	—	—	—	—
Autres variations	25	—	—	—	25	—
Au 31 décembre	3 313	3 746	68	206	3 381	3 952

ECL	Société					
	Stage 1		Stage 2		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023

	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	1	2	1	—	2	2
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	1	—	—	1	1	1
Exposition décomptabilisée ou échue	—	-1	-1	—	-1	-1
Au 31 décembre	2	1	—	1	2	2

Aucune exposition, ECL ni aucun mouvement n'a été comptabilisé(e) au titre des autres actifs classés stage 3 selon IFRS 9.

23. Gestion des risques

23.1 Mission, organisation et gouvernance en matière de gestion des risques

Gouvernance des risques et cadres en matière de gestion des risques

Le Groupe a mis en place un cadre exhaustif de gouvernance des risques pour superviser sa surveillance et sa gestion des risques, en s'assurant que le profil de risque est bien documenté et géré de manière proactive à tous les niveaux de l'organisation afin de préserver sa solidité financière. Ce cadre s'applique à l'ensemble du Groupe, notamment l'ensemble des filiales, métiers, fonctions et zones géographiques qui donnent lieu à une exposition au risque au sein du Groupe.

La gouvernance des risques au sein du Groupe est relayée en application des cadres de gestion des risques, au travers des politiques et normes en matière de gestion des risques qui décrivent la manière dont le Groupe identifie, mesure, surveille et signale les risques importants. La transparence des lignes de responsabilité et de compte rendu des processus de gouvernance des risques clés appliqués par le Groupe est ainsi garantie.

La surveillance de la gestion des risques est assurée selon la procédure décrite dans le rapport du Conseil d'administration à la section Gouvernance d'entreprise à partir de la page 8.

Le Conseil approuve chaque année la stratégie de CEP, la stratégie en matière de risques et les résultats du processus d'identification et d'évaluation des risques et fixe le niveau global d'appétit pour le risque dans le droit fil de la stratégie du Groupe. Le Comité des risques du Conseil (« Board Risk Committee », BRC) est un sous-comité du Conseil d'administration régi par un mandat dont les termes sont approuvés par celui-ci. Le BRC est responsable de la supervision des risques et joue un rôle consultatif auprès du Conseil d'administration concernant les questions liées aux risques, notamment les risques auxquels est actuellement exposé le Groupe et le futur profil de risque résultant de la stratégie de l'organisation. Le BRC surveille les tendances en matière de risques et examine le niveau des ressources et des capacités requises pour garantir le respect des normes de gouvernance. Le BRC supervise la gestion indépendante des risques et formule des recommandations au Conseil d'administration sur les questions liées aux risques, notamment les risques importants identifiés dans le cadre du processus d'identification et d'évaluation des risques.

Lignes de défense

Le Groupe utilise un modèle de lignes de défense comme élément clé de la gestion de ses risques. Le modèle des lignes de défense regroupe la prise de risque, la surveillance des risques et l'assurance des risques sous la même autorité. Il offre également un moyen de rendre compte des risques pour les unités qui créent des risques (« Première ligne de défense »), un moyen de remise en question efficace par la Gestion indépendante des risques/la Gestion indépendante des risques de conformité (« Deuxième ligne de défense ») et permet à l'Audit interne d'obtenir l'assurance indépendante des risques (« Troisième ligne de défense »). La société dispose en outre de fonctions de support d'entreprise.

Chaque ligne de défense et fonction de support d'entreprise sont habilitées à exercer leurs processus et responsabilités de gestion des risques applicables afin de gérer les risques du Groupe de manière cohérente et efficace.

Les lignes métiers du Groupe, CSC, Opérations, Technologie et Finance (la première ligne de défense) répondent des risques et des contrôles associés inhérents à, ou découlant de, leurs activités et sont responsables de l'identification, de l'évaluation, de la surveillance, du contrôle et de l'information de ces risques conformément à la stratégie, à la mission, à la proposition de valeur, aux principes de leadership et à l'appétit pour le risque de Citi. La première ligne de défense est également soumise à la supervision et à la confrontation de la Gestion indépendante des risques/Gestion indépendante des risques de conformité.

Les fonctions de contrôle indépendantes du Groupe (deuxième ligne de défense), qui comprennent la Gestion indépendante des risques et la Gestion indépendante des risques de conformité, établissent des politiques de risque et de contrôle et gèrent et supervisent activement les catégories de risque agrégées au sein de Citi, notamment les risques couvrant plusieurs catégories, comme le risque de concentration.

La fonction Audit interne du Groupe constitue la troisième ligne de défense. L'objectif, les pouvoirs et les responsabilités de la fonction d'Audit interne sont définis par la Charte d'Audit interne, qui est revue et approuvée annuellement par le Comité d'audit. L'Audit interne est une fonction indépendante qui soutient les objectifs de l'organisation et évalue l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance.

Les fonctions de support d'entreprise englobent les Ressources humaines et le Service juridique et ne répondent pas à la définition de la première ligne de défense, de la gestion indépendante des risques/de la gestion indépendante des risques de conformité ou de l'audit interne. Toutes les activités réalisées par les unités de première ligne au sein des fonctions de support d'entreprise restent soumises au contrôle de la Gestion indépendante des risques et de la Gestion indépendante des risques de conformité.

BHW utilise également un modèle de lignes de défense comme élément clé pour gérer ses risques. Au sein de BHW, la Deuxième ligne de défense (2LOD) comprend également des fonctions, telles que la Finance, les RH et le pôle Juridique.

Gestion indépendante des risques

La fonction de Gestion indépendante des risques agit en tant que solide partenaire indépendant pour épauler le Groupe dans la gestion efficace de tous les risques auxquels le Groupe est exposé d'une manière compatible avec son appétit pour le risque.

Le CRO du Groupe est rattaché au COO du Groupe. Le CRO a un accès fréquent, direct et indépendant au Conseil d'administration et au BRC. La fonction de Gestion indépendante des risques du Groupe assure une représentation appropriée dans tous les comités de gestion du Groupe et autres forums de gouvernance en fonction des besoins. Le CRO rend compte en permanence au Comité de gestion des risques (« Risk Management Committee », RMC), au BRC et au Conseil d'administration du profil de risque du Groupe.

L'objectif du Groupe est de s'assurer que les salariés de la Gestion indépendante des risques possèdent l'expertise, la stature, le pouvoir et l'indépendance appropriés et sont habilités à prendre des décisions et à escalader les problèmes.

Cadre de gestion des risques

Le Groupe a mis en place des cadres, des politiques et des normes de gestion des risques exhaustifs et documentés afin de soutenir la gestion des risques importants qui ont été identifiés dans le cadre de ses activités et de garantir le respect du principe de rendre compte par le biais de son modèle de lignes de défense.

Le cadre de gestion des risques du Groupe constitue un référentiel global de gouvernance des risques qui s'appuie sur des principes solides de bonne

gouvernance et de gestion des risques et sur les directives publiées par les régulateurs. Le cadre de gestion des risques décrit la structure de gouvernance des risques, les processus centraux de gouvernance ainsi que les rôles et responsabilités.

Des cadres formalisés de gestion des risques par type de risques importants codifient les processus et pratiques intervenant dans la gestion des risques au sein du Groupe. Ces cadres de gestion des risques ont pour objectif de définir clairement :

- les principes d'une bonne gestion des risques pour chaque type de risque important ;
- les liens hiérarchiques et de responsabilité en matière de risques, notamment les rôles et la composition des comités de gestion et des risques, avec la responsabilité de surveiller le respect des cadres, des politiques et des normes ;
- la gouvernance des risques selon l'approche des lignes de défense ;
- les processus de support.

Appétit pour le risque

La déclaration d'appétit pour le risque du Groupe constitue l'articulation formelle des niveaux et types de risques agrégés que le Groupe est disposé à accepter ou entend éviter afin d'atteindre ses objectifs stratégiques. Elle comprend des déclarations qualitatives et des indicateurs complémentaires

La déclaration d'appétit pour le risque est essentielle pour aligner la stratégie globale de l'entreprise, l'allocation des fonds propres et les risques. Elle vise à soutenir la croissance de l'organisation tout en limitant toute accumulation excessive de risques dans le profil de risque du Groupe.

La Gestion indépendante des risques examine et rend compte régulièrement du respect de l'appétit pour le risque approuvé par le Conseil d'administration au RMC, au Comité exécutif, au BRC et au Conseil d'administration.

Le BRC recommande l'approbation de la Déclaration d'appétit pour le risque (« Risk Appetite Statement », RAS) du Groupe au Conseil d'Administration une fois par an, ou ponctuellement selon les besoins

Suite à l'acquisition de Bank Handlowy w Warszawie (BHW), la RAS du Groupe couvre l'entité consolidée (CEP et BHW), même si certains indicateurs restent au niveau de la société pour se conformer à la réglementation.

Processus clé de gouvernance des risques

Le Groupe a mis en place des processus et outils appropriés pour gérer, mesurer et atténuer activement les risques auxquels il est exposé. La Gestion indépendante des risques veille à ce que les risques clés soient identifiés, gérés, surveillés, contrôlés et signalés efficacement en exécutant les processus suivants :

- Un processus d'identification et d'évaluation visant à dresser un inventaire des risques, qui identifie et évalue les expositions aux risques, les concentrations et les positions, tant quantitatives que qualitatives, identifiées comme étant les risques les plus importants pour le Groupe, et la manière dont ces risques sont surveillés et atténués ;
- L'évaluation et l'examen critique du plan stratégique à 3 ans du Groupe et la communication d'un rapport exposant les résultats de cet examen critique au Conseil d'administration une fois par an ;
- Permettre au Conseil d'examiner et d'approuver la déclaration d'appétit pour le risque du Groupe une fois par an. Cette déclaration définit le niveau de risque que le Conseil d'administration est prêt à tolérer dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie ;
- Adopter des politiques qui établissent des normes, des limites de risque et des processus de respect des politiques ;
- Effectuer des tests de stress et s'assurer que des chocs et des modèles appropriés sont utilisés pour évaluer les risques significatifs du Groupe ;
- Documenter un plan annuel de gestion indépendante des risques approuvé par le Conseil d'administration qui présente les principaux livrables qui étaient et améliorent la gestion des risques. Les progrès réalisés par rapport au plan sont suivis et communiqués au BRC de manière continue ; et
- Surveiller le réseau de succursales du Groupe afin de s'assurer que toutes les succursales respectent et appliquent le cadre de gestion des risques.

Tests de stress

Les tests de stress sont intégrés aux processus de gestion des risques du Groupe et étayent les décisions stratégiques de l'organisation.

Le programme des tests de stress :

- Étaye les tests de stress ascendants et descendants, notamment les tests de stress inversés ;
- Est une plateforme flexible permettant de modéliser une grande variété de tests de stress à travers les lignes d'activité et les types de risque ;
- Recueille des données dans l'ensemble de l'entreprise, au besoin ; et
- Permet d'intervenir pour ajuster les hypothèses.

L'analyse de sensibilité soutient la surveillance continue des risques par les équipes de gestion des risques, le cas échéant. Elle est réalisée à intervalles réguliers en fonction des exigences internes et réglementaires. Le Groupe utilise des analyses de scénarios, qui sont à la fois dynamiques et prospectives. Les scénarios ont une incidence appropriée sur tous les types de risques significatifs, les facteurs de risque et les vulnérabilités spécifiques pertinents pour le Groupe. Les tests de stress inversés sont utilisés pour évaluer les points faibles de son modèle économique et sont adaptés à la nature, à la taille et à la complexité de son activité et aux risques qu'il encourt.

Surveillance et rapports sur les risques

L'équipe de gestion indépendante des risques surveille en permanence l'environnement de risque, ce qui permet de produire un ensemble complet de rapports. En tant qu'entreprise mère intermédiaire (IPU) de Citibank, CEP englobe désormais BHW (75 %). Les rapports indépendants de gestion des risques sont établis sur une base individuelle et/ou consolidée selon les besoins et visent à s'assurer que la direction, les comités concernés et le Conseil d'administration évaluent et comprennent de manière appropriée les principaux risques auxquels le Groupe est confronté, facilitant ainsi une gestion et une surveillance proactives :

- Des rapports détaillés sur les expositions aux risques couvrant tous les risques significatifs sont transmis au BRC et au Conseil d'administration à chaque séance ;
- Des rapports transparents et rigoureux sur les expositions et les concentrations par domaine de risque sont transmis aux comités des risques ; et
- De l'adhésion mensuelle aux rapports RAS du Groupe qui est transmise à la direction afin de s'assurer que la prise de risque du Groupe reste conforme aux limites fixées par le Conseil d'administration.

Le Groupe utilise le dispositif global de compte rendu des risques établi par Citi pour surveiller l'exposition au risque de crédit et au risque de marché. Le Groupe utilise des dispositifs et des processus pour surveiller le risque opérationnel. Les résultats de ces dispositifs et processus sont consolidés pour fournir un profil de risque opérationnel.

23.2 Risque de crédit

Définition

Le risque de crédit se définit comme le risque de perte résultant de la dégradation de la qualité de crédit (ou du risque de dégradation) ou de la défaillance d'un emprunteur, d'une contrepartie, d'un tiers ou d'un émetteur à honorer ses obligations financières ou contractuelles.

Le Groupe gère deux grandes catégories distinctes de risque de crédit : le risque de crédit de détail et le risque de crédit de gros. Les risques de crédit de détail et de gros sont des composantes du risque de crédit, au sens du cadre de gestion des risques d'entreprise de Citi et en application de la

taxinomie des risques de Citi. Ils comprennent le risque de crédit de détail (« Retail Credit Risk », RCR), le risque de prêt de gros (« Wholesale Lending Risk », WLR) et le risque de crédit de contrepartie (« Counterparty Credit Risk », CCR).

- Définition du risque WLR : le risque de prêt de gros est le risque de perte résultant de la dégradation de la qualité de crédit (ou du risque de dégradation) ou de la défaillance d'un emprunteur institutionnel ou commercial, d'une contrepartie, d'un tiers, d'un émetteur ou d'une personne fortunée à honorer ses obligations financières ou contractuelles.
- Définition du risque RCR : le risque de crédit de détail est le risque de perte résultant de la dégradation de la qualité du crédit ou de la défaillance d'un emprunteur à honorer ses obligations financières ou contractuelles sur un produit de crédit à la consommation, par exemple des cartes de crédit, des prêts hypothécaires, des prêts non garantis ou d'autres prêts remboursables par versement. Le risque de crédit de détail est associé aux emprunteurs particuliers ou aux petites entreprises.
- Définition du risque CCR : le risque de crédit de contrepartie est le risque de perte résultant de la dégradation de la qualité de crédit (ou du risque de dégradation) ou de la défaillance d'une contrepartie à honorer ses obligations financières ou contractuelles.

Gouvernance et organisation

Le cadre de gestion du risque de crédit, approuvé par le Conseil d'administration, fournit une description globale de la gestion du risque de crédit, établit des normes de mesure, de gestion, de surveillance et de contrôle du risque de crédit au sein du Groupe et définit les responsabilités au sein des lignes de défense. En application du cadre de gestion du risque de crédit, les Comités et groupes de travail suivants assurent un rôle de supervision des éléments relatifs au risque de crédit :

- Comité des risques du Conseil d'administration
- Comité exécutif
- Comité de gestion des risques
- Groupe d'examen du portefeuille de crédit
- Groupe de travail sur la dépréciation
- Comité des nouvelles activités

Le Groupe a mis en place des normes et procédures qui précisent plus en core la manière dont le risque de crédit est géré, surveillé et mesuré dans les différentes activités du Groupe. Outre ces normes, le Groupe adhère également aux politiques, normes et procédures applicables à l'échelle de Citigroup.

Conformément au cadre susvisé, le Groupe dispose d'un processus de surveillance et de compte rendu du portefeuille de crédit. Le profil de risque de crédit du Groupe est surveillé par le Comité de gestion des risques et étayé par le Groupe d'examen du portefeuille de crédit. En outre, des mises à jour fréquentes du profil de risque de crédit du Groupe sont communiquées au Comité des risques du Conseil et au Conseil d'administration du Groupe.

Le Directeur du risque de crédit rend compte directement au CRO du Groupe et est responsable de la supervision de la deuxième ligne de défense et de la gestion du portefeuille de risques de crédit du Groupe.

Mesure des risques

Le Groupe définit son appétit pour le risque de crédit en cohérence avec son modèle d'affaires et sa stratégie, avec la mise en place de limites spécifiques pour contrôler le respect de l'appétit pour le risque. Le respect de ces limites est surveillé par le métier et par l'équipe risque de crédit concernée sur une base continue et fait l'objet d'un rapport au Groupe d'examen du portefeuille de crédit et au Comité des risques du Conseil.

Pour gérer le profil de risque de crédit et limiter le risque de concentration, des limites de risque de crédit sont fixées également pour chaque contrepartie, en établissant le niveau maximum acceptable pour chacune d'elles. La gestion du risque de crédit peut ajuster les limites à tout moment en tenant compte des derniers événements et étayer les stratégies d'atténuation des risques.

Qualité de crédit

Le Groupe utilise un système interne de notation du risque qui différencie de manière précise et fiable les divers degrés de risque de crédit inhérents aux expositions gérées de manière à pouvoir les classer. Pour différencier les degrés de risque de crédit, le Groupe doit être en mesure d'établir des distinctions significatives et cohérentes entre les expositions de crédit selon deux dimensions (i) risque de défaut - les débiteurs sont affectés à des échelons de notation qui reflètent approximativement la probabilité de défaut, et (ii) échelons de notation de gravité de perte (ou estimations de perte en cas de défaut) qui reflètent approximativement la gravité de la perte attendue en cas de défaut dans des conditions de ralentissement économique.

La note interne de risque du débiteur (« Obligor Risk Rating » ou ORR) représente la probabilité qu'un débiteur fasse défaut à l'horizon d'un an. Les notes de risque des débiteurs sont attribuées sur une échelle de 1 à 10, avec des subdivisions, « 1 » signalant le risque le moins élevé et « 7 » le risque le plus élevé pour les débiteurs qui ne sont pas en défaut. Les ORR de « 8 » à « 10 » sont attribuées aux débiteurs répondant à la définition d'un défaut, autrement dit, soit le débiteur accuse un arriéré de 90 jours sur une exposition significative pour le Groupe, soit/et le Groupe estime qu'il est peu probable que le débiteur lui paie intégralement ses obligations de crédit sans qu'il ne recoure à des actions, telles que la réalisation de la garantie (s'il en détient), le recouvrement contre une garantie, le dépôt d'une mise en recouvrement auprès de l'assureur ou d'autres formes de soutien.

Les débiteurs ayant reçu une ORR d'au moins « 4- » sont considérés comme des débiteurs de qualité « Investment Grade », qui présentent un faible risque de défaut en raison de leur force et de leur capacité à honorer leurs engagements financiers.

L'ORR est obtenue à l'aide d'un modèle de méthodologie de notation. La méthodologie prend en compte des données qualitatives et quantitatives ainsi que les avis d'experts en matière de risque. Toutes les ORR doivent impérativement être examinées une fois par an, au minimum, et lorsque de nouvelles informations sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur la qualité de crédit du débiteur ou les facilités de crédit accordées au débiteur.

Les ORR sont des données essentielles à la détermination de la structure d'échéance des PD de gros. Le Groupe recueille des informations sur la performance et le défaut de paiement de ses expositions au risque de crédit, qui sont analysées par région et par secteur. Il utilise des modèles statistiques pour analyser ces données et générer des estimations de PD et prédire la manière dont celles-ci devraient évoluer au fil du temps.

Pour les expositions de crédit à la clientèle de détail de BHW, le Groupe utilise des modèles de notation élaborés à partir de l'historique de comportement des clients du Groupe. Ces modèles analysent le comportement des clients au sein du Credit Information Bureau, ses propres données ainsi que les données démographiques des clients. La qualité de la performance des modèles de notation fait l'objet d'une surveillance permanente et annuelle. En conséquence de quoi, des modifications sont apportées au modèle ou à la politique de crédit. Le risque de crédit du portefeuille de crédit à la clientèle de détail est mesuré sur la base de modèles de notation et de techniques d'information dédiés, notamment une analyse des ratios pour les nouveaux clients et les portefeuilles existants avec et sans dépréciation.

Dépréciation et provisionnement en normes IFRS

Les provisions constituées au titre de tous les instruments financiers (tels que les liquidités, les prêts, les titres de placement et les créances commerciales) comptabilisés au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont calculées en utilisant le modèle des ECL en trois étapes (dites « stage ») en application d'IFRS 9.

- Le stage 1 comprend les actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale. Pour ces actifs, une perte de crédit attendue (ECL) à 12 mois, c'est-à-dire une estimation pondérée des probabilités de pertes de crédit, est comptabilisée.
- Le stage 2 comprend les actifs qui ont connu une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale, mais qui ne sont

pas encore dépréciés. Une ECL sur la durée de vie est comptabilisée.

- Le stage 3 regroupe les instruments réputés dépréciés. Une ECL sur la durée de vie est comptabilisée pour les calculs du modèle. Des évaluations individuelles de la dépréciation sont effectuées pour certaines autres expositions significatives classées stage 3, afin de calculer les provisions.

Surveillance des dépréciations/pertes de crédit attendues

Le Groupe estime les ECL sur une base trimestrielle. Les ECL sont présentées au Groupe de travail sur la dépréciation (« Impairment Working Group », IWG) présidé conjointement par le Contrôleur financier du Groupe et le Responsable global de la politique de crédit, du portefeuille et de la gouvernance pour examen et recommandation par le RMC.

Intégration d'informations prospectives

Le Groupe intègre des informations prospectives dans l'évaluation si le risque de crédit d'un instrument a augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale et l'évaluation des ECL. Trois scénarios économiques sont élaborés par le Groupe des scénarios d'entreprise de Citi : un scénario de base, qui est le scénario central, développé en interne à partir de prévisions de consensus, et deux scénarios moins probables, un à la hausse (ou optimiste) et un à la baisse (ou pessimiste). Les scénarios sont actualisés tous les trimestres.

Lors de l'élaboration des modèles d'après IFRS 9, les facteurs clés sont identifiés, tels que le risque de crédit et les pertes de crédit sur la base des caractéristiques sectorielles, des caractéristiques des produits et des spécificités géographiques attachées à chaque instrument financier, au moyen d'une analyse des données historiques afin de mesurer les relations entre les facteurs macro-économiques identifiés et le risque de crédit et les pertes de crédit, en ayant recours à un historique de plus de 20 ans de données sur les pertes.

Les principaux facteurs comprennent la croissance du PIB, les taux de chômage et d'autres indicateurs macro-économiques, notamment les indices boursiers. Citi estime chaque facteur économique pour le risque de crédit sur la période de prévision suivie d'un retour à une moyenne économique sur le long terme.

Le tableau ci-dessous reprend les principales hypothèses macro-économiques en matière de PIB et de chômage utilisées dans les scénarios de base, optimistes et pessimistes (tels que produits par le Groupe des scénarios d'entreprise de Citi) sur une période de prévision de 3 ans pour cinq des principales régions de CEP par exposition au crédit.

Groupe										
Pays	Variable macroéconomique	Optimiste			Base			Pessimiste		
		2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027
	Croissance du PIB	2,2	2,6	1,4	1,1	1,4	1,4	-3,8	0,4	3,0
France	Taux de chômage	6,7	5,9	5,8	7,5	7,3	7,2	9,8	10,3	9,2
	Croissance du PIB	3,4	4,2	2,3	2,2	2,1	2,2	-1,8	0,8	4,0
Unis	Taux de chômage	4,0	3,5	3,5	4,3	4,1	4,1	6,5	7,1	6,1
	Croissance du PIB	1,9	2,6	1,3	0,8	1,3	1,3	-4,5	0,2	3,0
Allemagne	Taux de chômage	5,5	4,7	4,9	6,1	5,9	6,0	7,5	7,9	7,4
	Croissance du PIB	2,3	2,7	1,5	1,3	1,4	1,4	-4,1	0,3	3,2
Zone euro	Taux de chômage	5,8	5,0	5,0	6,6	6,3	6,3	8,6	9,0	8,1
	Croissance du PIB	4,8	4,7	3,5	3,8	3,5	3,4	-2,5	1,8	5,3
Pologne	Taux de chômage	4,8	4,5	4,3	4,9	4,8	4,6	7,3	7,9	6,7

Les hypothèses représentent les taux absolus de chômage en pourcentage et la variation annuelle en pourcentage du PIB.

Les scénarios sont mis à jour tous les trimestres afin d'inclure des données réelles à jour et refléter l'évolution des perspectives. Compte tenu du périmètre des activités de Citi, les scénarios trimestriels produits pour le calcul des ECL sont par nature d'envergure mondiale. Les pondérations de probabilité appliquées à la mesure des ECL sont également revues trimestriellement et sont présentées ci-dessous pour les clôtures de l'exercice en cours et de l'exercice précédent. L'écart de pondération observé entre 2023 et 2024 reflète principalement l'évolution des perspectives macroéconomiques.

	Groupe					
	31 décembre 2024			31 décembre 2023		
Scénario	Optimiste	Base	Pessimiste	Optimiste	Base	Pessimiste
Pondération de probabilité	9 %	63 %	28 %	8 %	61 %	31 %

Le portefeuille de détail de BHW est soumis à un modèle IFRS 9 et à des scénarios macroéconomiques différents, en raison de la nature du portefeuille en termes de mix produits et de base géographique. Les ECL pour les expositions au sein du portefeuille de détail de BHW sont calculées sur la base de modèles statistiques pour des groupes d'actifs combinés dans des portefeuilles présentant des caractéristiques communes de risque de crédit (les principaux produits incluent les cartes de crédit, les prêts de trésorerie et les prêts hypothécaires). Les principales variables macroéconomiques utilisées pour modéliser les ECL sont le taux de chômage de la Pologne (BAEL) et l'évolution de l'indice des actions polonaises (indice WIG).

Après application des pondérations ci-dessus, les modèles ont produit des ECL combinées de 287 millions \$ (31 décembre 2023 : 329 millions \$). En plus des ECL modélisées, des superpositions de gestion de 1 million \$ (31 décembre 2023 : 24 millions \$) ont été incluses. Elles sont plus amplement présentées dans la section suivante.

Sensibilité des ECL aux futures conditions économiques futures et superpositions de gestion (« management overlays »)

L'estimation des ECL est sensible aux jugements et hypothèses retenus concernant la formulation de scénarios prospectifs et la manière dont ces scénarios sont intégrés dans les calculs. Le Groupe a procédé à des analyses sur des variables macro-économiques sélectionnées à partir du portefeuille de gros afin d'illustrer la sensibilité des ECL modélisées aux changements d'hypothèses macroéconomiques. Quatre scénarios ont été analysés : choc de +1 % et de -1 % sur les taux de croissance du PIB et choc de +1 % et -1 % sur les taux de chômage. L'analyse de sensibilité au taux de croissance du PIB indique des variations des ECL comprises entre -11 millions \$ et +14 millions \$. L'analyse de sensibilité au chômage indique des variations des ECL comprises entre -5 millions \$ et +5 millions \$*.

* L'analyse exclut les débiteurs de stage 3 évalués individuellement.

Outre les variables macroéconomiques, l'estimation des ECL selon l'IFRS 9 est sensible à de nombreux autres facteurs pris en compte dans leur calcul, notamment la qualité de crédit, le produit, le secteur, la distribution géographique, les garanties et la durée. Les ECL estimées selon le modèle IFRS 9 tiennent également compte d'un certain nombre de facteurs qualitatifs, notamment la concentration, la titrisation et d'autres considérations externes. Enfin, les estimations des ECL peuvent inclure des superpositions de gestion à titre d'ajustement postérieur à la modélisation afin de tenir compte, entre autres éléments, des événements de risque idiosyncratique et des limites du modèle.

La qualité du crédit et les caractéristiques de durée du portefeuille du Groupe sont particulièrement importantes pour limiter le niveau de sensibilité des ECL. Au 31 décembre 2024, 96 % (31 décembre 2023 : 96 %) du portefeuille était classé stage 1.

Le calcul selon l'IFRS 9 intègre trois scénarios pondérés en fonction des probabilités pour aboutir à une provision pour pertes combinée. Le tableau ci-dessous présente la provision pour pertes individuelle pour chaque scénario (de référence, optimiste et pessimiste) calculée à partir du profil des stages à la clôture. Les chiffres des provisions pour pertes excluent les superpositions de gestion.

	Groupe		
	31 décembre 2024		
	Optimiste	Base	Pessimiste
	M\$	M\$	M\$
Provision pour perte	203	218	471

Au 31 décembre 2024, les ECL totalisent 288 millions \$ (31 décembre 2023 : 353 millions \$), y compris le montant total des superpositions de gestion de 1 million \$ (31 décembre 2023 : 24 millions \$).

La superposition de gestion incluse à la fin de l'exercice 2024, d'un montant de 1 million \$, vise à répondre à une limitation du modèle relative aux résultats des contrôles a posteriori du modèle.

La réduction des superpositions au cours de l'exercice 2024 est principalement due à l'évolution du processus de notation des risques et à l'amélioration de la performance du portefeuille de détail de BHW, combinée à l'évolution du modèle de PD de détail de BHW.

Exposition au risque

L'exposition totale au risque de crédit, notamment les engagements, se décompose comme suit :

	Groupe									
	31 décembre 2024					31 décembre 2023 (Retraité)				
	Exposition maximale	Compensation (« netting and set-off »)	Montants liés non compensés dans l'état de la situation financière		Exposition nette	Exposition maximale	Compensation (« netting and set-off »)	Montants liés non compensés dans l'état de la situation financière		Exposition nette
			Garanties en espèces	Garantie autre qu'en espèces*				Garanties en espèces	Garantie autre qu'en espèces*	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au bilan :										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 441	—	—	—	49 441	45 476	—	—	—	45 476
Actifs de négociation	13 322	—	—	—	13 322	7 858	—	—	—	7 858
Instruments financiers dérivés*	39 231	-361	-581	-12	38 277	29 640	-565	-135	-407	28 533
Titres de placement	20 514	—	—	—	20 514	17 490	—	—	—	17 490
Prêts et avances aux banques	1 975	—	—	-300	1 675	2 529	—	—	—	2 529
Prêts et avances à la clientèle	26 457	—	—	-1 916	24 541	25 065	—	—	-2 213	22 852
Accords de prise en pension	29 727	-11 634	—	-11 660	6 433	22 073	-6 189	-688	-14 239	957
Autres actifs	8 862	—	—	-2	8 860	10 125	—	—	—	10 125
	189 529	-11 995	-581	-13 890	163 063	160 256	-6 754	-823	-16 859	135 820
Hors bilan :										
Lettres de crédit	16 770	—	—	—	16 770	16 878	—	—	—	16 878
Engagements de prêt non utilisés	49 046	—	—	—	49 046	39 555	—	—	—	39 555
Autres engagements et garanties	789	—	—	—	789	751	—	—	—	751
	66 605	—	—	—	66 605	57 184	—	—	—	57 184

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Société									
	31 décembre 2024					31 décembre 2023 (Retraité)				
	Exposition maximale	Compensation (« netting and set-off »)	Montants liés non compensés dans l'état de la situation financière		Exposition nette	Exposition maximale	Compensation (« netting and set-off »)	Montants liés non compensés dans l'état de la situation financière		Exposition nette
			Garanties en espèces	Garantie autre qu'en espèces*				Garanties en espèces	Garantie autre qu'en espèces*	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au bilan :										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 358	—	—	—	48 358	45 338	—	—	—	45 338
Actifs de négociation	12 876	—	—	—	12 876	7 653	—	—	—	7 653
Instruments financiers dérivés*	38 221	—	-474	-12	37 735	28 061	—	-76	-407	27 578
Titres de placement	12 892	—	—	—	12 892	9 772	—	—	—	9 772
Prêts et avances aux banques	1 904	—	—	-8	1 896	2 573	—	—	—	2 573
Prêts et avances à la clientèle	21 980	—	—	-1 814	20 166	20 667	—	—	-565	20 102
Accords de prise en pension	27 638	-11 634	—	-9 602	6 402	18 184	-6 189	-685	-10 371	939
Autres actifs	7 989	—	—	—	7 989	9 483	—	—	—	9 483
	171 858	-11 634	-474	-11 436	148 314	141 731	-6 189	-761	-11 343	123 438

Hors bilan :										
Lettres de crédit	15 840	—	—	—	15 840	16 148	—	—	—	16 148
Engagements de prêt non utilisés	44 984	—	—	—	44 984	35 762	—	—	—	35 762
Autres engagements et garanties	750	—	—	—	750	729	—	—	—	729
	61 574	—	—	—	61 574	52 639	—	—	—	52 639

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Les montants maximaux d'exposition des actifs financiers présentés dans le tableau ci-dessus correspondent aux valeurs comptables comptabilisées dans l'état de la situation financière, à l'exception des instruments financiers dérivés et des accords de prise en pension. La valeur comptable des produits dérivés et des prises en pension dans l'état de la situation financière est calculée en déduisant de l'exposition maximale l'exposition admissible à la compensation qui peut faire l'objet d'une compensation en vertu d'IAS32. Les garanties en espèces et autres qu'en espèces n'ont pas d'impact sur la valeur comptable dans l'état de la situation financière.

Les garanties détenues par le Groupe pour sécuriser les opérations de prêt comprennent :

- Les garanties financières telles que les titres négociables ;
- Les garanties physiques, telles que les immobilisations corporelles, le mobilier et les agencements, les navires ; et
- D'autres types de garanties de prêt telles que les créances commerciales.

La qualité de crédit des actifs fait l'objet d'un suivi régulier et de rapports à la direction générale, au Comité des risques du Conseil d'administration et au Conseil d'administration sur une base trimestrielle. En outre, les expositions à risque élevé font l'objet d'un rapport mensuel à la direction. Tout événement de crédit soudain est immédiatement porté à la connaissance des responsables senior des risques et des activités.

Le tableau ci-dessous présente les créances adossées à des créances hypothécaires dans Bank Handlowy sur des clients particuliers dans un intervalle de prêt/valeur (LtV) donné. Le montant de l'exposition est mesuré par le montant du principal impayé.

M\$	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Moins de 60 %	431	364
61-80 %	136	189
81-100 %	6	14
	573	567

Pertes de crédit attendues - au bilan et hors bilan (ensemble des instruments financiers)

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la valeur comptable brute et des provisions pour ECL correspondantes :

Exposition	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	158 979	119 174	6 417	7 092	354	518	13	—	165 763	126 784
Nouveaux actifs émis ou achetés	50 149	47 040	1 895	2 083	—	—	3	2	52 047	49 125
Acquisition de Bank Handlowy	—	18 810	—	1 106	—	125	—	11	—	20 052
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-33 267	-27 736	-2 317	-1 938	-172	-485	-4	—	-35 760	-30 159
Transferts vers le stage 1	2 555	3 507	-2 551	-3 397	-4	-110	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	-3 098	-1 808	3 104	1 808	-6	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-38	-5	-52	-304	88	309	—	—	-2	—
Montants passés en perte	—	-3	—	-33	-35	-3	—	—	-35	-39
Autres variations	-94	—	-28	—	-12	—	-1	—	-135	—
Au 31 décembre	175 186	158 979	6 468	6 417	213	354	11	13	181 878	165 763

ECL	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	75	62	132	161	147	77	—	—	354	300
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	37	25	23	56	—	—	—	—	60	81
Acquisition de Bank Handlowy	—	17	—	26	—	79	—	—	—	122
Exposition décomptabilisée ou échue	-22	-31	-43	-38	-23	-32	—	—	-88	-101
Transferts vers le stage 1	43	40	-43	-33	—	-6	—	—	—	1
Transferts vers le stage 2	-7	-6	9	7	-4	—	—	—	-2	1
Transferts vers le stage 3	—	—	-8	-24	8	24	—	—	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-28	-22	39	-8	12	17	—	—	23	-13
Montants passés en perte	—	—	—	-4	-35	-4	—	—	-35	-8
Autres variations	-9	-10	-7	-11	-8	-8	—	—	-24	-29
Au 31 décembre	89	75	102	132	97	147	—	—	288	354

La ligne « ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés » correspond à l'augmentation des ECL liées aux expositions classées dans le stage concerné à la fin de l'exercice. Les lignes « transferts vers » les stages dans le tableau des ECL correspondent à la réserve d'ECL sur les débiteurs correspondants à la fin de l'exercice précédent ou à la date de création. La « réévaluation nette de la provision pour pertes » correspond à la variation des ECL suite à un transfert de stage non imputable à une variation d'exposition. Les « autres mouvements » des ECL concernent les mouvements des superpositions de gestion, le change et d'autres ajustements au cours de l'exercice.

Exposition	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1^{er} janvier	139 576	119 108	4 972	7 090	207	517	144 755	126 715
Nouveaux actifs émis ou achetés	45 635	40 643	1 499	1 852	—	—	47 134	42 495
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-28 716	-22 125	-2 079	-1 808	-145	-487	-30 940	-24 420
Transferts vers le stage 1	2 068	3 453	-2 065	-3 343	-3	-110	—	—
Transferts vers le stage 2	-2 619	-1 499	2 624	1 499	-5	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-28	-1	-31	-289	59	290	—	—
Montants passés en perte	—	-3	—	-29	-18	-3	-18	-35
Autres variations	-3	—	—	—	—	—	-3	—
Au 31 décembre	155 913	139 576	4 920	4 972	95	207	160 928	144 755

ECL	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	57	62	97	159	52	79	206	300
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	35	23	20	52	—	—	55	75
Exposition décomptabilisée ou échue	-20	-29	-40	-35	-16	-42	-76	-106
Transferts vers le stage 1	35	39	-34	-33	—	-6	1	—
Transferts vers le stage 2	-4	-6	7	6	-3	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	-3	-24	3	24	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-19	-18	33	-10	10	17	24	-11
Montants passés en perte	—	—	—	-3	-19	-3	-19	-6
Autres variations	-6	-14	-5	-15	-2	-17	-13	-46
Au 31 décembre	78	57	75	97	25	52	178	206

La ligne « ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés » correspond à l'augmentation des ECL liées aux expositions classées dans le stage concerné à la fin de l'exercice. Les lignes « transferts vers » les stages dans le tableau des ECL correspondent à la réserve d'ECL sur les débiteurs correspondants à la fin de l'exercice précédent ou à la date de création. La « réévaluation nette de la provision pour pertes » correspond à la variation des ECL suite à un transfert de stage non imputable à une variation d'exposition. Les « autres mouvements » des ECL concernent les mouvements des superpositions de gestion, le change et d'autres ajustements au cours de l'exercice.

Pertes de crédit attendues

Le tableau suivant présente les charges d'ECL de l'ensemble des actifs financiers dans le compte de résultat.

31 décembre 2024 et 31 décembre 2023 :

Compte de résultat	Groupe							
	ECL IFRS 9							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-1	2	—	—	—	—	-1	2
Prêts et avances aux banques	—	4	2	1	—	6	2	11
Prêts et avances à la clientèle	-7	2	17	27	48	-8	58	21
Accords de prise en pension	—	1	2	—	—	—	—	—
Titres de placement	-3	-3	—	—	—	—	-3	-3
Autres actifs	3	-1	-1	-2	—	—	2	-3
Total au bilan	-8	5	20	26	48	-2	60	29
Hors bilan								
Lettres de crédit	-1	6	4	13	1	12	4	31
Engagements de prêt non utilisés	-5	-5	6	17	—	-1	1	11
Autres engagements et garanties	—	-1	—	—	—	—	—	-1
Total hors bilan	-6	—	10	30	1	11	5	41
Récupérations de montants antérieurement passés en perte							31	6

Passages en perte							-99	-38
Total des (pertes)/reprises de dépréciation							-3	38

Compte de résultat	Société							
	ECL IFRS 9							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-1	2	—	—	—	—	-1	2
Prêts et avances aux banques	—	4	2	1	—	6	2	7
Prêts et avances à la clientèle	-12	3	12	32	23	10	23	44
Accords de prise en pension	—	-2	2	—	—	—	2	-2
Titres de placement	-2	—	—	—	—	—	-2	—
Total au bilan	-14	6	15	31	23	16	24	51
Hors bilan								
Lettres de crédit	-1	4	5	9	1	12	5	25
Engagements de prêt non utilisés	-6	-3	4	21	—	—	-2	19
Autres engagements et garanties	—	-1	—	—	—	—	—	-1
Total hors bilan	-7	—	9	30	1	12	3	43
Récupérations de montants antérieurement passés en perte							17	5
Passages en perte							-59	-34
Total des (pertes)/reprises de dépréciation							-14	65

Le tableau suivant présente la réserve pour ECL sur les actifs financiers dans l'état de la situation financière et sur les actifs hors bilan.

Au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 :

État de la situation financière	Groupe							
	ECL IFRS 9							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	1	—	—	—	—	2	1
Prêts et avances aux banques	1	1	1	3	—	—	2	4
Prêts et avances à la clientèle	42	35	58	74	92	140	192	249
Accords de prise en pension	1	2	—	—	—	—	1	2
Titres de placement	5	4	—	—	—	—	5	4
Autres actifs	2	2	1	2	—	—	3	4
Total au bilan	53	45	60	79	92	140	205	264
Hors bilan								
Lettres de crédit	7	6	6	11	4	6	17	23
Engagements de prêt non utilisés	28	23	36	42	1	1	65	66
Autres engagements et garanties	1	1	—	—	—	—	1	1
Total hors bilan	36	30	42	53	5	7	83	90
Total	89	75	102	132	97	147	288	354

État de la situation financière	Société							
	ECL IFRS 9							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2	1	—	—	—	—	2	1
Prêts et avances aux banques	1	1	1	3	—	—	2	4
Prêts et avances à la clientèle	34	22	34	46	21	45	89	113
Accords de prise en pension	1	2	—	—	—	—	1	2
Titres de placement	4	3	—	—	—	—	4	3
Autres actifs	2	1	1	2	—	—	3	3
Total au bilan	44	30	36	51	21	45	101	126
Hors bilan								
Lettres de crédit	7	6	6	10	4	6	17	22

Engagements de prêt non utilisés	26	20	33	37	—	—	59	57
Autres engagements et garanties	1	1	—	—	—	—	1	1
Total hors bilan	34	27	39	47	4	6	77	80
Total	78	57	75	98	25	51	178	206

Le tableau ci-dessous fournit une indication de la manière dont les notes internes de risque de crédit du Groupe correspondent à la PD et aux notations de crédit externes de Standard & Poor's.

Notation du risque		Probabilité de défaut moyenne (%)	Notation externe
Note 1 à 4- :	Catégorie Investment Grade	0,00 - 0,34	AAA à BBB-
Note 5+ à 6- :	Catégorie Non Investment Grade	0,89 - 12,16	BB+ à B-
Note 7+ à 7- :	Risque élevé	16,64 - 22,13	CCC+ à CCC-
Note 8 à 10 :	Crédit déprécié	Défaut	à SD/D

Le Groupe regroupe ses expositions sur la base de leur note ORR, comme expliqué ci-dessous :

	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances aux banques au coût amorti										
Note 1 à 4-	1 680	1 989							1 680	1 989
Note 5+ à 6-*	231	262	29	215	—	—	—	—	260	477
Note 7+ à 7-	—	—	37	67	—	—	—	—	37	67
Note 8 à 10*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	1 911	2 251	66	282	—	—	—	—	1 977	2 533
Pertes de crédit attendues	-1	-1	-1	-3	—	—	—	—	-2	-4
Valeur comptable	1 910	2 250	65	279	—	—	—	—	1 975	2 529
Prêts et avances à la clientèle au coût amorti										
Note 1 à 4-	14 642	14 288	263	105		7			14 905	14 400
Note 5+ à 6-*	5 917	6 540	2 087	1 464	—	—	—	—	8 004	8 004
Note 7+ à 7-	—	139	219	424	2	—	—	—	221	563
Note 8 à 10*	—	—	—	—	76	159	—	3	76	162
Par impayés							—			
Pas d'impayés	2 125	1 179	347	277	12	15	1	1	2 485	1 472
1-30 jours	13	18	16	28	4	6	1	—	34	52
31-90 jours	1	2	4	4	6	8	—	1	11	15
Plus de 90 jours	—	—	—	—	67	76	2	3	69	79
Total	22 698	22 166	2 936	2 302	167	271	2	5	25 806	24 747
Pertes de crédit attendues	-42	-35	-59	-74	-91	-140	—	—	-192	-249
Valeur comptable	22 656	22 131	2 877	2 228	76	131	2	5	25 614	24 498
Prêts à la juste valeur par le compte de résultat									843	567
Variation des prêts et avances à la clientèle									26 457	25 065

* La notation interne du risque débiteur (« obligor risk rating », ORR) relative aux comptes débiteurs inclus dans les prêts et avances aux banques et à la clientèle classés stage 1 a été reclassée de la catégorie de notation 8 à 10 à la catégorie de notation 5+ à 6-, car elle représente correctement le solde de stage 1 dans cette catégorie.

	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances aux banques au coût amorti								
Note 1 à 4-	1 609	2 285	—	—	—	—	1 609	2 285
Note 5+ à 6-*	231	10	29	215	—	—	260	224
Note 7+ à 7-	—	—	37	66	—	—	37	67
Note 8 à 10*	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	1 840	2 295	66	281	—	—	1 906	2 576
Pertes de crédit attendues	-1	-1	-1	-3	—	—	-2	-3
Valeur comptable	1 839	2 294	65	278	—	—	1 904	2 573

Prêts et avances à la clientèle au coût amorti								
---	--	--	--	--	--	--	--	--

Note 1 à 4-	13 100	15 171	263	22	—	—	13 363	15 193
Note 5+ à 6-*	4 887	3 243	1 782	1 175	—	—	6 669	4 419
Note 7+ à 7-	—	139	110	335	2	—	112	474
Note 8 à 10*	—	—	—	—	46	127	46	127
Par impayés :								
Pas d'impayés	1 017,9	—	20	—	—	—	1 038	—
1-30 jours	—	—	—	—	—	—	—	—
31-90 jours	—	—	1	—	—	—	1,0	—
Plus de 90 jours	—	—	—	—	2	—	2,0	—
Total	19 005	18 554	2 176	1 532	50	127	21 231	20 213
Pertes de crédit attendues	-35	-22	-34	-46	-21	-44	-90	-113
Valeur comptable	18 970	18 532	2 142	1 486	29	83	21 141	20 100
Prêts à la juste valeur par le compte de résultat							839	567
Variation des prêts et avances à la clientèle							21 980	20 667

* La notation interne du risque débiteur (« obligor risk rating », ORR) relative aux comptes débiteurs inclus dans les prêts et avances aux banques et à la clientèle classés stage 1 a été reclassée de la catégorie de notation 8 à 10 à la catégorie de notation 5+ à 6-, car elle représente correctement le solde de stage 1 dans cette catégorie.

Qualité de crédit - Actifs de négociation

La qualité de crédit des actifs financiers du Groupe est maintenue grâce au respect des politiques du Groupe concernant l'octroi de crédit aux contreparties. Le Groupe surveille les notations de crédit de ses contreparties. Le tableau ci-dessous présente une analyse du portefeuille de négociation du Groupe composé de prêts négociés, d'obligations d'entreprises et d'obligations d'État selon le classement des agences de notation basé sur les notations de Standard & Poor's ou de Moody's au 31 décembre :

Actifs de négociation (JVCR) :

	Groupe							
	Prêts négociés		Obligations d'entreprise		Obligations d'État		Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
AAA à AA-	—	5	231	112	4 103	255	4 334	373
BBB+ à B-	368	512	—	2	8 463	6 845	8 831	7 359
CCC+ et inférieur	—	31	—	—	—	—	—	31
Non noté	156	95	—	—	—	—	156	95
Total	524	643	231	114	12 567	7 101	13 322	7 858

	Société							
	Prêts négociés		Obligations d'entreprise		Obligations d'État		Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
AAA à AA-	—	—	—	—	3 899	168	3 899	168
BBB+ à B-	360	512	—	2	8 461	6 845	8 821	7 359
CCC+ et inférieur	—	31	—	—	—	—	—	31
Non noté	156	95	—	—	—	—	156	95
Total	516	638	—	2	12 360	7 013	12 876	7 653

Qualité de crédit -- Titres de placement

	Groupe									
	Obligations d'État (JVAERG)		Obligations d'entreprises (JVAERG)		Obligations d'entreprises (coût amorti)		Titres de participation (JVCR)		Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
AAA à AA-	13 048	9 414	4 230	5 504	244	254	11	220	17 533	15 392
BBB+ à B-	2 916	2 087	—	—	—	—	17	10	2 933	2 097
CCC+ et inférieur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Non noté	—	—	—	—	—	—	48	2	48	2
Total	15 964	11 501	4 230	5 504	244	254	76	232	20 514	17 490

	Société							
	Obligations d'État (JVAERG)		Obligations d'entreprises (JVAERG)		Titres de participation (JVCR)		Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
AAA à AA-	9 338	6 402	604	1 088	14	184	9 956	7 673
BBB+ à B-	2 916	2 087	—	—	17	10	2 933	2 097

CCC+ et inférieur	—	—	—	—	—	—	—	—
Non noté	—	—	—	—	3	2	3	2
Total	12 254	8 489	604	1 088	34	196	12 893	9 772

Risque de concentration

Dans l'état de la situation financière du Groupe (au bilan - tiers uniquement), les concentrations de risque de crédit par secteur d'activité se présentent comme suit :

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	M\$	M\$	M\$	M\$
Industries extractives	526	228	510	224
Industrie manufacturière	8 958	8 375	8 057	7 340
Production et distribution d'électricité, de gaz, d'eau, de vapeur et d'air conditionné	1 509	1 182	1 126	592
Construction	179	210	160	164
Commerce de gros et de détail	3 582	2 935	2 790	2 104
Transport et stockage	413	530	371	492
Hébergement et restauration	272	304	270	304
Information et communication	2 581	2 665	2 432	2 578
Établissements de crédit et compagnies d'assurance*	67 593	57 476	60 479	49 421
Activités immobilières	1 622	1 412	1 565	1 352
Activités scientifiques et techniques professionnelles	1 515	1 654	1 424	1 583
Activités de services administratifs et de soutien	500	1 182	469	1 127
Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	33 073	26 664	29 231	22 950
Particuliers/Ménages	1 924	2 405	337	873
Autres services	319	278	262	261
	124 566	107 500	109 483	91 365

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

La valeur comptable des expositions au risque de crédit comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les actifs de négociation, les instruments financiers dérivés, les prêts et avances aux banques et à la clientèle, les accords de prise en pension, les titres de placement et les autres actifs.

Le tableau ci-dessous présente le bilan consolidé des concentrations de crédit par zone géographique :

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	M\$	M\$	M\$	M\$
Europe centrale	4 470	3 946	4 470	3 945
Europe de l'Ouest*	111 848	94 881	97 315	79 136
Moyen-Orient / Afrique	940	1 562	905	1 512
Amérique centrale / du Sud	134	163	134	163
Amérique du Nord	6 849	6 455	6 337	6 147
Asie	325	493	322	462
	124 566	107 500	109 483	91 365

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Les régions ci-dessus représentent les pays et les clients qui y sont domiciliés.

23.3 Risque de marché - Portefeuille de négociation

Définition

Le risque de marché des portefeuilles de négociation est le risque de perte économique ou de perte de négociation résultant de variations de la valeur des actifs et des passifs du Groupe suite aux fluctuations de variables de marché, telles que les taux d'intérêt, les taux de change ou les écarts de crédit.

Sources de risque de marché des portefeuilles de négociation

Le portefeuille de négociation comprend les positions détenues dans une intention de négociation à court terme, pour lesquelles l'activité cherche à tirer parti des différences entre les prix d'achat et de vente et qui résultent principalement des flux des clients. Les produits négociés incluent les obligations souveraines, les contrats d'échange de taux d'intérêt et les opérations de change au comptant, les contrats d'échange et les contrats à terme.

Les principales sources de risque de marché dans les portefeuilles de négociation comprennent notamment :

- Risque de taux d'intérêt : Le risque de valorisation résultant des variations des taux d'intérêt.
- Risque de change : Le risque de valorisation résultant de variations des cours des devises.
- Risque de spread de crédit : Le risque de valorisation résultant des variations des spreads de crédit.

Gouvernance et organisation

Le cadre de gestion du risque de valorisation au prix du marché, approuvé par le Conseil d'administration, fournit une description globale de la gestion du risque de marché des portefeuilles de négociation, établit des normes pour la mesure, la gestion, la surveillance et le contrôle du risque de marché des portefeuilles de négociation au sein du Groupe et définit les responsabilités attribuées à chacune des lignes de défense. Comme l'explique le cadre de

gestion du risque de valorisation au prix du marché, les comités suivants assurent un rôle de supervision des éléments liés au risque de marché des portefeuilles de négociation :

- Comité des risques du Conseil d'administration
- Comité exécutif
- Comité de gestion des risques

Le Comité de gestion des risques est le comité chargé en priorité de gérer le risque de marché des portefeuilles de négociation du Groupe. Il est secondé dans cette tâche par le Groupe d'examen du risque de marché pour surveiller et superviser ce risque. Le Comité exécutif veille à intégrer des considérations appropriées en matière de risques au processus de planification stratégique. Le Comité des risques du Conseil supervise la mise en œuvre de la stratégie du Groupe en matière de risque de marché des portefeuilles de négociation ainsi que la fonction de gestion du risque de marché.

Le Directeur du risque de marché rend compte directement au CRO du Groupe et est responsable de la supervision de deuxième ligne de défense du risque de marché des portefeuilles de négociation du Groupe. L'équipe Risque de marché surveille en permanence le profil de risque de marché et rend compte au Comité de gestion des risques et au Comité des risques du Conseil/Conseil d'administration des expositions du portefeuille de négociation par rapport aux limites approuvées.

Mesure des risques

Le risque de marché dans le Groupe est mesuré conformément aux méthodologies standard du secteur, qui sont conçues pour :

- Promouvoir la transparence et la comparabilité des activités de prise de risque de marché.
- Fournir un cadre cohérent pour mesurer les expositions au risque de marché afin de faciliter l'analyse de la performance de l'activité. La VaR (valeur exposée au risque) estime la baisse potentielle de la valeur d'une position ou d'un portefeuille, dans des conditions normales de marché, dans la limite d'un niveau de confiance défini et sur une période spécifique.

La VaR est calculée selon une approche de Monte Carlo qui consiste à générer des simulations de taux ou de prix de marché. Les volatilités et les corrélations sont mises à jour au moins trimestriellement sur la base de trois années de données de marché.

Les principaux paramètres utilisés pour le calcul de la VaR sont les suivants :

- La période de « rétrospective » historique utilisée pour le calcul des volatilités et corrélations historiques ;
- La période de détention, c'est-à-dire le nombre de jours d'évolution des facteurs de risque de marché auxquels le portefeuille est soumis ;
- Un intervalle de confiance est déterminé pour estimer la perte potentielle, et
- Les sensibilités aux facteurs (« les lettres grecques »), à savoir les sensibilités aux variations des facteurs de marché.

Les sensibilités des facteurs représentent la variation de la valeur d'une position pour une variation donnée d'un facteur de risque de marché, telle que la variation de la valeur d'une obligation pour une variation d'un point de base des taux d'intérêt. La Gestion indépendante des risques s'assure que les sensibilités des facteurs sont calculées, surveillées et, dans la plupart des cas, limitées, au regard de tous les risques pertinents pris dans un portefeuille de négociation.

Les portefeuilles sont soumis à des tests de stress quotidiens afin d'estimer l'impact de mouvements extrêmes sur les marchés. La Gestion indépendante des risques élabore des scénarios de stress, étudie les résultats des tests de stress quotidiens et des autres tests périodiques et utilise ces informations pour exercer des jugements quant à la pertinence des niveaux et limites d'exposition.

Exposition au risque

Le tableau suivant présente la répartition des actifs et passifs soumis au risque de marché entre les portefeuilles de négociation et hors négociation.

	Groupe					
	31 décembre 2024			31 décembre 2023 (Retraité)		
	Valeur comptable	Portefeuille de négociation	Portefeuille hors négociation	Valeur comptable	Portefeuille de négociation	Portefeuille hors négociation
Actifs	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 441	—	49 441	45 476	—	45 476
Actifs de négociation	13 322	13 322	—	7 858	7 858	—
Instruments financiers dérivés*	38 870	38 870	—	33 721	33 721	—
Dérivé de couverture	13	13	—	2	2	—
Titres de placement	20 514	—	20 514	17 490	—	17 490
Accords de prise en pension	18 093	4 387	13 706	15 884	1 540	14 344
Prêts et avances aux banques	1 975	—	1 975	2 529	—	2 529
Prêts et avances à la clientèle	26 457	843	25 614	25 065	567	24 498
Autres actifs	8 862	—	8 862	10 125	—	10 125
Total des actifs financiers	177 547	57 435	120 112	158 150	43 688	114 462
Passifs						
Dépôts des banques	14 944	—	14 944	11 218	—	11 218
Comptes clients	67 380	—	67 380	64 891	—	64 891
Instruments financiers dérivés*	38 062	38 062	—	33 626	33 626	—
Dérivé de couverture	18	18	—	24	24	—
Accords de mise en pension	2 578	37	2 541	968	—	968
Dettes subordonnées	9 669	—	9 669	8 482	—	8 482
Autres passifs	25 840	—	25 840	20 091	—	20 091
Total des passifs financiers	158 491	38 117	120 374	139 300	33 650	105 650

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)

	Valeur comptable	Portefeuille de négociation	Portefeuille hors négociation	Valeur comptable	Portefeuille de négociation	Portefeuille hors négociation
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 358	—	48 358	45 338	—	45 338
Actifs de négociation	12 876	12 876	—	7 653	7 653	—
Instruments financiers dérivés*	38 221	38 221	—	32 707	32 707	—
Titres de placement	12 892	—	12 892	9 772	—	9 772
Accords de prise en pension	16 004	4 387	11 617	11 995	1 540	10 455
Prêts et avances aux banques	1 904	—	1 904	2 573	—	2 573
Prêts et avances à la clientèle	21 980	839	21 141	20 667	567	20 100
Autres actifs	7 989	—	7 989	9 483	—	9 483
Total des actifs financiers	160 224	56 323	103 901	140 188	42 467	97 721
Passifs						
Dépôts des banques	14 521	—	14 521	10 870	—	10 870
Comptes clients	54 180	—	54 180	51 225	—	51 225
Instruments financiers dérivés*	37 439	37 439	—	32 778	32 778	—
Accords de mise en pension	2 577	37	2 540	964	—	964
Dettes subordonnées	9 669	—	9 669	8 482	—	8 482
Autres passifs	24 876	—	24 876	19 157	—	19 157
Total des passifs financiers	143 262	37 476	105 786	123 476	32 778	90 698

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Risques liés au portefeuille de négociation

Le tableau suivant résume les risques liés au portefeuille de négociation, en présentant l'exposition la plus élevée, la plus faible et l'exposition moyenne de son portefeuille de négociation à la VaR au cours de la période de déclaration ainsi que l'exposition au 31 décembre :

	Groupe							
	31 décembre 2024	2024			31 décembre 2023	2023		
M\$	Encours	MAX.	MOY.	MIN	Encours	MAX.	MOY.	MIN
VaR	11,3	18,1	9,9	6,5	10,0	25,6	14,2	6,9

	Société							
	31 décembre 2024	2024			31 décembre 2023	2023		
M\$	Encours	MAX.	MOY.	MIN	Encours	MAX.	MOY.	MIN
VaR	10,2	16,8	7,9	4,6	7,8	25,6	13,9	6,4

23.3 Risque de marché - Portefeuille hors négociation

Définition

Le risque de marché hors négociation (NTMR) est l'impact de variations défavorables des variables de marché, telles que les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit et les cours des actions sur les produits d'intérêts nets (« net interest income », NIR), la valeur économique des capitaux propres (« economic value of equity », EVE) ou les autres éléments du résultat global accumulés (AERGA) de Citi.

Sources de risque de marché

Le portefeuille hors négociation comprend des positions qui ne sont pas détenues dans une intention de négociation et proviennent principalement de flux de clients. Les principaux produits du portefeuille hors négociation comprennent les prêts détenus au coût amorti, les dépôts et les titres de placement. Les principales sources de risque de marché au sein du portefeuille hors négociation comprennent notamment :

- Les variations des taux d'intérêt donnant lieu à un impact potentiel avant impôt sur la marge nette d'intérêts (« net interest margin », NIM).
- Les variations de juste valeur des titres de placement dues aux changements des facteurs de risque de marché sous-jacents (taux d'intérêt, écarts de crédit, taux de change, etc.).

Gouvernance et organisation

Le cadre de gestion du risque de trésorerie, approuvé par le Conseil d'administration, fournit une description globale de la manière dont le risque de marché des portefeuilles hors négociation est évalué, surveillé, géré et contrôlé et définit les responsabilités dans les trois lignes de défense. En application du cadre de gestion du risque de trésorerie, les comités et forums suivants assurent un rôle de supervision des éléments relatifs au risque de marché des portefeuilles hors négociation :

- Comité des risques du Conseil d'administration ;
- Comité exécutif ;
- Comité actif-passif (« ALCO ») ; et
- Forum d'examen technique de l'ALCO

L'ALCO est le comité chargé en priorité de superviser le risque de marché dans les portefeuilles hors négociation du Groupe. Le Comité exécutif veille, entre autres missions, à intégrer des considérations appropriées en matière de risques au processus de planification stratégique. Le Comité des risques du Conseil supervise la mise en œuvre de la stratégie du Groupe en matière de risque de marché des portefeuilles hors négociation et de la fonction de gestion du risque de marché des portefeuilles hors négociation.

Le pôle Trésorerie du Groupe est responsable de la gestion et de la supervision de première ligne du risque de marché du portefeuille hors négociation au sein du Groupe.

Le directeur financier CRO rend compte directement au CRO du Groupe et il est responsable de la supervision de deuxième ligne de défense du risque de marché des portefeuilles hors négociation du Groupe. L'équipe finance CRO surveille en permanence le profil de risque de marché hors négociation et rend compte indépendamment à l'ALCO et au BRC/Conseil d'administration des expositions du portefeuille hors négociation par rapport aux limites convenues ainsi que d'autres questions pertinentes en matière de risque.

Mesure des risques

Les principaux indicateurs de mesure associés au risque de marché des portefeuilles hors négociation sont conformes aux normes du secteur et sont présentés ci-dessous :

- Indicateurs de revenu : ils mesurent l'impact potentiel avant impôts sur le produit d'intérêts net, pour les positions du portefeuille hors négociation, en raison de variations de taux d'intérêt définies sur une période de revue spécifique.
- Exposition au taux d'intérêt (« Interest rate exposure », IRE) : mesure l'impact potentiel sur les bénéfices, sur une période de 12 mois, d'une variation parallèle des taux d'intérêt sans risque sur la base d'un bilan statique.
- Le principal indicateur utilisé pour gérer et surveiller cette exposition est un choc de -100 pb avec un plancher de -200 pb.
- Exposition aux écarts de crédit (« Credit spread exposure », CSE) : mesure l'impact potentiel sur les bénéfices, sur une période de 12 mois, d'une variation des écarts de crédit sur les expositions concernées.
- Indicateurs d'évaluation : ils mesurent l'impact des variations de taux d'intérêt sur la valeur économique/les fonds propres du Groupe.
- Sensibilité de la valeur économique (« Economic Value Sensitivity », EVS) : variation de la valeur économique des capitaux propres (valeur actualisée des actifs diminuée de la valeur des passifs) pour une variation parallèle de la courbe des taux d'intérêt sans risque.
- Le principal indicateur utilisé pour gérer et surveiller cette exposition est un choc de -100 pb avec un plancher de -200 pb.
- Risque lié aux autres éléments du résultat global (AERG) : impact des variations sévères mais plausibles des taux d'intérêt et des écarts de crédit sur les AERG du Groupe résultant des variations de valorisation de son portefeuille d'investissement.
- Écart de crédit - Sensibilité de la valeur économique (CS-EVS) : mesure la variation de la valeur économique des capitaux propres résultant d'une variation des écarts de crédit sur les expositions concernées.
- Sensibilité aux facteurs : les sensibilités aux facteurs sont utilisées pour mesurer la sensibilité des obligations de placement et des contrats d'échange sur taux d'intérêt à une augmentation d'un point de base des taux d'intérêt.
- Fonds propres pour les risques : les fonds propres pour le risque de marché des portefeuilles hors négociation sont mesurés à l'aide d'un modèle de gestion de l'actif et du passif pour les fonds propres pour les risques, qui utilise les sensibilités des facteurs de taux d'intérêt et d'écart de crédit pour l'état sous-jacent cumulé des expositions des positions financières.
- Test de stress : le Groupe a également recours à divers chocs de taux d'intérêt parallèles et non parallèles sur le résultat et la valorisation.

Risque de taux d'intérêt

Le tableau ci-dessous présente les profits/(pertes) attendu(e)s d'une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt sur toutes les échéances.

	Groupe		Société	
	Exposition au risque de taux d'intérêt		Exposition au risque de taux d'intérêt	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
	M\$	M\$	M\$	M\$
Impact sur le compte de résultat	242	274	199	215
Total	242	274	199	215
Impact sur les capitaux propres	100	225	44	138
Total	100	225	44	138

Le tableau ci-dessous présente les profits/(pertes) attendus résultant d'une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt sur toutes les échéances, avec un plancher de -200 points de base.

	Groupe		Société	
	Exposition au risque de taux d'intérêt		Exposition au risque de taux d'intérêt	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
	M\$	M\$	M\$	M\$
Impact sur le compte de résultat	-249	-280	-206	-220
Total	-249	-280	-206	-220
Impact sur les capitaux propres	-151	-254	-85	-157
Total	-151	-254	-85	-157

Ces résultats ne sont pas symétriques en raison de l'impact des planchers appliqués dans les scénarios et de l'impact des matrices bêta des dépôts sans échéance, qui définissent la mesure dans laquelle une variation de taux est appliquée à des portefeuilles spécifiques dans différents environnements de taux d'intérêt.

Risque d'écart de crédit

Le tableau ci-dessous représente le bénéfice/(perte) attendu(e) d'une augmentation de l'écart de crédit. Les chocs appliqués aux portefeuilles sont spécifiques aux devises (scénarios non parallèles).

	Groupe		Société	
	Rapport sur l'exposition aux écarts de crédit		Rapport sur l'exposition aux écarts de crédit	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
	M\$	M\$	M\$	M\$
Impact sur le compte de résultat	7	11	6	4
Total	7	11	6	4
Impact sur les capitaux propres	-218	-185	-123	-102

Total	-218	-185	-123	-102
--------------	-------------	-------------	-------------	-------------

Le tableau ci-dessous représente le bénéfice/(perte) attendu(e) d'une baisse de l'écart de crédit. Les chocs appliqués aux portefeuilles sont spécifiques aux devises (scénarios non parallèles).

	Groupe		Société	
	Rapport sur l'exposition aux écarts de crédit		Rapport sur l'exposition aux écarts de crédit	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
	M\$	M\$	M\$	M\$
Impact sur le compte de résultat	-6	-9	-5	-4
Total	-6	-9	-5	-4
Impact sur les capitaux propres	-34	-74	-109	-140
Total	-34	-74	-109	-140

Risque de change

Le risque de change est défini comme le risque de perte financière potentielle due aux variations des taux de change. Le Groupe est exposé à deux types de risque de change :

- Le risque de change au bilan, également appelé risque de conversion, est défini comme les expositions de change au bilan qui, si elles ne sont pas couvertes, pourraient avoir un impact négatif sur les états financiers du Groupe. La Trésorerie surveille le risque de change dans le portefeuille bancaire (« FXRBB »).
- Le risque de change structurel est défini comme l'exposition des ratios de fonds propres aux variations des taux de change. Les variations des taux de change peuvent augmenter/diminuer le niveau des actifs pondérés équivalent en USD (monnaie fonctionnelle). Le Groupe est exposé à une dépréciation du dollar américain. La Trésorerie surveille le risque structurel de change et l'atténue au moyen d'un manuel de change approuvé.

Au 31 décembre 2024, la sensibilité du ratio CET1 de la société à une dépréciation de 10 % de l'USD est présentée ci-dessous pour les principales devises.

Groupe		
Position de change structurelle (non auditée)	2024	2023
Dépréciation de 10 % du dollar US - EUR	-0,70 %	-0,79 %
Dépréciation de 10 % du dollar US - PLN	-0,11 %	-0,13 %

Société		
Position de change structurelle (non auditée)	2024	2023
Dépréciation de 10 % du dollar US - EUR	-0,73 %	-0,81 %

23.4 Risque de liquidité

Définition

Le risque de liquidité est défini comme le risque que le Groupe ne soit pas en mesure de faire face aux besoins de flux de trésorerie actuels et futurs escomptés et inattendus ainsi qu'aux besoins de collatéral sans nuire à ses opérations journalières ou à sa situation financière. Ce risque peut être exacerbé par l'incapacité de l'entreprise à accéder à des sources de financement ou à monétiser des actifs et par la composition du financement du passif et des actifs liquides.

Gouvernance et organisation

Le cadre de gestion du risque de trésorerie, approuvé par le Conseil d'administration, fournit une description globale de la manière dont le risque de liquidité est géré, établit des normes de mesure, de gestion, de surveillance et de contrôle du risque au sein du Groupe et définit les responsabilités réparties entre les trois lignes de défense.

En application du cadre de gestion du risque de trésorerie, les comités suivants assurent un rôle de surveillance des éléments relatifs au risque de liquidité :

- Comité des risques du Conseil d'administration (« BRC ») ;
- Comité exécutif (« ExCo ») ;
- Comité actif-passif (« ALCO ») ;
- Sous-comité de gestion intrajournalière et de gestion du collatéral ; et
- Forum d'examen technique de l'ALCO.

La gestion de la liquidité relève de la responsabilité du Trésorier qui vise à s'assurer que toutes les obligations de financement sont remplies lorsqu'elles arrivent à échéance et que toutes les exigences réglementaires en termes de liquidités sont satisfaites.

Le forum de supervision du risque de liquidité est l'ALCO, auquel participent des dirigeants du Groupe. L'ALCO examine les besoins de financement actuels et futurs du Groupe ainsi que la position, et recommande au Conseil d'administration d'approuver le cadre d'appétit pour le risque qui fixe les limites. Le Conseil d'administration répond en dernier ressort de la gestion du risque de liquidité.

Un processus interne d'évaluation de l'adéquation de la liquidité (ILAAP) comprenant un plan de financement et de liquidité (FLP) est préparé chaque année et le profil de liquidité est surveillé et fait l'objet d'un rapport quotidien. Le processus ILAAP est approuvé chaque année par le Conseil d'administration, qui confirme son opinion quant à la capacité de la Société à résister à un ensemble de conditions de stress sévères mais plausibles en matière de liquidités pendant la durée de la période de survie de la Société.

Le Directeur financier CRO rend directement compte au CRO du Groupe et est responsable de la supervision indépendante du risque de liquidité par la deuxième ligne de défense.

Mesure des risques

Le cadre interne de gestion du risque de trésorerie du Groupe comprend une panoplie d'indicateurs permettant d'évaluer la robustesse du Groupe face au risque de liquidité.

Le Groupe est tenu de se conformer aux exigences de liquidité prescrites par son Régulateur. Les indicateurs de liquidité liés aux Directives IV et V (dites CRD IV et CRD V) relatives aux exigences de fonds propres réglementaires sont surveillés et présentés. Ces indicateurs désignent principalement le ratio de liquidité à court terme (« Liquidity Coverage Ratio » ou « LCR ») et le besoin de financement stable net (« Net Stable Funding Requirement » ou « NSFR ») et le niveau de charge des actifs (« Asset Encumbrance Ratio »). Le LCR mesure le stock d'actifs liquides par rapport aux sorties nettes de trésorerie résultant d'un scénario de stress à 30 jours. Le NSFR vise à garantir qu'une entreprise dispose d'un montant acceptable de ressources stables pour soutenir ses actifs et ses activités à moyen terme (un an). Le niveau de charges des actifs mesure le rapport entre le montant total des actifs donnés en garantie plus les sûretés reçues et le montant total des actifs et des sûretés reçues, disponibles au titre du nantissement.

Le Groupe surveille également des indicateurs de liquidité internes qui comparent les réserves de liquidité aux déficits de liquidité. Ces indicateurs sont également évalués, le cas échéant, pour chacune des principales devises dans lesquelles le Groupe exerce des activités significatives.

Exposition au risque

Analyse des actifs et passifs financiers par échéances contractuelles résiduelles

Le tableau ci-dessous présente une analyse des actifs et des passifs financiers répartis en fonction de leur date contractuelle de recouvrement ou de règlement attendue.

Au 31 décembre	Groupe									
	Moins de 3 mois		3 mois - 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	2024	2023 (Retraité)	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023 (Retraité)
Actifs	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 441	45 476	—	—	—	—	—	—	49 441	45 476
Prêts et avances aux établissements de crédit	189	220	520	697	1 207	1 612	59	—	1 975	2 529
Prêts et avances à la clientèle	9 465	9 394	6 703	5 432	7 186	8 148	3 103	2 091	26 457	25 065
Instruments financiers dérivés*	8 824	8 792	4 740	2 459	10 423	8 680	14 883	13 790	38 870	33 721
Dérivés de couverture	—	—	—	—	8	—	5	2	13	2
Actifs de négociation	207	277	796	584	4 185	2 694	8 134	4 303	13 322	7 858
Titres de placement	1 497	3 031	3 156	1 477	12 881	11 363	2 980	1 619	20 514	17 490
Accords de prise en pension	15 420	15 017	1 723	144	951	723	—	—	18 093	15 884
Autres actifs	8 862	10 125	—	—	—	—	—	—	8 862	10 125
Total des actifs financiers	93 905	92 332	17 638	10 794	36 841	33 219	29 164	21 805	177 548	158 150
Passifs										
Dépôts des banques	14 728	10 759	166	295	50	155	—	9	14 944	11 218
Comptes clients	66 454	63 672	926	1 204	—	15	—	—	67 380	64 891
Instruments financiers dérivés*	8 805	9 019	4 839	2 626	10 341	8 685	14 077	13 296	38 062	33 626
Dérivés de couverture	—	—	—	—	10	6	8	18	18	24
Accords de mise en pension	2 578	968	—	—	—	—	—	—	2 578	968
Dettes subordonnées	29	—	—	—	4 588	4 830	5 052	3 652	9 669	8 482
Autres passifs	25 622	20 091	1	—	23	—	194	—	25 840	20 091
Total des passifs financiers	118 216	104 509	5 932	4 125	15 012	13 691	19 331	16 975	158 491	139 300

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Au 31 décembre	Société									
	Moins de 3 mois		3 mois - 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	2024	2023 (Retraité)	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023 (Retraité)
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 358	45 338	—	—	—	—	—	—	48 358	45 338
Prêts et avances aux banques	187	187	515	1 003	1 202	1 383	—	—	1 904	2 573
Prêts et avances à la clientèle	8 542	8 431	5 745	5 091	5 523	6 090	2 170	1 054	21 980	20 667
Instruments financiers dérivés*	8 729	8 675	4 656	2 308	10 237	8 232	14 599	13 492	38 221	32 707
Actifs de négociation	202	130	764	564	4 036	2 695	7 874	4 265	12 876	7 653
Titres de placement	744	1 030	2 248	1 423	9 400	6 807	499	512	12 892	9 772
Accords de prise en pension	14 413	11 128	640	144	951	723	—	—	16 004	11 995
Autres actifs	7 989	9 483	—	—	—	—	—	—	7 989	9 483
Total des actifs financiers	89 164	84 402	14 568	10 532	31 349	25 929	25 142	19 323	160 223	140 185
Passifs										
Dépôts des banques	14 346	10 412	166	294	9	155	—	9	14 521	10 870
Comptes clients	53 742	50 580	438	631	—	14	—	—	54 180	51 225
Instruments financiers dérivés*	8 843	8 917	4 785	2 487	10 085	8 364	13 726	13 010	37 439	32 778
Accords de mise en pension	2 577	964	—	—	—	—	—	—	2 577	964
Dettes subordonnées	29	—	—	—	4 588	4 830	5 052	3 652	9 669	8 482
Autres passifs	24 684	19 157	1	—	19	—	172	—	24 876	19 157
Total des passifs financiers	104 221	90 029	5 390	3 412	14 701	13 363	18 950	16 671	143 262	123 475

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Échéances contractuelles des flux de trésorerie non actualisés des passifs financiers

Le tableau ci-dessous analyse les flux de trésorerie contractuels non actualisés des passifs financiers du Groupe et de la Société en les répartissant entre groupes d'échéances pertinents.

Au 31 décembre	Groupe									
	Moins de 3 mois		3 mois - 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	2024	2023 (Retraité)	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023 (Retraité)
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Passifs										
Dépôts des banques	15 455	11 369	175	312	53	164	—	10	15 683	11 855
Comptes clients	69 735	67 285	975	1 272	—	16	—	—	70 710	68 573
Instruments financiers dérivés*	9 240	9 531	5 094	2 775	10 887	9 177	14 820	14 049	40 041	35 532
Dérivés de couverture	—	—	—	—	10	7	8	18	18	25
Accords de mise en pension	2 705	1 023	—	—	—	—	—	—	2 705	1 023
Dettes subordonnées	125	105	290	320	5 814	6 401	3 735	3 995	9 964	10 821
Autres passifs	26 887	21 231	1	—	24	—	204	—	27 116	21 231
Total des passifs financiers non actualisés	124 147	110 544	6 535	4 679	16 788	15 765	18 767	18 072	166 237	149 060

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Au 31 décembre	Société									
	Moins de 3 mois		3 mois - 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	2024	2023 (Retraité)	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023 (Retraité)
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Passifs										
Dépôts des banques	15 054	11 002	175	311	10	164	—	10	15 239	11 487
Comptes clients	56 397	53 450	461	666	—	15	—	—	56 858	54 131
Instruments financiers dérivés*	9 279	9 423	5 037	2 628	10 617	8 838	14 451	13 747	39 384	34 636
Accords de mise en pension	2 704	1 019	—	—	—	—	—	—	2 704	1 019
Dettes subordonnées	125	105	290	320	5 814	6 401	3 735	3 995	9 964	10 821
Autres passifs	25 903	20 244	1	—	20	—	181	—	26 105	20 244
Total des passifs financiers non actualisés	109 462	95 243	5 964	3 925	16 461	15 418	18 367	17 752	150 254	132 338

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Le tableau suivant analyse les engagements et les garanties du Groupe et de la Société en les répartissant entre les groupes d'échéances pertinents sur la base de la période résiduelle à la date de l'état de la situation financière et jusqu'à la date d'échéance contractuelle. Ces instruments peuvent être appelés à tout moment avant leur échéance contractuelle.

Au 31 décembre	Groupe									
	Moins de 3 mois		3 mois - 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Lettres de crédit	1 650	6 483	9 423	5 262	5 503	4 509	194	625	16 770	16 879
Autres engagements et garanties	283	250	53	66	453	434	—	—	789	750
Engagements de prêt non utilisés	1 895	1 571	5 998	7 030	38 150	28 501	3 003	2 453	49 046	39 555
Total des engagements et garanties	3 828	8 304	15 474	12 358	44 106	33 444	3 197	3 078	66 605	57 184

Au 31 décembre	Société									
	Moins de 3 mois		3 mois - 1 an		1 à 5 ans		Plus de 5 ans		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Lettres de crédit	1 497	6 385	9 052	4 953	5 114	4 203	177	607	15 840	16 148
Autres engagements et garanties	244	228	53	67	453	434	—	—	750	729
Engagements de prêt non utilisés	1 326	1 128	3 446	4 515	37 508	27 762	2 704	2 357	44 984	35 762
Total des engagements et garanties	3 067	7 741	12 551	9 535	43 075	32 399	2 881	2 964	61 574	52 639

Analyse des actifs grevés et non grevés

Ce tableau récapitule les actifs grevés et non grevés par catégories d'actifs.

Actifs au 31 décembre	Groupe 2024		
	Grevés		Non grevés
	Donnés en garantie		Disponibles pour garantie
	M\$		M\$
			Total
			M\$

Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 908	47 532	49 440
Instruments de capitaux propres	—	76	76
Titres de placement et titres de créance négociables	15 161	18 075	33 236
– dont : obligations sécurisées	—	—	—
– dont : titres adossés à des actifs	—	—	—
– dont : par des administrations publiques	14 625	13 848	28 473
– dont : par des entreprises financières	489	3 983	4 472
– dont : par des entreprises non financières	—	—	—
– dont : titrisations	—	14	14
Accords de prise en pension	—	18 093	18 093
Prêts et avances	—	28 957	28 957
Autres actifs	5 851	42 969	48 820
Sous-total actifs	22 920	155 702	178 622

Actifs au 31 décembre	Groupe 2023		
	Grevés	Non grevés	Total
	Donnés en garantie	Disponibles pour garantie (retraités)	
	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 082	43 394	45 476
Instruments de capitaux propres	—	232	232
Titres de placement et titres de créance négociables	8 804	15 670	24 474
– dont : obligations sécurisées	—	—	—
– dont : titres adossés à des actifs	—	—	—
– dont : par des administrations publiques	8 782	10 460	19 242
– dont : par des sociétés financières	22	3 671	3 693
– dont : par des sociétés non financières	—	269	269
– dont : titrisations	—	10	10
Accords de prise en pension	—	15 884	15 884
Prêts et avances	49	28 187	28 236
Autres actifs*	5 495	39 484	44 979
Sous-total actifs	16 430	142 851	159 281

Actifs au 31 décembre	Société 2024		
	Grevés	Non grevés	Total
	Donnés en garantie	Disponibles pour garantie	
	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 409	46 949	48 358
Instruments de capitaux propres	—	34	34
Titres de placement et titres de créance négociables	15 017	10 200	25 217
– dont : obligations sécurisées	—	—	—
– dont : titres adossés à des actifs	—	—	—
– dont : par des administrations publiques	14 482	10 081	24 563
– dont : par des entreprises financières	489	119	608
– dont : par des entreprises non financières	—	—	—
– dont : titrisations	—	14	14
Accords de prise en pension	—	16 004	16 004
Prêts et avances	—	24 401	24 401
Autres actifs	5 646	42 993	48 639
Sous-total actifs	22 072	140 581	162 653

Actifs au 31 décembre	Société 2023		
	Grevés	Non grevés	Total
	Donnés en garantie	Disponibles pour garantie (retraités)	
	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 578	43 760	45 338
Instruments de capitaux propres	—	196	196
Titres de placement et titres de créance négociables	8 561	8 030	16 591
– dont : obligations sécurisées	—	—	—
– dont : titres adossés à des actifs	—	—	—
– dont : par des administrations publiques	8 561	7 588	16 149

– dont : par des sociétés financières	—	427	427
– dont : par des sociétés non financières	—	15	15
– dont : titrisations	—	10	10
Accords de prise en pension	—	11 995	11 995
Prêts et avances	14	23 864	23 878
Autres actifs*	5 410	39 137	44 547
Sous-total actifs	15 563	126 982	142 545

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

23.5 Risque opérationnel

Définition

Le risque opérationnel désigne le risque de pertes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance de processus internes, de membres du personnel et des dispositifs ou découlant d'événements extérieurs. Il englobe le risque juridique qui désigne le risque de perte (y compris les coûts des litiges, les règlements et les amendes réglementaires) résultant du non-respect par le Groupe des lois, réglementations, normes éthiques prudentes et obligations contractuelles dans tous les aspects de l'activité du Groupe. En revanche, les risques stratégiques et d'atteinte à la réputation sont exclus. Le Groupe reconnaît également l'impact du risque opérationnel sur le risque d'atteinte à la réputation lié à ses activités.

La fonction Gestion du risque opérationnel (« Operational Risk Management », ORM), qui opère au sein de la deuxième ligne de défense, a la mission de définir les exigences relatives à la gestion du risque opérationnel, d'éprouver la mise en œuvre du cadre global ORM et de contrôler la qualité et les résultats des activités de gestion du risque opérationnel de la première ligne de défense. L'ORM assiste de manière proactive les métiers, les opérations, la technologie et d'autres fonctions dans l'amélioration de l'efficacité des contrôles et la gestion des risques opérationnels pour l'ensemble des produits, des métiers et des régions.

L'objectif des activités de gestion du risque opérationnel est de maintenir le risque opérationnel à des niveaux appropriés au regard des caractéristiques des activités du Groupe, des marchés sur lesquels il opère, de ses fonds propres et de sa liquidité et de l'environnement concurrentiel, économique et réglementaire.

Gouvernance et organisation

Le cadre de gestion du risque opérationnel de CEP, approuvé par le Conseil d'administration, fournit une description globale de la manière dont le risque opérationnel est géré et établit les obligations de rendre compte et les responsabilités dans l'ensemble des lignes de défense en ce qui concerne l'identification, la mesure, la surveillance et la gestion des risques opérationnels. Comme l'explique le cadre de gestion du risque opérationnel, les comités suivants assurent un rôle de surveillance des éléments relatifs au risque opérationnel :

- Conseil d'administration
- Comité des risques du Conseil d'administration
- Comité d'audit
- Comité des contrôles du risque opérationnel (« BRCC »)
- Comité de gestion des risques

Le Conseil approuve l'appétit pour le risque opérationnel et le Cadre de gestion du risque opérationnel.

Le BRC supervise les aspects prospectifs des risques opérationnels, notamment, sans s'y limiter, les paramètres du cadre de gestion des risques opérationnels, le modèle des fonds propres pour le risque opérationnel et la composante risque opérationnel du processus interne d'approbation de l'adéquation des fonds propres.

Le Comité d'audit supervise le risque opérationnel, notamment les pertes opérationnelles individuelles, leurs causes profondes et les activités de correction.

Le BRCC est le principal forum chargé d'examiner et de surveiller le profil de risque opérationnel du Groupe, notamment les résultats des évaluations des risques, les résultats de l'appétit pour le risque, y compris les violations des indicateurs clés, les événements importants en termes de risque opérationnel et les risques nouveaux et émergents, tout en promouvant une culture de sensibilisation au risque et les normes les plus exigeantes en termes de culture et de conduite dans l'ensemble du Groupe.

Le RMC supervise l'exécution du cadre de gestion des risques, confirme le profil de risque dans la limite de l'appétit pour le risque approuvé, discute des questions en matière de risque (notamment le profil de risque actuel et prospectif du Groupe).

Le Directeur du risque opérationnel rend compte directement au CRO du Groupe et est responsable de la supervision de deuxième ligne de défense et de la gestion du risque opérationnel.

Mesure des risques

Afin d'anticiper, d'atténuer et de maîtriser les risques opérationnels, le Groupe maintient un socle de politiques et a établi un cadre cohérent de surveillance, d'évaluation et de communication des risques opérationnels et de l'efficacité globale de l'environnement de contrôle interne.

Le cadre de gestion des risques opérationnels comprend les composantes suivantes pour identifier, évaluer, surveiller et gérer les risques opérationnels :

- Évaluation annuelle des risques
- Vérification indépendante de l'évaluation des contrôles effectuée par le manager (« Manager's Control Assessment », MCA)
- Analyse du risque opérationnel par scénarios
- Capture des données des événements de risque opérationnel
- Programme d'assurance formelle
- Problématiques/plans de mesures correctives

L'évaluation des contrôles effectuée par le Manager (« Management Control Assessment », MCA) est un outil de diagnostic utilisé dans la gestion des risques opérationnels en tant que composante clé des facteurs du contrôle interne et de l'environnement d'activité requis en vertu des normes de fonds propres prescrites par la directive Bâle. Cet outil utilise les composantes du cadre de gestion des risques opérationnels pour donner une vision globale du profil de risque opérationnel d'une entité, que ce soit en termes d'activité, de pays ou d'entité juridique.

Au cours du processus d'identification et d'évaluation des risques, la taxinomie des risques à l'échelle de l'organisation est évaluée afin d'identifier les principaux risques opérationnels du Groupe. La Taxinomie du risque opérationnel comprend, par exemple, le risque de traitement, le risque lié aux données, le risque lié aux tiers, le risque cyber et le risque technologique.

23.6 Risque stratégique

Définition

Le risque stratégique est défini comme suit :

- a) le risque d'un impact durable (et non épisodique) sur les principaux objectifs stratégiques de l'entreprise, tel que mesuré par les impacts sur les bénéfices anticipés, la capitalisation boursière ou les fonds propres, résultant de facteurs externes affectant l'environnement opérationnel de l'entreprise ; ainsi que
- b) les risques associés à la définition de la stratégie (par exemple, hypothèses erronées ou inexactes, gouvernance appropriée) et à l'exécution de la stratégie (par exemple, talents inadéquats, mauvaise mise en œuvre, manque de réactivité face aux changements), qui sont identifiés, mesurés et gérés dans le cadre du risque stratégique au niveau de l'entreprise.

Dans ce contexte, les facteurs externes affectant l'environnement opérationnel de la société sont l'environnement économique, le paysage géopolitique/politique, le paysage sectoriel/concurrentiel, les tendances sociétales, le comportement des clients, l'environnement réglementaire/législatif et les tendances liées aux investisseurs/actionnaires.

Gouvernance et organisation

En application du cadre de gestion des risques, les comités suivants, et leurs sous-comités, assurent un rôle de surveillance des éléments relatifs au risque stratégique :

- Comité des risques du Conseil d'administration
- Comité exécutif

Le Comité exécutif supervise la mise en œuvre des objectifs stratégiques, de la stratégie de l'organisation, du plan financier et du plan d'exploitation définis par le Conseil d'administration ainsi que les activités courantes des succursales. Il veille en outre à intégrer les considérations appropriées en matière de risques dans le processus de planification stratégique et recommande le Plan stratégique au Conseil d'administration pour approbation. Le BRC est chargé de superviser l'examen et la confrontation par la deuxième ligne de défense du plan stratégique avant l'approbation du Conseil d'administration.

Mesure des risques

Le Groupe identifie et gère le risque stratégique en élaborant un plan stratégique sur trois ans qui est examiné et approuvé chaque année par le Conseil d'administration. Ce plan définit la stratégie du Groupe en ce qui concerne les marchés et les clients cibles et il donne des perspectives sur l'économie mondiale, un aperçu de l'environnement réglementaire en pleine évolution et une vue d'ensemble du paysage concurrentiel. Le plan stratégique fournit en outre un aperçu de l'état de la situation financière et des stratégies de gestion et de contrôle des risques du Groupe ainsi que des stratégies de chaque activité et des projections financières. Les informations contenues dans ce plan contribuent à la déclaration à jour de l'appétit pour le risque du Groupe et les projections financières constituent le scénario de base de l'ICAAP et de l'ILAAP du Groupe.

Le risque stratégique est pris en compte à la fois dans l'ICAAP et dans l'ILAAP en utilisant des scénarios de fortes tensions lors d'événements tels que les conflits commerciaux et le changement climatique. Le Groupe a défini des scénarios de stress intégrant les tensions macroéconomiques et sur les marchés financiers ainsi que des considérations de risque opérationnel et stratégique en situation de crise, afin de calculer les pertes qu'il pourrait encourir dans des conditions macroéconomiques fortement perturbées.

23.7 Risque entre sociétés affiliées

Définition

Le risque entre sociétés affiliées est défini comme le risque que la situation financière et non financière du Groupe soit affectée par ses relations avec d'autres entités au sein de Citigroup.

Le risque entre sociétés affiliées reflète le risque de crédit et de liquidité associé à l'exposition à Citibank N.A (« CBNA ») et aux autres sociétés affiliées de Citigroup. Il concerne de nombreuses activités du Groupe, notamment :

- La gestion des soldes en devises entre le Groupe et CBNA Londres/New York ;
- Les pensions livrées dans le cadre desquelles le Groupe emprunte/prête à CBNA en utilisant des actifs liquides en guise de collatéral ; et
- Le placement des excédents de liquidités du Groupe auprès de CBNA Londres/New York ou d'autres sociétés affiliées.

Le risque entre sociétés affiliées tient également compte du risque opérationnel potentiel (notamment le risque d'exécution) en raison de la dépendance aux principaux programmes à l'échelle de Citi couvrant la réparation, la transformation et le développement stratégique.

Gouvernance et organisation

Les impacts du risque opérationnel, du risque de crédit et du risque de liquidité découlant du risque entre sociétés affiliées sont gérés dans le respect des cadres, des politiques et des normes applicables à ces types de risques, au regard de limites spécifiques, et sont surveillés pour les transactions entre sociétés affiliées.

Mesure des risques

Les composantes du risque de crédit et de liquidité entre sociétés affiliées sont mesurées en utilisant les méthodologies décrites ci-dessous.

Les processus et contrôles du Groupe utilisés pour gérer et atténuer le risque de crédit et de liquidité entre filiales comprennent :

- Accords de garantie assortis de décotes de garantie et d'appels de marge quotidiens appropriés
- Limites intragroupe définies dans la déclaration d'appétit pour le risque du Risque

S'agissant du risque de crédit, une analyse de crédit annuelle de CBNA et des sociétés affiliées concernées est réalisée avant d'être présentée aux instances compétentes pour approbation. CBNA et toutes les autres sociétés affiliées prises séparément sont soumises à des limites. En outre, une limite est en place pour l'utilisation des découverts intrajournaliers de CBNA.

Du point de vue de la liquidité, un indicateur d'appétit pour le risque permettant de mesurer la dépendance du groupe à l'égard du financement intragroupe fait partie du dispositif de surveillance de la déclaration d'appétit pour le risque. Cet indicateur mesure le financement intragroupe stable disponible en proportion du financement stable disponible global, conformément aux définitions réglementaires du financement stable.

23.8 Risque d'atteinte à la réputation

Définition

Le risque de réputation est le risque pour la situation financière ou la robustesse de l'organisation actuelle ou projetée résultant d'une opinion négative. Ce risque peut nuire à la compétitivité du Groupe en affectant sa capacité à établir de nouvelles relations ou à fournir de nouveaux services ou à continuer à entretenir des relations existantes. Afin de respecter son appétit pour le risque, le Groupe encourage l'identification précoce, l'escalade et la gestion active des problèmes dès qu'ils se présentent. Cette approche de gestion active comprend l'évaluation du risque d'atteinte à la réputation dans les nouvelles activités et les nouveaux produits, l'association du Groupe avec un tiers ou dans des activités impliquant des tiers et le développement d'activités existantes sur de nouveaux marchés.

Le risque de réputation peut provenir d'autres risques clés, principalement le risque opérationnel, le risque stratégique et le risque de conformité (par exemple, en raison de défaillances de processus ou de comportements incompatibles avec nos valeurs fondamentales, tels que des pratiques déloyales ou trompeuses), ou se combiner avec ces risques, ou de l'incapacité à prendre en compte les impacts à long terme des décisions de l'organisation sur les parties prenantes. Le risque d'atteinte à la réputation existe même quand toutes les actions menées sont légales et conformes à l'ensemble des politiques, processus et pratiques en vigueur.

Gouvernance et organisation

Le Comité exécutif supervise directement le risque d'atteinte à la réputation au sein du Groupe. Toutes les lignes de produits et fonctions ont la responsabilité d'identifier et de gérer les risques importants d'atteinte à la réputation et d'escalader rapidement les préoccupations au Comité exécutif.

Mesure des risques

Les principaux processus d'identification, de signalement et de reporting des risques sont les suivants (liste non exhaustive) :

- Inventaire réglementaire et gestion des changements réglementaires
- Politiques, procédures et contrôles
- Formation
- Évaluations des contrôles par le responsable

Outre ce qui précède, la deuxième ligne de défense supervise le risque d'atteinte à la réputation par le biais de diverses activités, notamment (liste non exhaustive) :

- Remettre en question les implications éventuelles des activités, produits ou services nouveaux, élargis ou modifiés et des initiatives stratégiques sur le risque d'atteinte à la réputation des activités, par le biais du Comité des nouvelles activités.
- Fournir à la direction et au Conseil d'administration une vision indépendante du profil de risque d'atteinte à la réputation du Groupe dans le cadre du cycle d'information périodique.

23.9 Gestion des fonds propres

Le régulateur du Groupe définit et surveille les exigences de fonds propres du Groupe. Les fonds propres font l'objet d'une surveillance sur une base individuelle et consolidée.

Dans la mise en œuvre des exigences actuelles en matière de fonds propres, le régulateur impose au Groupe de maintenir un ratio prescrit entre le total des fonds propres et les actifs pondérés en fonction des risques.

La politique du Groupe est de maintenir une base de fonds propres solide afin de conserver la confiance des investisseurs, des créanciers et des clients et de soutenir la croissance de ses activités. L'impact du niveau des fonds propres sur la rentabilité pour les actionnaires est également pris en compte de même que la nécessité de maintenir un équilibre entre les rendements supérieurs que rendrait possibles un endettement plus élevé et les avantages et la sécurité offerts par une base de fonds propres saine.

Le Groupe est tenu par le régulateur de maintenir des fonds propres suffisants et il est exposé au risque de ne pas disposer suffisamment de fonds propres pour satisfaire aux exigences minimales de fonds propres réglementaires. Le montant minimum de fonds propres requis du Groupe est calculé conformément aux exigences réglementaires en matière de fonds propres de la directive européenne en la matière. Le Groupe s'est conformé à ses exigences de fonds propres tout au long de la période.

Pour de plus amples informations, se reporter au Rapport du Conseil d'administration - « Gestion des fonds propres »

24. Réserves

La nature des réserves présentées dans l'état des variations des capitaux propres est décrite ci-dessous :

Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les gains et pertes cumulés résultant de la conversion des investissements nets du Groupe à l'étranger, hors inefficacité, des instruments dérivés de couverture d'investissement. Les profits et pertes accumulés dans cette réserve sont reclassés au compte de résultat lorsque le Groupe perd le contrôle, le contrôle conjoint ou l'influence notable sur l'activité à l'étranger ou lors de la cession ou de la cession partielle de l'activité.

Réserve de juste valeur

La réserve de juste valeur représente la variation nette cumulée de la juste valeur des instruments financiers évalués à la JVAERG dans l'état de la situation financière jusqu'à ce que les actifs soient décomptabilisés ou reclassés.

Réserve de capitaux propres

La réserve de capitaux propres correspond aux montants comptabilisés en charges dans le compte de résultat au titre des paiements fondés sur des actions, nets des transferts aux résultats non distribués lors de l'exercice, de la caducité ou de l'abandon des attributions d'actions.

Réserve de capital

La réserve de capital représente les apports en capital reçus des sociétés mères. En 2024, le Groupe n'a reçu aucun apport en capital de sa société mère (2023 : 1 200 millions \$).

Réserve de fusion

La réserve de fusion représente la différence entre la juste valeur et la valeur comptable et les soldes de réserve transférés des opérations de fusion et de capital.

25. Actifs et passifs financiers

Les tableaux ci-dessous présentent les actifs et passifs financiers totaux détenus au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023.

	Groupe	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	M\$	M\$
Instruments financiers dérivés*	38 870	33 721
Dérivés de couverture	13	2
Actifs de négociation	13 322	7 858
Titres de placement à la JVCR	76	232
Accords de prise en pension désignés à la JVCR	4 387	1 540

Autres prêts désignés à la JVCR	843	567
Total des actifs financiers comptabilisés à la JVCR	57 511	43 920
Titres de placement à la JVAERG	20 194	17 004
Total des actifs financiers comptabilisés à la JVAERG	20 194	17 004
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 441	45 476
Prêts et avances aux banques au coût amorti	1 975	2 529
Prêts et avances à la clientèle au coût amorti	25 614	24 498
Accords de prise en pension au coût amorti	13 706	14 344
Titres de placement au coût amorti	244	254
Autres actifs	8 862	10 125
Total des actifs financiers au coût amorti	99 842	97 226
Total des actifs financiers	177 547	158 150

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Groupe	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	M\$	M\$
Instruments financiers dérivés*	38 062	33 626
Dérivés de couverture	18	24
Accords de mise en pension désignés à la JVCR	37	—
Ventes à découvert détenues à la JVCR	15 272	7 929
Total des passifs financiers évalués à la juste valeur	53 389	41 579
Dépôts des banques	14 944	11 218
Comptes clients	67 380	64 891
Autres passifs hors passifs à la JVCR	10 568	12 162
Dettes subordonnées	9 669	8 482
Accords de mise en pension au coût amorti	2 541	968
Total des passifs financiers au coût amorti	105 102	97 721
Total des passifs financiers	158 491	139 300

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	M\$	M\$
Instruments financiers dérivés*	38 221	32 707
Actifs de négociation	12 876	7 653
Titres de placement à la JVCR	34	196
Accords de prise en pension désignés à la JVCR	4 387	1 540
Autres prêts désignés à la JVCR	839	567
Total des actifs financiers comptabilisés à la JVCR	56 357	42 663
Titres de placement à la JVAERG	12 858	9 576
Total des actifs financiers comptabilisés à la JVAERG	12 858	9 576
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 358	45 338
Prêts et avances aux banques au coût amorti	1 904	2 573
Prêts et avances à la clientèle au coût amorti	21 141	20 100
Accords de prise en pension au coût amorti	11 617	10 455
Autres actifs	7 989	9 483
Total des actifs financiers au coût amorti	91 009	87 949
Total des actifs financiers	160 224	140 188

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023 (Retraité)
	M\$	M\$
Instruments financiers dérivés*	37 439	32 778
Accords de mise en pension désignés à la JVCR	37	—
Ventes à découvert détenues à la JVCR	15 242	7 894
Total des passifs financiers évalués à la juste valeur	52 718	40 672
Dépôts des banques	14 521	10 870
Comptes clients	54 180	51 225

Autres passifs hors passifs à la JVCR	9 634	11 263
Dettes subordonnées	9 669	8 482
Accords de mise en pension au coût amorti	2 540	964
Total des passifs financiers au coût amorti	90 544	82 804
Total des passifs financiers	143 262	123 476

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Évaluation de la juste valeur

La norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » définit la juste valeur, établit un cadre cohérent pour évaluer la juste valeur et exige de fournir des informations sur les évaluations de la juste valeur. La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un

actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des participants de marché à la date d'évaluation et représente donc un prix de sortie. La norme impose, entre autres obligations, à la Société de maximiser l'utilisation de

données observables et de minimiser l'utilisation de données non observables lors de l'évaluation de la juste valeur. D'après IFRS 13, la probabilité de défaut de la contrepartie est prise en compte dans l'évaluation des instruments dérivés et autres positions, de même que l'impact du risque de crédit propre au Groupe est pris en compte dans l'évaluation des instruments dérivés et autres passifs évalués à la juste valeur.

Principes relatifs à la hiérarchie des justes valeurs

L'IFRS 13 précise une hiérarchie des données selon qu'elles sont observables ou non observables. Les données observables sont obtenues à partir de données de marché et reflètent les hypothèses des participants au marché, tandis que les données non observables reflètent les hypothèses de marché du Groupe.

Ces deux types de données ont abouti à la hiérarchie des justes valeurs suivante :

- Niveau 1 : cours d'instruments *identiques* sur des marchés actifs.
- Niveau 2 : Prix cotés d'instruments *similaires* sur des marchés actifs ; prix cotés d'instruments identiques ou similaires sur des marchés qui ne sont pas actifs ; évaluations dérivées d'un modèle dans lequel l'ensemble des données importantes et des facteurs de valeur significatifs sont *observables* sur des marchés actifs.
- Niveau 3 : évaluations tirées de techniques d'évaluation dans lesquelles une ou plusieurs données importantes ou facteurs de valeur significatifs sont *non observables*.

Conformément à la hiérarchie des justes valeurs, le Groupe tient compte, dans la mesure du possible, des données de marché pertinentes et observables dans ses évaluations. L'approche de la classification selon la hiérarchie des justes valeurs s'appuie généralement sur des critères de sélection fondés sur des règles et des données pour déterminer si un instrument est classé au niveau 1, au niveau 2 ou au niveau 3 :

- Déterminer si un instrument est coté sur un marché actif, et donc considéré comme un instrument de niveau 1, en fonction de la fréquence des opérations observées et de la qualité des données de marché indépendantes disponibles à la date d'évaluation.
- L'instrument est classé en niveau 2 lorsque les prix/données de marché utilisé(e)s pour les modèles sont observables ou, si elles ne sont pas observables, lorsque ces données ne sont pas significatives pour la valorisation. L'observabilité est déterminée au regard de la disponibilité de données de marché indépendantes et de l'existence d'éléments qui le confirment, comme par exemple des opérations observées sur le marché.
- À défaut de quoi, un instrument est classé en niveau 3.

Détermination de la juste valeur et des niveaux hiérarchiques

Pour les actifs et passifs comptabilisés à la juste valeur (qu'ils aient été évalués de cette façon délibérément ou non), le Groupe mesure la juste valeur à l'aide des procédures décrites ci-dessous.

Lorsqu'ils sont disponibles, le Groupe se réfère aux prix de marché cotés des marchés actifs pour déterminer la juste valeur et classe ces éléments comme étant de niveau 1. Dans certains cas, lorsqu'un prix de marché est disponible, le Groupe fera appel à des méthodes pratiques (telles qu'une évaluation matricielle des prix) pour calculer la juste valeur, auquel cas les éléments sont classés au niveau 2.

Le Groupe peut également appliquer une méthodologie fondée sur les prix qui fait appel, lorsque ces données sont disponibles, aux prix cotés ou à d'autres informations de marché obtenues à partir d'activités de négociation récentes sur des positions présentant des caractéristiques identiques ou semblables à la position évaluée. Si des prix observables et pertinents sont disponibles, ces valorisations peuvent être classées en niveau 2. Toutefois, lorsqu'il existe une ou plusieurs données non observables significatives sur le « prix », ces valorisations seront classées en niveau 3. En outre, lorsque le prix affiché est considéré comme obsolète, un ajustement significatif du prix d'un titre similaire peut s'avérer nécessaire pour refléter les différences entre les conditions du titre ou du prêt réel évalué, ou bien, lorsque les prix issus de sources indépendantes sont insuffisants pour confirmer une évaluation, les données relatives au « prix » sont considérées comme non observables et les évaluations de la juste valeur sont classées en niveau 3.

S'il n'existe pas de prix cotés sur le marché, les justes valeurs sont basées sur des techniques de valorisation développées en interne utilisant, dans la mesure du possible, des paramètres basés sur le marché réel comme la volatilité des taux d'intérêt, des taux de change et des options. Les éléments évalués en utilisant ces techniques d'évaluation générées en interne sont classés en fonction du niveau de données ou du facteur de valeur le plus faible qui est significatif pour l'évaluation. Par conséquent, un élément peut être classé au niveau 3, même s'il peut exister des données importantes facilement observables.

Lorsque des techniques d'évaluation internes sont utilisées pour déterminer les estimations de la juste valeur, les données de fournisseurs ou de courtiers indépendants sont utilisées dans la mesure du possible. Les évaluations des fournisseurs et des courtiers peuvent reposer sur un grand nombre de données, allant des prix observés aux modèles d'évaluation exclusifs, et le Groupe évalue la qualité et la pertinence de ces informations au moment de déterminer l'estimation de la juste valeur. Le paragraphe suivant décrit les méthodes utilisées par le Groupe pour évaluer différents instruments financiers à la juste valeur. La description inclut, le cas échéant, des précisions sur les modèles de valorisation, les principales données utilisées en entrée de ces modèles et toutes hypothèses importantes.

Ajustements de valorisation de marché

En général, l'unité de compte d'un instrument financier est l'instrument financier individuel. Le Groupe applique des ajustements d'évaluation de marché cohérents avec l'unité de compte, lesquels n'incluent pas d'ajustement en raison du montant de la position du Groupe, sauf comme suit. L'exception relative aux portefeuilles (IFRS 13) permet à une entité d'évaluer la juste valeur d'un groupe d'actifs et de passifs financiers présentant un risque de compensation sur la base du prix qui serait reçu pour la vente ou le transfert de la position nette ouverte à risque (c'est-à-dire sur la base d'un portefeuille), conformément aux modalités de gestion des positions en fonction du risque. Citi a choisi d'évaluer certains portefeuilles d'instruments financiers qui satisfont à ces critères, tels que les dérivés, sur la base de la position nette ouverte en matière de risque.

Des ajustements d'évaluation sont appliqués aux éléments classés au niveau 2 ou au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs pour s'assurer que la juste valeur reflète le prix auquel la position nette ouverte en risque pourrait être liquidée. Ces ajustements de valorisation reposent sur l'écart acheteur-

vendeur d'un instrument sur le marché. Lorsque Citi a choisi d'évaluer certains portefeuilles d'investissements financiers, tels que les produits dérivés, sur la base de la position nette ouverte en risque, l'ajustement de valorisation peut tenir compte de l'importance de la position.

Des ajustements de la valeur du crédit (CVA) et des ajustements de valorisation au titre des coûts de financement (FVA) sont appliqués à la population concernée des instruments dérivés de gré à gré (OTC) lorsque des ajustements reflétant le risque de contrepartie, le risque de crédit propre et le risque de financement à terme sont nécessaires à l'estimation de la juste valeur. Il s'agit principalement de produits dérivés dont l'évaluation de base (par exemple, actualisés au moyen d'un contrat d'échange sur indice au jour le jour (« overnight index swap » ou OIS)) nécessite d'ajuster ces effets, tels que les contrats d'échange de taux d'intérêt non garantis. Les CVA correspondent à un ajustement au niveau du portefeuille visant à prendre en compte la prime de risque associée au risque de non-performance de la contrepartie (actifs) ou du Groupe (passifs).

Les FVA correspondent à la prime de risque du financement sur le marché propre à la part non garantie d'un portefeuille d'instruments dérivés et à certains portefeuilles d'instruments dérivés garantis qui ne sont pas assortis de contrats de collatéralisation standards (« Credit Support Annex » ou CSA), notamment lorsque le CSA n'autorise pas la réutilisation de la garantie reçue. La méthodologie du Groupe pour déterminer les FVA s'appuie sur la méthodologie CVA existante pour estimer un profil d'exposition de financement. Ce profil d'exposition est déterminé en prenant en compte les accords de garantie dont les conditions n'autorisent pas le Groupe à réutiliser la garantie reçue, notamment lorsque les contreparties remettent la garantie à des dépositaires externes. La méthodologie utilisée par le Groupe pour calculer les CVA et les FVA se déroule en deux temps :

- Tout d'abord, le profil d'exposition de chaque contrepartie est déterminé en utilisant les échéances de chacune des positions dérivées et une simulation de Monte Carlo ou une autre analyse quantitative afin de générer une série de flux de trésorerie attendus à différentes dates futures. Ce profil d'exposition est déterminé en prenant en compte l'effet des facteurs d'atténuation du risque de crédit et les sources de financement, notamment la trésorerie en garantie ou d'autres garanties et tout droit légal de compensation existant avec la contrepartie en vertu de certaines conventions, notamment les accords de compensation. Les contrats dérivés individuels qui font l'objet d'un accord-cadre de compensation exécutoire avec une contrepartie sont agrégés pour former un ensemble de compensation à cette fin, puisque ce sont les flux de trésorerie nets agrégés qui sont soumis au risque de non-performance. Ce processus identifie des flux de trésorerie futurs spécifiques à un moment donné qui sont soumis à un risque de non-performance et de financement à terme, plutôt que d'utiliser l'actif ou le passif net courant comptabilisé comme base de mesure des CVA et des FVA.
- Ensuite, pour les CVA, les probabilités de défaut implicites du marché découlant des spreads de crédit observés sur le marché des contrats sur risque de défaut (« credit default swaps » ou CDS) sont appliquées aux flux de trésorerie futurs attendus déterminés à l'étape une. Les CVA relative au risque de crédit propre de Citi sont déterminées en utilisant les spreads de CDS spécifiques à Citi pour la durée concernée. En général, le CVA de la contrepartie est déterminé à l'aide d'indices de spreads de CDS pour chaque notation et durée de crédit. Pour certains ensembles de compensation identifiés où une analyse individuelle est réalisable (par ex., expositions à des contreparties présentant des CDS liquides), des spreads de CDS spécifiques aux contreparties sont utilisés. Pour les FVA, une structure par échéance des spreads est appliquée aux expositions de financement attendues (p. ex., le spread de liquidité du marché utilisé pour représenter la prime de financement à terme associée à certains dérivés de gré à gré).

Les CVA et les FVA visent à intégrer une vision du marché du risque de crédit et de financement respectivement inhérent dans le portefeuille de dérivés. Toutefois, la plupart des instruments dérivés non garantis sont des contrats bilatéraux négociés et ne sont généralement pas transférés à des tiers. Les instruments dérivés sont normalement réglés contractuellement ou, en cas de résiliation anticipée, résiliés à une valeur négociée bilatéralement entre les contreparties. Ainsi, les CVA et les FVA ne peuvent pas être réalisés lors d'un règlement ou d'une résiliation dans le cours normal des affaires. En outre, tout ou partie de ces ajustements pourront faire l'objet d'une reprise ou d'ajustements dans des périodes futures en cas de variation du risque de crédit ou de financement liés aux instruments dérivés.

En 2024, le Groupe a déclaré une perte de CVA de 1 million \$ (2023 : perte de 8,8 millions \$), un gain de FVA de 3 millions \$ (2023 : gain de 6,1 millions \$).

Titres achetés dans le cadre d'accords de revente et titres vendus dans le cadre d'accords de rachat

Aucun prix coté n'existant pour ce type d'instruments financiers, la juste valeur est déterminée à l'aide d'une technique d'actualisation des flux de trésorerie. Ceux-ci sont estimés à partir des conditions du contrat en prenant en compte les dérivés incorporés, le cas échéant, et les autres caractéristiques de ces instruments. Ils sont actualisés avec les taux d'intérêt appropriés au regard de l'échéance de l'instrument, mais aussi de la nature et du montant de la garantie sous-jacente. De manière générale, lorsqu'ils sont comptabilisés à la juste valeur, ces instruments sont classés au niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs dans la mesure où les données utilisées dans la valorisation peuvent être facilement observées. Toutefois, certaines positions à long terme sont classées au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Actifs et passifs au compte de négociation - Titres de négociation et prêts de négociation

Lorsqu'ils sont disponibles, le Groupe utilise les prix cotés sur des marchés actifs pour déterminer la juste valeur des titres de négociation ; ces éléments sont classés au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs. Il s'agit par exemple de titres d'État et de titres de fonds propres négociés en bourse.

S'agissant des obligations et des prêts négociés de gré à gré sur le marché secondaire, le Groupe détermine généralement la juste valeur en utilisant diverses techniques de valorisation, notamment les flux de trésorerie actualisés, des modèles fondés sur les prix et des modèles internes. Lorsque des techniques d'évaluation internes sont utilisées pour déterminer les estimations de la juste valeur, les prix provenant de sources indépendantes, notamment de fournisseurs tiers, sont utilisés dans la mesure du possible.

La méthode fondée sur les prix repose, lorsqu'ils sont disponibles, sur les prix cotés ou d'autres informations de marché obtenues à partir de l'activité de négociation la plus récente portant sur des actifs présentant des caractéristiques semblables à l'obligation ou au prêt évalué. Les rendements utilisés dans les modèles d'actualisation des flux de trésorerie proviennent des mêmes informations sur les prix. Les titres et prêts de négociation valorisés selon ces méthodes sont généralement classés au niveau 2. Toutefois, lorsque les principales données utilisées pour déterminer la valorisation ne sont pas observables ou lorsque les prix provenant de sources indépendantes ne permettent pas de corroborer la valorisation, le prêt ou le titre est généralement classé au niveau 3. Lorsque des techniques d'évaluation internes sont utilisées pour déterminer les estimations de la juste valeur, les prix provenant de sources indépendantes, notamment de fournisseurs tiers, sont utilisés dans la mesure du possible.

Lorsque le marché principal de sortie du Groupe pour un portefeuille de prêts passe par une titrisation, le Groupe utilise le prix de titrisation comme donnée d'entrée clé de la juste valeur du portefeuille de prêts. Le prix de titrisation est déterminé à partir du produit supposé d'une titrisation hypothétique dans l'environnement de marché actuel. Lorsque cette approche d'évaluation est possible, les portefeuilles de prêts sont généralement classés au niveau 2 dans la hiérarchie des justes valeurs.

Pour la plupart des expositions dans des titres adossés à des créances hypothécaires à risque (« subprime mortgage backed security », MBS), la juste valeur est déterminée en se référant à des transactions observables, lorsque celles-ci sont disponibles, ou en ayant recours à d'autres techniques de valorisation, telles qu'une analyse des flux de trésorerie actualisés qui s'appuie sur des hypothèses d'évaluation dérivées de titres similaires et pouvant être observés plus souvent en guise d'approximations du marché. La valorisation de certaines positions dans des CDO de titres adossés à des actifs (ABS) est établie en se référant à la valeur liquidative des actifs sous-jacents du CDO ABS.

Actifs et passifs du compte de négociation – Instruments dérivés

Les instruments dérivés négociés en bourse, évalués à la juste valeur en utilisant les prix cotés (c.-à-d. des marchés boursiers) sur des marchés actifs, lorsqu'ils sont disponibles, sont classés au niveau 1 de la hiérarchie des justes valeurs.

Les instruments dérivés qui ne sont pas cotés sur un marché actif et les dérivés négociés de gré à gré sont évalués à l'aide de techniques de valorisation internes. Ces instruments dérivés sont classés soit au niveau 2, soit au niveau 3 au regard du caractère observable des principales données du modèle.

Les techniques de valorisation dépendent du type de l'instrument dérivé et de la nature de l'instrument sous-jacent. Les principales techniques utilisées pour valoriser ces instruments consistent en l'actualisation des flux de trésorerie et en l'application de modèles internes, tels que les modèles de valorisation des dérivés (p. ex., simulations de Black-Scholes et de Monte Carlo).

Les principales données utilisées en entrée dépendent du type de l'instrument dérivé et de la nature de l'instrument sous-jacent. Il peut s'agir de courbes de taux d'intérêt, de taux de change, de volatilités et de corrélation.

Placements

La catégorie des placements regroupe les titres de créance à la JVAERG et les titres de participation à la JVCR dont les justes valeurs sont généralement déterminées en utilisant des procédures semblables à celles décrites ci-dessus pour les titres de négociation ou, dans certains cas, en utilisant le prix du fournisseur comme source principale.

Sont également inclus dans la catégorie des placements les placements non cotés dans des entités de capital-investissement et des entités immobilières. La détermination de la juste valeur des titres non cotés implique un degré élevé de jugement de la part de la direction, dans la mesure où il n'existe pas de prix cotés et où ces titres ne sont généralement pas disponibles à la négociation. En outre, les titres de capital-investissement peuvent faire l'objet de restrictions de transfert. Le processus appliqué par le Groupe pour déterminer la juste valeur de ces titres repose sur des techniques de valorisation communément admises, notamment l'analyse de sociétés non cotées de référence et les transactions comparables. Afin de déterminer la juste valeur de titres non cotés, le Groupe prend également en compte des événements, tels qu'un projet de cession de l'entreprise bénéficiaire des investissements, une première introduction en bourse, des émissions d'actions ou d'autres transactions observables. Les titres de capital-investissement sont généralement classés au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

En outre, le Groupe détient des participations dans certains fonds d'investissement alternatifs qui calculent la valeur liquidative par action, notamment des fonds de couverture, des fonds de capital-investissement et des fonds immobiliers. Les placements dans des fonds sont généralement classés en tant que titres de participation non négociables comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur de ces placements est estimée à partir de la valeur liquidative des parts détenues par le Groupe dans les fonds lorsqu'il y a peu de chances que le placement soit réalisé à un prix autre que la valeur liquidative.

Instruments financiers à la juste valeur

Le tableau suivant présente une analyse des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par niveau de la hiérarchie des justes valeurs :

	Groupe							
	Juste valeur au 31 décembre 2024				Juste valeur au 31 décembre 2023 (Retraité)			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs financiers								
Instruments financiers dérivés*	—	38 768	102	38 870	1	33 541	179	33 721
Dérivés de couverture	—	13	—	13	—	2	—	2
Actifs de négociation	10 055	3 198	68	13 322	6 821	920	117	7 858
Titres de placement	11 736	8 467	67	20 270	8 246	8 800	190	17 236
Accords de prise en pension désignés à la JVCR	—	4 387	—	4 387	—	1 540	—	1 540
Autres prêts désignés à la JVCR	—	118	726	843	—	543	23	566
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	21 792	54 951	963	77 706	15 068	45 346	509	60 922
Passifs financiers								
Instruments financiers dérivés*	—	37 952	110	38 062	1	33 451	173	33 626
Dérivés de couverture	—	18	—	18	—	24	—	24
Accords de mise en pension désignés à la JVCR	—	37	—	37	—	—	—	—
Ventes à découvert détenues à la JVCR et autres passifs financiers détenus à la JVCR	13 740	1 532	—	15 272	7 887	42	—	7 929
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	13 740	39 538	110	53 388	7 888	33 517	173	41 578

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Société							
	Juste valeur au 31 décembre 2024				Juste valeur au 31 décembre 2023 (Retraité)			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs financiers								
Instruments financiers dérivés*	—	38 119	102	38 221	1	32 527	179	32 707
Actifs de négociation	10 053	2 755	68	12 877	6 821	715	117	7 653
Titres de placement	11 214	1 644	34	12 892	8 246	1 362	164	9 772
Accords de prise en pension désignés à la JVCR	—	4 387	—	4 387	—	1 540	—	1 540
Autres prêts désignés à la JVCR	—	114	726	839	—	543	23	566
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur	21 266	47 019	930	69 216	15 068	36 687	483	52 238
Passifs financiers								
Instruments financiers dérivés*	—	37 329	110	37 439	1	32 604	173	32 778
Accords de mise en pension désignés à la JVCR	—	37	—	37	—	—	—	—
Ventes à découvert détenues à la JVCR et autres passifs financiers détenus à la JVCR	13 740	1 501	—	15 242	7 887	7	—	7 894
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur	13 740	38 867	110	52 717	7 888	32 610	173	40 671

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Des prêts détenus à la juste valeur par le biais du compte de résultat, pour un total de 839 millions \$ (2023 : 566 millions \$) sont inclus dans l'état de la situation financière dans la rubrique des prêts et avances à la clientèle. Les contrats de mise et de prise en pension sont présentés séparément.

Variation de la catégorie de juste valeur de Niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations de la catégorie de juste valeur de niveau 3 pour les exercices clos les 31 décembre 2024 et 2023. Les gains et pertes présentés ci-dessous comprennent les variations de juste valeur liées à des données observables et non observables.

Le Groupe couvre souvent des positions avec des positions qui les compensent et qui sont classées à un niveau différent. Par exemple, les profits et pertes des actifs et passifs de catégorie de niveau 3 présentés dans les tableaux ci-dessous ne reflètent pas l'effet de compensation des pertes et profits sur les instruments de couverture qui peuvent être classés dans les catégories de niveau 1 et de niveau 2. Par ailleurs, le Groupe couvre des éléments classés dans la catégorie de niveau 3 avec des instruments classés également au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Les éléments couverts et les couvertures y afférentes sont présentés en termes bruts dans les tableaux ci-après :

	Groupe											
	31 décembre 2024						31 décembre 2023					
	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde au 1^{er} janvier	179	117	190	23	-173	337	72	159	145	394	-407	363
Acquisition de Bank Handlowy	—	—	—	—	—	—	—	—	26	—	—	27
Achats	163	428	2	726	-52	1 267	11	207	—	—	-2	216
Vente	—	-521	-127	—	—	-648	—	-242	—	—	—	-242
Règlements	-118	5	-2	-36	131	-20	-124	—	—	-59	118	-65
Transfert au niveau 3	32	76	—	116	-31	193	55	142	—	23	-59	161
Sortie du niveau 3	-118	-35	—	-103	213	-43	-55	-182	—	-131	194	-173
Total des gains/(pertes)												
– en résultat	-36	-2	4	—	-198	-232	220	33	19	-204	-17	51
– en AERG	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre	102	68	67	726	-110	853	179	117	190	23	-173	337

Le total des plus ou moins-values de l'exercice est présenté dans le compte de résultat comme suit :

	Groupe											
	31 décembre 2024						31 décembre 2023					
	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Total des gains/(pertes)	-36	-2	4	—	-198	-232	220	33	19	-204	-17	51
Plus et moins-values réalisées												
– Résultat net de négociation	-44	-17	—	—	-198	-259	39	61	—	—	-43	57
– Produit net des placements	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
– Produit net des autres instruments financiers à la JVCR	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plus et moins-values latentes												
– Résultat net de négociation	8	15	—	—	—	23	181	-28	—	—	26	179
– Produit net des placements	—	—	4	—	—	4	—	—	19	—	—	19
– Produit net des autres instruments financiers à la JVCR	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-204	—	-204
Total	-36	-2	4	—	-198	-232	220	33	19	-204	-17	51

	Société											
	31 décembre 2024						31 décembre 2023					
	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde au 1^{er} janvier	179	117	164	23	-173	310	72	159	145	394	-407	363
Achats	163	428	2	726	-52	1 267	11	207	—	—	-2	216
Émissions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente	—	-521	-127	—	—	-648	—	-242	—	—	—	-242

Règlements	-118	5	—	-36	131	-18	-124	—	—	-59	118	-65
Transfert au niveau 3	32	76	—	116	-31	193	55	142	—	23	-59	161
Sortie du niveau 3	-118	-35	—	-103	213	-43	-55	-181	—	-131	194	-173
Total des gains/(pertes)												
– en résultat	-36	-2	-5	—	-198	-241	220	33	19	-204	-17	51
– en AERG	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 décembre	102	68	34	726	-110	820	179	117	164	23	-173	310

Le total des plus ou moins-values de l'exercice est présenté dans le compte de résultat comme suit :

	Société											
	2024						2023					
	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total	Actifs financiers dérivés	Actifs de négociation	Titres de placement	Prêts à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Passifs financiers dérivés	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Total des gains/(pertes)	-36	-2	-5	—	-198	-241	220	33	19	-204	-17	51
Plus et moins-values réalisées												
– Résultat net de négociation	-44	-17	—	—	-198	-259	39	61	—	—	-43	57
– Produit net des placements	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
– Produit net des autres instruments financiers à la JVCR	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Plus et moins-values latentes												
– Résultat net de négociation	8	15	—	—	—	23	181	-28	—	—	26	179
– Produit net des placements	—	—	-5	—	—	-5	—	—	19	—	—	19
– Produit net des autres instruments financiers à la JVCR	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-204	—	-204
Total	-36	-2	-5	—	-198	-241	220	33	19	-204	-17	51

Au cours des 12 mois se terminant le 31 décembre 2024, les transferts de garanties financées (Funded Collars) du niveau 3 au niveau 2 ont été essentiellement motivés par certaines données utilisées en entrée non observables devenues moins importantes par rapport à la valorisation globale de ces instruments.

Techniques de valorisation et données utilisées en entrée pour évaluer la juste valeur de niveau 3

Les stocks de niveau 3 du Groupe sont constitués à la fois d'instruments de trésorerie et de dérivés plus ou moins complexes.

Les tableaux suivants récapitulent les techniques de valorisation couvrant la majorité des stocks de niveau 3 et les données non observables les plus significatives utilisées en entrée pour les évaluations de la juste valeur de niveau 3. Les écarts entre ce tableau et les montants présentés dans le tableau de reconduction de la juste valeur de niveau 3 représentent à titre individuel des éléments non significatifs qui ont été évalués en utilisant une variété de techniques de valorisation autres que celles énumérées dans le tableau ci-après.

2024	Groupe	Société			Groupe		Société	
	Juste valeur							
	M\$	M\$	Méthodologie	Données non observables significatives	Bas	Haut	Bas	Haut
Actifs								
			Basé sur un modèle	Volatilité normale TI (%)	0,30	1,14	0,30	1,14
			Basé sur un modèle	Volatilité de l'inflation (%)	0,25	6,34	0,25	6,34
			Basé sur un modèle	Taux d'intérêt (%)	3,06	4,48	3,06	4,48
			Basé sur un modèle	base TI (%)	-7,50	64,75	-7,50	64,75
			Basé sur un modèle	Rendement (%)	1,69	46,32	1,69	46,32
			Basé sur un modèle	Volatilité des devises (%)	3,33	27,64	3,33	27,64
Contrats dérivés	102	102	Basé sur un modèle	Taux de change (%)	1,00	85,52	1,00	85,52
			Basé sur un modèle	Volatilité des actions (%)	0,00	145,41	0,00	145,41
			Basé sur un modèle	Contrat à terme lié à des actions	71,78	334,29	71,78	334,29
			Basé sur un modèle	Volatilité des matières premières (%)	7,15	31,54	7,15	31,54
			Basé sur un modèle	Écart de crédit (point de base)	5,00	500,00	5,00	500,00
			Basé sur un modèle	Taux de recouvrement (%)	40,00	40,00	40,00	40,00
			Basé sur un modèle	Volatilité des écarts de crédit (%)	1,00	80,00	1,00	80,00
			Basé sur un modèle	Points d'entrée (%)	1,25	1,25	1,25	1,25
			Basé sur les prix	Prix (\$)	100,15	101,2	100,15	101,2
Actifs de négociation	69	69	Basé sur un modèle	Écart de crédit (point de base)	4,0	500,0	4,0	500,0
			Basé sur les prix	Prix (\$)	—	101,0	—	101,0
Prêts détenus à la JVCR	726	726	Basé sur les prix	Prix (\$)	100	100	100	100

			Analyse des éléments comparables	Multiples d'EBITDAx	16,2	16,2	16,2	16,2
Investissements en titres de capital	67	34	Analyse des éléments comparables	Décote pour absence de fongibilité (%)	10,0	10,0	10	10
			Basé sur les prix	Prix (\$)	2 961	2 961	2 961	2 961
			Basé sur les prix	Valeur estimée en \$	3 045 228	3 045 228	3 045 228	3 045 228
			Flux de trésorerie	Coût des capitaux propres en %	—	—	11,30	12,60
			Basé sur les prix	Décote par rapport au prix (%)	18,53	18,53	17,40	18,53
Passifs								
			Basé sur un modèle	Volatilité normale TI (%)	0,30	1,14	0,30	1,14
			Basé sur un modèle	Volatilité de l'inflation (%)	0,25	6,34	0,25	6,34
			Basé sur un modèle	Rendement (%)	1,69	46,32	1,69	46,32
			Basé sur un modèle	Taux d'intérêt (%)	3,06	4,48	3,06	4,48
Contrats dérivés	110	110	Basé sur un modèle	Base TI (%)	-7,50	64,75	-7,50	64,75
			Basé sur un modèle	Volatilité des devises (%)	3,33	27,64	3,33	27,64
			Basé sur un modèle	Taux de change (\$)	1,00	85,52	1,00	85,52
			Basé sur un modèle	Volatilité des actions (%)	0,00	145,40	0,00	145,40
			Basé sur un modèle	Volatilité des matières premières (%)	7,15	31,54	7,15	31,54
			Basé sur un modèle	Écart de crédit (point de base)	27,23	500,00	27,23	500,00
			Basé sur un modèle	Taux de recouvrement (%)	40,00	40,00	40,00	40,00
			Basé sur un modèle	Volatilité de l'écart de crédit (%)	1,00	80,00	1,00	80,00
			Basé sur un modèle	Points d'entrée (%)	1,25	1,25	1,25	1,25
			Basé sur les prix	Prix (\$)	101,09	101,09	101,09	101,09

2023	Groupe	Société			Groupe		Société	
	Juste valeur							
Actifs	M\$	M\$	Méthodologie	Données non observables significatives	Bas	Haut	Bas	Haut
			Basé sur un modèle	Volatilité normale TI (%)	0,32	1,57	0,32	1,57
			Basé sur un modèle	Taux d'intérêt (%)	2,70	5,40	2,7	5,40
			Basé sur un modèle	Volatilité de l'inflation (%)	0,42	6,83	0,42	6,83
			Basé sur un modèle	Rendement (%)	-0,07	12,05	-0,07	12,05
Contrats dérivés	179	179	Basé sur un modèle	Base TI (%)	-1,45	147,79	-1,45	147,79
			Basé sur un modèle	Volatilité des devises (%)	3,56	28,13	3,56	28,13
			Basé sur un modèle	Volatilité des actions (%)	0,10	334,35	0,1	334,35
			Basé sur un modèle	Contrat à terme lié à des actions (%)	54,14	273,54	54,14	273,54
			Basé sur les prix	Prix (\$)	100,11	100,76	100,11	100,76
			Basé sur un modèle	Écart de crédit (point de base)	17,90	252,20	17,9	252,20
			Basé sur un modèle	Taux de recouvrement (%)	25,00	40,00	25	40,00
Actifs de négociation	117	117	Basé sur un modèle	Écart de crédit (point de base)	4,0	500	4,0	500,0
			Basé sur les prix	Prix (\$)	0,01	100,5	0,01	100,5
Prêts détenus à la JVCR	23	23	Basé sur un modèle	Écart de crédit (point de base)	4,0	500,0	4	500,0
Investissements en titres de capital	190	164	Analyse des éléments comparables	PER	9,3	16,5	9,3	16,5
			Analyse des éléments comparables	Décote pour absence de fongibilité (%)	10,0	10,0	10	10,0
			Analyse des éléments comparables	Multiples d'EBITDA	15,8	15,8	15,8	15,8
			Basé sur un modèle	Coût des capitaux propres en %	11,0	11,5	-	-
Passifs								
			Basé sur un modèle	Volatilité normale TI (%)	0,32	1,57	0,32	1,57
			Basé sur un modèle	Taux d'intérêt (%)	2,7	5,4	2,7	5,4
			Basé sur un modèle	Volatilité de l'inflation (%)	0,42	6,83	0,42	6,83
			Basé sur un modèle	Rendement (%)	-0,07	12,05	-0,07	12,05
Contrats dérivés	173	173	Basé sur un modèle	Base TI (%)	-1,45	147,79	-1,45	147,79
			Basé sur un modèle	Volatilité des devises (%)	3,56	28,13	3,56	28,13
			Basé sur un modèle	Volatilité des actions (%)	0,1	334,35	0,1	334,35
			Basé sur un modèle	Contrat à terme lié à des actions (%)	54,14	273,54	54,14	273,54
			Basé sur les prix	Prix (\$)	1	250	1	250
			Basé sur un modèle	Écart de crédit (point de base)	17,9	252,2	17,9	252,2
			Basé sur un modèle	Taux de recouvrement (%)	25	40	25	40

Incertitude liée aux évaluations de la juste valeur dans le cas de données non observables

La valorisation est jugée incertaine lorsque les données de marché sont insuffisantes ou trop dispersées pour déterminer avec précision la valeur de

sortie d'une position ou d'un portefeuille évalués à la juste valeur sur le marché actuel. Cette incertitude est particulièrement fréquente dans le cas des instruments de juste valeur de niveau 3 pour lesquels les données de valorisation peuvent être à la fois non observables et significatives pour l'évaluation globale de la juste valeur de l'instrument (ou du portefeuille).

Les incertitudes associées aux principales données non observables sur les évaluations de la juste valeur de niveau 3 peuvent dépendre les unes des autres. En outre, le montant et la direction de l'incertitude portant sur l'évaluation de la juste valeur d'une variation donnée dans une donnée non observable dépendent de la nature de l'instrument et de la manière dont le Groupe détient l'instrument, à savoir comme un actif ou comme un passif. Pour certains instruments, le prix, la couverture et la gestion du risque sont plus sensibles à la corrélation entre différentes données d'entrée qu'à l'analyse et à l'agrégation de chacune des données d'entrée.

Le paragraphe suivant décrit les données non observables parmi les plus significatives utilisées par le Groupe dans les évaluations de juste valeur de niveau 3.

Corrélation

La corrélation mesure le degré d'évolution de deux variables l'une par rapport à l'autre. Un large éventail d'instruments, notamment les paniers d'actions et de crédit, les options de change, les tranches de crédit indicelles et de nombreux autres instruments, exigent de formuler diverses hypothèses en matière de corrélation.

Pour la quasi-totalité de ces instruments, les corrélations ne sont pas directement observables sur le marché et doivent être estimées à l'aide de sources alternatives, notamment des informations historiques. La corrélation peut être particulièrement difficile à estimer quand elle est susceptible d'évoluer avec le temps, et le calcul d'informations sur la corrélation à partir de données de marché nécessite de formuler des hypothèses importantes concernant l'efficacité des informations de marché (p. ex., les marchés des options sur swap).

Il existe donc une incertitude dès lors qu'il est nécessaire d'estimer un niveau de corrélation approprié en tant que donnée d'entrée dans certaines évaluations de juste valeur. Les variations des niveaux de corrélation peuvent avoir un impact majeur, favorable ou non, sur la valeur d'un instrument, selon sa nature. Une variation de la corrélation de défaut de la juste valeur des obligations sous-jacentes composant une structure de CDO pourrait affecter la juste valeur de la tranche senior. Par exemple, une hausse de la corrélation de défaut des obligations sous-jacentes aurait pour effet de diminuer la juste valeur de la tranche senior, car les instruments fortement corrélés génèrent des pertes plus importantes en cas de défaut et une part de ces pertes serait imputable à la tranche senior. Cette même variation de corrélation de défaut aurait un impact différent sur les tranches juniors de la même structure.

Volatilité

La volatilité représente la vitesse et l'importance de l'évolution des prix du marché et est un facteur clé des options de prix. La volatilité dépend généralement de la durée de l'instrument sous-jacent et du prix d'exercice ou du niveau défini dans le contrat. La volatilité de certaines combinaisons d'échéances et de prix d'exercice ne peut pas être observée et doit être estimée à l'aide de méthodes alternatives, telles que des instruments comparables, une analyse historique ou d'autres sources d'informations de marché. Il en résulte une incertitude quant à l'évaluation finale de la juste valeur des instruments présentant des volatilités non observables.

La relation générale entre les variations de valeur d'un instrument (ou d'un portefeuille) et les variations de volatilité dépend également des fluctuations des taux d'intérêt et du niveau de l'indice sous-jacent. En général, les positions longues sur option (actifs) bénéficient d'une hausse de la volatilité alors que les positions courtes sur option (passifs) essuieront des pertes. Certains instruments sont plus sensibles aux variations de la volatilité que d'autres. Par exemple, une option « at-the-money » est susceptible de subir une variation de la juste valeur plus importante qu'une option « deep-in-the-money ». De plus, la juste valeur d'une option assortie de plusieurs titres sous-jacents (p. ex., une option sur un panier d'actions) dépend de la volatilité de chaque titre sous-jacent ainsi que de leurs corrélations.

Rendement

Dans certaines circonstances, le rendement d'un instrument n'est pas observable sur le marché et doit être estimé à partir de données historiques ou de rendements de titres similaires. Il se peut que ce rendement estimé doive être ajusté pour refléter les caractéristiques du titre évalué. Lorsque le montant de l'ajustement est significatif pour la valeur du titre, l'évaluation de la juste valeur est classée au niveau 3. Un rendement ajusté est généralement utilisé pour actualiser les flux futurs de trésorerie projetés du principal et des intérêts sur les instruments, tels que les titres adossés à des actifs. Les rendements ajustés sont influencés par les fluctuations de l'environnement des taux d'intérêt et des spreads de crédit pertinents.

Paiement anticipé

Les versements volontaires non planifiés (paiements anticipés) modifient les flux futurs de trésorerie pour l'investisseur et modifient ainsi la juste valeur du titre. L'effet de ces paiements anticipés est plus prononcé pour les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles. Les paiements anticipés sont en général négativement corrélés à l'impayé et au taux d'intérêt. La combinaison de faibles paiements anticipés et d'un montant élevé d'impayés amplifie l'impact négatif que chaque donnée d'entrée peut avoir sur la valorisation des titres hypothécaires. À mesure que la fréquence des paiements anticipés évolue, la durée de vie moyenne pondérée du titre varie, ce qui a un impact positif ou négatif sur la valorisation, selon la nature du titre et la trajectoire de l'évolution de la durée de vie moyenne pondérée.

Recouvrement

Le recouvrement est la quote-part du solde total restant dû d'une obligation ou d'un prêt dont on s'attend à ce qu'il soit recouvré dans le cadre d'un scénario de liquidation. Pour de nombreux titres de crédit (p. ex., les titres adossés à des hypothèques commerciales), le montant de recouvrement attendu d'un bien en situation de défaut est généralement inconnu jusqu'à ce qu'une liquidation du bien devienne imminente.

Le recouvrement supposé d'un titre peut différer de son recouvrement effectif qui sera observable dans le futur. Généralement, une augmentation de l'hypothèse de taux de recouvrement augmente la juste valeur du titre. Un accroissement de l'importance des pertes, un taux de recouvrement inverse sont autant de facteurs réduisant le montant du principal disponible à la distribution et par conséquent diminuant la juste valeur du titre.

Spread de crédit

Le spread de crédit est une composante du titre représentant sa qualité de crédit. Le spread de crédit reflète la perception du marché des variations des taux de remboursement anticipé, d'impayés et de recouvrement, reflétant ainsi l'impact d'autres variables sur la juste valeur.

Les variations du spread de crédit affectent la juste valeur des titres différemment en fonction des caractéristiques et du profil de maturité du titre. Par exemple, le spread de crédit est un facteur plus important de la mesure de la juste valeur d'une obligation à haut rendement par rapport à une obligation de qualité investissement. En général, le spread de crédit d'une obligation de qualité investissement est également plus observable et moins volatil que son homologue à haut rendement.

Sensibilité des évaluations de niveau 3

La mise en œuvre de techniques de valorisation implique un degré élevé de jugement. Bien que le Groupe juge appropriées ses estimations de la juste valeur, le recours à différentes évaluations ou hypothèses pourrait conduire à différentes justes valeurs. Le tableau suivant expose l'impact du recours à des hypothèses alternatives raisonnablement possibles dans la méthodologie de valorisation aux 31 décembre 2024 et 2023 :

	Groupe			
	2024		2023	
	Niveau 3		Niveau 3	
	Effet sur le compte de résultat		Effet sur le compte de résultat	
	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable
	M\$	M\$	M\$	M\$
Classes d'actifs financiers				
Actifs financiers dérivés	—	—	—	—
Titres de placement - capitaux propres	10	-10	31	-31
Prêts et avances à la clientèle évalués à la JVCR	—	—	—	—
Total	10	-10	31	-31
Classes de passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	—	—	—	—
Autres passifs financiers évalués à la JVCR	—	—	—	—
Total	—	—	—	—

	Société			
	2024		2023	
	Niveau 3		Niveau 3	
	Effet sur le compte de résultat		Effet sur le compte de résultat	
	Favorable	Défavorable	Favorable	Défavorable
	M\$	M\$	M\$	M\$
Classes d'actifs financiers				
Actifs financiers dérivés	—	—	—	—
Titres de placement - capitaux propres	6	-6	27	-27
Prêts et avances à la clientèle évalués à la JVCR	—	—	—	—
Total	6	-6	27	-27
Classes de passifs financiers				
Passifs financiers dérivés	—	—	—	—
Autres passifs financiers évalués à la JVCR	—	—	—	—
Total	—	—	—	—

Juste valeur estimée des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

On trouvera ci-dessous une comparaison par catégorie des valeurs comptables et des justes valeurs des instruments financiers du Groupe qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur dans les états financiers. Ce tableau ne comprend pas les justes valeurs des actifs non financiers et des passifs non financiers.

Les autres actifs financiers sont principalement constitués des soldes de créances au titre des solutions de trésorerie et solutions de commerce du Groupe ainsi que des activités de marché et de services de titres.

Les principales méthodes et hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur des actifs et passifs financiers utilisées dans les tableaux de la page suivante sont présentées ci-dessous :

- La juste valeur des prêts et avances et des autres prêts est estimée à l'aide de techniques de valorisation internes, telles que l'analyse des flux de trésorerie actualisés. Lorsqu'ils existent, le Groupe utilise également des cours cotés récemment par le marché pour des actifs présentant des caractéristiques similaires à la créance évaluée. Dans certains cas, la valeur comptable est proche de la juste valeur en raison du caractère à court terme des instruments utilisés ou de la fréquence de leur réévaluation.
- La juste valeur des comptes de la clientèle, des passifs de dépôt, des autres actifs et des autres passifs est estimée à partir des flux de trésorerie actualisés, en appliquant soit les taux du marché dans la mesure du possible, soit les taux réellement offerts par le Groupe pour les dépôts d'échéances restantes similaires. Lorsque les taux de marché sont utilisés, aucun ajustement n'est effectué pour les spreads de crédit de contrepartie.
- La valeur comptable des liquidités disponibles et des soldes auprès de la banque centrale est une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de la nature à court terme des soldes.

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur estimée, aux niveaux 1, 2 et 3, des actifs et passifs non comptabilisés à la juste valeur dans l'état de la situation financière.

	Groupe				
	31 décembre 2024		Juste valeur estimée		
	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49 441	49 441	49 441	—	—
Prêts et avances aux banques	1 975	1 972	—	1 972	—
Prêts et avances à la clientèle	25 614	25 433	—	—	25 433
Accords de prise en pension au coût amorti	13 706	13 706	—	13 322	384
Autres actifs	8 862	8 862	—	—	8 862

Titres de placement au coût amorti	244	244	—	—	244
Total des actifs financiers	99 842	99 658	49 441	15 294	34 923
Passifs					
Dépôts des banques	14 944	14 907	—	14 907	—
Comptes clients	67 380	67 214	—	67 214	—
Dettes subordonnées	9 669	9 645	—	9 645	—
Accords de mise en pension au coût amorti	2 541	2 535	—	2 535	—
Autres passifs	10 568	10 543	—	6 208	4 335
Total des passifs financiers	105 102	104 844	—	100 509	4 335

	Société				
	31 décembre 2024		Juste valeur estimée		
	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	48 358	48 358	48 358	—	—
Prêts et avances aux banques	1 904	1 854	—	1 854	—
Prêts et avances à la clientèle	21 141	20 809	—	—	20 809
Accords de prise en pension au coût amorti	11 617	11 617	—	11 307	310
Autres actifs	7 989	7 989	—	—	7 989
Total des actifs financiers	91 009	90 627	48 358	13 161	29 108
Passifs					
Dépôts des banques	14 521	14 485	—	14 485	—
Comptes clients	54 180	54 046	—	54 046	—
Dettes subordonnées	9 669	9 645	—	9 645	—
Accords de mise en pension au coût amorti	2 540	2 534	—	2 534	—
Autres passifs	9 634	9 610	—	5 998	3 612
Total des passifs financiers	90 544	90 320	—	86 708	3 612

	Groupe				
	31 décembre 2023		Juste valeur estimée		
	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 476	45 476	45 476	—	—
Prêts et avances aux banques	2 529	2 521	—	2 521	—
Prêts et avances à la clientèle	24 498	24 393	—	—	24 393
Accords de prise en pension au coût amorti	14 344	14 344	—	14 013	331
Autres actifs	10 125	10 125	—	—	10 125
Titres de placement au coût amorti	254	254	—	—	254
Total des actifs financiers	97 226	97 113	45 476	16 534	35 103
Passifs					
Dépôts des banques	11 218	11 182	—	11 182	—
Comptes clients	64 891	64 684	—	64 684	—
Dettes subordonnées	8 482	8 455	—	8 455	—
Accords de mise en pension au coût amorti	968	965	—	965	—
Autres passifs	12 162	12 124	—	7 854	4 270
Total des passifs financiers	97 721	97 410	—	93 140	4 270

	Société				
	31 décembre 2023		Juste valeur estimée		
	Valeur comptable	Juste valeur estimée	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 338	45 338	45 338	—	—
Prêts et avances aux banques	2 573	2 573	—	2 573	—
Prêts et avances à la clientèle	20 101	20 044	—	—	20 044
Accords de prise en pension au coût amorti	10 455	10 455	—	10 173	282
Autres actifs	9 483	9 483	—	—	9 483
Total des actifs financiers	87 950	87 893	45 338	12 746	29 809

Passifs					
Dépôts des banques	10 870	10 835	—	10 835	—
Comptes clients	51 225	51 061	—	51 061	—
Accords de mise en pension au coût amorti	964	961	—	961	—
Dettes subordonnées	8 482	8 455	—	8 455	—
Autres passifs	11 263	11 227	—	7 215	4 012
Total des passifs financiers	82 804	82 539	—	78 527	4 012

26. Comptabilité de couverture

Le Groupe se couvre contre le risque de variation de la juste valeur des titres de créance à taux d'intérêt fixe évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Le risque couvert résulte de l'évolution des taux d'intérêt. Dans le cadre de la comptabilité de couverture, le Groupe applique la norme IAS 39.

Aux 31 décembre 2023 et 2024, le Groupe a une relation de couverture active dont les détails sont présentés ci-dessous.

Comptabilité de couverture de juste valeur et efficacité de la couverture

Élément de couverture	Groupe					
Au 31 décembre 2024	Valeur notionnelle	Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur de couverture dans la valeur de bilan des corrections des éléments couverts	Poste dans l'état de la situation financière	Variation de juste valeur de l'élément couvert
		Actifs	Passifs			
	M\$	M\$	M\$			M\$
Risque de taux d'intérêt Transactions IRS	1 713	13	18		Dérivés de couverture	40
Élément couvert	Groupe					
Au 31 décembre 2024		Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur de couverture dans la valeur de bilan des corrections des éléments couverts	Poste dans l'état de la situation financière	Variation de juste valeur de l'élément couvert
		Actifs	Passifs			
		M\$	M\$			M\$
Obligations d'État		692		-6	Titres de placement	-9
Obligations d'entreprise		910	—	-2	Titres de placement	-26
Efficacité de la couverture	Groupe					
Au 31 décembre 2024					Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat	Poste dans le compte de résultat
					M\$	
Taux d'intérêt					5	Gain/(perte) net(te) sur comptabilité de couverture

Élément de couverture	Groupe					
Au 31 décembre 2023	Valeur notionnelle	Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur de couverture dans la valeur de bilan des corrections des éléments couverts	Poste dans l'état de la situation financière	Variation de juste valeur de l'élément couvert
		Actifs	Passifs			
	M\$	M\$	M\$			M\$
Risque de taux d'intérêt Transactions IRS	816	2	24		Dérivés de couverture	-10
Élément couvert	Groupe					
Au 31 décembre 2023		Valeur comptable		Montant cumulé de la juste valeur de couverture dans la valeur de bilan des corrections des éléments couverts	Poste dans l'état de la situation financière	Variation de juste valeur de l'élément couvert
		Actifs	Passifs			
		M\$	M\$			M\$
Obligations d'entreprise		720	—	22	Titres de placement	9
Efficacité de la couverture	Groupe					
Au 31 décembre 2023					Inefficacité de la couverture comptabilisée en résultat	Poste dans le compte de résultat
					M\$	
Taux d'intérêt					-1	Gain/(perte) net(te) sur comptabilité de couverture

Les montants cumulés des ajustements liés aux couvertures de juste valeur inclus dans l'état de la situation financière pour tous les éléments couverts, pour lesquels les ajustements pour gains et pertes sur la couverture de juste valeur ont cessé, s'élevaient à 27 millions \$ (2023 : 27 millions \$) au 31 décembre 2024.

27. Immobilisations corporelles

Coût	Groupe							
	Droits d'utilisation des actifs		Améliorations locatives		Véhicules, mobilier et matériel		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$

Au 1^{er} janvier	250	174	176	77	142	95	568	346
Acquisitions	103	51	42	18	21	18	166	87
Acquisition de Bank Handlowy	—	25	—	77	—	20	—	122
Acquisitions	—	—	3	7	1	7	4	14
Sorties	—	—	-18	-7	-17	-4	-35	-11
Passages en perte	—	—	—	-2	-1	-1	-1	-3
Change	-9	—	-6	6	-9	7	-24	13
Au 31 décembre	344	250	197	176	137	142	678	568

Amortissements	Droits d'utilisation des actifs		Améliorations locatives		Véhicules, mobilier et matériel		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janvier	98	72	44	35	72	56	214	163
Dotation de l'exercice	35	27	14	11	21	16	70	54
Acquisitions	—	—	—	—	—	1	—	1
Sorties	—	—	-2	-5	-12	-4	-14	-9
Passages en perte	—	—	2	-2	—	-1	2	-3
Change	—	-1	-3	5	-6	4	-9	8
Au 31 décembre	133	98	55	44	75	72	263	214
Valeur nette comptable	211	152	142	132	62	70	415	354

Coût	Société							
	Droits d'utilisation des actifs		Améliorations locatives		Véhicules, mobilier et matériel		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janvier	223	174	93	77	120	95	436	346
Acquisitions	98	48	31	7	15	18	144	73
Acquisitions	—	—	3	7	1	4	4	11
Sorties	—	—	-10	-2	-9	-4	-19	-6
Passages en perte	—	—	—	-2	-1	-1	-1	-3
Change	-11	1	-6	6	-9	8	-26	15
Au 31 décembre	310	223	111	93	117	120	538	436

Amortissements	Droits d'utilisation des actifs		Améliorations locatives		Véhicules, mobilier et matériel		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janvier	98	72	44	35	71	56	213	163
Dotation de l'exercice	28	26	9	7	17	15	54	48
Acquisitions	—	—	—	—	—	—	—	—
Sorties	—	—	—	-1	-6	-4	-6	-5
Passages en perte	—	—	—	-2	-1	-1	-1	-3
Change	—	—	-4	5	-7	5	-11	10
Au 31 décembre	126	98	49	44	74	71	249	213
Valeur nette comptable	184	125	62	49	43	49	289	223

Aucun coût d'emprunt capitalisé n'a été comptabilisé au titre de l'acquisition d'immobilisations corporelles au cours de l'exercice (2023 : néant).

28. Immobilisations incorporelles

Coût	Groupe							
	Goodwill		Logiciels informatiques		Autres actifs incorporels		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janvier	313	45	356	251	10	30	679	326
Acquisitions	—	21	32	51	2	—	34	72
Acquisition de Bank Handlowy	—	247	—	57	—	—	—	304
Acquisitions	—	—	24	—	—	—	24	—
Sorties	—	—	—	-2	-3	-23	-3	-25
Change	-11	—	-7	-1	2	3	-16	2
Au 31 décembre	302	313	405	356	11	10	718	679

Amortissements et pertes de valeur	Goodwill		Logiciels informatiques		Autres actifs incorporels		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janvier	31	27	178	153	8	26	217	206
Acquisitions	—	6	—	9	—	—	—	15
Dépréciations	—	—	35	20	1	1	36	21
Acquisitions	—	—	—	—	—	—	—	—
Sorties	—	—	-1	—	-2	-23	-3	-23
Dépréciation	46	—	62	-1	—	—	108	-1
Change	—	-2	-1	-3	1	4	—	-1
Au 31 décembre	77	31	273	178	8	8	358	217
Valeur nette comptable	225	282	132	178	3	2	360	462

Coût	Société							
	Goodwill		Logiciels informatiques		Autres actifs incorporels		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janvier	46	45	280	251	10	30	336	326
Acquisitions	—	—	31	32	2	—	33	32
Acquisitions	—	—	—	—	—	—	—	—
Sorties	—	—	—	—	-3	-23	-3	-23
Change	-1	1	-4	-1	2	3	-3	3
Au 31 décembre	45	46	307	280	11	10	363	336

Amortissements et pertes de valeur	Goodwill		Logiciels informatiques		Autres actifs incorporels		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 1^{er} janvier	26	27	167	153	8	26	201	206
Acquisitions	—	—	—	—	—	—	—	—
Dépréciations	—	—	17	17	1	1	18	18
Acquisitions	—	—	—	—	—	—	—	—
Sorties	—	—	-1	—	-2	-23	-3	-23
Dépréciation	—	—	—	-1	—	—	—	-1
Change	1	-1	-2	-2	1	4	—	1
Au 31 décembre	27	26	181	167	8	8	216	201
Valeur nette comptable	18	20	126	113	3	2	147	135

Une immobilisation incorporelle est dépréciée lorsque sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable. Lors des tests de dépréciation des actifs incorporels, le Groupe et la Société détermineront la valeur recouvrable d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie en retenant la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de cession et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée selon un modèle fondé sur la méthode des flux de trésorerie actualisés. Les projections de flux de trésorerie reposent sur les plans d'affaires approuvés par la direction et couvrant une période de cinq ans, ou plus si la direction l'estime approprié.

Le goodwill acquis auprès de BHW résulte de la fusion de BHW et de Citibank (Pologne) S.A. et a été affecté aux unités génératrices de trésorerie de la Banque institutionnelle et de la Banque de particuliers de BHW. Le goodwill restant a été affecté aux activités de conservation directe et de compensation et à l'activité d'administration de fonds. Les projections de flux de trésorerie concernant les activités directes de conservation et de compensation et les activités d'administration de fonds couvrent une période de dix ans. Dans le cas des unités génératrices de trésorerie la Banque institutionnelle et de la Banque de particuliers de BHW, la base d'évaluation de la valeur recouvrable pour une unité est la valeur d'utilité, évaluée sur la base du plan financier. Le plan repose sur des hypothèses rationnelles concernant les faits futurs qui reflètent l'évaluation par la direction des conditions économiques futures et des résultats attendus de BHW. Le plan est périodiquement mis à jour et approuvé par le Conseil d'administration. Le conseil a accepté une période de 3 ans pour le processus de planification financière.

Les flux de trésorerie utilisés pour estimer les projections de résultat d'exploitation reflètent l'évaluation actuelle du marché du risque des unités génératrices de trésorerie. Le résultat d'exploitation du plan d'affaires approuvé par la direction reflète la meilleure estimation des résultats futurs sur la base de l'expérience passée et des taux de croissance attendus.

En ce qui concerne les activités de conservation directe et de compensation et les activités d'administration de fonds, le taux d'actualisation utilisé pour estimer les flux de trésorerie est le SOFR (Secured Overnight Financing Rate). En ce qui concerne les unités génératrices de trésorerie de la Banque institutionnelle et de la Banque de particuliers de BHW, l'évaluation s'est fondée sur des taux d'actualisation différents pour chaque année de prévision, estimés à partir d'un coefficient bêta pour le secteur bancaire, d'une prime de risque et d'un taux sans risque. Les principales hypothèses tiennent compte de l'expérience passée ainsi que de sources d'informations externes. Elles sont plus amplement présentées dans le tableau ci-dessous.

L'examen du goodwill n'a donné aucune indication de perte de valeur en ce qui concerne l'activité de conservation directe et de compensation, l'activité d'administration de fonds et l'activité de Banque institutionnelle de BHW. Toutefois, suite au test de dépréciation effectué, le goodwill imputable à l'activité de Banque de particuliers de BHW, soit 46 millions \$, a été intégralement passé en perte. Le facteur clé ayant déclenché la perte de valeur du goodwill dans ce segment d'activité est dû à l'augmentation présumée des coûts d'exploitation.

Un résumé de l'affectation du goodwill au sein des unités est présenté ci-dessous :

	Groupe
--	---------------

Unité génératrice de trésorerie	Goodwill		Taux de croissance		Taux d'actualisation	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Groupe des clients institutionnels	M\$	M\$				
– Activités directes de conservation et de compensation	12	13	4 %	4 %	-4,078	-3,425
– Activité d'administration de fonds	6	7	2 %	1 %	-4,080	-3,120
– Banque institutionnelle (BHW)	207	216	2,5 %	2,5 %	-10,9-12	-11,1-12,3
– Banque de particuliers (BHW)	—	46	— %	2,5 %	—	-11,1-12,3
Total	225	282				

Unité génératrice de trésorerie	Société					
	Goodwill		Taux de croissance		Taux d'actualisation	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Groupe des clients institutionnels	M\$	M\$				
– Activités directes de conservation et de compensation	12	13	4 %	4 %	-4,078	-3,425
– Activité d'administration de fonds	6	7	2 %	1 %	-4,080	-3,120
Total	18	20				

Le modèle est sensible à l'évolution du taux de croissance. Le taux de croissance est aligné sur le plan stratégique des unités génératrices de trésorerie.

29. Impôt différé

La variation de l'impôt différés s'analyse comme suit :

	Groupe			
	Soldes au 1 ^{er} janvier 2024	Comptabilisé au compte de résultat	Comptabilisé dans l'état des autres éléments du résultat global	Soldes au 31 décembre 2024
	M\$	M\$	M\$	M\$
Immobilisations corporelles et incorporelles	81	-10	—	71
Titres de placement à la JVAERG	39	—	3	42
Engagements de retraite et avantages similaires	12	-3	—	9
Pertes fiscales reportables	47	-3	—	44
Autres différences temporaires	44	-5	—	39
Écarts de change	6	—	-3	3
Total de l'impôt différé	229	-21	—	208
– dont actif d'impôt différé	242			213
– dont passif d'impôt différé	13			5

	Soldes au 1 ^{er} janvier 2023/ Acquisition de Bank Handlowy	Comptabilisé au compte de résultat	Comptabilisé dans l'état des autres éléments du résultat global	Soldes au 31 décembre 2023
	M\$			
Immobilisations corporelles et incorporelles	76	5	—	81
Titres de placement à la JVAERG	72	—	-33	39
Engagements de retraite et avantages similaires	10	1	1	12
Pertes fiscales reportables	46	1	—	47
Autres différences temporaires	67	-23	—	44
Écarts de change	—	—	6	6
Total de l'impôt différé	271	-16	-26	229
– dont actif d'impôt différé	288			242
– dont passif d'impôt différé	17			13

	Société			
	Soldes au 1 ^{er} janvier 2024	Comptabilisé au compte de résultat	Comptabilisé dans l'état des autres éléments du résultat global	Soldes au 31 décembre 2024
	M\$	M\$	M\$	M\$
Immobilisations corporelles et incorporelles	81	-10	—	71
Titres de placement à la JVAERG	39	—	-9	30
Engagements de retraite et avantages similaires	12	-3	—	9
Pertes fiscales reportables	47	-3	—	44
Autres différences temporaires	15	15	—	30
Écarts de change	6	—	-2	4
Total de l'impôt différé	200	-1	-11	188
– dont actif d'impôt différé	213			193
– dont passif d'impôt différé	13			5

	Soldes au 1 ^{er} janvier 2023	Comptabilisé au compte de résultat	Comptabilisé dans l'état des autres éléments du résultat global	Soldes au 31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Immobilisations corporelles et incorporelles	76	5	—	81
Titres de placement à la JVAERG	72	—	-33	39
Engagements de retraite et avantages similaires	10	1	1	12
Pertes fiscales reportables	46	1	—	47
Autres différences temporaires	34	-19	—	15
Écarts de change	—	—	6	6
Total de l'impôt différé	238	-12	-26	200
– dont actif d'impôt différé	255			213
– dont passif d'impôt différé	17			13

30. Parts dans les filiales

	Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$
1 ^{er} janvier	1 713	14
Acquisition de BHW	—	1 699
31 décembre	1 713	1 713

La Société détient des actions ordinaires dans les filiales suivantes :

Raison sociale	Pays de constitution	Nature de l'activité	Fin d'exercice	Siège social	Pourcentage de participation
CitiCapital Leasing (March) Limited	Royaume-Uni	Crédit-bail	31 mars	Citigroup Centre, Canada Square, Canary Wharf, Londres, E14 5LB, Royaume-Uni	100 %
Bank Handlowy w Warszawa S.A.	Pologne	Banque	31 décembre	16 ul. Senatorska, 00-923 Warszawa, Pologne	75 %

Se référer à la note 35. Transfert d'activité sous contrôle commun pour de plus amples informations concernant l'acquisition de BHW.

La Société examine la perte de valeur de ses investissements dans des filiales à chaque clôture s'il existe des indices de perte de valeur, en tenant compte de sources d'information internes et extérieures. Si de tels indices sont détectés, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif, et lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable de la participation dans la filiale, la différence est comptabilisée en provision pour dépréciation dans les états financiers de la Société.

La Société a déterminé qu'il n'existait aucun indice de perte de valeur au 31 décembre 2024. Aucune dépréciation n'a donc été comptabilisée (2023 : néant).

31. Dettes subordonnées

Première date de rachat	Devise	2024 M\$	2023 M\$	Taux d'intérêt	Date d'échéance
2021	GBP	752	763	SONIA + 98 pb	07 décembre 2026
2021	EUR	3 636	3 868	ESTR +99 pb	07 décembre 2028
2023	USD	1 000	1 000	SOFR+211 pb	06 décembre 2030
2023	EUR	2 493	2 651	ESTR + 176,7 pb	06 décembre 2030
2023	USD	200	200	SOFR+136 pb	07 décembre 2026
2024	EUR	1 558	—	ESTR + 168 pb	14 mai 2032
		9 640	8 482		

Au 31 décembre 2024, les dettes subordonnées se composent de 9 669 millions \$ (2023 : 8 482 millions \$) de prêts subordonnés auprès de Citibank, N.A., portant sur un solde notionnel de 9 640 millions \$ et des intérêts courus de 29 millions \$ (2023 : 11 millions \$). Les charges d'intérêt en courues au cours de l'exercice au titre des prêts subordonnés et imputées au compte de résultat se sont élevées à 489 millions \$ (2023 : 217 millions \$).

Le prêt est subordonné aux créances des autres créanciers, pari passu avec les créanciers au titre des autres passifs occupant le rang inférieur des créances visé à la Section 1428A(1)(c)(iii) du Companies Act de 2014, mais il occupera un rang supérieur aux droits des actionnaires et des détenteurs (ou autres créanciers) d'instruments additionnels de catégorie 1 et d'instruments de catégorie 2.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, la Société n'a enregistré aucun défaut de paiement du principal ou des intérêts, ni aucun autre manquement à ses obligations, en ce qui concerne ses dettes subordonnées (2023 : aucun).

32. Provisions

Les provisions constituées pour restructuration concernent essentiellement des indemnités de licenciement. Les indemnités de licenciement sont payables lorsque le contrat de travail prend fin avant la date normale de départ à la retraite ou lorsqu'un salarié accepte un départ volontaire en échange de ces indemnités.

Des provisions d'ECL au titre des engagements et garanties donnés sont comptabilisées pour les crédits confirmés, lorsque le Groupe a l'obligation contractuelle de fournir des fonds à la clientèle, ou pour les engagements contractuels qui ne sont pas inscrits dans l'état de la situation financière.

Des provisions sont comptabilisées lorsqu'il existe une obligation actuelle résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et qu'une estimation fiable du montant de l'obligation peut être faite.

Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée de la meilleure estimation par la direction des dépenses nécessaires pour régler l'obligation actuelle à la date de l'état de la situation financière. Ces provisions devraient être utilisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

	Groupe		
	Provision pour restructuration	Autres provisions	Total
	M\$	M\$	M\$
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2024	41	19	60
Provisions constituées au cours de l'exercice	130	70	200
Provision utilisée au cours de l'exercice	-26	-2	-28
Provisions reprises au cours de l'exercice	-94	-2	-96
Ajustements de change	-1	-5	-6
Autres variations	2	-4	-2
Solde de clôture au 31 décembre 2024	52	76	128
Engagements et garanties			83
Solde total des provisions au 31 décembre 2024			211

	Groupe		
	Provision pour restructuration	Autres provisions	Total
	M\$	M\$	M\$
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2023	6	2	8
Acquisition de Bank Handlowy	1	13	14
Provisions constituées au cours de l'exercice	47	4	51
Provision utilisée au cours de l'exercice	-5	—	-5
Provisions reprises au cours de l'exercice	-9	—	-9
Autres variations	1	—	1
Solde de clôture au 31 décembre 2023	41	19	60
Engagements et garanties			89
Solde total des provisions au 31 décembre 2023			149

	Société		
	Provision pour restructuration	Autres provisions	Total
	M\$	M\$	M\$
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2024	40	5	45
Provisions constituées au cours de l'exercice	130	61	191
Provisions utilisées au cours de l'exercice	-26	-1	-27
Provisions reprises au cours de l'exercice	-94	—	-94
Ajustements de change	—	-3	-3
Autres variations	2	-4	-2
Solde de clôture au 31 décembre 2024	52	58	110
Engagements et garanties			77
Solde total des provisions au 31 décembre 2024			187

	Provision pour restructuration	Autres provisions	Total
	M\$	M\$	M\$
Solde d'ouverture au 1^{er} janvier 2023	6	2	8
Provisions constituées au cours de l'exercice	47	2	49
Provisions utilisées au cours de l'exercice	-5	—	-5
Provisions reprises au cours de l'exercice	-9	—	-9
Autres variations	1	1	2
Solde de clôture au 31 décembre 2023	40	5	45
Engagements et garanties			80
Solde total des provisions au 31 décembre 2023			125

33. Autres passifs

	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Autres passifs				
Comptes créditeurs	5 110	5 223	4 704	5 182
Obligations sur comptes de marge	3 871	6 028	3 685	5 387

Ventes à découvert	15 272	7 929	15 242	7 894
Engagements de retraite (note 15)	139	156	112	132
Passif locatif au titre du droit d'utilisation	222	162	192	133
Charges à payer et produits constatés d'avance	396	377	330	319
Autres	830	216	611	110
	25 840	20 091	24 876	19 157

Les comptes créditeurs concernent essentiellement des engagements résultant de l'activité de services de transaction du Groupe et de la Société. Les autres soldes comprennent des dettes envers d'autres établissements financiers, entreprises et autres entités du groupe, principalement liées à des participations pour risque payées d'avance, des postes en cours de règlement et des obligations sur comptes de marge.

Le règlement de ces comptes est à court terme et les soldes peuvent fluctuer en fonction de l'activité commerciale sous-jacente.

Les obligations sur comptes de marge reflètent l'obligation du Groupe et de la Société de rembourser le collatéral aux clients lors de leur propre règlement des appels de marge lorsqu'ils ont lieu.

Les ventes à découvert sont des dettes résultant d'opérations de vente à découvert pour lesquelles des titres et des instruments du marché monétaire sont vendus mais non détenus au moment de la transaction.

34. Capital social appelé

	Groupe et Société			
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	Nombre d'actions ordinaires		M\$	M\$
Autorisé				
À la fin de l'exercice	5 000 000 000	5 000 000 000	4 692	4 692
Capital social				
Alloué, appelé et entièrement libéré				
Actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 € chacune	9 741 291	9 741 291	11	11
Prime d'émission				
À la fin de l'exercice			1 963	1 963

35. Transfert d'activité sous contrôle commun

Le 15 novembre 2023, dans le cadre de la transaction avec l'entreprise mère intermédiaire, 75 % de la participation de BHW a été transférée de Citibank Overseas Investment Corporation (« COIC ») à CEP.

Avant la réalisation de la transaction de la société mère intermédiaire, CEP et BHW étaient des filiales directes de COIC et, par conséquent, le transfert de la participation a été considéré comme étant effectué entre des entités sous contrôle commun. Selon les normes IFRS concernant les opérations entre entités sous contrôle commun, la valeur comptable de la participation de CEP dans BHW a été comptabilisée à la valeur comptable des capitaux propres sous-jacents de BHW. À la date d'acquisition, 75 % de la valeur comptable de BHW s'élevait à 1 699 millions \$.

L'hypothèse de la transaction était que CEP avait payé 200 millions \$ sous la forme d'une dette subordonnée comptabilisée à la juste valeur. Le reste de la participation de 75 % de COIC dans BHW a été apporté à CEP sans contrepartie. L'augmentation des réserves due au transfert de BHW de COIC à CEP s'est élevée à 1 499 millions \$ (-45 millions \$ de réserve de fusion et +1 544 millions \$ de réserves de capital).

Les valeurs comptables des actifs et passifs identifiables de BHW à la date d'acquisition étaient les suivantes :

Actifs	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	190
Actifs de négociation	208
Instruments financiers dérivés - Négociation	1 857
Instruments financiers dérivés - Couverture	4
Titres de placement	5 412
Prêts et avances	10 211
Participations dans des filiales	23
Autres actifs	133
Actif d'impôt courant	—
Goodwill et immobilisations incorporelles	313
Immobilisations corporelles	123
Actifs d'impôt différé	33
Total de l'actif	18 507
Passifs	M\$
Dépôts	13 381
Instruments financiers dérivés - Négociation	1 493
Instruments financiers dérivés - Couverture	21
Passif d'impôt courant	94
Provisions	26
Passifs d'impôt différé	—
Autres passifs	1 227

Total du passif	16 242
Valeur comptable -100 %	2 265
Valeur comptable -75 %	1 699

Au cours des deux mois précédant le 31 décembre 2023, BHW a contribué aux résultats du Groupe à hauteur de revenus de 176 millions \$ et d'un bénéfice de 59 millions \$. Si l'acquisition avait eu lieu le 1^{er} janvier 2023, le chiffre d'affaires consolidé aurait été de 5 257 millions \$ et le bénéfice consolidé de l'exercice aurait été de 2 227 millions \$.

Il n'y a pas eu de transfert d'activité sous contrôle commun au cours de l'exercice 2024.

36. Participations ne donnant pas le contrôle

	Groupe	
	2024	2023
	M\$	M\$
01/01/2024	617	—
Acquisitions	—	566
Part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net	—	51
Participations ne donnant pas le contrôle :		
Résultat de l'exercice	107	—
Total des autres éléments du résultat global	-32	—
Transfert au capital	-3	—
Paiement fondé sur des actions réglé en capitaux propres	-1	—
Dividendes versés aux propriétaires	-89	—
31 décembre 2024	599	617

Acquisition de NCI en 2023

Le 15 novembre 2023, dans le cadre de la transaction avec la société mère intermédiaire, 75 % de la participation de BHW a été transférée de COIC, ce qui a donné lieu à une NCI de 25 %. Lors de l'acquisition, la part de la valeur nette d'inventaire de BHW s'élevait à 566 millions \$ (2 265 millions \$ x 25 %) et la part année pleine des réserves postérieure à l'acquisition de BHW était de 51 millions \$.

37. Plans d'intéressement fondés sur des actions

Plans d'intéressement fondés sur des actions de Citigroup

Dans le cadre de son programme de rémunération, le Groupe prend part à plusieurs plans d'intéressement fondés sur des actions de Citigroup. Ces plans donnent lieu à l'attribution d'options sur actions, de droits à des actions à cessibilité restreinte (« restricted shares ») ou différée et à des paiements en actions. L'attribution de ces droits vise à attirer, retenir et motiver les dirigeants et les salariés en leur octroyant une rémunération incitative en contrepartie de leur contribution à la performance et à la croissance à long terme du Groupe et à aligner leurs intérêts sur ceux des actionnaires. Les programmes d'attribution de droits à des actions sont administrés par le comité du personnel et des rémunérations du Conseil d'administration de Citigroup Inc., qui ne compte en son sein que des administrateurs non exécutifs.

Dans le programme d'attribution d'actions, Citigroup émet des actions ordinaires sous la forme d'attributions d'actions à cessibilité restreinte, d'attributions d'actions à cessibilité différée et de paiements en actions. Pour tous les programmes d'attribution de droits à des actions, au cours de la période d'acquisition des droits, les actions attribuées ne sont pas remises aux participants (en cas de droits à des actions différées) ou ne peuvent pas être cédées ou transférées par les participants (en cas de droits à des actions à cessibilité restreinte), tant que les conditions d'acquisition des droits n'ont pas été remplies. Si les bénéficiaires des droits à des actions différées n'ont aucun des droits conférés aux actionnaires tant que les actions ne leur ont pas été remises, ils ont néanmoins le droit de percevoir une somme équivalente aux dividendes au cours de la période d'acquisition des droits. Les bénéficiaires des droits à des « restricted shares » peuvent exercer un droit de vote limité et ont le droit de percevoir des dividendes ou une somme équivalente aux dividendes au cours de la période d'acquisition des droits. Lorsqu'un droit à des actions est acquis, les actions deviennent librement transférables, mais leur transfert peut, pour certains salariés, faire l'objet de restrictions en raison des conditions dont elles sont assorties ou d'un engagement relatif à la détention des actions.

Programme d'attribution d'actions

Le Groupe participe au plan d'actionnariat salariés (« Capital Accumulation Program », CAP) de Citigroup en vertu duquel des actions ordinaires de Citigroup sont attribuées aux salariés participants sous forme d'actions à droits restreints (« restricted stocks ») ou d'actions différées, à la fois au sein de CEP et de BHW. En outre, des actions fictives de BHW ont été proposées lorsque la banque n'est pas en mesure de livrer le nombre requis d'actions réelles aux salariés.

Les droits à des actions à droits restreints ou à des actions différées accordés en vertu de ce plan représentent un pourcentage de la rémunération incitative annuelle et sont acquis sur une période de trois ou quatre ans à partir du premier anniversaire de la date d'attribution ou à une date proche de celui-ci. L'emploi continu au sein de Citigroup est généralement requis pour acquérir des droits dans le cadre du CAP et d'autres programmes d'attribution d'actions.

Le plan prévoit que les salariés qui satisfont à certains critères d'âge et d'années de service (salariés admissibles à la retraite) peuvent mettre fin à leur emploi actif et continuer à acquérir leurs droits à condition de respecter des clauses de non-concurrence spécifiques. Les droits attribués à des salariés admissibles à la retraite sont provisionnés au cours de l'exercice précédant la date d'attribution au même titre que la rémunération incitative fondée sur des paiements en trésorerie puisqu'en fait il n'y a pas de conditions à l'acquisition des droits.

Pour tous les programmes d'attribution de droits à des actions, au cours de la période d'acquisition des droits, les actions attribuées ne peuvent pas être cédées ou transférées par le participant, et le droit à des actions peut être annulé si l'emploi du participant prend fin. À la fin de cette période, les actions peuvent être cédées librement (dans le cadre de l'engagement de détention pour les cadres supérieurs). À compter de la date d'attribution, le bénéficiaire d'un droit à des actions à droits restreints peut exercer les droits de vote conférés par les actions et percevoir les dividendes courants dans la mesure où ces dividendes sont versés sur les actions ordinaires Citigroup.

Les bénéficiaires de droits à des actions différées perçoivent une somme équivalente aux dividendes dans la mesure où ces dividendes sont versés sur les actions ordinaires Citigroup, mais ne peuvent pas voter.

Plans d'intéressement fondés sur des actions de BHW

BHW a modifié ses politiques de rémunération pour introduire la possibilité de verser des instruments financiers dans le cadre de la rémunération. Cette disposition s'applique à la fois aux salariés dont les activités professionnelles ont un impact significatif sur le profil de risque de la banque (« le Personnel identifié ») et aux autres salariés, tels que spécifiés dans les politiques.

Lorsque la banque n'est pas en mesure de livrer le nombre requis d'actions réelles aux salariés, les modifications apportées aux politiques autorisent le versement d'une partie de la rémunération sous forme d'actions fictives. Celles-ci peuvent être attribuées sur décision de la banque ou être converties en actions réelles selon un ratio de 1 pour 1, à condition que des accords appropriés soient en place avec les salariés concernés.

Le 29 décembre 2023, l'Autorité polonaise de surveillance financière a autorisé la banque à racheter ses propres actions, conformément aux articles 77 et 78(1) du règlement (UE) n° 575/2013. Ce règlement, publié par le Parlement européen et le Conseil le 26 juin 2013, régit les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et modifie le règlement (UE) n° 648/2012. Le programme de rachat d'actions a débuté en janvier 2024.

Les informations relatives aux attributions d'actions de l'année en cours sont les suivantes :

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
Actions attribuées (CEP)*	980 177	934 248	980 177	934 248
Juste valeur de marché moyenne pondérée par action (CEP)*	51,25 \$	50,21 \$	51,25 \$	50,21 \$
Actions attribuées (Bank Handlowy) : CAP*	187	378	—	—
Juste valeur de marché moyenne pondérée par action (Bank Handlowy, CAP)*	71,12 \$	50,07 \$	—	—
Actions attribuées (Bank Handlowy) : Actions fictives - programme d'attribution d'actions réglées en espèces*	62 599	406 520	—	—
Juste valeur de marché moyenne pondérée par action (Bank Handlowy, actions fictives)*	21,48 \$	25,67 \$	—	—
Actions attribuées (Bank Handlowy) : Instruments financiers - Programme d'attribution d'actions réglées en capitaux propres*	388 402	—	—	—
Juste valeur moyenne pondérée par action (Bank Handlowy, instruments financiers)*	24,79 \$	—	—	—

* Les informations relatives à l'attribution d'actions ont été retraitées afin de communiquer de manière plus appropriée le nombre et la valeur par action attribuée au sein du Groupe.

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Coût de la rémunération imputé en charges	80	35	74	31
Ajustements de la juste valeur comptabilisés en capitaux propres	24	3	24	3
Valeur comptable totale du passif lié à des transactions réglées en capitaux propres	130	50	116	50
Valeur comptable totale des passifs relatifs aux transactions réglées en trésorerie	1	15	—	—

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Droits à des actions				
À attribuer en 2025	5	—	—	—
Octroyés en 2024	40	2	39	—
Octroyés en 2023	7	36	7	35
Octroyés en 2022	2	5	2	4
Octroyés en 2021	—	1	—	1
Trésorerie acquise	26	-9	26	-9
Total des charges	80	35	74	31

Ni le Groupe, ni la Société n'ont opéré ou mis en place de programme d'options sur actions (2023 : néant).

38. Transfert d'actifs financiers

Le tableau suivant présente les valeurs comptables et les justes valeurs de tous les actifs financiers transférés qui ne sont pas décomptabilisés dans leur intégralité et des passifs associés. Ils résultent généralement de l'implication du Groupe dans la vente et le rachat de titres qui sont principalement des titres de créance. Les actifs transférés représentent la valeur comptable brute des actifs donnés en gage et les passifs associés représentent la valeur comptable du passif associé comptabilisé dans l'État de la situation financière. Pour les contrats de mise en pension, la différence entre les actifs transférés et les passifs associés est principalement due à la compensation.

	Groupe			
	Valeur comptable des actifs transférés		Valeur comptable des passifs associés	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Ventes et accords de mise en pension	11 977	7 229	2 578	968

	Société			
	Valeur comptable des actifs transférés		Valeur comptable des passifs associés	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
Ventes et accords de mise en pension	11 976	7 196	2 577	964

39. Passifs éventuels et engagements

Les tableaux suivants donnent les montants nominaux en principal et pondérés en fonction des risques des passifs éventuels et des engagements. Les

montants nominaux en principal indiquent le volume des affaires en cours à la date de l'état de la situation financière et ne représentent pas des montants à risque.

	Groupe		Société	
	Montant du contrat	Montant du contrat	Montant du contrat	Montant du contrat
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Lignes de crédit non utilisées	49 046	39 555	44 984	35 762
Autres engagements				
– moins de 1 an	11 409	12 062	10 846	11 633
– 1 an et plus	6 150	5 567	5 744	5 243
Total	66 605	57 184	61 574	52 638

Les autres engagements concernent principalement l'activité de négociation en Irlande. La réserve pour ECL du Groupe était de 83 millions \$ au 31 décembre 2024 (2023 : ECL de 89 millions \$) au titre de ses engagements.

Pertes de crédit attendues – Passifs éventuels et engagements

Le tableau suivant présente une analyse des variations de la valeur comptable brute et des provisions pour ECL correspondantes :

Exposition	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1 ^{er} janvier	53 504	42 863	3 592	3 602	83	100	5	—	57 184	46 565
Nouveaux actifs émis ou achetés	19 387	14 547	1 011	1 053	—	—	3	1	20 401	15 601
Acquisition de Bank Handlowy	—	3 475	—	539	—	2	—	4	—	4 020
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-9 783	-7 954	-1 088	-965	-51	-58	-1	—	-10 923	-8 977
Transferts vers le stage 1	1 422	1 645	-1 420	-1 633	-2	-12	—	—	—	—
Transferts vers le stage 2	-1 325	-1 072	1 329	1 072	-4	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-2	—	-18	-51	20	51	—	—	—	—
Montants passés en perte	—	—	—	-25	—	—	—	—	—	-25
Autres variations	-40	—	-17	—	—	—	—	—	-57	—
Au 31 décembre	63 163	53 504	3 389	3 592	46	83	7	5	66 605	57 184

ECL	Groupe									
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		POCI		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1 ^{er} janvier	31	28	49	76	9	19	—	—	89	123
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	13	10	12	19	—	—	—	—	25	29
Acquisition de Bank Handlowy	—	3	—	3	—	1	—	—	—	7
Exposition décomptabilisée ou échue	-11	-12	-12	-10	-2	-11	—	—	-25	-33
Transferts vers le stage 1	21	16	-21	-15	—	—	—	—	—	1
Transferts vers le stage 2	-3	-3	7	3	-4	—	—	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	-1	-3	1	3	—	—	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-12	-5	12	-11	1	3	—	—	1	-13
Montants passés en perte	—	—	—	-3	—	—	—	—	—	-3
Autres variations	-4	-6	-3	-10	—	-6	—	—	-7	-22
Au 31 décembre	35	31	43	49	5	9	—	—	83	89

Exposition	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Encours au 1 ^{er} janvier	49 628	42 863	2 931	3 602	80	99	52 639	46 564
Nouveaux actifs émis ou achetés	18 146	13 810	826	925	—	—	18 972	14 735
Actifs décomptabilisés ou arrivés à échéance	-8 993	-7 630	-995	-947	-49	-58	-10 037	-8 635
Transferts vers le stage 1	1 268	1 612	-1 266	-1 600	-2	-12	—	—
Transferts vers le stage 2	-1 128	-1 027	1 133	1 027	-5	—	—	—
Transferts vers le stage 3	-1	—	-19	-51	20	51	—	—
Montants passés en perte	—	—	—	-25	—	—	—	-25
Autres variations	—	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 décembre	58 920	49 628	2 610	2 931	44	80	61 574	52 639

ECL	Société							
	Stage 1		Stage 2		Stage 3		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
ECL IFRS 9 au 1^{er} janvier	28	27	44	76	8	19	80	122
ECL sur les nouveaux actifs émis ou achetés	12	10	11	18	—	—	23	28
Exposition décomptabilisée ou échue	-9	-12	-13	-10	-2	-11	-24	-33
Transferts vers le stage 1	20	16	-20	-15	—	—	—	1
Transferts vers le stage 2	-2	-3	5	3	-3	—	—	—
Transferts vers le stage 3	—	—	-1	-3	1	3	—	—
Réévaluation nette de la provision pour pertes	-11	-4	12	-12	2	3	3	-13
Montants passés en perte	—	—	—	-3	—	—	—	-3
Autres variations	-4	-6	1	-10	-2	-6	-5	-22
Au 31 décembre	34	28	39	44	4	8	77	80

40. Implication dans des entités structurées non consolidées

Nature, objet et étendue des participations du Groupe dans des entités structurées non consolidées

Le Groupe exerce diverses activités commerciales avec des entités structurées conçues pour atteindre un objectif spécifique. Une entité structurée est une entité qui a été créée de manière à ce que les droits de vote ou droits similaires ne soient pas le principal facteur déterminant qui contrôle le Groupe. Par exemple, lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités concernées sont dirigées par des accords contractuels.

Les entités structurées sont consolidées lorsque, en substance, la relation entre le Groupe et les entités structurées indique que les entités structurées sont contrôlées par le Groupe. Les entités couvertes par cette note d'information ne sont pas consolidées car le Groupe ne les contrôle pas par des droits de vote, des contrats, des accords de financement ou d'autres moyens. Le degré de participation du Groupe dans des entités structurées non consolidées variera en fonction du type d'entité structurée.

Financement adossé à des actifs

Le Groupe fournit des prêts et d'autres formes de financement à des entités structurées qui détiennent des actifs. Ces prêts sont soumis aux mêmes autorisations de crédit que tous les autres prêts émis ou achetés par le Groupe.

Le Groupe n'a pas le pouvoir de diriger les activités qui ont le plus d'impact sur la performance économique de ces entités structurées. Ces véhicules sont financés généralement via un syndicat de prêteurs.

Le tableau ci-dessous présente une analyse des valeurs comptables des participations détenues par le Groupe dans des entités structurées non consolidées par type d'actifs sous-jacents, ce qui constitue l'exposition maximale du Groupe aux pertes, ainsi que le total des actifs de ces entités structurées non consolidées.

	Groupe			
	Valeur comptable		Total des actifs des entités structurées non consolidées	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à la clientèle				
Avions, navires et autres actifs	729	194	1 914	2 157
Immobilier commercial et autres	838	599	3 953	6 222
Total	1 567	793	5 867	8 379
Titres de placement au coût amorti				
Avions, navires et autres actifs	243	254	268	298
Total	243	254	268	298

L'exposition ci-dessus correspond aux financements adossés à des actifs fournis à 10 entités (2023 : 15). Le Groupe a d'autres engagements pour 146 millions \$ (2023 : 20 millions \$) envers ces entités.

	Société			
	Valeur comptable		Total des actifs des entités structurées non consolidées	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à la clientèle				
Avions, navires et autres actifs	729	194	1 914	2 157
Immobilier commercial et autres	837	599	3 953	6 222
Total	1 566	793	5 867	8 379

L'exposition ci-dessus correspond aux financements adossés à des actifs fournis à 9 entités (2023 : 14). La Société a d'autres engagements pour 146 millions \$ (2023 : 20 millions \$) envers ces entités.

Les financements adossés à des actifs correspondent à la valeur comptable des financements du Groupe dans les entités structurées inscrite à l'état de la situation financière. Ils reflètent le financement initial dans les entités structurées ajusté des éventuels intérêts courus et du principal en numéraire reçu. La valeur comptable peut également être ajustée pour tenir compte des augmentations ou diminutions de la juste valeur ou de toute perte de valeur.

comptabilisée dans le compte de résultat.

41. Contrats de location

A. Contrats de location en qualité de preneur

Les informations relatives aux contrats de location dans lesquels le Groupe est le preneur sont présentées ci-dessous.

Droits d'utilisation des actifs

Actifs droits d'utilisation liés aux immeubles de bureaux loués dans les succursales et les filiales.

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Soldes au 1^{er} janvier	152	102	125	102
Acquisitions de droits d'utilisation des actifs	103	51	98	48
Acquisition de Bank Handlowy	—	25	—	—
Dotation aux amortissements	-35	-27	-28	-26
Change	-9	1	-11	1
Solde au 31 décembre	211	152	184	125

Il n'y a eu aucune cession au cours de l'exercice.

Passifs au titre des contrats de location

Analyse des échéances	Groupe		Société	
	31 décembre 2024	31 décembre 2023	31 décembre 2024	31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Expiration :				
– à moins d'un an	5	3	1	1
– entre un et cinq ans	23	37	19	34
– dans cinq ans ou plus	194	122	172	98
Total des passifs actualisés au titre des contrats de location au 31 Décembre	222	162	192	133
Passifs au titre des contrats de location comptabilisés dans l'état de la situation financière au 31 décembre	222	162	192	133
Courants	5	3	1	1
Non courants	217	159	191	132

Montants comptabilisés au compte de résultat

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de location selon IFRS 16				
Intérêts sur passifs au titre des contrats de location	5	—	4	—

Montants comptabilisés dans l'état des flux de trésorerie

	Groupe		Société	
	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$	M\$	M\$
Total des sorties de trésorerie au titre des contrats de location	-34	-25	-30	-23

42. Transactions avec des parties liées

Le Groupe est une filiale entièrement détenue par Citibank Overseas Holdings Bahamas Limited (COHBL), société constituée aux Bahamas. Le plus grand groupe dans lequel les résultats de la Société sont consolidés est Citigroup Inc., ayant son siège 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, DE, 19810, États-Unis d'Amérique.

Le Groupe définit les parties liées comme les membres du conseil d'administration, la direction générale, les membres de leur famille proche, la société mère et les autres filiales et sociétés associées. Le Groupe considère que les membres clés de sa direction sont les membres du Comité exécutif (ExCo).

Transactions avec les principaux dirigeants

La rémunération des membres clés du personnel de direction (« Key management personnel », KMP) comprend les éléments suivants :

	Groupe et Société	
	2024	2023
	M\$	M\$
Rémunération		
Salaires et autres avantages à court terme	18	14
Avantages postérieurs à l'emploi	1	1
Indemnités de fin de contrat	1	—
	20	15
Nombre de KMP durant l'exercice	31	25
Nombre de KMP au 31 décembre	24	20

Les membres clés du personnel de direction désignent les personnes investies des pouvoirs et des responsabilités nécessaires pour planifier, diriger et contrôler les activités du Groupe, que ce soit directement ou indirectement. Tout administrateur (exécutif ou autre) du Groupe est considéré comme un membre clé du personnel de direction. Sont considérés comme des KMP les membres du comité exécutif (ExCo) de CEP ainsi que tout administrateur exécutif, non exécutif ou non exécutif indépendant du Groupe. Les personnes qui sont des membres permanents uniquement au Comité exécutif sont exclues.

Les données relatives à la rémunération concernent l'ensemble des KMP depuis le début de l'année. Autrement dit, les membres étant partis avant la fin de l'année sont également inclus. Les données relatives à la rémunération de tout administrateur non exécutif interne qui n'est pas employé par le Groupe sont exclues des chiffres fournis et seul l'effectif est déclaré.

Pour les KMP en exercice une partie de l'année, les données de rémunération indiquées dans ces lignes sont calculées au prorata de la période de leur comptabilisation en tant que KMP.

Les salaires et autres avantages à court terme comprennent l'indemnité basée sur le rôle, la rémunération variable, les espèces en lieu et place de pension et la valeur des autres avantages.

Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les cotisations patronales versées aux régimes de retraite.

Les données relatives aux indemnités de fin de contrat de travail tiennent compte des indemnités de licenciement sans application de prorata.*

* Hors indemnités de départ versées à quiconque par une autre entité juridique au sein de Citi dans le cadre de la rupture de son emploi par cette entité juridique.

Au 31 décembre 2024, il n'y avait aucune exposition en cours, notamment des prêts, concernant les administrateurs (2023 : néant).

Un certain nombre de transactions sont conclues avec d'autres sociétés de Citigroup. Celles-ci comprennent des prêts et des dépôts qui fournissent des financements à d'autres sociétés de Citigroup ainsi que des contrats dérivés utilisés pour couvrir des risques résiduels qui sont inclus dans les soldes des autres actifs et des autres passifs. Différents services sont fournis entre parties liées. Le tableau ci-dessous récapitule les soldes avec les parties liées.

	Groupe					
	31 décembre 2024			31 décembre 2023 (Retraité)		
	Entreprises de la société mère	Autres entreprises de Citigroup	Total	Entreprises de la société mère	Autres entreprises de Citigroup	Total
Actifs	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	12 112	12 112	—	8 983	8 983
Prêts et avances aux banques	—	901	901	—	1 470	1 470
Prêts et avances à la clientèle	—	32	32	—	20	20
Accords de prise en pension	—	8 064	8 064	—	8 190	8 190
Autres actifs	—	2 907	2 907	—	2 858	2 858
Instruments dérivés*	—	24 642	24 642	—	24 470	24 470
Passifs						
Dépôts des banques	—	7 626	7 626	—	5 400	5 400
Comptes clients	—	1 526	1 526	—	1 801	1 801
Autres passifs	—	1 163	1 163	—	2 345	2 345
Accords de mise en pension	—	2 413	2 413	—	670	670
Instruments dérivés*	—	25 550	25 550	—	25 040	25 040
Dettes subordonnées	—	9 669	9 669	—	8 482	8 482
Engagements et garanties	—	1 057	1 057	—	1 245	1 245
Compte de résultat						
Intérêts et produits assimilés	—	940	940	—	701	701
Charges d'intérêts	—	-861	-861	-154	-323	-477
Charges nettes des honoraires et commissions	—	240	240	—	295	295
Produit net des autres instruments financiers à la JVCR	—	—	—	—	—	—
Autres produits d'exploitation	—	981	981	—	863	863
Résultat net de négociation	—	507	507	—	471	471
Produit net des placements	—	40	40	—	—	—
Charges de personnel	—	-1	-1	—	-2	-2
Autres charges	—	-482	-482	—	-403	-403

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

	Société							
	31 décembre 2024				31 décembre 2023 (Retraité)			
	Entreprises de la société mère	Filiale	Autres entreprises de Citigroup	Total	Entreprises de la société mère	Filiale	Autres entreprises de Citigroup	Total
Actifs	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	367	12 076	12 443	—	185	8 944	9 129
Prêts et avances aux banques	—	1	901	902	—	81	1 469	1 550
Prêts et avances à la clientèle	—	—	32	32	—	—	20	20
Accords de prise en pension	—	—	6 293	6 293	—	—	6 561	6 561
Autres actifs	—	2	2 626	2 628	—	2	2 801	2 803
Instruments dérivés*	—	—	24 121	24 121	—	—	24 115	24 115

Passifs								
Dépôts des banques	—	41	7 413	7 454	—	6	5 163	5 169
Comptes clients	—	—	1 506	1 506	—	—	1 735	1 735
Autres passifs	—	—	996	996	—	1	2 269	2 270
Accords de mise en pension	—	—	2 413	2 413	—	—	670	670
Instruments dérivés*	—	—	25 033	25 033	—	—	24 711	24 711
Dettes subordonnées	—	—	9 669	9 669	—	—	8 482	8 482
Engagements et garanties	—	—	1 056	1 056	—	—	1 253	1 253
Compte de résultat								
Intérêts et produits assimilés	—	2	860	862	—	—	689	689
Charges d'intérêts	—	-1	-850	-851	-154	-2	-321	-477
Charges nettes des honoraires et commissions	—	-1	231	230	—	—	264	264
Produits nets des autres instruments financiers à la JVCR	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres produits d'exploitation	—	—	1 003	1 003	—	—	865	865
Résultat net de négociation	—	—	498	498	—	1	461	462
Produit net des placements	—	271	—	271	—	—	—	—
Charges de personnel	—	—	-1	-1	—	—	-2	-2
Autres charges	—	—	-466	-466	—	-1	-401	-402

* Retraité de l'ajustement au titre de l'exercice précédent, comme expliqué en détail dans la note 43.

Il n'y a eu aucune opération avec CitiCapital Leasing (March) Ltd. en tant que filiale au cours de l'exercice précédent et de l'exercice en cours. Les transactions avec BHW (filiale) sont également présentées dans le tableau ci-dessus.

La valeur comptable totale du passif lié à des transactions réglées en capitaux propres dû à Citigroup Inc. s'est élevée à 116 millions \$ (2023 : 50 millions \$). Un paiement en espèces de 38 millions \$ (2023 : 26 millions \$) a été versé à Citigroup Inc. au titre du passif lié à des transactions réglées en capitaux propres. Se référer à la Note 37. Plans d'intéressement fondés sur des actions, pour de plus amples précisions.

Le Groupe a versé un dividende de 1 595 millions \$ à sa société mère directe, Citibank Overseas Holdings Bahamas Limited (COHBL), société constituée aux Bahamas) au titre des résultats de 2024 (2023 : néant).

43. Ajustement au titre de l'exercice précédent

Suite à un examen de la compensation des actifs et des passifs financiers, la Société a conclu qu'un solde de dérivés intragroupe avec d'autres sociétés de Citigroup au cours de l'exercice précédent ne respectait pas les critères de compensation énoncés par la norme IAS 32. En conséquence, la Société a retraité ses comptes de 2023 comme suit :

	Groupe		
	Présentation initiale au 31 décembre 2023	Ajustement	Données retraitées au 31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 476	—	45 476
Actifs de négociation	7 858	—	7 858
Instruments financiers dérivés	29 075	4 646	33 721
Dérivés de couverture	2	—	2
Titres de placement	17 490	—	17 490
Accords de prise en pension	15 884	—	15 884
Prêts et avances aux banques	2 529	—	2 529
Prêts et avances à la clientèle	25 065	—	25 065
Autres actifs	10 125	—	10 125
Actif d'impôt courant	73	—	73
Goodwill et immobilisations incorporelles	462	—	462
Immobilisations corporelles	354	—	354
Actifs d'impôt différé	242	—	242
Total de l'actif	154 635	4 646	159 281
Passifs			
Dépôts des banques	11 218	—	11 218
Comptes clients	64 891	—	64 891
Instruments financiers dérivés	28 980	4 646	33 626
Dérivés de couverture	24	—	24
Accords de mise en pension	968	—	968
Dettes subordonnées	8 482	—	8 482
Passif d'impôt courant	250	—	250
Provisions	149	—	149

Passifs d'impôt différé	13	—	13
Autres passifs	20 091	—	20 091
Total du passif	135 066	4 646	139 712
Capitaux propres			
Capital social	11	—	11
Prime d'émission	1 963	—	1 963
Autres réserves (nettes)	5 142	—	5 142
Résultats non distribués	11 836	—	11 836
Total des capitaux propres hors participations ne donnant pas le contrôle	18 952	—	18 952
Participations ne donnant pas le contrôle	617	—	617
Total des capitaux propres	19 569	—	19 569
Total du passif et des capitaux propres	154 635	4 646	159 281

	Société		
	Présentation initiale au 31 décembre 2023	Ajustement	Tel que retraité 31 décembre 2023
	M\$	M\$	M\$
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 338	—	45 338
Actifs de négociation	7 653	—	7 653
Instruments financiers dérivés	28 061	4 646	32 707
Titres de placement	9 772	—	9 772
Accords de prise en pension	11 995	—	11 995
Prêts et avances aux banques	2 573	—	2 573
Prêts et avances à la clientèle	20 667	—	20 667
Participations dans des filiales	1 713	—	1 713
Autres actifs	9 483	—	9 483
Actif d'impôt courant	73	—	73
Goodwill et immobilisations incorporelles	135	—	135
Immobilisations corporelles	223	—	223
Actifs d'impôt différé	213	—	213
Total de l'actif	137 899	4 646	142 545
Passifs			
Dépôts des banques	10 870	—	10 870
Comptes clients	51 225	—	51 225
Instruments financiers dérivés	28 132	4 646	32 778
Accords de mise en pension	964	—	964
Dettes subordonnées	8 482	—	8 482
Passif d'impôt courant	134	—	134
Provisions	125	—	125
Passifs d'impôt différé	13	—	13
Autres passifs	19 157	—	19 157
Total du passif	119 102	4 646	123 748
Capitaux propres			
Capital social	11	—	11
Prime d'émission	1 963	—	1 963
Autres réserves (nettes)	5 029	—	5 029
Résultats non distribués	11 794	—	11 794
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	18 797	—	18 797
Total du passif et des capitaux propres	137 899	4 646	142 545

Le retraitement n'impacte que l'état de la situation financière du Groupe et de la Société, comme indiqué ci-dessus, et n'a eu aucun impact sur le compte de résultat, les capitaux propres ou l'impôt.

44. Sociétés mères

La Société est une filiale de Citi Overseas Holdings Bahamas Limited (« COHBL »), société constituée aux Bahamas. Le plus grand groupe dans lequel les résultats de la Société sont consolidés est Citigroup Inc., ayant son siège 1209 Orange Street, Wilmington, New Castle, DE, 19810, États-Unis d'Amérique.

Les états financiers consolidés audités de Citigroup Inc. sont mis à la disposition du public chaque année conformément aux réglementations de la Securities and Exchange Commission et peuvent être obtenus à l'adresse suivante : <http://www.citigroup.com/citi/investor/corporate-governance.html>.

45. Événements postérieurs à la clôture

Après avoir examiné les événements postérieurs à la clôture, la Société a déterminé qu'aucun événement nécessitant de procéder à des retraitements des informations dans les états financiers consolidés ne s'est produit.

46. Approbation des états financiers

Les états financiers du Groupe ont été approuvés par le Conseil d'administration le 13 mai 2025.

CITIBANK EUROPE PLC

(Numéro d'immatriculation : 132781)

INFORMATION PAR PAYS pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

BDO

Tél. : +353 1 470 0000
Fax : +353 1 437 0654
Email : info@bdo.ie bdo.ie

Block 3, Mesian Plaza
50-58 Baggot Street Lower
Dublin 2, D02 Y754 Irlande

Autres Bureaux :
103/104 O'Connell St
Limerick, V94 AT86

Brian McEnery (Managing Partner)
Simon Carbery
Stewart Dunne
Chris Fogarty
Patrick Glover

Brian Hughes
Ronan Harboure
Diamuid Hendrick
Liam Hession
Ken Kilmarin

Stephen McCallion
Aine McInerney
Teresa Morahan
Ursula Moran
Siobhan Phelan

Donal Ryan
Richard Sammon
Gavin Smyth
Richard Warren-Targney

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES AUX MEMBRES DE CITIBANK EUROPE PLC

Rapport concernant l'information par pays

Opinion

Nous avons procédé à l'audit des informations financières par pays ci-jointes de Citibank Europe plc (« le Groupe ») au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, conformément à la Réglementation de l'Union européenne (exigences de fonds propres) de 2014 (« la Réglementation »), dont la vérification est exigée au titre de la Règle 77 de cette Réglementation. Les informations financières par pays figurant aux pages 250 à 252 de l'information par pays de Citibank Europe plc (collectivement « les informations financières par pays ») ont été établies sur une base prudentielle consolidée plus amplement expliquée dans la Base de préparation à la page 250.

Selon nous, les informations financières par pays au 31 décembre 2024 :

- sont correctement préparées, à tous égards importants, conformément à la base de préparation spécifique énoncée à la page 250 des informations financières par pays ; et
- comprennent les informations financières par pays dont la publication est requise en vertu de la règle 77 de la réglementation de l'Union européenne (exigences de fonds propres) de 2014.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (Irlande) (« Normes ISA (Irlande) »), dont la Norme ISA (Irlande) 800 et la Norme ISA (Irlande) 805, et selon les conditions de notre lettre de mission du 28 novembre 2024. Nos responsabilités sont décrites dans la section de notre rapport intitulée Responsabilités du commissaire aux comptes en matière d'audit des informations financières par pays. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux exigences éthiques applicables à notre audit des informations financières par pays en Irlande, notamment la Norme éthique publiée par l'Autorité irlandaise d'audit et de surveillance comptable (IAASA), applicable aux entités d'intérêt public, et nous nous sommes acquittés de nos autres responsabilités éthiques dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Conclusions relatives à la continuité d'exploitation

Lors de l'audit des informations financières par pays, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs du principe comptable de la continuité de l'exploitation pour l'établissement des informations financières par pays est appropriée.

Notre analyse de l'évaluation par les administrateurs de la capacité du Groupe à continuer d'adopter le principe comptable de la continuité de l'exploitation s'est déroulée comme suit :

- Nous avons utilisé notre connaissance du Groupe, du secteur des services financiers et de l'environnement économique au sens large pour identifier les risques inhérents au modèle économique. Nous avons analysé l'impact de ces risques sur les ressources financières du Groupe ou sa capacité à poursuivre son exploitation.
- Nous avons interrogé la direction et les personnes chargées de la gouvernance, nous avons mis à jour et approfondi notre compréhension du Groupe et de son environnement en ce qui concerne la continuité de l'exploitation. Ce processus a permis d'identifier les événements et conditions susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation et de déterminer s'il existe une incertitude significative.
- Nous avons examiné si ces risques peuvent affecter de manière plausible la disponibilité des ressources financières dans un avenir prévisible, en comparant les scénarios baissiers pessimistes mais plausibles pouvant découler des risques identifiés individuellement et collectivement avec le niveau des ressources financières disponibles indiqué dans les prévisions financières du Groupe.
- Nous avons obtenu l'évaluation de la continuité d'exploitation de la direction pour la période de continuité d'exploitation qui couvre une période d'au moins douze mois à compter de la date de signature de cette opinion d'audit.
- Nous avons évalué le caractère raisonnable des prévisions déterminées par la direction, examiné le caractère approprié des méthodes utilisées pour déterminer ces prévisions en vérifiant et en testant les calculs fournis et éprouvé les hypothèses clés sous-jacentes à ces prévisions. Cette évaluation a consisté à déterminer si les principales hypothèses étaient raisonnables et sensibles aux scénarios alternatifs et aux risques baissiers afin de déterminer si des facteurs d'atténuation appropriés étaient inclus dans les prévisions pour faire face à ce risque.
- Nous avons déterminé si l'évaluation de la direction a mis en évidence des événements ou des conditions susceptibles de jeter un doute significatif sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Nous avons notamment déterminé si la méthode de la direction était appropriée pour identifier de tels événements ou conditions.
- Nous avons examiné les informations relatives à la continuité d'exploitation du Groupe incluses dans le rapport annuel, afin d'apprécier leur caractère approprié et leur conformité avec les normes d'information financière.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons relevé aucune incertitude majeure liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause, individuellement ou collectivement, la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation pendant une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle la publication des informations financières par pays est autorisée.

Nos responsabilités et celles des administrateurs en matière de continuité de l'exploitation sont décrites dans les parties qui y ont trait de ce rapport. Toutefois, étant donné qu'il est impossible de prévoir les événements ou circonstances futurs, cette déclaration ne constitue pas une garantie quant à la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation.

Mesure dans laquelle l'audit a permis de détecter des irrégularités, en ce compris les fraudes.

Les irrégularités, en ce compris les fraudes, constituent des cas de non-respect des lois et règlements. Nous concevons des procédures conformes à nos responsabilités, telles que décrites ci-dessous, afin de détecter les anomalies significatives résultant d'irrégularités, en ce compris les fraudes. La mesure dans laquelle nos procédures permettent de détecter les irrégularités, notamment les fraudes, est plus amplement exposée ci-après :

Identification des risques

Nos procédures visant à identifier les risques d'irrégularités, notamment de fraude, ont notamment reposé sur les travaux suivants :

- Prendre connaissance du cadre juridique et réglementaire applicable au Groupe et à l'industrie dans laquelle il opère et prendre en compte le risque de fraude et de non-conformité aux lois et réglementations applicables, notamment les risques de non-conformité aux lois et règlements liés aux infractions aux lois et règlements sur la criminalité financière et à la conformité réglementaire, y compris les exigences réglementaires en matière de rapports et la conduite des affaires, et l'examen de la mesure dans laquelle la non-conformité pourrait avoir un effet important sur les informations financières par pays.
- S'enquérir auprès de la direction et des personnes chargées de la gouvernance, notamment obtenir et examiner les documents justificatifs, des politiques et procédures du Groupe concernant :
 - l'identification, l'évaluation et le respect des lois et règlements et s'ils ont connaissance de cas de non-conformité ;
 - la détection et la réponse aux risques de fraude et s'ils ont connaissance d'une fraude avérée, suspectée ou alléguée ; et
 - la confrontation des hypothèses retenues par la Direction dans ses estimations comptables importantes.
- Discuter au sein de l'équipe affectée à la mission et impliquer les spécialistes internes concernés si nécessaire, de la manière dont la fraude pourrait se produire dans les informations par pays et du moment auquel elle pourrait se produire ainsi que de tout indicateur potentiel de fraude.

Réponse de l'audit face aux risques identifiés

Nos procédures visant à répondre aux risques identifiés ont notamment inclus les actions suivantes de notre part :

- Examiner les informations financières par pays et tester les documents à l'appui afin d'évaluer la conformité aux lois et règlements pertinents susvisés ;
- Mettre en œuvre des procédures analytiques pour identifier toute relation inhabituelle ou inattendue pouvant indiquer des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes.
- Consulter les procès-verbaux des réunions des personnes chargées de la gouvernance et examiner la correspondance avec les autorités fiscales ;
- Identifier et vérifier les écritures comptables, en particulier les écritures comptables considérées comme les plus sensibles à la fraude.

Nous avons examiné les événements ou conditions susceptibles d'alerter sur une incitation ou une pression à commettre une fraude ou d'offrir la possibilité de commettre une fraude. Conformément aux normes d'audit, nous avons mis en œuvre des procédures pour répondre au risque que la direction outrepassse les contrôles. Suite à cet audit, nous ne pensons pas qu'il existe un risque de fraude lié à la comptabilisation des revenus.

Nous avons communiqué les lois et les réglementations applicables ainsi que les risques potentiels de fraude à tous les membres de l'équipe affectée à la mission et sommes restés attentifs à toute indication de fraude ou de non-conformité aux lois et réglementations pendant toute la durée de notre audit.

Nos procédures d'audit ont été conçues pour répondre aux risques d'anomalies significatives dans l'information financière par pays, sachant que le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que le risque de ne pas détecter une anomalie significative résultant d'une erreur, dans la mesure où la fraude peut impliquer une dissimulation délibérée au moyen, par exemple, d'une falsification, de fausses déclarations ou d'une complicité. Certaines limites inhérentes sont propres aux procédures d'audit mises en œuvre et plus le non-respect des lois et réglementations est éloigné des événements et des transactions reflétés dans l'information financière par pays, moins nous avons de chances de le détecter.

Observation relative à la base spécifique de préparation

En formulant notre opinion sur l'information financière par pays, laquelle n'est pas modifiée, nous attirons votre attention sur les déclarations faites à la page 250 concernant la base de préparation. Le Groupe établit les informations financières par pays dans le but de répondre aux exigences de la règle 77 de la réglementation de l'Union européenne (exigences de fonds propres) de 2014. Ces informations ont donc été préparées conformément à un cadre spécifique et, par conséquent, elles pourraient ne pas convenir à une autre fin.

Responsabilités respectives

Responsabilités des administrateurs en ce qui concerne l'information financière par pays

Les Administrateurs sont responsables de l'établissement de l'information financière par pays dans le respect des exigences de la réglementation de l'Union européenne (exigences de fonds propres) de 2014 applicables à la préparation de telles informations, du contrôle interne qu'ils estiment nécessaire pour permettre l'établissement d'informations financières par pays ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, de l'évaluation de la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, en fournissant, le cas échéant, des informations relatives à la continuité de l'exploitation, et de l'application du principe comptable de la continuité d'exploitation à moins qu'ils n'aient l'intention de mettre le Groupe en liquidation ou de cesser ses activités, ou n'aient pas d'autre solution réaliste que de le faire.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit de l'information financière par pays

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière par pays prise dans son ensemble ne comporte pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de formuler notre opinion dans un rapport de commissaire aux comptes. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux Normes ISA (Irlande) détectera toujours une anomalie significative lorsqu'elle existe. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et sont considérées comme significatives dès lors qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou ensemble, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des informations financières par pays prennent en se fondant sur celles-ci.

Une description plus détaillée de nos responsabilités est disponible sur le site de l'IAASA à l'adresse suivante :

https://iaasa.ie/getmedia/b2389013-1cf6-458b-9b8f-a98202dc9c3a/Description_of_auditors_responsibilities_for_audit.pdf

Cette description fait partie de notre rapport d'audit.

L'objectif de nos travaux d'audit et les personnes à l'égard desquelles nous reconnaissons nos responsabilités

Notre rapport s'adresse exclusivement aux administrateurs du Groupe, en tant qu'entité, conformément à notre lettre de mission dans laquelle il nous est demandé de fournir un rapport au titre de la règle 77 de la réglementation de l'Union européenne (exigences de fonds propres) de 2014. Notre travail d'audit a été effectué de manière à ce que nous puissions porter à la connaissance des administrateurs du Groupe les informations que nous sommes tenus de leur communiquer dans un rapport de commissaire aux comptes sur les informations financières par pays et à aucune autre fin. Dans toute la mesure autorisée par la loi, nous déclinons et n'assumons aucune responsabilité envers quiconque autre que le Groupe ou ses administrateurs, en tant qu'entité, au titre de nos travaux d'audit, du présent rapport ou des opinions que nous avons exprimées.

Signé par

FE6652A1DDB54F7

Richard Warren-Tangney
pour et au nom de BDO
Cabinet d'audit comptable
Block 3, Miesian Plaza 50-58 Baggot Street Lower
Dublin 2, Irlande
D02 Y754

Le 14 mai 2025

BDO, société de droit irlandais, est membre de BDO International Limited, société britannique à responsabilité limitée par garantie, et fait partie du réseau international BDO de cabinets membres indépendants. BDO est autorisé par l'Institute of Chartered Accountants en Irlande à exercer des activités d'investissement

INFORMATION PAR PAYS

L'information pays par pays est une obligation de déclaration établie par la Commission européenne telle que détaillée en vertu de l'article 89 de la directive CRD IV 2013/36/UE.

La Commission vise, avec ce rapport, à permettre aux parties prenantes de se faire une idée plus précise des structures des groupes financiers, de leurs activités et de leur présence géographique et de mieux comprendre le paiement des impôts au regard du pays dans lequel l'activité est effectivement exercée.

L'exigence stipule que toutes les « Banques » et « Sociétés d'investissement » ont chaque année l'obligation de déclarer, pour chacun des pays dans lequel elles disposent d'un établissement, des informations concernant les éléments suivants :

- Dénomination(s), activités, localisation géographique
- Chiffre d'affaires
- Nombre de salariés
- Résultat d'exploitation avant impôt
- Impôts payés sur le résultat
- Subventions publiques reçues

Une fois approuvé par le Conseil d'administration, le rapport sera dûment publié sur le site Internet de Citigroup Inc. dans la rubrique Relations avec les investisseurs.

L'article 89 de la réglementation CRD impose aux établissements de crédit de communiquer certaines informations succursale par succursale.

Base de préparation :

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires du Groupe, le nombre moyen de salariés, le résultat d'exploitation avant impôt, les impôts payés sur le résultat et les subventions publiques reçues en fonction des localisations géographiques dans lesquelles le Groupe est établi. Le Groupe prépare ses états financiers statutaires en vertu des normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE). Les informations fournies par pays sont établies selon les normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'UE et, s'agissant du périmètre de consolidation, sur une base prudentielle comme l'exige la réglementation de l'UE en matière d'exigences de fonds propres. Il n'existe aucune différence entre les états financiers statutaires du Groupe et sa base prudentielle de consolidation.

Aperçu du tableau :

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires du Groupe, le nombre de salariés, le résultat d'exploitation avant impôt, les impôts payés sur le résultat et les subventions publiques reçues. Vous trouverez ci-après les définitions qui ont été appliquées lors de la préparation des informations fournies dans le Tableau ci-dessous.

Chiffre d'affaires :

Le chiffre d'affaires représente le résultat d'exploitation total, lequel comprend le produit net d'intérêts, le produit net des honoraires et commissions, le produit net de négociation, le produit des dividendes et les autres produits d'exploitation.

Salariés :

Représentent le nombre moyen de salariés sur une base équivalent temps plein, à temps plein et à temps partiel, à l'exclusion de tout employé intérimaire et contractuel.

Résultat d'exploitation avant impôt :

Le résultat d'exploitation avant impôt déclaré est cohérent avec le résultat d'exploitation avant impôt publié dans les présents États financiers annuels.

Impôts payés sur le résultat :

Les impôts payés sur le résultat représentent la charge d'impôt comptabilisée au compte de résultat et ne reflètent pas le montant réellement payé au titre de l'impôt sur les sociétés. Ils incluent à la fois les impôts exigibles et les impôts différés.

Subventions publiques reçues :

Les subventions reçues sont considérées comme un transfert direct de fonds, comme une subvention provenant d'un organisme public.

Nature des activités :

Citibank Europe Plc. (CEP) est un établissement de crédit agréé par la Banque centrale d'Irlande (CBI) ayant son siège social en Irlande. Conformément à son agrément délivré par la CBI, CEP dispose d'un « passeport » en vertu de la directive sur la consolidation bancaire de l'Union européenne (UE) et est par conséquent autorisée à exercer une large gamme d'activités liées à la fourniture de services bancaires et financiers dans l'ensemble de l'Espace économique européen (« EEE ») par l'intermédiaire de ses succursales et sur une base transfrontalière.

Les succursales étrangères de la Société disposant d'un passeport sont installées en Autriche, en Belgique, en Bulgarie, en République tchèque, au Danemark, en Finlande, en France, en Allemagne, en Grèce, en Hongrie, en Italie, au Luxembourg, aux Pays-Bas, en Norvège, au Portugal, en Roumanie, en Slovaquie, en Espagne, en Suède et au Royaume-Uni. Outre les succursales étrangères disposant d'un passeport, CEP détient deux succursales en Pologne et en Hongrie qui fournissent à d'autres filiales de Citigroup des services de support essentiels à l'exploitation ainsi que dans le domaine technologique.

Les filiales de la Société sont situées en Pologne et au Royaume-Uni.

Une obligation d'information par pays (« Country by Country Reporting », CBCR) a été introduite par l'article 89 de la directive européenne 2013/36/EU, aussi appelée directive relative aux exigences de fonds propres IV (CRD IV). CEP est tenue de déclarer sur une base consolidée les informations suivantes pour chaque exercice de compte.

Consolidé	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires	Nombre de salariés	Nombre de salariés	Résultat d'exploitation	Résultat d'exploitation	Charge/ (reprise) d'impôt sur le	Charge/ (reprise) d'impôt sur le	Subventions publiques	Subventions publiques
-----------	--------------------	--------------------	--------------------	--------------------	-------------------------	-------------------------	----------------------------------	----------------------------------	-----------------------	-----------------------

					avant impôt	avant impôt	résultat	résultat	reçues	reçues
	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023	2024	2023
	M\$	M\$			M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Autriche	5	6	9	9	—	2	—	—	—	—
Belgique	10	9	15	15	—	1	—	—	—	—
Bulgarie	46	43	52	51	35	39	-5	-4	—	—
République tchèque	145	201	257	266	87	125	-21	-30	—	—
Allemagne	136	114	145	143	56	49	-12	-14	—	—
Danemark	10	3	17	17	3	-5	-1	1	—	—
Espagne	78	60	169	175	25	28	-3	-4	—	—
Finlande	7	6	18	18	1	1	—	—	—	—
France	161	135	207	187	20	15	-5	-3	—	—
Royaume-Uni	86	123	98	103	41	72	-12	4	—	—
Grèce	90	46	99	105	-13	10	-3	-2	—	—
Hongrie	371	359	2 917	2 973	117	124	-27	-46	—	—
Irlande	1 895	1 990	2 660	2 693	1 228	1 209	-185	-196	—	—
Italie	33	29	66	62	3	-2	-2	-4	—	—
Luxembourg	234	222	251	251	91	109	-25	-22	—	0,099
Pays-Bas	119	117	113	104	60	77	-16	-19	—	—
Norvège	18	18	15	16	11	9	-3	-2	—	—
Pologne	1 732	633	9 213	9 309	645	111	-143	-28	—	—
Portugal	7	6	15	16	1	—	-1	—	—	—
Roumanie	184	158	167	181	137	150	-24	-23	—	—
Suède	54	38	104	98	1	-8	—	—	—	—
Slovaquie	33	31	40	41	19	25	-8	-6	—	—
Total	5 454	4 347	16 647	16 833	2 568	2 141	-496	-398	—	0,099

ANNEXE 1 : TAXINOMIE EUROPÉENNE

0. Synthèse des KPI devant être communiqués par les établissements de crédit en vertu de l’Article 8 du Règlement Taxinomie

31 décembre 2024		Total des actifs durables sur le plan environnemental (en M\$) **	KPI***	Total des actifs durables sur le plan environnemental (en M\$)****	KPI*****	% de couverture (sur le total des actifs)	% des actifs exclus du numérateur du GAR (Article 7, paragraphes 2 et 3, et Section 1.1.2. de l'Annexe V)	% des actifs exclus du dénominateur du GAR (article 7, paragraphe 1, et section 1.2.4 de l'annexe V)
KPI principal	Stock de ratio d'actifs verts (GAR)	599,30	0,8 %	1 069,33	1,4 %	42,2 %	34,2 %	57,8 %
31 décembre 2024		Total des activités durables sur le plan environnemental (en M\$)**	KPI***	Total des activités durables sur le plan environnemental (en M\$) ****	KPI*****	% de couverture (sur le total des actifs)	% des actifs exclus du numérateur du GAR (article 7, paragraphes 2 et 3, et section 1.1.2. de l'annexe V)	% des actifs exclus du dénominateur du GAR (article 7, paragraphe 1, et section 1.2.4 de l'annexe V)
KPI supplémentaires	GAR (flux)	86,60	1,1 %	162,86	2,1 %	46,7 %	32,7 %	53,3 %
	Portefeuille de négociation*							
	Garanties financières	40,06	0,3 %	93,93	0,7 %			
	Actifs sous gestion							
	Produits des honoraires et commissions *							

* Portefeuille de négociation et produit des honoraires et commissions devant être déclarés pour la première fois en 2026
** Total des actifs durables sur le plan environnemental utilisés pour le KPI chiffre d’affaires
*** Sur la base du KPI chiffre d’affaires de la contrepartie
**** Total des actifs durables sur le plan environnemental utilisés pour le KPI CapEx (dépenses d’investissement)
***** Sur la base du KPI CapEx (dépenses d’investissement) de la contrepartie

1. Actifs entrant dans le calcul du GAR - Chiffre d’affaires

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	
		Au 31 décembre 2024														
M\$		Valeur comptable totale [brute]	Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)					
			Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)					
			Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)					
					dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	
	<u>GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur</u>															
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	14 316	2 002	587	—	73	336	101	13	—	7	8	—	—	—	—
2	Entreprises financières	4 721	634	37	—	8	9	4	1	—	—	—	—	—	—	—
3	Établissements de crédit	296	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Prêts et avances	296	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Autres entreprises financières	4 425	629	35	—	8	9	4	1	—	—	—	—	—	—	—

8	dont entreprises d'investissement	4 339	604	32	—	8	6	2	1	—	—	—	—	—
9	Prêts et avances	4 339	604	32	—	8	6	2	1	—	—	—	—	—
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12	dont sociétés de gestion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	Prêts et avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	dont entreprises d'assurance	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	Prêts et avances	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	Entreprises non financières	6 734	1 369	550	—	64	327	97	12	—	7	8	—	—
21	Prêts et avances	6 680	1 368	550	—	64	327	97	12	—	7	8	—	—
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
23	Instruments de capitaux propres	55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
24	Ménages	2 861	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	dont prêts pour véhicules à moteur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
28	Financement d'administrations locales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
29	Financement du logement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	Autres financements des collectivités locales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

		o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		Au 31 décembre 2024																
M\$		Économie circulaire (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)				
		Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				
			dont utilisation des produits	dont activités habitantes			dont utilisation des produits	dont activités habitantes			dont utilisation des produits	dont activités habitantes			dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habitantes	
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur																	
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	377	—	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	2 510	599	—	73	343
2	Entreprises financières	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	638	38	—	8	9
3	Établissements de crédit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	—	—
4	Prêts et avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	—	—	—
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Autres entreprises financières	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	634	36	—	8	9
8	dont entreprises d'investissement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	606	32	—	8	6
9	Prêts et avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	606	32	—	8	6
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12	dont sociétés de gestion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	Prêts et avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	dont entreprises d'assurance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	Prêts et avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	Entreprises non financières	377	—	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	1 872	562	—	64	334
21	Prêts et avances	377	—	—	21	—	—	—	—	—	—	—	—	1 871	562	—	64	334
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
23	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
24	Ménages	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

[illegible][illegible][illegible]

[illegible]

* Les expositions sur les sociétés financières sont également incluses.

1. Actifs entrant dans le calcul du GAR - Chiffre d'affaires

[illegible][illegible]

[illegible][illegible]

[illegible]

		o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		Au 31 décembre 2023																	
		Économie circulaire (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
M\$		Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la taxinomie (éligibles à la taxinomie)									
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)					
		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits		dont activités transitoires		dont activités habilitantes	
32	Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (couverts au dénominateur)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33	Entreprises financières et non financières																		
34	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la NFRD*																		
35	Prêts et avances																		
36	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux																		
37	dont prêts à la rénovation des bâtiments																		
38	Titres de créances																		
39	Instruments de capitaux propres																		
40	Contreparties de pays hors UE non soumis aux obligations de publication de la NFRD																		
41	Prêts et avances																		
42	Titres de créances																		
43	Instruments de capitaux propres																		
44	Instruments dérivés																		
45	Prêts inter-bancaires à vue																		
46	Trésorerie et actifs assimilés																		
47	Autres catégories d'actifs (par ex. goodwill, matières premières, etc.)																		
48	Total Actifs GAR	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	859	155	—	—	41	93
49	Actifs non couverts pour le calcul du GAR																		
50	Administrations centrales et émetteurs supranationaux																		
51	Exposition aux banques centrales																		
52	Portefeuille de négociation																		
53	Total de l'actif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Expositions hors bilan - Entreprises soumises aux obligations d'information de la NFRD																			
54	Garanties financières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	94	28	—	—	2	25
55	Actifs sous gestion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
56	Dont titres de créances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
57	Dont instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* Les expositions sur les sociétés financières sont également incluses.

1. Actifs pour le calcul du GAR – Capex

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n
M\$	Valeur comptable totale [brute]	Au 31 décembre 2024												
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)			
		Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)					Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)			
		dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes		
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur													
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	14 316	2 609	1 057	—	102	516	122	13	—	3	4	—	—
2	Entreprises financières	4 721	633	53	—	11	14	9	2	—	1	—	—	—
3	Établissements de crédit	296	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4	Prêts et avances	296	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7	Autres entreprises financières	4 425	628	50	—	11	14	9	2	—	1	—	—	—
8	dont entreprises d'investissement	4 339	602	43	—	11	9	4	2	—	1	—	—	—
9	Prêts et avances	4 339	602	43	—	11	9	4	2	—	1	—	—	—
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
11	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12	dont sociétés de gestion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13	Prêts et avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
16	dont entreprises d'assurance	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
17	Prêts et avances	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19	Instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20	Entreprises non financières	6 734	1 977	1 004	—	90	501	112	11	—	3	4	—	—
21	Prêts et avances	6 680	1 976	1 004	—	90	501	112	11	—	3	4	—	—
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
23	Instruments de capitaux propres	55	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
24	Ménages	2 861	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	890	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	dont prêts pour véhicules à moteur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
28	Financement d'administrations locales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
29	Financement du logement	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
30	Autres financements des collectivités locales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

[illegible]

[illegible][illegible]

		o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		Au 31 décembre 2024																
M\$		Économie circulaire (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)				
		Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)				
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la taxinomie)								
				dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes
32	Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (couverts au dénominateur)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33	Entreprises financières et non financières																	
34	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la NFRD*																	
35	Prêts et avances																	
36	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux																	
37	dont prêts à la																	

[illegible]

* Les expositions sur les sociétés financières sont également incluses.

1. Actifs pour le calcul du GAR – Capex

[illegible]

		o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		Au 31 décembre 2023																
		Économie circulaire (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)				
M\$		Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)				
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)								
		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes						
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au																	

dénominateur																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						</

[illegible]

48	Total Actifs GAR	69 628	439	234	—	47	97	62	48	—	20	—	—	—	—
49	Actifs non couverts pour le calcul du GAR	89 653													
50	Administrations centrales et émetteurs supranationaux	24 523													
51	Exposition aux banques centrales	40 528													
52	Portefeuille de négociation	24 602													
53	Total de l'actif	159 281	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Expositions hors bilan - Entreprises soumises aux obligations d'information de la NFRD															
54	Garanties financières	14 542	60	29	—	3	23	7	3	—	2	—	—	—	—
55	Actifs sous gestion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
56	Dont titres de créance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
57	Dont instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

		o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
M\$		Au 31 décembre 2023																
		Économie circulaire (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)				
		Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont vers des secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)				
		Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)				Dont durables sur le plan environnemental (alignés sur la Taxinomie)								
		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes						
32	Actifs exclus du numérateur pour le calcul du GAR (couverts au dénominateur)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
33	Entreprises financières et non financières																	
34	PME et entreprises non financières (autres que des PME) non soumises aux obligations de publication de la NFRD*																	
35	Prêts et avances																	
36	dont prêts garantis par des biens immobiliers commerciaux																	
37	dont prêts à la rénovation des bâtiments																	
38	Titres de créances																	
39	Instruments de capitaux propres																	
40	Contreparties de pays hors UE non soumis aux obligations de publication de la NFRD																	
41	Prêts et avances																	
42	Titres de créances																	
43	Instruments de capitaux propres																	
44	Instruments dérivés																	
45	Prêts interbancaires à vue																	
46	Trésorerie et actifs assimilés																	
47	Autres catégories d'actifs (par ex. goodwill, matières premières, etc.)																	
48	Total Actifs GAR	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	501	282	—	47	1
49	Actifs non couverts pour le calcul du GAR																	
50	Administrations centrales et émetteurs supranationaux																	
51	Exposition aux banques centrales																	
52	Portefeuille de négociation																	
53	Total de l'actif	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Expositions hors bilan - Entreprises soumises aux obligations d'information de la NFRD																		
54	Garanties financières	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	67	32	—	3	2
55	Actifs sous gestion	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
56	Dont titres de créance	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
57	Dont instruments de capitaux propres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

* Les expositions sur les sociétés financières sont également incluses.

2. GAR informations par secteur - Chiffre d'affaires

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n
		Au 31 décembre 2024													
Ventilation par secteur - niveau NACE 4 chiffres (code et libellé)		Atténuation du changement climatique (CCM)				Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)	
		Entreprises non financières (soumis à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumis à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumis à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumis à la NFRD)	
		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*	
		En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	En millions USD	Dont durable sur le plan environnemental (CCA)	En millions USD	Dont durable sur le plan environnemental (CCA)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (WTR)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (WTR)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CE)
1	B6.2.0 - Extraction de gaz naturel	19	3			—	—			—	—			—	—
2	C13.9.6 - Fabrication d'autres textiles techniques et industriels	12	1			2	—		—	—	—			—	—
3	C20.5.9 - Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	11	—			19	2		—	—	—			—	—
4	C23.5.1 - Fabrication de ciment	20	—			2	—		—	—	—			—	—
5	C24.4.2 - Production	27	27			—	—		—	—	—			1	—

[illegible]

* Présentée comme l'exposition aux secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie).

** La ventilation sectorielle est fournie pour toutes les expositions éligibles couvrant jusqu'à 90 % de l'exposition éligible totale du Modèle 1 – Actifs couverts

		Au 31 décembre 2024																											
		o		p		q		r		s		t		u		v		w		x		y		z		aa		ab	
Ventilation par secteur - niveau NACE 4 chiffres (code et libellé)		Economie circulaire (CE)				Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)															
		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD				Entreprises non financières (soumises à la NFRD)				PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD				Entreprises non financières (soumises à la NFRD)				PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD				Entreprises non financières (soumises à la NFRD)				PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD			
		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*			
		En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CE)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (PPC)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (PPC)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (BIO)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (BIO)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (BIO)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)												
1	B6.2.0 - Extraction de gaz naturel			—	—					—	—												19		3				
2	C13.9.6 - Fabrication d'autres textiles techniques et industriels			—	—					—	—												14		1				
3	C20.5.9 - Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.			—	—					—	—												30		2				
4	C23.5.1 - Fabrication de ciment			—	—					—	—												22		—				
5	C24.4.2 - Production d'aluminium			—	—					—	—												28		28				
6	C24.5.2 - Coulee d'acier			—	—					—	—												25		24				
7	C26.1.1 - Fabrication de composants électroniques			—	—					—	—												14		—				
8	C26.3.0 - Fabrication d'équipements de communication			—	—					—	—												20		—				
9	C27.1.1 - Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques			—	—					—	—												36		23				
10	C27.4.0 - Fabrication d'appareils d'éclairage électrique			—	—					—	—												15		1				
11	C27.5.1 - Fabrication d'appareils électroménagers			—	—					—	—												114		2				
12	C27.9.0 - Fabrication d'autres matériels électriques			—	—					—	—												46		6				
13	C28.2.9 - Fabrication d'autres machines à usage général n.c.a.			—	—					—	—												17		2				
14	C28.9.2 - Fabrication de machines pour les mines, les carrières et la construction			—	—					—	—												22		3				
15	C29.1.0 - Fabrication de véhicules automobiles			—	—					—	—												80		—				

16	C29.2.0 - Fabrication de carrosseries pour véhicules automobiles ; fabrication de remorques et de semi-remorques	—	—	—	—	13	3
17	C29.3.2 - Fabrication d'autres pièces et accessoires pour véhicules automobiles	—	—	—	—	19	16
18	C32.5.0 - Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire	—	—	—	—	50	—
19	D35.1.1 - Production d'électricité	—	—	—	—	54	31
20	D35.1.3 - Distribution d'électricité	—	—	—	—	240	172
21	D35.3.0 - Alimentation en vapeur et air conditionné	12	—	—	—	137	80
22	F42.9.9 - Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.	—	—	—	—	39	19
23	F43.9.9 - Autres activités de construction spécialisées n.c.a.	—	—	—	—	19	4
24	G46.5.2 - Commerce de gros d'équipements et de pièces électroniques et de télécommunication	—	—	—	—	25	—
25	G46.7.2 - Commerce de gros de métaux et de minerais métalliques	—	—	—	—	13	—
26	H50.2.0 - Transport maritime et côtier de marchandises	—	—	—	—	18	1
27	J60.2.0 - Activités de programmation et de radiodiffusion télévisuelle	—	—	—	—	19	—
28	J61.1.0 - Activités de télécommunications filaires	—	—	—	—	45	—
29	K64.9.1 - Crédit-bail financier	—	—	—	—	304	38
30	M70.1.0 - Activités des sièges sociaux	—	—	—	—	130	42
31	M74.9.0 - Autres activités professionnelles, scientifiques et techniques n.c.a.	—	—	—	—	14	4
32	N77.3.9 - Location et location-bail d'autres machines, équipements et biens matériels n.c.a.	—	—	—	—	40	—
	Tous les autres secteurs**	8	—	—	—	190	55

* Présentée comme l'exposition aux secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie).

** La ventilation sectorielle est fournie pour toutes les expositions éligibles couvrant jusqu'à 90 % de l'exposition éligible totale du Modèle 1 – Actifs couverts

2. GAR informations par secteur – CapEx

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n
	Au 31 décembre 2024													
Ventilation par secteur - niveau NACE 4 chiffres (code et libellé)	Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)		Ressources hydriques et marines (WTR)		Economie circulaire (CE)							
	Entreprises non financières (soumises à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumises à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumises à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumises à la NFRD)	
	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*	Valeur comptable [brute]*
	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM)	En millions USD	Dont durable sur le plan environnemental (CCA)	En millions USD	Dont durable sur le plan environnemental (CCA)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (WTR)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (WTR)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CE)
1 B6.2.0 - Extraction de gaz naturel	49	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2 C11.0.5 - Fabrication de bières	17	10	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3 C11.0.7 - Fabrication de boissons gazeuses ; production d'eaux minérales et autres eaux embouteillées	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4 C13.9.6 - Fabrication d'autres textiles techniques et industriels	12	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5 C19.2.0 - Fabrication de produits pétroliers raffinés	21	15	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6 C20.5.9 - Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.	18	—	19	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7 C21.2.0 - Fabrication de préparations pharmaceutiques	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8 C23.5.1 - Fabrication de ciment	25	5	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9 C24.4.2 - Production d'aluminium	33	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10 C26.3.0 - Fabrication d'équipements de communication	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	20	—
11 C27.1.1 - Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques	36	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
12 C27.4.0 - Fabrication d'appareils d'éclairage électrique	13	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
13 C27.5.1 - Fabrication d'appareils électroménagers	27	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	56	—
14 C27.9.0 - Fabrication d'autres matériels électriques	35	6	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—
15 C28.2.9 - Fabrication d'autres machines à usage général n.c.a.	22	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
16 C28.9.2 - Fabrication de machines pour les mines, les carrières et la construction	18	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
17 C29.1.0 - Fabrication de véhicules automobiles	56	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
18 C29.2.0 - Fabrication de carrosseries pour véhicules automobiles ; fabrication de remorques et de semi-remorques	14	4	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
19 C29.3.2 - Fabrication d'autres pièces et accessoires pour véhicules automobiles	26	17	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
20 C32.5.0 - Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	—
21 D35.1.1 - Production d'électricité	71	67	20	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
22 D35.1.3 - Distribution d'électricité	399	392	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
23 D35.3.0 - Production et	147	82	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—

[illegible]

* Présentée comme l'exposition aux secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie).

** La ventilation sectorielle est fournie pour toutes les expositions éligibles couvrant jusqu'à 90 % de l'exposition éligible totale du Modèle 1 – Actifs couverts

		o	p	q	r	s	t	u	v	w	x	y	z	aa	ab
		Au 31 décembre 2024													
		Economie circulaire (CE)		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)			
		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumis à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumis à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD		Entreprises non financières (soumis à la NFRD)		PME et autres entreprises non financières non soumises à la NFRD	
		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*		Valeur comptable [brute]*	
		En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CE)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (PPC)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (PPC)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (BIO)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (BIO)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)	En millions USD	Dont durables sur le plan environnemental (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)
1	B6.2.0 - Extraction de gaz naturel			—	—			—	—			49	42		
2	C11.0.5 - Fabrication de bières			—	—			—	—			17	10		
3	C11.0.7 - Fabrication de boissons gazeuses ; production d'eaux minérales et autres eaux embouteillées			—	—			—	—			33	—		
4	C13.9.6 - Fabrication d'autres textiles techniques et industriels			—	—			—	—			14	1		
5	C19.2.0 - Fabrication de produits pétroliers raffinés			—	—			—	—			22	15		
6	C20.5.9 - Fabrication d'autres produits chimiques n.c.a.			—	—			—	—			37	—		
7	C21.2.0 - Fabrication de préparations pharmaceutiques			1	—			—	—			18	—		
8	C23.5.1 - Fabrication de ciment			—	—			—	—			27	5		
9	C24.4.2 - Production d'aluminium			—	—			—	—			34	33		
10	C26.3.0 - Fabrication d'équipements de communication			—	—			—	—			23	—		
11	C27.1.1 - Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques			—	—			—	—			36	22		
12	C27.4.0 - Fabrication d'appareils d'éclairage électrique			—	—			—	—			15	1		
13	C27.5.1 - Fabrication d'appareils électroménagers			—	—			—	—			84	3		
14	C27.9.0 - Fabrication d'autres matériels électriques			—	—			—	—			46	6		
15	C28.2.9 - Fabrication d'autres machines à usage général n.c.a.			—	—			—	—			23	3		
16	C28.9.2 - Fabrication de machines pour les mines, les carrières et la construction			—	—			—	—			19	3		
17	C29.1.0 - Fabrication de véhicules automobiles			—	—			—	—			56	—		
18	C29.2.0 - Fabrication de carrosseries pour véhicules automobiles ; fabrication de remorques et de semi-remorques			—	—			—	—			17	5		
19	C29.3.2 - Fabrication d'autres pièces et accessoires pour véhicules automobiles			—	—			—	—			26	17		
20	C32.5.0 - Fabrication d'instruments et de fournitures à usage médical et dentaire			—	—			—	—			35	—		
21	D35.1.1 - Production d'électricité			—	—			—	—			92	67		
22	D35.1.3 - Distribution d'électricité			—	—			—	—			399	392		
23	D35.3.0 - Production et distribution de vapeur et d'air conditionné			20	—			—	—			179	82		
24	F42.9.9 - Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.			—	—			—	—			26	9		
25	G45.3.1 - Commerce de gros			—	—			—	—			26	21		

[illegible]

* Présentée comme l'exposition aux secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie).

** La ventilation sectorielle est fournie pour toutes les expositions éligibles couvrant jusqu'à 90 % de l'exposition éligible totale du Modèle 1 – Actifs couverts

3. Stock KPI GAR chiffre d'affaires

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)	Au 31 décembre 2024																
	Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Economie circulaire (CE)			
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			
				dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habitantes											
GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur																	
1 Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	2,7 %	0,8 %	— %	0,1 %	0,4 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %	— %	— %	— %
2 Entreprises financières	0,8 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
3 Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
4 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
5 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
6 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
7 Autres entreprises financières	0,8 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
8 dont entreprises d'investissement	0,8 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
9 Prêts et avances	0,8 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
10 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
12 dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
16 dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
20 Entreprises non financières	1,8 %	0,7 %	— %	0,1 %	0,4 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %	— %	— %	— %
21 Prêts et avances	1,8 %	0,7 %	— %	0,1 %	0,4 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %	— %	— %	— %
22 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
24 Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %					— %	— %	— %	

25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	2,7 %	0,8 %	— %	0,1 %	0,4 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %	— %	— %	— %

		r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af			
		Au 31 décembre 2024																
% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)								
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)						Part du total des actifs couverts		
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)								
		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits			dont activités habilitantes	
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	3,3 %	0,8 %	— %	0,1 %	0,5 %	8,0 %			
2	Entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	— %	— %	— %	— %	2,6 %			
3	Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,2 %			
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,2 %			
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
7	Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	— %	— %	— %	— %	2,5 %			
8	dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	— %	— %	— %	— %	2,4 %			
9	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	— %	— %	— %	— %	2,4 %			
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
20	Entreprises non financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,5 %	0,7 %	— %	0,1 %	0,4 %	3,8 %			
21	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,5 %	0,7 %	— %	0,1 %	0,4 %	3,7 %			
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,6 %			
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %			
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %			
32	Total Actifs GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	3,3 %	0,8 %	— %	0,1 %	0,5 %	42,2 %			

3. KPI GAR stock chiffre d'affaires

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
		Au 31/12/2023																
% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			
				dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur																	
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	1,2 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
2	Entreprises financières	0,9 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
3	Établissements de crédit	0,9 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
4	Prêts et avances	0,9 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
5	Titres de créance, y compris utilisation du	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

	produit																	
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
7	Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
8	dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
9	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
20	Entreprises non financières	0,3 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
21	Prêts et avances	0,3 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %						— %	— %	— %	— %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %						— %	— %	— %	— %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %						— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %												
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	1,2 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

		r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		Au 31/12/2023													
		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					
		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits	
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur														
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	9,2 %
2	Entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,9 %	— %	— %	— %	— %	5,8 %
3	Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,9 %	— %	— %	— %	— %	4,5 %
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,9 %	— %	— %	— %	— %	2,2 %
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,2 %
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %
7	Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,3 %
8	dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %
9	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,1 %
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,1 %
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %
20	Entreprises non financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	1,4 %
21	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	1,4 %
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %
24	Ménages									— %	— %	— %	— %	— %	2,0 %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels									— %	— %	— %	— %	— %	1,0 %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments									— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur														— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %	0,2 %	— %	0,1 %	0,1 %	9,2 %

3. KPI GAR stock CapEx

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q		
		Au 31 décembre 2024																		
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
																			% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)	
Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)							
dont utilisation des produits					dont activités transitoires				dont activités habilitantes				dont utilisation des produits				dont activités habilitantes			
GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur																				
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	3,5 %	1,4 %	— %	0,1 %	0,7 %	0,2 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,4 %	— %	— %	— %		
2	Entreprises financières	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
3	Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %		
7	Autres entreprises financières	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
8	dont entreprises d'investissement	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
9	Prêts et avances	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %		
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %		
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %		
20	Entreprises non financières	2,6 %	1,3 %	— %	0,1 %	0,7 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,4 %	— %	— %	— %		
21	Prêts et avances	2,6 %	1,3 %	— %	0,1 %	0,7 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,4 %	— %	— %	— %		
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %		
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %					— %	— %	— %	— %		
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %					— %	— %	— %	— %		
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %					— %	— %	— %	— %		
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %														
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		
32	Total Actifs GAR	3,5 %	1,4 %	— %	0,1 %	0,7 %	0,2 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,4 %	— %	— %	— %		

	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
	Au 31 décembre 2024													
	Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					
									Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					
									Part du total des actifs couverts					

				dont utilisation des produits	dont activités habilitantes				dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes	
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur															
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	4,0 %	1,4 %	— %	0,1 %	0,7 %	8,0 %
2	Entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,9 %	0,1 %	— %	— %	— %	2,6 %
3	Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,2 %
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,2 %
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
7	Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	2,5 %
8	dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	2,4 %
9	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	2,4 %
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
20	Entreprises non financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	3,2 %	1,3 %	— %	0,1 %	0,7 %	3,8 %
21	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	3,2 %	1,3 %	— %	0,1 %	0,7 %	3,7 %
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,6 %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	4,0 %	1,4 %	— %	0,1 %	0,7 %	42,2 %

3. KPI GAR stock CapEx

	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)	Au 31/12/2023																
	Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)			
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			
		dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes		dont utilisation des produits	dont activités habilitantes		dont utilisation des produits	dont activités habilitantes		dont utilisation des produits	dont activités habilitantes		dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	
GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur																	
1 Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	0,6 %	0,3 %	— %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
2 Entreprises financières	0,2 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
3 Etablissements de crédit	0,2 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
4 Prêts et avances	0,2 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
5 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
6 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
7 Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
8 dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
9 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
10 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
12 dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
16 dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19 Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
20 Entreprises non financières	0,4 %	0,3 %	— %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
21 Prêts et avances	0,4 %	0,3 %	— %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
22 Titres de créance, y	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

	compris utilisation du produit																	
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	0,6 %	0,3 %	— %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

		r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
		Au 31/12/2023													
% (par rapport au total des actifs couverts au dénominateur)		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					
		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits	
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur														
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,7 %	0,4 %	— %	0,1 %	0,2 %	9,2 %
2	Entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,2 %	— %	— %	— %	— %	5,8 %
3	Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,2 %	— %	— %	— %	— %	4,5 %
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,2 %	— %	— %	— %	— %	2,2 %
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,2 %
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
7	Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,3 %
8	dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %
9	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,1 %
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,1 %
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
20	Entreprises non financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %	0,4 %	— %	0,1 %	0,2 %	1,4 %
21	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,5 %	0,4 %	— %	0,1 %	0,2 %	1,4 %
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,0 %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,0 %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,7 %	0,4 %	— %	0,1 %	0,2 %	9,2 %

4. KPI GAR flux Chiffre d'affaires

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
		Au 31 décembre 2024																
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)			Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)				
% (par rapport au flux du total des actifs éligibles)*		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				
			dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes				dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes
	GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur																	
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	2,8 %	1,0 %	— %	0,3 %	0,3 %	0,7 %	0,1 %	— %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %
2	Entreprises financières	1,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

3	Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
7	Autres entreprises financières	1,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
8	dont entreprises d'investissement	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
9	Prêts et avances	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
20	Entreprises non financières	1,7 %	0,9 %	— %	0,3 %	0,2 %	0,7 %	0,1 %	— %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %
21	Prêts et avances	1,7 %	0,9 %	— %	0,3 %	0,2 %	0,7 %	0,1 %	— %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	2,8 %	1,0 %	— %	0,3 %	0,3 %	0,7 %	0,1 %	— %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %

* Le dénominateur est le flux du nouveau total des actifs couverts.

	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
	Au 31 décembre 2024													
% (par rapport au flux du total des actifs éligibles)*	Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					
			dont utilisation des produits	dont activités habitantes			dont utilisation des produits	dont activités habitantes			dont utilisation des produits	dont activités habitantes	dont activités habitantes	Part du total des nouveaux actifs couverts
GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur														
1 Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	3,8 %	1,1 %	— %	0,3 %	0,3 %	14,1 %
2 Entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	1,9 %
3 Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
4 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
5 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
6 Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
7 Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	1,9 %
8 dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	1,8 %
9 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	1,8 %
10 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11 Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
12 dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15 Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
16 dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19 Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
20 Entreprises non financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,7 %	1,0 %	— %	0,3 %	0,3 %	9,6 %
21 Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,7 %	1,0 %	— %	0,3 %	0,3 %	9,6 %
22 Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23 Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
24 Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,6 %

25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels										— %	— %	— %	— %	— %	— %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments										— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur										— %	— %	— %	— %	— %	— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	3,8 %	1,1 %	— %	0,3 %	0,3 %	46,7 %

* Le dénominateur est le flux du nouveau total des actifs couverts.

4. KPI GAR Flux CapEx

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
% (par rapport au flux du total des actifs éligibles)*		Au 31 décembre 2024																
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			
dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes		
GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur																		
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	4,4 %	2,0 %	— %	0,6 %	0,4 %	0,6 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %
2	Entreprises financières	1,1 %	0,1 %	— %	— %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
3	Établissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
7	Autres entreprises financières	1,1 %	0,1 %	— %	— %	0,1 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
8	dont entreprises d'investissement	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
9	Prêts et avances	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
20	Entreprises non financières	3,3 %	1,8 %	— %	0,6 %	0,4 %	0,5 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %
21	Prêts et avances	3,3 %	1,8 %	— %	0,6 %	0,4 %	0,5 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %		— %	— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %	— %	— %		— %
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %					— %	— %	— %	— %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %					— %	— %	— %	— %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %					— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %												
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	4,4 %	2,0 %	— %	0,6 %	0,4 %	0,6 %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,3 %	— %	— %	— %

* Le dénominateur est le flux du nouveau total des actifs couverts.

	r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	af
	Au 31 décembre 2024													

% (par rapport au flux du total des actifs éligibles)*		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					Part du total des nouveaux actifs couverts
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)									
		dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes	dont utilisation des produits	dont activités habilitantes		
GAR - Actifs couverts au numérateur et au dénominateur															
1	Prêts et avances, titres de créance et instruments de capitaux propres détenus à des fins autres que la vente et éligibles pour le calcul du GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	5,3 %	2,1 %	— %	0,6 %	0,5 %	14,1 %
2	Entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %	0,1 %	— %	— %	0,1 %	1,9 %
3	Etablissements de crédit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
4	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
5	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
6	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
7	Autres entreprises financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,2 %	0,1 %	— %	— %	0,1 %	1,9 %
8	dont entreprises d'investissement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	1,8 %
9	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,8 %	0,1 %	— %	— %	— %	1,8 %
10	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
11	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
12	dont sociétés de gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
13	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
14	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
15	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
16	dont entreprises d'assurance	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
17	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
18	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
19	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
20	Entreprises non financières	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	4,1 %	1,9 %	— %	0,6 %	0,4 %	9,6 %
21	Prêts et avances	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	4,1 %	1,9 %	— %	0,6 %	0,4 %	9,6 %
22	Titres de créance, y compris utilisation du produit	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
23	Instruments de capitaux propres	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
24	Ménages	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,6 %
25	dont prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
26	dont prêts à la rénovation des bâtiments	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
27	dont prêts pour véhicules à moteur	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
28	Financement d'administrations locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
29	Financement du logement	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
30	Autres financements des collectivités locales	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
31	Garanties obtenues par prise de possession : biens immobiliers résidentiels et commerciaux	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
32	Total Actifs GAR	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	5,3 %	2,1 %	— %	0,6 %	0,5 %	46,7 %

* Le dénominateur est le flux du nouveau total des actifs couverts.

5. KPI expositions hors bilan Stock_Chiffre d'affaires

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
		Au 31 décembre 2024																
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)			
% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			
		dont utilisation des produits		dont activités transitoires		dont activités habilitantes	dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes		dont utilisation des produits		dont activités habilitantes	
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	1,2 %	0,3 %	— %	— %	0,1 %	0,3 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	0,1 %	— %	— %	— %
2	Actifs sous gestion (KPI AuM)**	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

		r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae		
		Au 31 décembre 2024														
		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)						
% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)						
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)						
			dont utilisation des produits		dont activités habilitantes			dont utilisation des produits		dont activités habilitantes			dont utilisation des produits		dont activités transitoires	dont activités habilitantes
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	0,1 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	1,6 %	0,3 %	— %	— %	0,2 %		
2	Actifs sous gestion (KPI AuM)**	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %		

* Le dénominateur est le total des actifs hors bilan.

** Citigroup ne publie pas de ratio vert pour les actifs sous gestion (KPI AuM), car les actifs sous gestion ne sont pas pertinents pour ses activités.

5. KPI expositions hors bilan Stock_CapEx

% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
	Au 31 décembre 2024																
	Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)			Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				
	Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				
			dont utilisation des	dont acti-	dont acti-			dont utilisation des	dont acti-			dont utilisation des	dont acti-			dont utilisation des	dont acti-

				produits	vités transitoires	vités habitantes			produits	vités habitantes			produits	vités habitantes			produits	vités habitantes
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	1,7 %	0,6 %	— %	— %	0,3 %	0,3 %	0,1 %	— %	0,1 %	— %	— %	— %	— %	0,1 %	— %	— %	— %
2	Actifs sous gestion (KPI AuM)**	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

		r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	
% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*		Au 31 décembre 2024													
		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					
		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits		dont activités habitantes		dont utilisation des produits	
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	2,1 %	0,7 %	— %	— %	0,4 %	
2	Actifs sous gestion (KPI AuM)**	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	

* Le dénominateur est le total des actifs hors bilan.
** Citigroup ne publie pas de ratio vert pour les actifs sous gestion (KPI AuM), car les actifs sous gestion ne sont pas pertinents pour ses activités.

5. KPI expositions hors bilan Flux_Chiffre d'affaires

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
		Au 31 décembre 2024																
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)			
% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			
				dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	2,6 %	0,6 %	— %	0,1 %	0,3 %	2,1 %	0,3 %	— %	0,3 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
2	Actifs sous gestion (KPI AuM)**	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

* Le dénominateur est le flux du nouveau total des actifs hors bilan.
** Citigroup ne publie pas de ratio vert pour les actifs sous gestion (KPI AuM), car les actifs sous gestion ne sont pas pertinents pour ses activités.

% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)				
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				
		dont utilisation des produits		dont activités transitoires		dont utilisation des produits		dont activités transitoires		dont utilisation des produits		dont activités transitoires		
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	4,7 %	0,8 %	— %	0,1 %	0,6 %
2	Actifs sous gestion (KPI AuM)**	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

* Le dénominateur est le flux du nouveau total des actifs hors bilan.
** Citigroup ne publie pas de ratio vert pour les actifs sous gestion (KPI AuM), car les actifs sous gestion ne sont pas pertinents pour ses activités.

5. KPI expositions hors bilan Flux_CapEx

		a	b	c	d	e	f	g	h	i	j	k	l	m	n	o	p	q
		Au 31 décembre 2024																
		Atténuation du changement climatique (CCM)					Adaptation au changement climatique (CCA)				Ressources hydriques et marines (WTR)				Économie circulaire (CE)			
% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)			
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)			
		dont utilisation des produits	dont activités transitoires	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes			dont utilisation des produits	dont activités habilitantes		
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	3,7 %	1,9 %	— %	0,1 %	1,1 %	2,2 %	0,8 %	— %	0,7 %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %
2	Actifs sous gestion (KPI AuM)**	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %

		r	s	t	u	v	w	x	z	aa	ab	ac	ad	ae	
		Au 31 décembre 2024													
		Pollution (PPC)				Biodiversité et écosystèmes (BIO)				TOTAL (CCM + CCA + WTR + CE + PPC + BIO)					
		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (éligibles à la Taxinomie)					
% (par rapport au total des actifs hors bilan éligibles)*		Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)				Part du total des actifs couverts consacrée au financement de secteurs pertinents pour la Taxinomie (alignés sur la Taxinomie)					
		dont utilisation des produits	dont activités habitantes	dont utilisation des produits	dont activités habitantes	dont utilisation des produits	dont activités habitantes	dont utilisation des produits	dont activités habitantes	dont utilisation des produits	dont activités habitantes	dont utilisation des produits	dont activités habitantes		
1	Garanties financières (KPI FinGuar)	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	5,9 %	2,7 %	— %	0,1 %	1,8 %	
2	Actifs sous gestion	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	— %	

[illegible]

* Le dénominateur est le flux du nouveau total des actifs hors bilan

** Citigroup ne publie pas de ratio vert pour les actifs sous gestion (KPI AuM), car les actifs sous gestion ne sont pas pertinents pour ses activités.

Activités liées à l'énergie nucléaire et aux gaz fossiles

Modèles - Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz pour les établissements de crédit

Modèle 1 Activités liées à l'énergie nucléaire et au gaz fossile

		31 décembre 2024
Ligne	Activités liées à l'énergie nucléaire	oui/non
1	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de recherche, de développement, de démonstration et de déploiement d'installations innovantes de production d'électricité à partir de processus nucléaires avec un minimum de déchets issus du cycle du combustible.	Oui
2	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction et d'exploitation sûre de nouvelles installations nucléaires de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels tels que la production d'hydrogène, y compris leurs mises à niveau de sûreté, utilisant les meilleures technologies disponibles.	Oui
3	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités d'exploitation sûre d'installations nucléaires existantes de production d'électricité ou de chaleur industrielle, notamment à des fins de chauffage urbain ou aux fins de procédés industriels, tels que la production d'hydrogène, à partir d'énergie nucléaire, y compris leurs mises à niveau de sûreté.	Oui
	Activités liées aux gaz fossiles	oui/non
4	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction ou d'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	Oui
5	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état et d'exploitation d'installations de production combinée de chaleur/froid et d'électricité à partir de combustibles fossiles gazeux.	Oui
6	L'entreprise exerce, finance ou est exposée à des activités de construction, de remise en état ou d'exploitation d'installations de production de chaleur qui produisent de la chaleur/du froid à partir de combustibles fossiles gazeux.	Oui

Modèle 2

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs GAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	598	0,8 %	585	0,8 %	13	— %
8	Total des KPI applicables	599	0,8 %	587	0,8 %	13	— %

Modèle 2

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), FLUX, CHIFFRE d'AFFAIRES, Actifs GAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)

		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	87	1,1 %	78	1,0 %	9	0,1 %
8	Total des KPI applicables	87	1,1 %	78	1,0 %	9	0,1 %

Modèle 2**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), STOCK, CAPEX, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	6	— %	6	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	1 063	1,4 %	1 050	1,4 %	13	— %
8	Total des KPI applicables	1 069	1,4 %	1 057	1,4 %	13	— %

Modèle 2

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), FLUX, CAPEX, Actifs GAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	163	2,1 %	154	2,0 %	9	0,1 %
8	Total des KPI applicables	163	2,1 %	154	2,0 %	9	0,1 %

Modèle 3**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,1 %	—	0,1 %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	1	0,1 %	1	0,1 %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	1	0,1 %	1	0,1 %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques	598	99,7 %	585	97,6 %	13	2,1 %

	alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable						
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	599	100,0 %	587	97,9 %	13	2,1 %

Modèle 3

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), FLUX, CHIFFRE D’AFFAIRES, Actifs GAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable	87	99,9 %	78	89,7 %	9	10,3 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	87	100,0 %	78	89,7 %	9	10,3 %

Modèle 3

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), STOCK, CAPEX, Actifs GAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	1	0,1 %	1	0,1 %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du	6	0,5 %	6	0,5 %	—	— %

	règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable						
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable	1 063	99,4 %	1 050	98,2 %	13	1,2 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	1 069	100,0 %	1 057	98,8 %	13	1,2 %

Modèle 3**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), FLUX, CAPEX, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,1 %	—	0,1 %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable	163	99,9 %	154	94,5 %	9	5,3 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	163	100,0 %	154	94,7 %	9	5,3 %

Modèle 4**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au	—	— %	—	— %	—	— %

	dénominateur du KPI applicable						
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	45	0,1 %	45	0,1 %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	11	— %	11	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	1 448	1,9 %	1 359	1,8 %	89	0,1 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	1 504	2,0 %	1 416	1,9 %	89	0,1 %

Modèle 4**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, FLUX, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	7	0,1 %	7	0,1 %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	186	2,4 %	137	1,7 %	49	0,6 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	192	2,4 %	144	1,8 %	49	0,6 %

Modèle 4**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, STOCK, CAPEX, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26	—	— %	—	— %	—	— %

	des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable						
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	10	— %	10	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	3	— %	3	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	1 649	2,2 %	1 540	2,0 %	109	0,1 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	1 662	2,2 %	1 553	2,1 %	109	0,1 %

Modèle 4

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, FLUX, CAPEX, Actifs GAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du change-ment climatique (CCM)		Adaptation au change-ment climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	2	— %	2	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlementdélégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	226	2,9 %	191	2,4 %	35	0,4 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	228	2,9 %	194	2,5 %	35	0,4 %

Modèle 5

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs GAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	14	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	72 877	96,7 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur du KPI applicable	72 892	96,7 %

Modèle 5**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, FLUX, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	7 588	96,2 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur du KPI applicable	7 588	96,2 %

Modèle 5**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, STOCK, CAPEX, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	6	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas	—	— %

	éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable		
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	72 369	96,0 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur du KPI applicable	72 376	96,0 %

Modèle 5**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, FLUX, CAPEX, Actifs GAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	7 474	94,7 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur du KPI applicable	7 474	94,7 %

Modèle 2**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %

7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	39	0,3 %	34	0,3 %	5	— %
8	Total des KPI applicables	40	0,3 %	35	0,3 %	5	— %

Modèle 2**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), FLUX, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	0,1 %	1	0,1 %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	14	0,8 %	9	0,5 %	5	0,3 %
8	Total des KPI applicables	15	0,8 %	10	0,6 %	5	0,3 %

Modèle 2**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), STOCK, CAPEX, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %

	applicable						
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	93	0,7 %	77	0,6 %	16	0,1 %
8	Total des KPI applicables	94	0,7 %	78	0,6 %	16	0,1 %

Modèle 2**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (DÉNOMINATEUR), FLUX, CAPEX, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	47	2,7 %	33	1,9 %	14	0,8 %
8	Total des KPI applicables	48	2,7 %	34	1,9 %	14	0,8 %

Modèle 3**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	1	3,4 %	1	3,4 %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la	—	— %	—	— %	—	— %

	taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable						
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,1 %	—	0,1 %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,1 %	—	0,1 %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable	39	96,5 %	34	84,5 %	5	12,0 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	40	100,0 %	35	88,0 %	5	12,0 %

Modèle 3**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), FLUX, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	1	7,8 %	1	7,8 %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,2 %	—	0,2 %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,2 %	—	0,2 %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable	14	91,8 %	9	59,5 %	5	32,3 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	15	100,0 %	10	67,7 %	5	32,3 %

Modèle 3**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), STOCK, CAPEX, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %

2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,2 %	—	0,2 %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	1	1,1 %	1	1,1 %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,1 %	—	0,1 %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,1 %	—	0,1 %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable	93	98,6 %	77	81,9 %	16	16,7 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	94	100,0 %	78	83,3 %	16	16,7 %

Modèle 3

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ALIGNÉES SUR LA TAXINOMIE (NUMÉRATEUR), FLUX, CAPEX, Actifs FINGUAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Montant et proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CCA		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,3 %	—	0,3 %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	1	1,7 %	1	1,7 %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,2 %	—	0,2 %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	0,1 %	—	0,1 %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique alignée sur la taxinomie visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au numérateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques alignées sur la taxinomie non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au numérateur du KPI applicable	47	97,8 %	33	67,8 %	14	30,0 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques alignées sur la taxinomie au numérateur du KPI applicable	48	100,0 %	34	70,0 %	14	30,0 %

Modèle 4

ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024
-------	-----------------------	--

		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CC		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	2	— %	2	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	— %	1	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	153	1,1 %	119	0,9 %	34	0,3 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	156	1,2 %	122	0,9 %	34	0,3 %

Modèle 4**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, FLUX, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CC		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	1	0,1 %	1	0,1 %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques	67	3,8 %	34	1,9 %	33	1,9 %

	éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable						
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	69	3,9 %	36	2,0 %	33	1,9 %

Modèle 4**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, STOCK, CAPEX, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CC		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	2	— %	2	— %	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	173	1,3 %	146	1,1 %	26	0,2 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	175	1,3 %	148	1,1 %	26	0,2 %

Modèle 4**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE MAIS NON ALIGNÉES SUR CELLE-CI, FLUX, CAPEX, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024					
		Proportion (les informations doivent être présentées en montant monétaire et en pourcentage)					
		CCM + CC		Atténuation du changement climatique (CCM)		Adaptation au changement climatique (CCA)	
		Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%	Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.29	1	0,1 %	1	0,1 %	—	— %

	des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable						
5	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique éligible à la taxinomie, mais non alignée sur celle-ci, visée à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139 au dénominateur du KPI applicable	—	— %	—	— %	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques éligibles à la taxinomie, mais non alignées sur celle-ci, non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	54	3,1 %	30	1,7 %	24	1,4 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques éligibles à la taxinomie mais non alignées sur celle-ci au dénominateur du KPI applicable	55	3,1 %	31	1,8 %	24	1,4 %

Modèle 5**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, STOCK, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	13 234	98,4 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur du KPI applicable	13 234	98,4 %

Modèle 5**ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, FLUX, CHIFFRE D'AFFAIRES, Actifs FINGUAR**

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	0,1 %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	1 684	95,2 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la	1 685	95,3 %

	taxinomie au dénominateur du KPI applicable		
--	--	--	--

Modèle 5
ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, STOCK, CAPEX, Actifs FINGUAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	13 166	97,9 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur du KPI applicable	13 167	97,9 %

Modèle 5
ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES NON ÉLIGIBLES À LA TAXINOMIE, FLUX, CAPEX, Actifs FINGUAR

Ligne	Activités économiques	Pour l'exercice clos le 31 décembre 2024	
		Montant (en millions USD)	%
1	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 1 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.26 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
2	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 2 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.27 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	1	— %
3	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 3 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.28 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
4	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 4 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.29 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
5	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 5 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.30 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
6	Montant et proportion de l'activité économique visée à la ligne 6 du modèle 1 qui n'est pas éligible à la taxinomie, conformément à la section 4.31 des annexes I et II du règlement délégué (UE) 2021/2139, au dénominateur du KPI applicable	—	— %
7	Montant et proportion des autres activités économiques non éligibles à la taxinomie et non visées aux lignes 1 à 6 ci-dessus au dénominateur du KPI applicable	1 663	94,1 %
8	Montant total et proportion totale des activités économiques non éligibles à la taxinomie au dénominateur du KPI applicable	1 665	94,1 %

ANNEXE 2 : INFORMATION DE RÉFÉRENCE

Index du contenu des ESRS

Le tableau suivant fournit les références aux obligations d'information des ESRS contenues dans cet État de durabilité.

Standard	Exigence de publication	Sections dans l'État de durabilité	Numéro(s) de page
Informations générales			
ESRS 2	BP-1	À propos de cet État de durabilité	13
ESRS 2	BP-2	À propos de cet État de durabilité	13-14
		Indicateurs - Changement climatique	42-43, 44-46
ESRS 2	GOV-1	Gouvernance	17-21
ESRS 2	GOV-2	Gouvernance	17-18
ESRS 2	GOV-3	Gouvernance	19

ESRS 2	GOV-4	Vigilance raisonnable	22
ESRS 2	GOV-5	Rendre compte de la gestion des risques et des contrôles	21
ESRS 2	SBM-1	Stratégie	14-16
		<i>Disposition transitoire appliquée pour 40 (b) et (c)</i>	N/A
ESRS 2	SBM-2	Stratégie	15-17
		Dialogue avec les parties prenantes dans l'évaluation de la double matérialité	26-27
ESRS 2	SBM-3	Résultats de l'évaluation de la double matérialité	28
		Introduction - Changement climatique	32-34
		Risque climatique	36-38
		Activités durables	38
		Émissions financées	40
		Finance durable	40-41
		Introduction - Personnel d'entreprise	48
		Investir dans le personnel du Groupe	49, 51
		Introduction - Conduite des affaires	65
		Corruption et versement de pots-de-vin	72
	<i>Provision transitoire appliquée pour 48 (e)</i>	N/A	
ESRS 2	IRO-1	L'évaluation de la double matérialité par le Groupe	23-27
ESRS 2	IRO-2	Étape 3 - Finaliser	25-26
		Index du contenu des ESRS	311-314
		Points de données provenant d'autres législations de l'UE	315-319
ESRS 2	MDR-P	Cadre de gestion des risques de CEP	37-38
		Politiques - Activités durables	38
		Politiques - Émissions financées	39
		Politiques - Finance durable	40
		Politiques - Investir dans le Personnel du Groupe	49-50
		Autres informations concernant le personnel	54-55
		Politiques - Conduite des affaires	65-67
ESRS 2	MDR-A	À propos de cet État de durabilité	13
		Actions - Activités durables	38-39
		Actions - Émissions financées	40
		Actions : Finance durable	41
		Actions - Investir dans le Personnel du Groupe	51-53
		Autres informations relatives à la conduite des affaires	68-72
ESRS 2	MDR-M	À propos de cet État de durabilité	13
		Indicateurs - Changement climatique	42-47
		Indicateurs - Personnel d'entreprise	58-64
		Indicateurs - Conduite des affaires	73
ESRS 2	MDR-T	Cibles - Activités durables	39
		Cibles - Émissions financées	40
		Cibles - Finance durable	41
		Cibles - Personnel d'entreprise	58
Informations environnementales			
ESRS E1	GOV-3	Gouvernance	19
ESRS E1	SBM-3	Introduction - Changement climatique	32-34
		Risque climatique	35-37
ESRS E1	IRO-1	Introduction - Changement climatique	32
		Risque climatique	34-36
		Produits et services de finance durable	41
ESRS E1	E1-1	Engagement de Citi en faveur de l'objectif zéro émission nette	41
ESRS E1	E1-2	Cadre de gestion des risques de CEP	37
		Politiques - Activités durables	38
		Politiques - Émissions financées	39
		Politiques - Finance durable	40
ESRS E1	E1-3	Introduction - Changement climatique	32
		Actions - Activités durables	38-39
		Actions : Finance durable	41
ESRS E1	E1-5	Consommation d'énergie	47
ESRS E1	E1-6	Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES	42-43

		Intensité des émissions de GES	43
ESRS E1	E1-7	Élimination des GES et projets d'atténuation des GES financées par des crédits carbone	44
ESRS E1	E1-8	Tarification interne du carbone	41
ESRS E1	E1-9	<i>Disposition transitoire</i>	N/A
Informations sociales			
ESRS S1	SBM-2	Stratégie	15
ESRS S1	SBM-3	Périmètre du Personnel du Groupe	48-49
		Investir dans le personnel du Groupe	49
		Engagements envers les droits de l'homme pour le personnel du Groupe	54
ESRS S1	S1-1	Politiques - Investir dans le Personnel du Groupe	49-51
		Autres informations concernant le personnel	54-55
ESRS S1	S1-2	Dialogue avec les salariés	56-57
ESRS S1	S1-3	Investir dans le personnel du Groupe	50,52
		Canaux d'escalade	57-58
ESRS S1	S1-4	Actions - Investir dans le personnel de Citi	51-53
		Autres informations concernant le personnel	54,56
ESRS S1	S1-6	Indicateurs relatifs au nombre de salariés	58-59
		Rotation des salariés	59
ESRS S1	S1-7	<i>Disposition transitoire</i>	N/A
ESRS S1	S1-8	Couverture des négociations collectives et dialogue social	61
		<i>Provision transitoire appliquée pour 60 (c)</i>	N/A
ESRS S1	S1-9	Répartition des salariés par sexe et par âge	60
ESRS S1	S1-10	Salaires décents	61
ESRS S1	S1-11	<i>Disposition transitoire</i>	N/A
ESRS S1	S1-12	<i>Disposition transitoire</i>	N/A
ESRS S1	S1-13	<i>Disposition transitoire</i>	N/A
ESRS S1	S1-14	Indicateurs de santé et de sécurité	62
		<i>Disposition transitoire appliquée pour 88 (d) et (e)</i>	N/A
ESRS S1	S1-15	<i>Disposition transitoire</i>	N/A
ESRS S1	S1-16	Indicateurs de rémunération (écart de rémunération et rémunération totale)	61-62
ESRS S1	S1-17	Incidents, plaintes et impacts graves en matière de droits de l'homme	62-64
Informations sur la gouvernance			
ESRS G1	GOV-1	Gouvernance	17
ESRS G1	IRO-1	Évaluation de la matérialité financière	24
ESRS G1	G1-1	Autres informations relatives à la conduite des affaires	67-73
ESRS G1	G1-3	Corruption et versement de pots-de-vin	69-72
ESRS G1	G1-4	Indicateurs - Conduite des affaires	73-74

Points de données provenant d'autres législations de l'UE

Exigence de publication et point de données y relatif	Référence au SFDR	Référence au Pilier 3	Référence au Règlement « Indices de référence »	Référence à la Loi Climat de l'UE	Partie dans l'État de durabilité
ESRS 2 GOV-1 Diversité du Conseil d'administration, paragraphe 21(d)	Indicateur n° 13, Tableau n° 1 de l'annexe 1		Règlement délégué (UE) 202/1816 de la Commission, annexe II		Gouvernance (section Informations générales)
ESRS 2 GOV-1 Pourcentage d'administrateurs indépendants, paragraphe 21(e)			Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Gouvernance (section Informations générales)
ESRS 2 GOV-4 Déclaration sur la vigilance raisonnable, paragraphe 30	Indicateur numéro 10 Tableau n° 3 de l'annexe I				Vigilance raisonnable
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées aux combustibles fossiles paragraphe 40(di)	Indicateur n° 4 Tableau n° 1 de l'annexe I	Article 449a Règlement (UE) n° 575/2013 ; règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission Tableau 1 : Informations qualitatives sur le risque environnemental et tableau 2 : Informations qualitatives sur le risque social	Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Non applicable

ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à la fabrication de produits chimiques paragraphe 40(dii)	Indicateur numéro 9 Tableau n° 2 de l'annexe I		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Non applicable
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à des armes controversées paragraphe 40(diii)	Indicateur numéro 14 Tableau n° 1 de l'annexe I		Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 12(1) Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Non applicable
ESRS 2 SBM-1 Participation à des activités liées à la culture et à la production de tabac paragraphe 40(div)			Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 12(1) Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Non applicable
ESRS E1-1 Plan de transition pour atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, paragraphe 14				Règlement (UE) 2021/1119, article 2(1)	Engagement de Citi en faveur de l'objectif zéro émission nette
ESRS E1-1 Entreprises exclues des Indices de référence « Accord de Paris », paragraphes 16(g)		Article 449a Règlement (UE) n° 575/2013 ; règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission Modèle 1 : Portefeuille bancaire - Risque de transition lié au changement climatique : Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et durée résiduelle	Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 12.1 (d) à (g) et article 12.2		Engagement de Citi en faveur de l'objectif zéro émission nette
ESRS E1-4 GES cibles de réduction des émissions paragraphe 34	Indicateur numéro 4 Tableau n° 2 de l'annexe I	Article 449a Règlement (UE) n° 575/2013 ; règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission Modèle 3 : Portefeuille bancaire - Risque de transition lié au changement climatique : indicateurs d'alignement	Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 6		Cibles : Activités durables
ESRS E1-5 Consommation d'énergie produite à partir de combustibles fossiles ventilée par source d'énergie (uniquement les secteurs ayant un fort impact sur le climat) paragraphe 38	Indicateur n° 5, Tableau n° 1 et Indicateur n° 5, Tableau n° 2 de l'annexe I				Consommation d'énergie
ESRS E1-5 Consommation d'énergie et mix paragraphe 37	Indicateur numéro 5 Tableau n° 1 de l'annexe I				Consommation d'énergie
ESRS E1-5 Intensité énergétique des activités dans les secteurs à fort impact climatique paragraphes 40 à 43	Indicateur numéro 6 Tableau n° 1 de l'annexe I				Consommation d'énergie
ESRS E1-6 Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES paragraphe 44	Indicateurs n° 1 et 2, Tableau n° 1 de l'annexe I	Article 449a ; Règlement (UE) n° 575/2013 ; Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 Modèle 1 : Portefeuille bancaire Risque de transition lié au changement climatique : Qualité de crédit des expositions par secteur, émissions et durée résiduelle	Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 5(1), article 6 et article 8(1)		Émissions brutes de GES des scopes 1, 2, 3 et émissions totales de GES
ESRS E1-6 Intensité brute des émissions de GES paragraphes 53 à 55	Indicateur n° 3 Tableau n° 1 de l'annexe I	Article 449a du règlement (UE) n° 575/2013 ; Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission Modèle 3 :	Règlement délégué (UE) 2020/1818, article 8(1)		Émissions de GES Intensité

		Portefeuille bancaire Risque de transition lié au changement climatique : indicateurs d'alignement			
ESRS E1-7 GES éliminations et crédits carbone, paragraphe 56				Règlement (UE) 2021/1119, article 2(1)	Élimination des GES et projets d'atténuation des GES financées par des crédit carbone
ESRS E1-9 Exposition du portefeuille de l'indice de référence à des risques physiques liés au climat paragraphe 66			Règlement délégué (UE) 2020/1818, annexe II Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Disposition transitoire
ESRS E1-9 Désagrégation des montants monétaires par risque physique aigu et chronique, paragraphe 66(a) ESRS E1-9 Localisation des actifs importants exposés à un risque physique matériel, paragraphe 66(c)		Article 449a Règlement (UE) n° 575/2013 ; Règlement d'exécution (UE) 2022/2453 de la Commission, paragraphes 46 et 47 ; Modèle 5 : Portefeuille bancaire Risque physique lié au changement climatique : Expositions soumises à un risque physique			Disposition transitoire
ESRS E1-9 Ventilation de la valeur comptable des actifs immobiliers de l'entreprise par classe d'efficacité énergétique, paragraphe 67(c)		Article 449a du règlement (UE) n° 575/2013 ; Règlement d'exécution (UE) 2022/2453m, paragraphe 34 ; Modèle 2 : portefeuille bancaire Risque de transition lié au changement climatique : Prêts garantis par des biens immobiliers Efficacité énergétique des sûretés			Disposition transitoire
ESRS E1-9 Degré d'exposition du portefeuille aux opportunités liées au climat paragraphe 69			Règlement délégué (UE) 2020/1818, annexe II		Disposition transitoire
ESRS E2-4 Quantité de chaque polluant énuméré dans l'annexe II du règlement E-PRTR (registre européen des rejets et des transferts de polluants) rejetés dans l'air, l'eau et le sol, paragraphe 28	Indicateur numéro 8 Tableau n° 1 de l'annexe I Indicateur numéro 2 Tableau n° 2 de l'annexe I Indicateur numéro 1 Tableau n° 2 de l'annexe I Indicateur numéro 3 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E3-1 Ressources hydriques et marines, paragraphe 9	Indicateur numéro 7 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E3-1 Paragraphe 13 de la politique dédiée	Indicateur numéro 9 Tableau n° 2 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS E3-1 Pratiques durables en ce qui concerne les océans et les mers paragraphe 14	Indicateur numéro 12 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E3-4 Pourcentage total d'eau recyclée et réutilisée, paragraphe 28(c)	Indicateur numéro 6.2 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E3-4 Consommation d'eau totale en m3 par rapport au chiffre d'affaires généré par les propres activités de	Indicateur numéro 6.1 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel

l'entreprise, paragraphe 29					
ESRS 2-IRO-1 - E4 paragraphe 16(ai)	Indicateur numéro 7 Tableau n° 1 de l'annexe I				Non matériel
ESRS 2-IRO-1 - E4 paragraphe 16(b)	Indicateur numéro 10 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS 2-IRO-1 - E4 paragraphe 16(c)	Indicateur numéro 14 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques foncières/agricoles durables, paragraphe 24(b)	Indicateur numéro 11 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E4-2 Pratiques ou politiques durables en ce qui concerne les océans/mers, paragraphe 24(c)	Indicateur numéro 12 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E4-2 Politiques de lutte contre la déforestation, paragraphe 24(d)	Indicateur numéro 15 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E5-5 Déchets non recyclés, paragraphe 37(d)	Indicateur numéro 13 Tableau n° 2 de l'annexe I				Non matériel
ESRS E5-5 Déchets dangereux et déchets radioactifs, paragraphe 39	Indicateur numéro 9 Tableau n° 1 de l'annexe I				Non matériel
ESRS 2-SBM3 - S1 Risque d'incidents liés au travail forcé, paragraphe 14(f)	Indicateur numéro 14 Tableau n° 3 de l'annexe I				Engagements envers les droits de l'homme pour le personnel du Groupe
ESRS 2-SBM3 - S1 Risque d'incidents liés au travail des enfants, paragraphe 14(g)	Indicateur numéro 12 Tableau n° 3 de l'annexe I				Engagements envers les droits de l'homme pour le personnel du Groupe
ESRS S1-1 Politiques de vigilance raisonnable relatives aux questions traitées par les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail 1 à 8, paragraphe 21			Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Engagements envers les droits de l'homme pour le personnel du Groupe
ESRS S1-1 processus et mesures de prévention de la traite des êtres humains, paragraphe 22	Indicateur numéro 11 Tableau n° 3 de l'annexe I				Engagements envers les droits de l'homme pour le personnel du Groupe
ESRS S1-1 politique de prévention des accidents du travail ou dispositif de gestion paragraphe 23	Indicateur numéro 1 Tableau n° 3 de l'annexe I				Santé et sécurité
ESRS S1-3 mécanismes de traitement des différends/plaintes paragraphe 32(c)	Indicateur numéro 5 Tableau n° 3 de l'annexe I				Gérer et réparer les impacts
ESRS S1-14 Nombre de décès et nombre et taux d'accidents liés au travail, paragraphe 88 (b) et (c)	Indicateur numéro 2 Tableau n° 3 de l'annexe I		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Indicateurs de santé et de sécurité
ESRS S1-14 Nombre de jours	Indicateur numéro 3 Tableau n° 3 de				Disposition transitoire

perdus pour cause de blessures, d'accidents, de décès ou de maladies, paragraphe 88(e)	l'annexe I				
ESRS S1-16 Écart de rémunération entre hommes et femmes non corrigé, paragraphe 97(a)	Indicateur numéro 12 Tableau n° 1 de l'annexe I		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Indicateurs de rémunération (écart de rémunération et rémunération totale)
ESRS S1-16 Ratio de rémunération excessif du directeur général paragraphe 97(b)	Indicateur numéro 8 Tableau n° 3 de l'annexe 1				Indicateurs de rémunération (écart de rémunération et rémunération totale)
ESRS S1-17 Cas de discrimination, paragraphe 103(a)	Indicateur numéro 7 Tableau n° 3 de l'annexe 1				Incidents, plaintes et impacts graves en matière de droits de l'homme
ESRS S1-17 Non-respect des principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE, paragraphe 104(a)	Indicateur n° 10, Tableau n° 1, et Indicateur n° 14, Tableau n° 3 de l'annexe 1		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II Règlement délégué (UE) 2020/1818 art. 12 (1)		Incidents, plaintes et impacts graves en matière de droits de l'homme
ESRS 2 - SBM3 - S2 Risque important de travail des enfants ou de travail forcé dans la chaîne de valeur, paragraphe 11(b)	Indicateurs n° 12 et n° 13, Tableau n° 3 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS S2-1 Engagements à mener une politique en matière de droits de l'homme paragraphe 17	Indicateur n° 9, Tableau n° 3, et Indicateur n° 11, Tableau n° 1 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS S2-1 Politiques relatives aux travailleurs de la chaîne de valeur, paragraphe 18	Indicateurs n° 11 et n° 4, Tableau n° 3 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS S2-1 Non-respect des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE, paragraphe 19	Indicateur numéro 10 Tableau n° 1 de l'annexe 1		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II Règlement délégué (UE) 2020/1818, art. 12 (1)		Non matériel
ESRS S2-1 Politiques de vigilance raisonnable relatives aux questions traitées par les conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail 1 à 8, paragraphe 19			Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II		Non matériel
ESRS S2-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme liés à la chaîne de valeur en amont ou en aval paragraphe 36	Indicateur numéro 14 Tableau n° 3 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS S3-1 Engagements à mener une politique en matière de droits de l'homme paragraphe 16	Indicateur n° 9, Tableau n° 3 de l'annexe 1 et Indicateur n° 11, Tableau n° 1 de l'annexe 1				Non matériel

ESRS S3-1 Non-respect des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, des principes de l'OIT ou/et des principes directeurs de l'OCDE, paragraphe 17	Indicateur numéro 10 Tableau n° 1 de l'annexe 1		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II Règlement délégué (UE) 2020/1818, art. 12 (1)		Non matériel
ESRS S3-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme paragraphe 36	Indicateur numéro 14 Tableau n°3 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS S4-1 Politiques relatives aux consommateurs et aux utilisateurs finaux paragraphe 16	Indicateur numéro 9 Tableau n° 3 et Indicateur n° 11, Tableau n° 1 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS S4-1 Non-respect des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des principes directeurs de l'OCDE, paragraphe 17	Indicateur numéro 10 Tableau n° 1 de l'annexe 1		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II Règlement délégué (UE) 2020/1818, art. 12 (1)		Non matériel
ESRS S4-4 Problèmes et incidents en matière de droits de l'homme paragraphe 35	Indicateur numéro 14 Tableau n°3 de l'annexe 1				Non matériel
ESRS G1-1 Convention des Nations unies contre la corruption, paragraphe 10 (b)	Indicateur numéro 15 Tableau n°3 de l'annexe 1				Politique globale de lutte contre la corruption et le versement de pots-de-vin
ESRS G1-1 Protection des lanceurs d'alerte, paragraphe 10 (d)	Indicateur numéro 6 Tableau n°3 de l'annexe 1				Politique mondiale de lutte contre la discrimination et le harcèlement
ESRS G1-4 Amendes pour infraction à la législation sur la lutte contre la corruption et les actes de corruption paragraphe 24 (a)	Indicateur numéro 17 Tableau n°3 de l'annexe 1		Règlement délégué (UE) 2020/1816, annexe II)		Corruption et versement de pots-de-vin
ESRS G1-4 Normes de lutte contre la corruption et le versement de pots-de-vin, paragraphe 24 (b)	Indicateur numéro 16 Tableau n°3 de l'annexe 1				Corruption et versement de pots-de-vin

ANNEXE 3 : INFORMATIONS IMPORTANTES/AVERTISSEMENTS

Déclarations prospectives

Le Rapport annuel et les états financiers 2024 du Groupe (le Rapport) contiennent certaines « déclarations prospectives », notamment, mais sans s'y limiter, la situation financière du Groupe, de CEP et/ou de Citi, les résultats d'exploitation et d'activité, la liquidité, les perspectives, la croissance, la stratégie et les objectifs de l'organisation, la structure du capital, les exigences et ratios de fonds propres, les revenus futurs, les marges, les dépenses d'investissement, les coûts prévus, les pertes sur prêts, nos objectifs opérationnels et financés de zéro émission nette, nos objectifs de financement durable et de transition et les objectifs connexes, les engagements, les stratégies, les plans, les perspectives et la performance attendue. En outre, des déclarations prospectives peuvent être faites dans d'autres documents accessibles au public et la direction du Groupe peut faire des déclarations prospectives oralement à l'intention des analystes, des investisseurs, des représentants des médias et d'autres personnes.

Les déclarations prospectives ne reposent pas sur des faits historiques, mais expriment plutôt les convictions du moment du Groupe et de sa direction concernant les événements futurs. De telles déclarations peuvent être identifiées par des termes, tels que « croire », « s'attendre », « anticiper », « avoir l'intention », « estimer », « poursuivre », « projeter », « peut augmenter », « peut fluctuer », « prédire », « perspective », « objectif », « assumer », « se concentrer », « prévoir », « s'engager », « potentiel », « cible », « illustratif », « plans », « chercher », ou d'autres termes de sens similaire, et des expressions similaires (ou leur forme négative) ou des verbes au futur ou conditionnel, tels que « sera », « devrait », « pourrait » ou « peut ». Toutefois, toute déclaration qui n'est pas une déclaration portant sur un fait historique, qu'elle utilise ou non l'un des termes susvisés, est une déclaration prospective.

Les déclarations prospectives reposent sur les attentes du moment de la direction et sont soumises à des risques, incertitudes, changements de circonstances et hypothèses difficiles à prévoir, souvent hors de notre contrôle et intrinsèquement incertains. Ces déclarations ne constituent pas des garanties de résultats futurs, d'occurrences, de performances ou de conditions et les résultats réels peuvent sensiblement différer de ceux inclus dans ce Rapport. De plus, bon nombre des déclarations prospectives incluses dans le Rapport reposent sur des hypothèses, des normes, des indicateurs, des mesures, des méthodologies, des données et des cadres internes jugés raisonnables au moment de la préparation, mais ne doivent pas être considérées comme des garanties. En particulier, les hypothèses, les normes, les indicateurs, les méthodologies et les cadres de mesure, d'information et d'analyse

du changement climatique continuent d'évoluer, varient d'un pays à l'autre et d'un organisme de réglementation à l'autre et font l'objet d'évolutions réglementaires proposées dans plusieurs pays, ce qui pourrait avoir une incidence importante sur nos mesures et rapports futurs ainsi que sur les résultats des efforts énoncés dans ce Rapport. Il existe en outre d'autres sources d'incertitude et des limites qui échappent au contrôle du Groupe, de CEP et de Citi et qui pourraient avoir un impact sur les plans et les délais, notamment la dépendance aux avancées technologiques et réglementaires et aux comportements et préférences des acteurs du marché. La capacité du Groupe à mesurer nombre de ces objectifs dépend par ailleurs des données censées être mesurées, suivies et fournies par les clients du Groupe et les autres parties prenantes. Par conséquent, la capacité à mesurer les progrès et à atteindre les objectifs dépend de la qualité et de la disponibilité de ces données, comme indiqué dans ce Rapport. Compte tenu de l'incertitude inhérente aux estimations, hypothèses et délais contenus dans ce Rapport, le Groupe pourrait ne pas être en mesure d'anticiper l'éventualité et la mesure dans laquelle le Groupe sera en capacité d'atteindre ses plans, cibles, objectifs ou engagements à l'avance et, dans les circonstances prévues. Il peut donc être nécessaire de réévaluer les progrès dans la réalisation de ses plans, cibles, objectifs ou engagements. Le Groupe ne saurait non plus garantir que les données fournies dans ses rapports seront cohérentes d'une année sur l'autre, sachant que la qualité des données, notamment celles liées au climat, s'améliore. En outre, le Groupe, CEP et Citi n'ont pas l'intention de vérifier de manière indépendante les données de tiers et n'entendent pas le faire. Ces données ne sauraient donc être interprétées comme une forme de garantie ou d'assurance quant à l'exactitude, les résultats ou les tendances à venir et nous ne faisons aucune déclaration ou garantie quant aux informations de tiers.

Les résultats ou performances réels peuvent sensiblement différer de ceux exprimés ou suggérés par l'une de ces déclarations prospectives en raison de divers facteurs, notamment, entre autres, les tendances socio-démographiques et économiques dans le monde, les défis et incertitudes géopolitiques, les résultats financiers, les prix de l'énergie, le comportement des consommateurs et des clients, les avancées technologiques, les risques physiques et les risques de transition associés au changement climatique, la capacité du Groupe à attirer et retenir des salariés qualifiés, l'attention accrue portée aux enjeux liés au climat, les évolutions de la législation et de la réglementation, les initiatives gouvernementales potentiellement conflictuelles en matière d'ESG, l'augmentation des actions réglementaires et des litiges liés à d'éventuelles allégations de « greenwashing » (écoblanchiment), l'issue de procédures judiciaires et d'enquêtes réglementaires actuelles et futures, les politiques publiques, le dialogue avec les clients, les fournisseurs, les investisseurs, les agents publics et les autres parties prenantes, la capacité du Groupe à collecter et à vérifier les données concernant les impacts environnementaux, la capacité du Groupe à mettre en œuvre avec succès diverses initiatives dans l'ensemble de l'organisation dans les délais prévus, la capacité des partenaires du Groupe ou des partenaires potentiels ainsi que de leurs fournisseurs à mettre en œuvre avec succès des initiatives et à produire ou mettre à l'échelle de nouvelles technologies dans les délais prévus, la conformité de divers tiers aux politiques et procédures du Groupe, de CEP et/ou de Citi et aux exigences réglementaires ou d'autres événements ou conditions imprévisibles. Il convient de ne pas se fier indûment à ces déclarations prospectives. D'autres facteurs susceptibles de contribuer au fait que les résultats réels ou la performance réelle diffèrent sensiblement de ceux décrits dans les déclarations prospectives figurent dans ce Rapport. Le Rapport contient des déclarations fondées sur des scénarios et des hypothèses très défavorables, qui peuvent ne pas se produire ou différer sensiblement des événements réels, et ces déclarations ne doivent pas nécessairement être considérées comme représentatives du risque actuel ou réel ou des prévisions du risque attendu.

Les performances passées ne doivent pas être considérées comme une indication ou une garantie des résultats futurs et aucune déclaration ou garantie, expresse ou implicite, n'est donnée quant aux performances futures.

Rien dans ce Rapport ne saurait être considéré comme une prévision de rentabilité future, de dividende ou de situation financière et aucune des informations contenues dans ce document n'est ou n'est destinée à être une prévision de bénéfice, une prévision de dividende ou une estimation de bénéfice.

Toute déclaration prospective faite par ou pour le compte du Groupe, de CEP et/ou de Citi ne s'applique qu'à la date initialement indiquée et se fonde sur les attentes alors en vigueur de la direction. Le Groupe décline expressément toute obligation et ne s'engage en aucun cas à réviser ou à mettre à jour aucune déclaration prospective dans le but de tenir compte de l'impact de toute évolution des attentes, des hypothèses, des circonstances ou des événements du Groupe survenant après la formulation de toute déclaration prospective, à moins que la loi applicable ne l'exige expressément.